

Dipartimento di Architettura e Pianificazione
POLITECNICO DI MILANO



PUCA– recherche Territoires urbains et sûreté

Lieux, outils d'aménagement, sûreté. La production des nouveaux espaces urbains

Sous la direction de *Massimo Bricocoli* et *Paola Savoldi*





Lieux, outils d'aménagement, sûreté.
La production des nouveaux espaces urbains

sous la direction de
Massimo Bricocoli et Paola Savoldi

Credits

Giovanni Hänninen a participé à la recherche en tant que photographe (www.hanninen.it).

Anna Todros a projeté et réalisé l'élaboration des cartes, la conception graphique et la mise en page, avec la contribution de Lina Scavuzzo en ce qui concerne le cas de via Artom à Turin.

Anne Grillet-Aubert a traduit des chapitres 1, 2, 3, 4 ;

Laurianne Liviero a traduit les chapitres 5, 6, 7, 8.

Table des matières

1. Introduction, Massimo Bricocoli et Paola Savoldi	9
1.1. Problématiques et hypothèses	
1.2. Outils, projet urbain et de l'habiter dans la ville contemporaine	
1.3. Lieux, outils	
1.4. Cas d'études et méthodologie : note introductive	
Première partie. Milan	27
2. Pompeo Leoni.	
Un lieu moyen. Ni hors, ni dans la ville,	29
<i>Massimo Bricocoli</i>	
2.1. Pompeo Leoni. Contexte, outils, transformations	
2.2. L'espace urbain négocié : à l'étroit entre public et privé	
2.3. Si proche et si lointain. Le rêve suburbain à deux pas du centre?	
2.4. Si l'espace n'est pas plat. Anfractuosités et intrus	
2.5. La gestion de la vie tranquille et de la sécurité comme pivot de l'organisation sociale	
2.6. Sécurité et auto-organisation? Pouvoir, politique et gouvernement du territoire	
3. Santa Giulia.	
De la ville d'avant-garde au quartier périurbain,	65
<i>Paola Savoldi</i>	
3. 1. Santa Giulia comme projet urbain	
3. 2. Santa Giulia comme produit immobilier	
3. 3. Santa Giulia comme chantier habité	
3. 4. Santa Giulia entre <i>whishful thinking</i> et marginalité	

4. Canonica Sarpi. 105

Un quartier historique en fuite du présent,

Raffaele Monteleone et Lidia C.K. Manzo

4. 1. Canonica Sarpi: généalogie d'un quartier historique
4. 2. China (sans) Town : quels rapports entre place et people?
4. 3. La naissance de la vente en gros chinoise n'est pas (seulement) une question de quartier
4. 4. La protestation des habitants : le gouvernement minimum et le gouvernement au millième
4. 5. De la ville monofonctionnelle : Milan comme résidence ou Milan, capitale du travail ?
4. 6. Le futur (incertain) du quartier

Deuxième partie. Turin 143

5. Via Artom. 145

Habiter la banlieue de la ville,

Lina Scavuzzo

5. 1. Via Artom dans le décor urbain turinois
5. 2. Un pôle urbain nouveau : le Parco Colonnetti
5. 3. La construction d'une nouvelle identité collective

6. Spina 3. 175

Un ordre spatial dicté par la séparation,

Anna Todros

6. 1. Spina 3 : une aire complexe
6. 2. Le renversement des assiettes de propriété
6. 3. Du projet à la réalisation
6. 4. Mobiliser les intérêts
6. 5. Un comité comme instrument de l'Administration publique
6. 6. Un ordre spatial dicté par la séparation
- 6.7. Formes de vie en commun
- 6.8. Vagues images: le Parc Dora

7. San Salvario.	205
Forces et faiblesses d'un quartier multiethnique,	
<i>Anna Todros</i>	
7.1. Un habitat connoté	
7.2. Eléments de criticité et perception d'insécurité	
7.3. Quel rôle attribuer aux politiques ?	
7.4. Agir par projets	
7.5. Le mélange social comme caractère distinctif	
7.6. Une gentrification souple	
7.7. Glissements de terrain : de la criminalité à la tranquillité	
8. Conclusions,	231
<i>Massimo Bricocoli et Paola Savoldi</i>	
8.1. Demandes et résultats de la recherche	
8.2. Deux mouvements convergents vers le « nouveau urbain »	
8.3. Conditions et formes de la réorganisation sociale et spatiale dans la ville	
8.4. Quelques hypothèses sur les tendances	
8.5. Qu'est-ce qui se décharge sur le public ? Epilogue à partir de quelques problèmes émergents dans le gouvernement de la ville	
9. Références bibliographiques	257



Introduction¹

1.1 Problématiques et hypothèses

La dimension *urbaine* de la sécurité a des implications importantes. Il ne s'agit pas tant de considérer la ville comme la scène ou le périmètre des phénomènes d'insécurité ou des problèmes de sécurité mais de mettre la ville au premier plan. L'espace est la dimension où agissent des politiques qui ne sont pas seulement spatiales; l'observation de lieux et de nouvelles configurations spatiales de la ville contemporaine peut contribuer à enrichir une réflexion sur des questions et des perspectives de gouvernement d'ordre plus général (Donzelot, 2008).

La prise de conscience de la nature structurelle des changements qui alimentent l'insécurité sociale n'a cessé d'augmenter, la ville tend à constituer un champ de tensions où se déroulent d'importants processus de réorganisation sociale et spatiale dépendant des diverses orientations des politiques publiques et des dynamiques du marché. S'il est évident qu'à une période marquée par le fondamentalisme du marché et une forte individualisation, aucune forme spatiale ne peut permettre d'échapper au sentiment d'insécurité qui est "chez moi parce que ce sentiment m'appartient"; les formes et les processus de transformation des lieux peuvent certainement et utilement être aussi considérés comme les effets mêlés d'une culture sociale dominante (Mazza, 2009).

1. Le texte est le résultat d'un travail collectif de Massimo Bricocoli et Paola Savoldi, néanmoins les paragraphes 1 et 4 sont à attribuer à Massimo Bricocoli et les paragraphes 2 et 3 sont à attribuer à Paola Savoldi.

L'importance politique et culturelle acquise par la question de la sécurité dans le débat sur les politiques publiques (en Italie comme ailleurs) est très probablement l'effet de formes de gouvernement et de cohésion sociale toujours plus fragiles. L'augmentation de l'insécurité sociale projetée de façon évidente, et de façons les plus simples et désespérées, l'ombre des peurs individuelles sur l'agenda des politiques publiques et, comme nous l'avons montré ailleurs² (Bricocoli et Savoldi, 2008) la réponse aux problématiques qui émergent éminemment comme demandes de sécurité sociale prend toujours plus souvent la forme d'une action publique intervenant sur le plan de la sécurité civile (et donc de l'ordre public) ou bien comme des actions locales (en termes de politiques pour la sécurité urbaine) qui tentent de remédier localement à des problèmes certainement de nature structurelle.

Une recherche récente commandée en 2008 par l'association des entreprises de construction dans l'agglomération milanaise (Assimpredil - Makno & consulting, 2008) sur l'évolution du marché des immeubles d'habitation, montre que la sécurité du quartier est indiquée comme premier critère de choix du quartier et du contexte du lieu d'habitat (9,1 %) et seulement ensuite, la "qualité des dessertes et du transport" (8,6%), la facilité de stationnement (8%), la proximité de parcs et de jardins (8%) et de services commerciaux (7,2%).

Comme nous le verrons, l'espoir d'un contexte "sûr" n'est pas relatif aux taux réels de criminalité, mais dépend plutôt de toute une série d'exigences qui font référence aux caractéristiques, aux usages et aux fréquentations de ces lieux.

La tendance à un retour des populations vers la ville et la croissance démographique urbaine s'inscrivent aujourd'hui sur l'agenda des gouvernements locaux et dans le débat sur la ville contemporaine. Il s'agit d'une part, d'un "retour en ville", c'est-à-dire d'une croissance urbaine qui se réalise aux dépens des zones sub-urbaines avec un intérêt renouvelé pour les services et

2. Les hypothèses que nous développons ici sont le résultat d'un travail de terrain intensif qui a suivi une première recherche réalisée en Italie (dans le cadre du Programme exploratoire de recherche prospective en Europe, lancé par le PUCA) sur les politiques locales pour la sécurité, sous la direction de Massimo Bricocoli et Paola Savoldi (Bricocoli, Savoldi, 2008).

les offres des hyper centres. D'autre part, une demande renouvelée de ville est exprimée par ceux qui y résident déjà, dans des secteurs urbains centraux et méditent de partir à la recherche d'une meilleure qualité de vie mais ne sont pas disposés à affronter les coûts et les inconvénients de la densité urbaine: l'usage intensif et souvent non réglé de certains espaces publics, la forte mixité et la proximité de fonctions (autres que la fonction résidentielle), la disponibilité limitée d'espaces verts facilement accessibles, la difficulté d'accès et de stationnement et de façon générale la médiocre tranquillité et *privacy* des espaces domestiques et des espaces les plus proches. A ces deux dynamiques se superposent les données sur la population immigrée, c'est-à-dire le pourcentage important d'étrangers qui a caractérisé la renaissance démographique de nombreuses villes et régions dont les soldes naturels étaient presque nuls. Dans quelles conditions ces processus de croissance, transformation et réorganisation se produisent-ils?

Comme l'ont souligné de nombreux auteurs (Bianchetti 2009 ; Cremaschi, 2008 ; Donzelot, 2008 ; de Leonardis, 2008), la production de la ville risque de suivre de plus en plus souvent des principes de séparation, voire d'éloignement des différents groupes sociaux et de leurs lieux de vie. Ce genre de ville nous apparaît toujours plus simplifié, toujours plus touché par des processus de polarisation (sociale, fonctionnelle) qui réduisent ou transforment le caractère urbain même de la ville.

Si l'on adopte le thème de la sécurité comme la clé de lecture (parmi d'autres possibles) pour mieux comprendre comment la ville contemporaine est habitée et ses architectures concrètes sont vécues, le pouvoir de l'urbanisme sur les lieux devient évident, ce même urbanisme apparaît comme un dispositif qui tente d'agir sur la société même à travers la régulation des espaces (Mazza, 2004), ce qui est différent de dire que les espaces influencent le comportement des citoyens (comme le soutient la thèse centrale des approches de prévention situationnelle); l'urbanisme règle des fonctions et donc des catégories d'activités et de citoyens concernés par ces fonctions; tout ceci a beaucoup à voir avec la (représentation de la) sécurité : interdire ou déplacer certaines fonctions, est une tâche qui concerne le pouvoir de l'urbanisme, son champ d'action plus classique, mais c'est aussi un domaine où se définit une idée de société, une idée de gouvernement plus ou moins fort et où se forment des

espaces publics de débat/justification/négociation et, aussi, une idée d'habitat (Palermo, 2004).

L'urbanisme a en principe le pouvoir d'influencer les façons d'habiter la ville, en situant les différents types de fonctions et les usages des espaces et ses outils sont les moyens plastiques, très sensibles aux contextes, par lesquels un gouvernement réalise ses décisions en matière de transformation de la ville. Toutefois, si les projets politiques, comme souvent, sont faibles, les politiques urbaines tendent à prendre en compte les instances d'une société confrontée à différentes insécurités et à mettre en scène des solutions sans ambition : la gestion des urgences, les engagements limités, les remèdes à court terme, l'ouverture aux initiatives immobilières. Cette façon de gouverner a, et aura, des conséquences importantes sur les formes de l'habitat contemporain et les caractéristiques des lieux.

L'ambition motivant cette recherche est alors d'analyser comment l'insécurité, sociale et civile, se lie aux pratiques et aux formes de l'habiter et au gouvernement des transformations urbaines de la ville contemporaine. En focalisant notre attention sur l'observation de l'espace où prend forme la réorganisation de la vie en ville, nous formulons deux hypothèses symétriques. La première est que le sentiment d'insécurité est en grande partie lié à la qualité et aux modes de fonctionnement des espaces urbains. La seconde est que les formes et l'organisation des espaces urbains contemporains disent beaucoup de la pénétration des sentiments d'insécurité dans une société locale et des *frames* qui opèrent dans la définition des valeurs et des conditions agissant sur le dessin de la ville et de son renouvellement. Plus précisément, notre conjecture est ici que l'urbanisme, par ses outils d'intervention, participe à l'élaboration de représentations de la sûreté plus ou moins simplistes mais communément partagées.

Les chercheurs qui s'occupent de questions urbaines s'intéressent au thème de l'insécurité en raison, entre autres, de la nécessité et de l'opportunité d'identifier des connexions évidentes avec d'autres thèmes qui peuvent s'inscrire dans le champ traditionnel des compétences et des responsabilités de l'urbanisme: les politiques du logement et les caractéristiques de l'offre de logements, le projet des espaces ouverts, le dessin et la régulation des usages des espaces publics, la planification du développement d'un secteur urbain

comme système équilibré et soutenable. En ce sens, il nous semble fondamental de considérer la sécurité comme le résultat d'un ensemble articulé de politiques (sociales, de l'habitat, urbaines, de l'emploi, de l'immigration) et tout autant, comme une question en rapport avec de nombreux facteurs de crise de la ville contemporaine. En ce sens, des dispositifs et des politiques destinés à traiter ce qui se situe dans un champ défini de façon variable comme celui de l'"insécurité" intéressent la ville de très près, en contribuant à en déterminer certaines caractéristiques, en influençant les orientations de l'Etat, du marché et de la société pour la préfiguration de transformations urbaines et la production de nouvelles parties de ville.

En d'autres termes:

- on peut considérer que le besoin de sécurité, exprimé avec toujours plus d'urgence par certains éléments de la société, est à l'origine de certaines politiques publiques, dont les matrices sont souvent étroitement liées aux politiques urbaines; elle en est l'origine parce que politiquement, la réponse à la demande de sécurité obtient un retour certain et immédiat en terme de consensus; on peut donc opportunément et utilement observer certaines politiques urbaines en tenant compte de l'influence de ce thème;
- mais le besoin de sécurité influence aussi la nature des demandes que la société (et parfois de la communauté) exprime à l'égard du marché et en particulier, du marché immobilier: les caractéristiques des nouvelles parties urbaines qui marquent le changement de certaines grandes villes répondent à des exigences et des perspectives individuelles relatives à une garantie de «calme», de sécurité et de privacy dans des contextes souvent très urbains, très denses et avec une forte mixité sociale et des fonctions. Par conséquent, en traitant des politiques urbaines, il est aussi important d'observer et de considérer cette nécessité (privée et individuelle) pour en analyser les impacts et les interactions avec les mécanismes de marché d'une part et avec la capacité de gouvernement et les caractéristiques de l'action publique qui tente d'y répondre, d'autre part.

Une fois admise l'hypothèse que les politiques pour la sécurité urbaine traitent fréquemment de problèmes qui renvoient à d'autres politiques, l'idée

de fond est que si ces autres politiques “faisaient correctement leur métier”, les citoyens seraient plus facilement en condition d’habiter la ville avec ses contradictions historiques et la demande de sécurité serait probablement moins pressante. Les demandes courantes de sécurité s’expriment souvent en terme de séparation de ce qui semble menacer des modèles de vie spécifiques, de surveillance proche (ou à distance) des lieux perçus comme potentiellement dangereux, de réduction progressive des parcours (liaisons internes/souterraines entre parkings et logements, accès à certains espaces ouverts limité par des créneaux horaires). Mais ce type de demande risque de rester insatisfaite parce que les raisons de peur sont et seront infinies; par ailleurs, elle risque d’induire des solutions conformes aux principes de séparation et de distance entre différentes façons d’être citoyens et de faire la ville.

Certains phénomènes d’agrégation des demandes, certaines préférences et solutions sont déjà évidents. Mais l’agrégation des demandes produit souvent des réponses homologantes dont fait les frais l’urbanité comme mélange et variété de fonctions, de populations et d’espaces. On entend parfois et inopinément proposer le recours à la dimension communautaire comme remède aux problèmes de sécurité. A ce sujet, nous sommes de l’avis que la société contemporaine qui connaît depuis longtemps des processus de forte individualisation, ne peut pas exprimer un «désir de communauté authentique» (Savoldi, 2006). Et, dans une perspective privilégiant des conditions de liberté et d’autonomie du sujet, cette aspiration n’est pas souhaitable. La société contemporaine semble toutefois exprimer une demande de communauté artificielle, en tant que coalition soudée par la défense d’un intérêt commun (non pas général mais commun aux adeptes). Si l’on répond à la demande de ces communautés (ou si l’on permet, en qualité d’acteur public, que l’on réponde) par des projets qui garantissent les exigences de sécurité, en échange d’une qualité urbaine réduite et tendent à produire des espaces protégés et séparés du reste de la ville, il est vraisemblable d’imaginer les effets critiques et progressifs de polarisation qui, de fait, mettent aussi en danger les communautés protégées, établies dans des enclaves résidentielles.

S’intéresser à ces tendances, en dévoiler les caractéristiques et les logiques, en anticiper certains effets dans le contexte italien est l’objectif de cette recherche : par la sélection et l’observation de lieux, de parties urbaines attestant

des interactions entre l'action publique de gouvernement, les dynamiques du marché et les pratiques sociales.

D'autres chercheurs se sont occupés du thème de la sécurité du point de vue de l'architecte ou de l'urbaniste en donnant naissance à un domaine de recherches et d'expériences qui dans le débat peuvent être ramenés à une approche de «prévention situationnelle». Au cours de ces années, nous nous sommes rendus compte de l'influence de cette orientation dans le domaine des recherches urbaines et, surtout, nous avons pu vérifier que les chercheurs qui s'occupent de sécurité en faisant référence à des matrices culturelles autres que celles de l'architecture (par exemple, les criminologues, juristes ou sociologues déjà cités), construisent une équation directe et univoque entre la recherche urbaine et les perspectives de la prévention situationnelle. Il ne s'agit pas d'une simple question de distinctions et subtilités disciplinaires: nous sommes convaincus qu'entre cette approche et celle que nous avons progressivement tenté de construire, il y a des différences importantes. La prévention situationnelle tend à attribuer à une configuration déterminée de l'espace le pouvoir de modifier les comportements, de les infléchir dans une direction spécifique: celle de la 'propreté urbaine', de l'ordre, des bonnes manières.

Nous soulevons deux objections.

La première est que l'objectif ne peut se réduire à l'ordre et l'usage civil (au sens le plus élémentaire d' 'éduqué') des espaces publics. Cette orientation tend à produire des effets analogues à ceux de banales ordonnances municipales par exemple, en décrétant l'horaire de fermeture des cafés et des bars pour ne pas risquer de troubler la tranquillité publique ou bien, en interdisant la consommation de boissons alcoolisées dans les espaces ouverts et publics pour limiter les possibilités d'usages inappropriés et fastidieux pour les résidents ; ceci suscite le déplacement des problèmes ailleurs, l'appauvrissement des pratiques et usages des espaces, la spécialisation fonctionnelle et la simplification des formes de co-habitation urbaine. Dans notre recherche, nous évitons de raisonner en termes normatifs, nous ne cherchons pas à produire des règles de projet qui conjurent l'insécurité urbaine de façon linéaire et causale mais nous préférons observer des lieux qui 'marchent bien', tenter d'en saisir et décrire les caractéristiques comme des ingrédients potentiels d'éventuels futurs projets en considérant attentivement les spécificités de chaque contexte. Est-il

possible que différents profils urbains (c'est-à-dire l'ensemble des matériaux urbains qui composent une partie de ville, les citoyens qui l'habitent, les activités qui s'y déroulent) puissent se prêter de la même façon à des traitements analogues de l'espace, comme par exemple la forte illumination, l'absence de bancs ou d'éléments facilitant l'arrêt des piétons ou autres prescriptions typiques de l'architecture de la prévention situationnelle? Nous en doutons.

La seconde: l'objectif doit se situer à un niveau plus élevé que celui d'une prévision ou détermination de comportements spécifiques des citoyens: les interventions sur la ville doivent préfigurer une perspective de responsabilité et de concession d'autonomie individuelle, en laissant la possibilité d'usages indéterminés et non pas définitivement établis (les usages du désordre, comme les a défini Sennett en 1970), avec une plasticité suffisante des aménagements pour oeuvrer en direction d'une co-présence de différents citoyens pouvant utiliser les espaces de façons différentes; cette perspective suppose d'assumer une idée de société ouverte et de créer des conditions de mise en oeuvre locale en fonction d'une régie institutionnelle compétente (c'est-à-dire opposée aux formes de délégation à des communautés plus ou moins artificielles pour le traitement des problèmes urbains).

1.2 Outils, projet urbain et de l'habiter dans la ville contemporaine

Les caractéristiques des projets urbains récents et les relations entre espaces et sociétés qu'ils tentent de déterminer montrent clairement les instances d'une société très 'individualisée' et la mesure de leur influence sur la production de la ville.

Pourquoi relever tout cela? Parce que tout cela pose des problèmes d'habitabilité de la ville et de justice sociale, parce que nous remarquons que les tendances actuelles révèlent la production d'une ville à plusieurs vitesses (Donzelot, 2004) : la polarisation des groupes sociaux qui cherchent leur place (la leur) en éloignant ceux avec lesquels ils n'ont pas d'affinités, la construction de communautés artificielles et défensives au nom de l'ordre et de la quiétude. Est-il possible et comment, d'éviter que ces tendances ne deviennent irréversibles et ne puissent plus être affrontées? A la base, il y a la 'ques-

tion urbaine': comment se transforme la ville contemporaine en Europe, quels projets en maîtrisent les transformations (Mangin, Panerai, 1999 ; Boltanski, Chiapello, 1999 ; Bifulco, de Leonardis, 2006): quelle culture du projet, quels buts implicites et explicites, quelle idée de ville expriment et soutiennent ces projets ? Comment les projets urbains distribuent les citoyens dans l'espace et comment les inégalités sociales et territoriales sont-elles alors traitées à travers la production de la ville ?

Après avoir examiné une variété de contextes urbains dans nos précédents travaux (Milan, Turin, Trieste, Rome, Palerme et Naples), nous avons choisi d'approfondir ici deux cas qui présentent des éléments de similitude avec le cas français, notamment pour les villes du nord de l'Italie, le développement social et économique et la forte présence de phénomènes migratoires. Les deux villes choisies, Milan et Turin, semblent également intéressantes car elles présentent plusieurs différences importantes avec les cas français, comme le type de gouvernement local, les relations entre l'administration publique et la société locale, les politiques urbaines ainsi que l'idée même de sûreté. Par ailleurs, nous avons distingué plusieurs types d'habitats urbains : d'une part ceux qui font partie du centre ville, d'autre part les constructions récentes qui composent la ville émergente. Ces dernières se distinguent des modèles résidentiels d'initiative exclusivement privée et des modèles résidentiels mixtes (logements en propriété, parc social de type HLM).

Pour mieux comprendre les relations entre espaces et société mis en place par les projets urbains, les variables qui les influencent et les effets qu'elles produisent, nous avons travaillé sur le terrain et en observant :

- les histoires des habitants: qui sont-ils, d'où viennent-ils, pourquoi ont-ils choisi d'aller vivre dans des nouvelles parties de ville, avec quelles attentes, qu'ont-ils trouvé une fois sur place, qu'est-ce qui les inquiète (qui sont-ils et comment habitent les habitants?);
- les outils adoptés pour les transformations, représentent un domaine où le sujet public, voire le gouvernement local, a (ou n'a pas) négocié avec les investisseurs du secteur privé ou avec d'autres acteurs locaux les conditions et les caractéristiques des projets ;
- les traces, les signes, les formes de ces processus, l'organisation des espaces et des pratiques de vie des habitants, les relations avec les au-

tres parties de la ville (à travers les trajectoires de vie des habitants).

Le travail sur le terrain, qui constitue le cœur de notre travail, permet de mettre en question les outils de l'urbanisme à partir du relevé des architectures et de leur usage (De Carlo, 1973). Ce qui nous intéresse est donc d'une part, le point de vue des usagers, d'autre part, les dispositions prévues en principe par les outils d'urbanisme et comment ces deux aspects se rencontrent et interagissent. Nous observons les processus et les formes d'adaptation mutuelle entre les mécanismes de régulation qu'impliquent les outils d'urbanisme et leur mise en place, leur traduction en espaces urbains et en pratiques de l'habiter. Qu'en est-il lorsqu'ils deviennent des lieux de vie. Il émerge de notre recherche une image plastique des outils comme champ d'expérimentation et d'apprentissage à travers les lieux. Les lieux résistent aux outils, les lieux restent forts en tant que témoins des choses, de ce qui se passe, de ce qui a été décidé, de ce qui a été mis en place ou mis en cause. Cette force des lieux ne se donne pas au nom d'une idée de local à priori, capable de résister aux logiques globales; en effet, les lieux se révèlent malheureusement mais souvent faibles sauf là où la société locale est dynamique, progressiste et bien enracinée dans le territoire qu'elle habite. La force des lieux tient plutôt à sa nature de pièce d'archéologie vivante, le 'corps du délit'. La force des lieux tient plutôt à leur nature d'archéologie vivante, de 'corps du délit'; ils peuvent s'opposer (ou se placer à côté) aux outils de l'urbanisme qui pendant des années ont été au centre de grands espoirs, de bien des interprétations locales et de promesses déçues.

Les outils sont observés dans leur application et in loco. L'analyse approfondie des outils est donc exclue : ils sont considérés comme des 'accidents' qui croisent des lieux ou bien comme des objets qui se modèlent sur un contexte à plusieurs niveaux:

- politique, parce que les déclinaisons possibles sont nombreuses et différentes; on le voit bien macroscopiquement, lorsque par exemple, un même outil est traduit différemment selon les régions où il est mis au point et utilisé;
- administratif, parce que les modes de construction des décisions et des transformations urbaines changent selon les compétences, les orientations, les expériences et la complémentarité des services im-

pliqués les cas où les projets de transformations et la définition des procédures correspondent à une prise en charge de la phase de réalisation et de gestion d'espaces et d'activités sont rares mais cette absence ne peut être imputée à un outil spécifique, elle représente plutôt une donnée contextuelle, un facteur qui agit sur les outils ;

- social, parce que la société locale peut saisir ou non les logiques, les mécanismes et les chances offertes par un outil d'urbanisme; certaines tendances sont analogues, d'autres, différentes ;
- économique, parce que s'il est vrai que l'économie globale pèse sur les systèmes locaux, il est aussi vrai que les cultures et les ressources de l'entrepreneuriat local peuvent avoir des caractéristiques différentes et leurs effets peuvent être analogues ou différentes ;
- physique, mais la dimension matérielle ne concerne pas seulement le terrain où un nouveau projet sera réalisé (qui, dans les cas des friches industrielles, se réduit souvent à une *tabula rasa*) mais plutôt ce qui l'entoure, les caractères et l'organisation des espaces ouverts ou bâtis qui participeront au développement d'une nouvelle partie de ville.

1.3 Lieux, outils

On a assisté ces dernières années à une production abondante de nouveaux outils d'intervention sur la ville (Salamon, 2002 ; Lascoumes, Le Galès, 2004). En principe, ces outils ont redessiné dans son ensemble le cadre des politiques urbaines en Italie. Jusqu'à présent, beaucoup d'expériences ont été lancées, mais peu de bilans, achevés. Entre temps, certaines questions sont devenues urgentes et s'inscrivent dans le débat actuel sur les conditions urbaines, parmi lesquelles il faut certainement citer la sécurité. Le moment semble venu de s'interroger non seulement à partir d'observations sur les pratiques spatiales des espaces mais aussi, en parcourant à rebours, les caractéristiques originales et le fonctionnement effectif des dispositifs qui ont provoqué ou accéléré les transformations des tissus urbains. Il s'agit donc de revenir sur les lieux qui ont été la cible et le terrain d'expérimentations pour discuter de l'importance, de l'efficacité et éventuellement, de l'imprévisibilité des effets

provoqués par les outils mis en œuvre. Entre les différentes hypothèses possibles, nous avons choisi d'analyser:

a. Les outils destinés à induire des transformations sociales, outils de zoning – proximité des usages, fonctions et pratiques (dispositifs pour agir sur les espaces afin d'agir sur la société).

Ces instruments en l'occurrence, font partie du panel d'outils adoptés dans certains des contextes étudiés. Un premier type est celui que l'on peut reconduire aux outils traditionnels (utilisés depuis longtemps en Italie) pour modifier des usages considérés impropres et induire des transformations du tissu social. C'est par exemple le cas du zoning ou des dispositions relatives à la régulation des flux, à la limitation du trafic motorisé, et de la création d'îles piétonnes. Dans le quartier de Via Sarpi, la chinatown milanaise, où la présence de nombreux exercices commerciaux gérés par des entrepreneurs chinois est un motif de controverses avec les habitants qui résident depuis longtemps dans le quartier. L'hypothèse et la demande est d'intervenir en piétonnant les voies les plus commerçantes. Ou bien, c'est le cas des plans de requalification (prévus par la loi 457 de 1978), réalisés par des opérateurs privés pour des municipalités à travers des conventions qui prévoient des interventions de manutention ordinaire, extraordinaire, de restauration, d'entretien et conservation, de restructuration architecturale et urbanistique. Dans le quartier de San Salvario à Turin, cet outil apparemment daté, a permis de redéfinir le profil d'un contexte physiquement et socialement critique.

b. Outils visant à intervenir pour une régénération de la ville (et de la planification) moderne et une recomposition et organisation des valeurs

Une autre catégorie concerne au contraire les outils introduits récemment dans le champ des politiques urbaines et destinés à intervenir sur des parties de la ville répondant aux principes typiques de la modernité pour en redéfinir l'organisation et les valeurs immobilières: c'est le cas fréquent des friches industrielles ou bien des quartiers résidentiels qui comprennent une part importante de logements sociaux réalisés entre les années cinquante et soixante-dix, à forte densité de logements et surtout composés de typologies de barres et de tours. Il s'agit en général de contextes où la variété des fonctions et des us-

ages est absente ou très limitée (se situant aux antipodes d'une idée de mixité) comme dans les cas des projets de requalification urbaine et de récupération urbaine (Priu et Pru, prévus par le décret ministériel 24 de 1994). A Turin, par exemple, un de ces instruments a été utilisé pour requalifier un quartier périphérique fortement dégradé (Programme de Recupération de via Artom) en lien avec un système d'actions articulant projets sociaux et interventions sur les bâtiments, y compris la démolition d'un édifice résidentiel. En opposition, nous montrons une interprétation dans le cas milanais où le Programme de requalification urbaine Pompeo Leoni concerne une friche industrielle et sa reconversion en nouveau complexe résidentiel (avec un quota obligatoire de logements sociaux), tertiaire et commercial; la composition s'appuie sur le dessin moderne d'un boulevard qui rassure (le quartier a une forme, une hiérarchie, un ordre!) mais dont le dessin décourage de fait des usages autres que sa traversée en automobile. Des parcs urbains séparent et mettent à distance suffisante la ville bruyante et chaotique.

c. Les outils de production de la ville nouvelle/les buffer zones et les îles de la ville contemporaine

Le dernier exemple étudié dans notre recherche est celui des outils destinés au dessin et à la réalisation ex novo d'une vaste partie de ville: ce sont les cas du projet Spina 3 à Turin, un projet urbain prévu par le plan d'urbanisme réalisé par Vittorio Gregotti au cours des années 90 et du projet pour le quartier S. Giulia à Milan, grand projet urbain qui prévoyait une variété de constructions destinées aux secteurs élevés du marché immobilier, actuellement en cours de réalisation et drastiquement redimensionné par rapport au projet initial. Il s'agit dans les deux cas, d'interventions achevées sur des aires urbaines où de nouvelles architectures ont été dessinées et de nouvelles fonctions et de nouveaux usages prévus.

Dans tous les cas, les outils permettent de passer de l'analyse des lieux à celle des préoccupations sécuritaires; ils représentent le moyen de montrer des interprétations diverses ou semblables et d'étudier comment l'urbanisme, ici dans l'acception de juxtaposition de différentes dispositions, influence des questions qui dépassent la seule dimension physique de la ville, en mettant constamment en tension/relation espace et société.

1.4 Cas d'études et méthodologie: note introductive

Il nous semble nécessaire de présenter ici plus précisément les cas choisis ainsi que la méthode adoptée pour leur analyse, le recueil des données et les descriptions qui ont constitué les matériaux empiriques permettant de vérifier les hypothèses générales de la recherche.

Comme nous l'avons anticipé, le choix des contextes de Milan et Turin dépend de leur relative analogie avec certaines conditions territoriales de centres urbains français de dimensions semblables. La nature des problèmes, l'assise urbaine, les activités économiques et les géographies sociales ont des caractéristiques plus facilement comparables aux villes françaises, à la différence d'autres contextes comme les grands centres urbains du sud de la péninsule italienne: Naples, Palerme et même Rome (qui ont fait l'objet de notre recherche précédente) présentent en effet des spécificités radicalement originales (Bricocoli, Savoldi, 2008).

Les cas étudiés montrent:

- des différences ou des similitudes entre les diverses formes de gouvernement local, ainsi que le traitement du thème de la sûreté dans les cas de Milan et Tourin;
- les spécificités des différents types d'habitats urbains, appartenant à la ville historique ou à la ville émergente; les cas étudiés ont mis en évidence la distinction faite entre les opérations d'aménagement à l'initiative exclusive

	Milan	Turin
villes historiques	quartier <i>Paolo Sarpi</i> îlot urbain marqué par la forte densité de population, la présence de commerces tenus par des Chinois, de petits propriétaires fonciers et des résidents italiens.	quartier <i>S. Salvario</i> quartier du centre historique, marqué par la forte dégradation des bâtiments et la présence de communautés étrangères.
villes émergentes	<i>Pru Pompeo Leoni</i> quartier résidentiel récent, au statut juridique proche des ZAC et qui comprend des logements publics et privés (prenant pour modèle les résidences sécurisées).	<i>Pru via Artom</i> quartier résidentiel récent, démolition partielle d'un quartier H.L.M.; présence d'habitats différenciés.
	<i>Santa Giulia</i> Ancienne friche industrielle transformée en zone résidentielle aux loyers élevés et en bureaux pour le secteur tertiaire.	<i>Spina Tre</i> projet d'enterrement de la ligne ferroviaire et de construction de nouveaux bâtiments résidentiels et d'immeubles de bureaux.

des acteurs privés et les opérations d'aménagement réalisées dans le cadre d'un partenariat entre acteurs publics et privés.

Pour chaque cas, nous avons développé les étapes suivantes :

- définition du contexte urbain : profil démographique, social et économique de la ville, phénomènes émergents;
travail de terrain: observation directe des usages des espaces, documentation photographique ;
- entretiens avec les habitants, les responsables des administrations publiques, les associations, les promoteurs immobiliers, etc. ;
- repérage des diverses initiatives, programmes et projets qui concernent les politiques urbaines de sûreté ;
rencontre des acteurs ayant un rôle déterminant dans la perception du sentiment de sûreté ;
- revue critique des outils existants en matière d'urbanisme, description des outils, des mécanismes de fonctionnement et des pratiques d'usage des espaces.

Un aspect important de la méthodologie concerne le travail de terrain et notamment, les interviews des habitants. En effet, cette opération a occupé une part importante de notre activité de recherche car la reconstruction des 'parcours résidentiels' et des raisons motivant les déménagements et le choix de nouveaux lieux d'habitation représentent un outil privilégié de l'analyse de phénomènes émergents, aujourd'hui encore peu étudiés en Italie. Bien que notre recherche s'appuie sur des matériaux empiriques partiels, elle essaie de pointer des hypothèses qui rendent compte de la localisation et des caractéristiques des nouveaux complexes résidentiels projetés et réalisés dans la ville consolidée. De ce point de vue, le thème de la sécurité est solidaire de celui de l'habiter et pour en saisir les déclinaisons individuelles et spécifiques, dans chaque contexte observé, nous avons choisi de ne pas centrer explicitement les entretiens avec les habitants sur la sécurité mais de laisser le thème émerger de la discussion et de l'explicitation des choix et des pratiques de l'habiter.

Nous proposons ci-dessous un autre outil de lecture, un schéma global qui montre pour chaque cas considéré, la déclinaison spécifique de plusieurs thèmes communs.

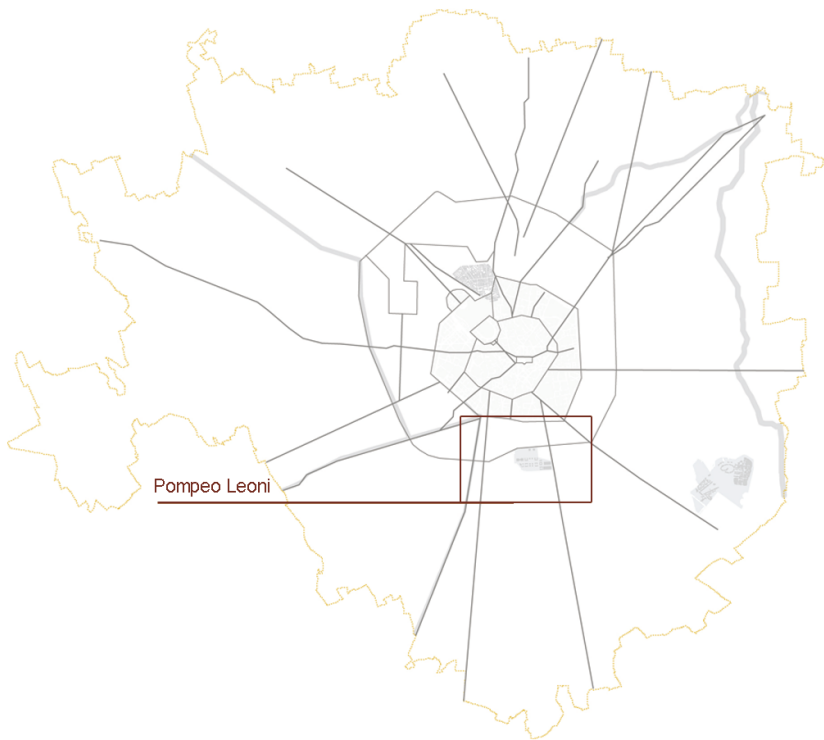
	turin			milan		
	san salvario	via atom	spina 3	canonica-sarpi	pompeo leoni	santa giulia
profil	<p>Quartier du XIX^e siècle, situé derrière la gare et le cœur de ville; depuis toujours lieu d'accès des populations immigrées; il a connu différentes périodes de crise et de forte stigmatisation; il accueille aujourd'hui un grand nombre de citoyens étrangers, les bâtiments y sont fortement dégradés, la mixité de fonctions y est spontanée et seulement récemment, il est géré par l'administration communale.</p>	<p>Quartier de logements sociaux situé dans une partie périphérique de la ville, composé de 8 barres et de larges espaces ouverts non entretenus; construit au début des années 60 pour accueillir les habitants des quartiers informels, il devient ensuite le symbole de la périphérie urbaine et sociale de la ville; le projet de récupération urbaine lance le défi d'un retournement de l'image du quartier.</p>	<p>Opération de requalification et valorisation immobilières et de transformation de quatre grands secteurs situés à l'arrière de la ligne ferroviaire. Le terrain en grande partie occupé par de vastes établissements industriels est localisé à proximité du centre ville; la construction a été réalisée par compartiments, selon des logiques et des formes différentes; le complexe accueille des fonctions résidentielles, commerciales, tertiaires et un grand parc urbain qui occupe presque la moitié de la zone d'intervention.</p>	<p>Quartier connu et ethnique, situé en position centrale et composé d'îlots très densément construits; ils se présentent comme un quartier du XIX^e siècle avec des bâtiments alignés donnant sur la rue et de nombreuses cours intérieures caractérisées par le mélange d'activités artisanales et commerciales aux rez-de-chaussée et des logements aux étages; c'est depuis longtemps le siège d'activités gérées par des entrepreneurs chinois, contestées par les habitants et le quartier connaît de fortes tensions.</p>	<p>Complexe résidentiel réalisé au cours des années 90 sur une friche industrielle, à proximité du centre historique; le complexe comprend des logements sociaux (type HLM) (environ le 1/4 de la totalité du parc résidentiel), des logements conventionnés et l'offre du marché des fonctions commerciales, tertiaires et deux espaces verts dénommés «espaces urbains» sont aussi présents.</p>	<p>Projet de requalification et valorisation immobilières situé dans la partie sud de la ville, en position non centrale mais à proximité d'un noyau infrastructurel où se croisent une ligne ferroviaire et métropolitaine permettant une rapide et facile accessibilité; le terrain composé de deux grandes friches industrielles fait l'objet d'un ambitieux projet dessiné par des «architectes» ou était prévue la présence de fonctions résidentielles, commerciales et de loisir mais les résultats ont été très différents de ceux attendus.</p>
Politiques	<p>Au cours des 10 dernières années, l'administration communale a lancé une ensemble d'actions destinées à encourager des interventions de récupération et requalification dans des bâtiments, à promouvoir des activités de soutien aux activités entrepreneuriales, à intégrer et renforcer des réseaux de coopération et de solidarité entre les résidents et notamment entre les immigrés.</p>	<p>L'intervention est le fruit d'une précise volonté politique au cours des années 90 un système d'interventions qui concernent les quartiers de logements sociaux ('Progetto periferie' / 'Projet Périphérie'). Via Atom représente donc un élément d'une politique de logement d'urgence, plus vaste qui vise à redéfinir la qualité et l'identité des quartiers de logements de Turin en condition critique, en partant sur la qualification des espaces ouverts et la mixité sociale comme stratégies d'action fondamentales.</p>	<p>Parallèlement aux politiques de logements qui mettent en œuvre de grands projets publics (comme celui qui concerne la via Atom), l'administration turinoise a lancé un processus de requalification des friches industrielles selon le dessin défini par le plan d'urbanisme de Gregotti dans les années 90: le plan prévoit l'entement d'une section urbaine de la ligne ferroviaire, comme élément de transformation et de cohésion; Spina 3 intègre ce dessin.</p>	<p>Il est difficile d'identifier une politique à moyen terme pour le centre historique milanais ou d'identifier une politique d'intégration des populations immigrées de la ville; dans les cas de Canonica-Sarpi, le type d'interventions adoptées peuvent, plus que reconduire ces interventions à une politique spécifique, elles peuvent être lues comme des solutions d'urgence répondant à une situation de conflit dont on peut faire remonter les prodromes aux années 90.</p>	<p>Le projet Pompeo Leoni représente de façon paradigmatique une phase des politiques urbaines milanaïses; elle se situe en effet à un moment expérimental pendant laquelle l'administration choisit certains secteurs d'intervention pour lancer d'importantes transformations urbaines soutenues par des procédures urbanistiques nouvelles et plus souples que celles du passé (le plan d'urbanisme, obsolète, est toujours en vigueur et une variante a été nécessaire pour procéder à la réalisation du projet);</p>	<p>Le projet de Santa Giulia fait partie d'une phase successive à celle de la conception du projet de Pompeo Leoni marquée par les changements du contexte: le système de dérogations au plan d'urbanisme devient une pratique consolidée et bien codifiée; les politiques urbaines privilégient alors les interventions du marché, aussi de grandes dimensions, gérées par un promoteur immobilier disposé à prendre le risque de présider un système complexe d'opérations.</p>

	turin			milan		
	san salvario	via artom	spina 3	canonica-sarpi	pompeo leoni	santa giulia
Outils	<p>Il ne s'agit pas d'un outil unitaire et intégré, éventuellement promu et financé par des ressources communales, comme c'est souvent le cas d'autres parties de la ville; il s'agit d'un ensemble d'outils variés dont certains très traditionnels (comme les plans de récupération des édifices dégradés), d'autres plus novateurs (comme la constitution d'une agence de développement de quartier avec la participation avec les habitants gérée par des acteurs publics) ou d'autres comme les mesures intégratives, de raccord entre les outils traditionnels et novateurs (comme l'ensemble d'incitations à l'entrepreneuriat ou aux interventions de récupération et de requalification des logements).</p>	<p>Le Pru (programme de récupération urbaine) est l'outil qui règle les interventions prévues pour l'opération de via Artom; il s'agit d'un outil d'initiative publique, promu et financé par les fonds ministériels, régionaux et communaux, destinés aux interventions sur le patrimoine de logements sociaux; Les Pru en Italie ont obtenu un grand succès pendant un temps très court, principalement de façon expérimentale et extraordinaire; ils sont complétés par des plans d'accompagnement social destinés à définir, en collaboration avec les habitants, de nouveaux projets pour les espaces ouverts.</p>	<p>Différents outils de requalification urbaine convergent dans l'opération de Spina 3; ils régulent des formes de partenariat public privé pour la production d'espaces ouverts privés et collectifs et des constructions (programme de requalification urbaine, programme de requalification urbaine et soutenable du territoire) ces deux programmes étant conçus au niveau du gouvernement central, les lignes générales étant ensuite interprétées au niveau local (régional et communal). Parallèlement, une sorte de société locale d'accompagnement et de développements s'est constituée pour la prévention des conflits et la valorisation de l'opération.</p>	<p>Un ensemble d'outils ou plus exactement, de mesures diverses ont commencé ce contexte, sans que leur coordination soit toujours existante; la définition du périmètre d'une "île environnementale" dans laquelle sont prévues des interventions sanctionnant la régulation du trafic en vue d'une piétonisation; une hypothèse de relocalisation des activités commerciales gérées par des entrepreneurs chinois dans un secteur décentralisé; une présence renforcée de la police de quartier pour le contrôle et la sanction des comportements irréguliers des commerçants; réajustement des interventions sur la voirie ont été conçus et réalisés, décourageant et empêchant la circulation de véhicules motorisés.</p>	<p>Le programme de requalification urbaine est l'outil qui règle les transformations et les accords entre acteurs publics et privés dans le secteur Pompeo-leoni; il s'agit d'un outil qui garantit à l'administration communale une co-participation de subventions ministérielles et régionales destinées en particulier à cofinancer les quotas de logements sociaux de type HLM et des coopératives prévus par le programme; de fait, la qualité de la construction ni le dessin des espaces ouverts ne doivent répondre à aucune condition; ces thèmes font l'objet d'une négociation locale entre les acteurs publics et privés impliqués par l'opération.</p>	<p>Le programme intégré d'intervention sur la scène des politiques urbaines milanaises et lombardes représente en quelque sorte une évolution des programmes de requalification urbaine, sa relecture en vue d'une majeure indépendance des acteurs publics; en substance, il s'agit d'un outil qui règle et autorise des opérations de transformation et de valorisation immobilière de la part d'acteurs privés; l'accord entre les parties publiques privées prévoit entre autre, l'estimation des coûts d'urbanisation, les temps de réalisation et les formes de gestion des espaces collectifs. Cet accord suffit à modifier les dispositions du plan d'urbanisme en vigueur.</p>
questions	<p>Incitations à la réalisation d'interventions spontanées pour la requalification, le développement économique et la régénération sociale comme solution progressive mais efficace aux problèmes d'insécurité. Le cas permet d'observer dans quelle mesure et comment une action publique est possible et peut agir dans un contexte de réelle pluralité des acteurs et de diversité des interventions.</p>	<p>un grand projet public de revalorisation du quartier par des actions symboliques (la démolition et l'implication des citoyens), la forte intégration avec des politiques du logement à échelle urbaine qui font le pari de solutions innovantes (par exemple, l'acquisition diffuse sur le marché de logements à destination au pari de logements sociaux).</p>	<p>un exemple de production de ville par des additions successives et indépendantes (les compartiments obéissent à différentes rationalités) mais la démarche ne comporte pas peu de problèmes de cohérence et de qualité non seulement de l'offre de logements mais aussi de la formation d'une mixité sociale et fonctionnelle, de la production d'espaces ouverts. Les résultats incertains posent aussi problème en terme immobiliers; quelle retombe es en</p>	<p>l'immigration est vue comme un générateur d'insécurité, la présence d'activités commerciales gérées par des entrepreneurs chinois est dénoncée par les résidents italiens comme cause de la dégradation et facteur de risque; de fait, ce qui est le plus clairement menacé est la valeur des biens immobiliers; les interventions normatives et la régulation des espaces publics représentent les leviers d'une action visant à garantir un</p>	<p>un exemple très riche d'éléments pour comprendre comment des valeurs et des dispositifs du marché immobilier produisent des types d'espaces et donc, des types d'usages; il se prête à observer : la disposition dans l'espace de divers groupes sociaux (une variété imposée par l'outil qui règle le projet), le niveau de mixité fonctionnelle effective et son organisation (il</p>	<p>Une opération immobilière qui prévoit un 'produit de luxe' puis échoue gravement en réalisant un complexe résidentiel substantiellement privé de services collectifs et sans qualité ni même des espaces: qu'est-ce qui n'a pas marché? de quelle façon les acteurs publics et privés ont-ils agi pour provoquer un tel désastre? de quelle façon les habitants s'organisent-ils pour vivre dans cette lande désolée?</p>



Première partie. Milan





Pompeo Leoni.

Un lieu moyen. Ni hors, ni dans la ville

Massimo Bricocoli

2.1. *Pompeo Leoni*. Contexte, outils, transformations

Pompeo Leoni est un lieu de transformation urbaine où des fonctions résidentielles et des équipements se sont substitués à la production manufacturière et où la “ré-articulation des rapports entre production de l'économie et production de la ville devient plus lisible, ou si l'on préfère, où “le rôle actif du secteur immobilier de nouveau impétueux” s'exprime au mieux (Bianchetti, Todros, 2009). Précisément, il s'agit d'une friche industrielle de la ‘OM’ (*Officine Meccaniche Milano*, puis *Iveco*), une industrie du groupe Fiat qui construisait dans le passé des véhicules industriels dont il ne reste qu'une mémoire symbolique, mais aucune trace matérielle.

Le secteur concerné par le ‘*Programma di recupero urbano Pompeo Leoni*’ (Programme de récupération urbaine) est adossé à la ligne ferroviaire circulaire affectée au transport de marchandises qui, à part quelques interruptions, entoure presque toute la ville consolidée. La ligne a été remise en service récemment pour le transport de voyageurs et le terrain en question est situé le long du tronçon ferroviaire compris entre deux gares. L'urbanisation du secteur situé immédiatement au nord, au-delà de la ligne et de l'axe routier de rocade, date du dix-neuvième siècle. On distingue le parc *Ravizza* dessiné à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, quelques blocs d'immeubles et des maisons bourgeoises de la même époque, un quartier ouvrier du début du vingtième siècle complètement réhabilité, certaines maisons de maître et, un peu au-delà, l'Université privée *Bocconi*, considérée comme

une business school d'excellence européenne. Le long du versant est, le secteur est délimité par la rue *Ripamonti*, qui limite un tissu mixte organisé en grande partie par blocs datant du début du XX^e siècle. Le terrain est inclus de fait dans une partie de ville immédiatement adjacente, au centre ville, à quelques centaines de mètres.

La ligne ferroviaire et la voie de rocade constituent indubitablement des coupures importantes, surtout du point de vue de la mobilité piétonne. Bien que le secteur de *Pompeo Leoni* dans une vue "zénithale" soit intégré et en continuité idéale avec le contexte dense environnant en réalité, en étant circonscrit sur son périmètre par des voies rapides sur trois côtés et par un canal sur le quatrième côté, au sud, il est en substance imperméable au contexte. C'est aussi l'organisation spatiale globale qui montre un mode d'habiter essentiellement "à part", étranger au fonctionnement de la ville autour, tant est que selon une habitante, "quelques barrières et quelques emplacements auraient suffi à exercer le contrôle total des accès". Mais il n'y a ni barrières, ni checkpoint, ni points de contrôle formels; pour saisir le caractère «insulaire» de ce secteur, il faut affiner le regard.

La transformation de la friche en secteur résidentiel et tertiaire, réalisée au

1. Le *Pru Pompeo Leoni* (ou encore "ex OM Fiat") a été réalisé grâce à un "*Programma di Riqualficazione Urbana*" (Programme de requalification urbaine) qui permet de définir un plan d'intervention en variante au plan d'urbanisme à travers un accord de programme souscrit entre le ministère des Travaux publics, la Région Lombardie et la Municipalité, signé en l'occurrence en 1995. Les «*Programmi di riqualficazione urbana*» ont été introduits par la loi 493 de 1993; le ministère des Travaux publics assigne directement à ces programmes des financements sur la base d'un concours national de projets présentés par les Municipalités, qui les choisissent entre les différentes propositions des opérateurs privés. Un coefficient territorial global est défini et fixe les quantités constructibles partagées entre activités tertiaires et commerciales, résidentielles et de production; un certain pourcentage des terrains est concédé pour les équipements publics. Le processus de désindustrialisation a commencé au milieu des années 80. Le *Pru* a été adopté en 1995 et approuvé en 1998. Les travaux de démolition ont commencé en 1999. La surface globale de l'intervention est de 313.000 m², dont 153.000 m² de constructions distribuées ainsi:

- logements 79.450 m² soit 52 % correspondant à 1.589 habitants (50% dans le secteur privé, 25% de logements conventionnés, 25% de logements subventionnés),
- production 30.630 m²: 20 %,
- commerce 9.000 m²: 6 %,
- tertiaire 34.000 m²: 22 %.

Les terrains correspondant aux normes représentent 168.600 m² soit 50% du terrain. Les terrains pour la viabilité représentent 17.200 m². Ils sont à la charge des opérateurs privés aussi chargés de l'aménagement d'espaces verts et de mobilier urbain en plus de la démolition de l'existant. La répartition des logements est la suivante: 50% des logements pour le secteur libre, 25%, de logements conventionnés et 25% de logements subventionnés.

moyen d'un programme d'urbanisme appelé "*Pru - Programma di recupero urbano*"¹ s'est achevée au début des années 2000. Les Pru réalisés à Milan, au nombre de cinq, sont tous situés dans le périmètre administratif de la ville, toujours à l'intérieur de l'anneau périphérique extérieur dessiné par les voies de rocade mais, dans certains cas, comme celui de *Pompeo Leoni*, dans un secteur immédiatement adjacent à la ville consolidée. Comme nous le verrons ensuite, toute une série de caractéristiques qualifient ce complexe résidentiel comme une destination choisie par qui a décidé de s'éloigner du centre historique ou de densités excessives mais n'arrive pas à opter pour une localisation extra-urbaine.

Sur le plan des outils opérationnels et des processus de transformation urbaine, le profil et les caractéristiques du projet de requalification réalisé paraît d'une certaine façon représentatif du compromis qui a caractérisé la négociation entre acteurs publics et privés pendant toute une saison de transformation urbaine à Milan. Comme nous le verrons, elle se présente comme un idéal-type de la façon dont le développement et la valorisation de vastes friches ont été gouvernés à la suite de la crise industrielle et de la reconversion ou relocalisation, de la production de la fin des années 70 et du début des années 80. L'outil adopté – le *programma di riqualificazione urbana* – est un outil de l'urbanisme opérationnel défini à une période où la programmation urbanistique en Italie cherchait à favoriser le développement et la requalification urbaine par une négociation directe entre les acteurs publics et les promoteurs immobiliers, et ceci, en soi, semblait fournir certaines garanties de résultats publics aux interventions de rénovation.

Les ressources ministérielles publiques disponibles pour la réalisation des Pru sont destinées à favoriser la récupération de vastes friches industrielles et la satisfaction d'objectifs d'intérêt public et privé, conjointement, en prévoyant la mixité de fonctions et l'articulation de l'offre résidentielle en différents profils économiques et sociaux. Dans le cadre de ces programmes, la Municipalité de Milan, instruit la procédure de candidature des Pru auprès du Ministère, identifie les secteurs urbains qui feront l'objet de Pru, élabore un document pour guider les propositions de projet sur les terrains choisis, évalue les projets proposés par les acteurs privés. Les propriétaires des sols et des immeubles, élaborent des projets de transformation, d'assainissement,

de requalification et de nouvelles constructions sur les terrains sélectionnés par l'administration communale, en cédant aux acteurs publics une partie de la surface de terrains dont il sont propriétaires pour la réalisation des travaux d'urbanisation.

Comme nous le verrons, cette démarche a souvent été adoptée à Milan pour permettre le réemploi d'emprises industrielles depuis longtemps abandonnées et a souvent donné lieu à des résultats inférieurs aux attentes, surtout quand les opérations pâtissent des effets conjugués d'un gouvernement déficient et d'une négociation guidée d'une part, par un secteur immobilier impétueux et d'autre part, par des acteurs publics voulant satisfaire à des normes qui se réfèrent, de façon simplifiée, aux éléments classiques d'un urbanisme moderne tardif (c'est-à-dire, en substance, visant des objectifs exprimés en terme quantitatifs notamment pour les espaces verts).

Même si les Pru milanais ont été rapidement condamnés et bannis du débat sur les processus de gouvernement des transformations urbaines comme des interventions corrigées à la baisse et simplificatrices, il faut toutefois signaler qu'ils correspondent à cinq interventions de dimension importante; par conséquent, ces programmes ont joué un rôle considérable autant dans la caractérisation de l'offre de logements dans le neuf (à une période où la production de nouveaux logements est modeste) que dans la définition d'un modèle de référence, même s'il ne s'agit que de représentation symbolique et d'imaginaire, pour les (nouveaux) modes d'habiter à Milan.

Les Pru ont marqué à Milan une phase de reprise des transformations urbaines parallèlement à la révision des outils de l'urbanisme opérationnel plus classiques. Dans l'ensemble, ils ont constitué les premières interventions inscrites dans le cadre plus global et systématique d'une révision et d'une innovation de la planification urbaine à Milan et, en particulier, des nouveaux processus de développement immobilier et de construction de la ville (Bolocan, Bonfantini, 2008).

A *Pompeo Leoni*, dans le périmètre de la zone industrielle qui a longtemps complètement occupé ces terrains délimités au nord par la voie ferrée et au sud, par le canal Vettabbia, l'urbanisation s'est appuyée précisément sur ses bords, levier de la transformation, mais en a aussi pris les distances. Le dessin du quartier a un caractère conclusif, tourné vers l'intérieur et sa

morphologie semble dictée par des principes fonctionnalistes d'autonomie et d'autosuffisance.

Le secteur s'articule essentiellement en deux parties, situées respectivement à l'est et à l'ouest de la rue Pompeo Leoni, distinctes significativement que ce soit du point de vue de l'organisation spatiale que de leurs fonctions. Nous nous occuperons principalement de la partie située à l'ouest, celle qui est la plus précisément concernée par le Pru.

A l'est de la rue *Pompeo Leoni*, le site a conservé certains bâtiments industriels et accueille une célèbre discothèque (les Magazzini Generali, seule activité préexistante à toute l'opération immobilière), le siège dissocié d'une école de design, quelques ateliers ou cabinets de professions libérales et des logements dans des bâtiments en bande à deux étages réalisés dans les anciens laboratoires industriels. Les logements sont distribués en bande ou autour d'une cour. Leur accès est régulé par une série de dispositifs assez rigides (de la rue aux logements, bien trois barrières successives et une loge de concierge sont prédisposées). La réalisation de cette intervention 'non organique' au Pru, a suivi un calendrier différent. Comme le relate un habitant "*quand nous sommes arrivés ici, il y avait déjà le parc, le Pru était déjà là et ça nous semblait un monde à part. Entre les deux, il y a la discothèque: les Magazzini Generali; personne ici, rue Pietrasanta, ne connaît ce secteur; Pietrasanta est un complexe résidentiel, mais formellement ce n'en est pas un parce que son affectation est celle d'un laboratoire avec un autre cadastrage*". Sur le côté sud de la route se situe la seule activité commerciale de tout le complexe (un grand supermarché alimentaire de la chaîne Esselunga que complète aussi une petite galerie commerciale); il s'agit d'un élément de grande attraction avec une aire de chalandise assez vaste. Le supermarché fonctionne en fait dans une situation de complet monopole et constitue même les jours ouvrables, le seul lieu d'approvisionnement en denrées alimentaires.

Sous bien des angles, cette partie du terrain n'a rien en commun avec la partie située à l'ouest. Ici le complexe résidentiel et tertiaire se développe le long d'un axe est-ouest, la rue *Spadolini*, derrière laquelle se serrent les immeubles de logements qui donnent sur cette rue, en laissant sur les bords nord et sud deux larges bandes inoccupées et destinées à de futurs espaces verts publics. Le 'parc des mémoires industrielles' (210 000 m²) s'étend ondoyant,

avec des mouvements de terrain et un dessin de la végétation qui montrent un certain travail paysager dans la bande nord à la limite de la voie ferrée et où se dresse comme une sculpture un grand portique en mémoire d'une fonction par ailleurs complètement oblitérée dont il ne reste aucune trace visible. Au sud, au contraire, le "parc de la Vettabbia", accoté au canal homonyme, consiste en un grand prés sur une étendue plate. Plus que véritablement d'un parc, il s'agit de grandes zones vertes, dont l'aménagement minimum se réduit à quelques sentiers et à de simples bancs pour s'arrêter. Par sa situation et son dessin global, l'impression immédiate est que la réalisation du parc inscrite au cahier des charges des promoteurs en contrepartie des travaux d'aménagement, représente à la fois un facteur de valorisation des immeubles de logements et la mise à distance respectable de la limite, en périmètre du terrain. Comme nous le verrons ci-dessous, l'espace ouvert et de la végétation sont utilisés comme des éléments de distanciation de façon récurrente dans le projet, en déterminant de façon significative le fonctionnement des espaces et en influençant leur perceptions et leur usages par les habitants. *Pompeo Leoni* est comme un balcon sur la ville: les équipements et les lieux les plus symboliquement urbains sont proches mais situés à une distance qui atténue les externalités négatives de la ville dense: il n'y a pas de bruits, le mélange des populations et d'activités se limite à quelques lieux isolés. La rue *Spadolini* qui forme une sorte de seconde ligne de partage entre les différents secteurs résidentiels, caractérisés par une offre de logements et des profils sociaux clairement différents. Comme le relate un habitant, "c'est un peu comme la rive droite et la rive gauche". Au sud se situent les logements subventionnés, conventionnés et collectifs (4 tours, 2 couples de bâtiments qui forment respectivement 2 cours, dont l'une est destinée à une résidence étudiante), au nord se concentre le quota de logements privés (2 tours donnant sur la ville – celle qui est appelée 'tours Fuksas', du nom de l'architecte – et deux bâtiments à cour – appelées les 'cours Benati'). L'organisation et la distribution des bâtiments s'écartent de la rue et suivent les principes traditionnels de l'urbanisme moderne. Les bâtiments résidentiels et tertiaires sont distribués par lots, les bâtiments sont en retrait de la rue. Chaque lot est délimité par une clôture. Ce trait distinctif général est appliqué aux tours comme aux bâtiments sur cour. Aux différentes typologies correspondent différentes catégories du

marché immobilier. Les immeubles de bureaux forment deux blocs compacts, distincts, disposés sur les deux côtés.

Les arrêts des transports publics sont assez éloignés, situés à l'extérieur du périmètre de l'opération qui n'est traversé par aucune ligne de transport public; de toute façon, le profil du boulevard central ne le permettrait pas. Comme nous le verrons, les déplacements de la plupart des habitants sont pour cette raison confiés à l'automobile ou aux scooters. De façon générale, on accède aux bâtiments après avoir franchi les barrières qui donnent sur la rue, des portails successifs en correspondance des loges de concierges ou des interphones (les deux dispositifs sont présents dans les bâtiments du secteur privé).

2.2. L'espace urbain négocié: à l'étroit entre public et privé

Le dessin urbain, la composition des différents bâtiments, l'organisation générale de l'espace reflètent et racontent de façon claire et évidente les contenus et les orientations du programme urbanistique: comme si le fonctionnement, la réalisation et l'achèvement d'un dispositif urbanistique – le Pru – avait soustrait toute possibilité d'écarts, de 'jeu', que l'on trouve ailleurs. Il s'agit d'un thème majeur qui marque les limites du dessin et du mode de gouvernement qui construisent aujourd'hui la nouvelle ville: la "protection" et la définition formelle de relations (avant tout entre acteurs public et privé), la régulation des coûts et des fonctions correspond à la 'stricte' défense des pratiques et des usages possibles et envisagés.

L'objectif d'une mixité des fonctions et des profils résidentiels présenté comme ligne de conduite et pivot des programmes de rénovation urbaine, correspond à *Pompeo Leoni* un complexe où les différents bâtiments se suivent, placés les uns à côté des autres le long d'un axe routier, sur le périmètre du terrain.

Les clôtures délimitent le terrain en soulignant les frontières et en marquant la différence. Mais ce ne sont pas seulement les clôtures qui déterminent les caractéristiques de la composition. Les typologies des immeubles de logements tendent à la reproduction, sous forme de tour ou de bâtiments sur cour ouverte, mais ce sont surtout le dessin et les matériaux de façade qui

annoncent clairement les différents profils et valeurs immobilières, comme une logique de distinction qui joue sur la ‘peau’ des bâtiments. Chaque bâtiment a son propre accès à son propre espace de parking souterrain. Les espaces publics au-dessus des garages sont complètement privés de la moindre qualité; la faible épaisseur du sol empêche pratiquement d’y planter des arbres: les sols sont recouverts par des revêtements en surfaces dures, pavés ou par un tapis d’herbe assez misérable. A bien des points de vue, l’espace public est “ce qui reste”. L’origine industrielle du site, les préexistences, tout a été éliminée, nivelée, toute trace enlevée. L’espace ouvert et public correspond à deux grands espaces verts sur les deux côtés extérieurs et dans la partie plus centrale à un boulevard, la rue *Spadolini*, qui de fait, constitue le principal élément de connexion. Il s’agit d’un boulevard au profil assez étroit avec de chaque côté, un cheminement piétonnier, une rangée d’arbres et une bande profonde de buissons qui de fait, séparent le boulevard des clôtures des habitations. L’idée qui vient immédiatement à l’esprit est qu’un espace vert de cette nature (un espace planté de buissons bas, denses et continus le long du boulevard) joue littéralement le rôle d’une sorte de “buffer”, une zone qui distancie, sépare, limite l’espace de la marche à pied et empêche quiconque de s’arrêter entre le boulevard et les clôtures des immeubles. Ce traitement de l’espace devient un dispositif de “prise de distance” –dans l’acception de Zizek- comme s’il s’agissait d’affirmer de façon la plus visible la volonté de ne pas trop se compromettre dans les relations sociales.

Une première observation critique consiste à relever que, comme le montre leurs effets spatiaux, la négociation entre acteurs publics et promoteurs privés et la conduite conjointe du programme de re-qualification urbaine ont favorisé et engendré l’appauvrissement inexorable et la réduction de la gamme et de la qualité des espaces publics. La pauvreté de l’articulation des espaces correspond à l’indigence du projet et à la banalisation du dessin urbain (de façon analogue d’ailleurs, dans les autres opérations de Pru réalisées à Milan au même moment). Certainement une telle organisation de l’espace est prise au piège des prévisions et des attentes du marché qui vise à placer au plus vite, sur plan et sur le marché ses produits pour lesquels toute demande de qualité qui déborde d’“une stricte et simple valorisation de l’immeuble peut devenir la source de ‘complications inutiles’”. Un habitant confirme durement cette inter-

prétation: *“Il s’agit simplement d’un projet hyper rentable. Ce fatras de bâtiments a été mis sur pied par un capital, par une série d’entreprises issues de la FIAT qui s’est permis de faire et défaire comme elle voulait. L’industrie OM était une horreur, à part des camions, elle produisait des armes, on a retrouvé des mines et des restes de munitions, aucun travaux d’assainissement n’ont été directement réalisés par l’entreprise. La Fiat s’est fait tout financer et a reproposé dans ce quartier son projet autoritaire: les logements se font comme ça et on habite ensuite comme ça”.*

Si on examine les relations ente les différentes parties, on constate que c’est la séparation et certainement pas la composition, qui marque constamment l’organisation de l’espace (Bianchetti, Todros, 2008). C’est la simplification des catégories qui a guidé le dessin et l’organisation des espaces publics dépourvus de tout élément pouvant susciter, d’une façon ou d’une autre, un quelconque “accident”. C’est-à-dire que la prévisibilité et la visibilité du dessin de l’espace ouvert/édifié ne réserve aucune surprise, empêche toute autre pratique plus complexe que l’arrêt ou la traversée de l’espace public et apparemment, personne n’est mis en condition de prendre la moindre responsabilité en la matière. En ce sens, la déclinaison des caractéristiques et des rapports entre les domaines privé et public semble se résoudre à la stricte opposition de «privé, construit, fermé, clôturé et à usage exclusif» et «public, sans affectation, ouvert, traversable et indifférencié», en parfait accord et coïncidence avec leurs respectifs statuts juridiques et avec les modalités – individuelles et collectives – des pratiques de l’espace. Ce jusqu’au-boutisme apparaît sur les deux fronts.

Sur le front privé. Chaque complexe privé est gardé sur son périmètre et son accès est limité à une seule entrée. L’articulation des espaces résidentiels est réduit à l’essentiel, dans un seul cas, les façades des immeubles sur cour sont animées de terrasses décalées; en général les immeubles de logements sont des corps compacts, avec des accès centralisés, sans différences significatives aux rez-de-chaussée. Dans certains bâtiments, réunis par le même promoteur, certains accès sont “en commun”: c’est la cas de la tour Fuksas et de la cour *Benati* qui partagent l’accès aux garages souterrains et la loge de concierge. Il s’agit en réalité d’une gestion conjointe de flux qui se séparent rapidement, ce qui n’est d’ailleurs pas sans poser des problèmes de gestion. Les cours, les espaces environnants sont rigoureusement réduits au minimum

et n'invitent en aucune façon à un quelconque usage. Même dans la résidence universitaire, la cour, délimitée par des surélévations, n'est donc pas immédiatement accessible.

Une des tours, réalisée par une coopérative de construction proche de *Comunione e Liberazione* (un groupe religieux de matrice catholique très enraciné et présent en Lombardie) se caractérise en réalité par la disponibilité d'un espace à usage collectif, non visible de l'extérieur et réservé exclusivement aux habitants. Un espace utilisé pour des fêtes et des rencontres; sans les services minimums (hygiéniques et de cuisine) que l'on pourrait pourtant attendre. Le même bâtiment est indiqué par d'autres habitants comme le "petit fort", en référence évidente à son caractère dur et introverti, avec ses petites fenêtres et de profondes loggias. Les propos d'une femme qui habite l'immeuble sont presque embarrassants: se plaignant de la totale absence d'espaces aménagés pour le jeu (pour les 56 enfants qui habitent l'immeuble), elle regarde avec envie la cour attenante du bloc des immeubles subventionnés, cour complètement pavée, sans aucun arbre ni aucun abri contre le soleil mais équipée de jeux d'extérieur très spartiates pour enfants: un toboggan, quelques balançoires et de rares bancs autour.

Dans ces espaces qualifiés comme 'privé- construit - clôturé- exclusif', les terrasses et les balcons font l'objet d'un grand investissement des habitants, dans l'imaginaire symbolique et dans les pratiques. Ils représentent un des aspects les plus valorisants du secteur situé au nord de la rue Spadolini et constituent un intéressant sujet d'observation: "*Il y a des gens qui ont planté sur leurs terrasses des érables de deux mètres, un pré, des oliviers*"; d'autres y ont installé des baignoires Jacuzzi entre les arbres de ce qu'ils décrivent avec orgueil comme un verger luxuriant. La proximité du centre et la tranquillité figurent au nombre des arguments qui poussent à habiter ce quartier, la tranquillité dont on jouit dans un jardin qui ne se mélange pas à la ville: la terrasse ou les terrasses. Le dessin des deux immeubles de logements sur cour sont fondés sur ces dispositifs, les tours de Fuksas déclinent le thème avec plus de finesse par une façade animée de terrasses moins grandes dont les dimensions varient en déterminant la valeur du logement et le prestige de celui qui l'habite: "*Je voulais avoir une bout de jardin et ici, je l'ai. Le voisin de l'étage au dessus est jaloux parce que ma terrasse est plus grande que la sienne. Mais souvent on bavarde et on boit un verre*

en partageant une bouteille qu'on se passe à travers la balustrade”.

Sur le front public. Les espaces publics correspondent aux terrains correspondant aux charges d'urbanisation. La nature et la propriété de ces espaces sont officiellement (c'est une des caractéristiques du programme) publics. L'absence de clôtures en atteste de façon évidente. Absence qui fait écho de façon assez impérative à l'absence de tout corps ou volumes. En effet, les surfaces sont toujours plates, comme s'il s'agissait de garantir à la lettre des quotas d'espaces verts et non pas de prévoir des espaces complexes et organisés. D'ailleurs, la présence des vides, des surfaces plates, la totale visibilité d'espaces potentiellement accessibles au public sont des qualités requises et des exigences que soulignent explicitement et avec fermeté les habitants: *“le terrain est tout en dénivelés et nous avons fait remarquer à la municipalité que cette configuration se prête facilement à abriter des personnes indésirables. Chaque barrière visuelle créera des problèmes, il faut au moins mettre des phares. Ou bien utiliser un système d'irrigation automatique”.* La nécessité d'espaces qui ne peuvent en aucune façon préfigurer des situations susceptibles d'abriter des individus et des usages imprévus, de leur complète visibilité dans toute leur extension est répétée de façon presque obsessionnelle. Il s'agit d'un point important, parce qu'il permet d'observer la convergence de logiques étrangères: celle du projet fonctionnaliste et celle des convictions anxiogènes. Tout élément vertical, on a envie de dire tout corps, pourrait potentiellement poser un problème là où il réduit la visibilité et invite à un usage qui ne soit pas le plus simple et le plus 'licite': *“A côté des cheminements internes au parc, ils ont mis définitivement une végétation permanente de pampa qui cache les gens qui sont derrière. Il s'agit bien sûr d'une intervention en échange de charges d'urbanisation et nous avons commencé à dire de ne mettre que de l'herbe”.* *“On l'a écrit, on a recommandé ne mettez” que du gazon”.* *Il s'agissait seulement d'une variante en cours de travaux. Naturellement, l'entreprise a tout de suite été d'accord, parce que pour eux, ça voulait dire une réduction des coûts. Mais la Municipalité non, elle n'a pas voulu”.*

La 'stricte' régulation des contextes publics et privés apparaît excessive et systématique; par ailleurs l'organisation des services et l'approvisionnement des habitants sont fortement centralisés, laissent bien peu d'autonomie ou de possibilité de changement et d'auto-organisation. Un exemple clef, étant

donnée l'importance de la négociation entre promoteurs immobiliers et acteurs public, est celui de l'*Esselunga*. Le supermarché offre la seule possibilité d'achat, quelle que soit sa nature. Il n'existe pas d'autres fournisseurs disponibles à une distance raisonnable: *"Ce complexe a été conçu comme un quartier dortoir-avec-Esselunga. Il n'y a que Esselunga. Tu es obligé à Esselunga. Si tu veux autre chose: ou bien tu fais un long parcours à pied ou bien tu es obligé de prendre la voiture. Il n'y a pas un seul m2 disponible pour ouvrir quelque autre activité. La moitié des gens ici achète par internet, ailleurs. Il n'y a pas de kiosque à journaux. Pas un glacier, pas une laverie, pas un bureau de tabacs, pas de lieu où se promener, pas de boutique de vêtements"*.

L'unicité de ce fournisseur est, de fait, le résultat de la négociation avec les pouvoirs publics municipaux : la ville a garanti formellement une position de monopole à cet acteur privé par une clause qui interdit pour un certain nombre d'années l'ouverture d'activités commerciales, qu'elle qu'en soit leur nature. Un bar fonctionne grâce à sa qualification de 'cantine interne de l'entreprise' dans le plus grand immeuble de bureaux et laisse entrer clandestinement quelques clients par les sorties de secours. De même, le système de chauffage centralisé fonctionne avec une installation de téléchauffage et aussi dans ce cas, le distributeur privé opère dans une situation de quasi monopole à la suite des accords souscrits entre l'administration communale et les promoteurs immobiliers. Il en découle une situation très contradictoire là où précisément la rhétorique du développement résidentiel était centrée sur la liberté de choix et le processus de requalification suivait les préceptes de l'urbanisme d'un gouvernement libéral. Si la rhétorique urbanistique rappelle souvent avec un certain cynisme qu'il n'est pas possible d'espérer atteindre des densités commerciales et de services de façon extensive dans les territoires périurbains, cet exemple montre de façon paradoxale une condition perverse où c'est la régulation urbanistique à inhiber, en l'interdisant, l'ouverture d'activités commerciales. Dans le Milan libéral, un quartier comme celui ci semble plutôt "bulgare": dans son agencement, rigide et répétitif, dans les façades d'une médiocre architecture résidentielle de l'après guerre, dans son fonctionnement avec un seul distributeur pour l'approvisionnement, avec des parcours rigide-ment marqués et des espaces publics substantiellement 'en friche', non dessinés et sans équipements.

2.3. Si proche et si lointain. Le rêve suburbain à deux pas du centre?

“Nous habitons depuis neuf ans, dans un immeuble des années 50 rue Sarfatti, près de l’Université Bocconi. On cherchait un appartement plus grand, plus de tranquillité et pas trop éloigné du centre. Pouvoir prendre l’ascenseur et finir directement dans le box. On a fait des repérages dans plusieurs secteurs. Le contexte ici nous a beaucoup plu, l’espace vert où promener son chien. L’avantage ici est d’être à 10 minutes du centre et de pouvoir disposer de grande zones vertes où courir avec les chiens, descendre avec les voisins et faire connaissance. Avant on avait du mal à connaître 20 personnes, ici tout est différent. On est cinq ou six à avoir des Labrador et un groupe s’est formé. Dans de nouvelles constructions, une sorte de groupe se crée forcément”.

“Ici la ceinture verte nous isole de la circulation. En ville il n’y a pas de parkings, c’est vrai que tu vois la ville, mais nous d’ici, la ville, on ne la voit pas. Elle n’est pas loin, je mets vingt minutes à pied pour arriver au bureau, piazza Missori’. ‘Ce qui nous a poussé à venir ici c’est une brochure, elle représentait un nouveau quartier au centre de Milan, et pourtant avec cette ceinture verte tout autour, on avait l’impression d’être à Milano due². Je vais chercher mon journal à pied, au centre et je n’ai vraiment pas l’impression de faire un voyage en périphérie de Milan”.

Comme si parmi les habitants arrivaient beaucoup de ceux qui renient en partie leur expérience ‘urbaine’. La mise à distance de la ville est évidente et forte mais il est en même temps, tout aussi évident dans bien des propos que la ville est diffuse, le suburbain au sens strict n’est pas si désirable, moins encore pour ceux qui ont connu un mode d’habiter et la densité d’opportunités qu’offre la ville consolidée. De là, la conscience de ne pas vouloir ‘partir’, de ne pas vouloir quitter, ‘complètement’, la ville. Les récits et les parcours résidentiels de nombreux habitants montrent que plus qu’un lieu qui attire par ses qualités extraordinaires, *Pompeo Leoni* est un complexe qui rassemble ceux

2. Il s’agit d’un célèbre complexe réalisé dans les années soixante dix par le groupe Edilnord, dirigé alors par Silvio Berlusconi et qui se présente comme un quartier résidentiel de luxe, extérieur à la ville, complètement autonome, entouré entièrement d’une clôture et aux accès fortement réglementés.

qui résidaient dans la partie sud de la ville consolidée et choisissent une localisation à proximité. Mais en plus de considérations centrées sur la spatialité et la distance, il est important, comme nous le verrons, de noter un changement marquant de l'univers symbolique de référence. Dans les récits des habitants, de façon de plus en plus évidente, s'affirme une orientation à se reconnaître dans le quartier, dans l'immeuble que l'on habite. C'est un trait qui rappelle les caractéristiques des modes de vie spécifiques de l'habiter suburbain et qui est certainement à considérer en rapport étroit avec l'investissement symbolique, plus qu'économique, que beaucoup d'habitants ont exprimé dans ce choix d'habitat. A la fin d'une longue interview, riche de sarcasmes et de critiques sur le mauvais fonctionnement du quartier et sur sa pauvreté du point de vue des relations sociales; à la question "mais si vous pouviez changer où iriez-vous?", une habitante répond: "*Nulle part si non ma vie n'aurait pas de sens. Probablement la seule option possible serait le monastère, la tranquillité et la paix des lieux où tu peux ne plus tenir compte du quotidien de façon stupide comme nous sommes en train de le faire. Des réalités hors du quotidien qui t'aident à être hors de toute réalité*". Entre l'urbain et le suburbain, l'imaginaire projeté sur *Pompeo Leoni* par ceux qui y habitent semble souvent orienté par un désir de "suspension" qui semble correspondre par bien des aspects au caractère en quelque sorte "abstrait" de ces espaces qui s'offrent à la vue plus qu'ils ne se prêtent à l'usage.

La ville derrière soi. Du reste, la ville que l'on laisse derrière soi (De Titta, Zilli, 2005), dans la plupart des récits, est avant tout une ville qui semble avoir franchi les seuils de tolérance à l'égard des problèmes de circulation, de bruit, de cohabitation civile. Les conditions de vie dans des quartiers plus centraux, étaient devenus 'insoutenables' pour certains, du point de vue des difficultés de stationnement et d'une dégradation générale qui est indiquée comme une caractéristique des espaces publics et de l'organisation citadine mais concerne aussi les usages 'immodérés' de la ville par des populations qui viennent de l'extérieur et utilisent intensément certaines de ses parties spécifiques (c'est en particulier le cas d'un habitant qui vient de l'un des quartiers investi par ce qui est appelé la *Movida milanaise* et très intensément fréquentée, le soir et la nuit). Ville que l'on quitte et par ailleurs, vers laquelle gravitent la plupart des habitants pour n'importe quel service de base ou supérieur. "*Ce qui nous manque le plus est ce qu'on avait avant*": des lieux de culte aux blanchisseries,

du marchand de journaux au glacier, rien de ce qui fait partie du tissu urbain ordinaire n'est présent dans ce contexte.

Dans la partie résidentielle de la rue *Pietrasanta*, dans le secteur est de la rue *Pompeo Leoni*, pour certains habitants l'imaginaire de l'habitat apparaît beaucoup plus caractérisé. Par certains aspects, la typologie des logements en bande de seulement deux étages, le caractère reclus du milieu résidentiel, son affectation à "laboratoires et activités productives" (et donc le statut plus incertain par rapport à une seule destination résidentielle) a peut-être rassemblé les plus radicaux de ceux qui avaient en tête de rester en ville mais en découpant un "bout de maison hors la ville", loin du bruit. Ici ils ont pu le faire en s'accommodant d'une urbanisation diffuse, du type cité jardin, qui se rapproche encore plus explicitement du périurbain et du rêve du "bout de terrain". C'est le cas de personnes interrogées qui ne demeurent pas très loin, dans un appartement de grand standing au septième étage d'un immeuble donnant sur un boulevard de la ville consolidée et qui ont acheté ici un espace sur trois niveaux pour un atelier et un logement, où ils passent volontiers une partie du temps qui reste disponible après la fréquentation de leurs autres habitations à la montagne et au bord de mer: "*je dis parfois pour plaisanter, que notre maison de Pietrasanta est notre maison de campagne*". Comme si l'imaginaire des habitants qui de fait, sont 'hyper urbains' n'arrivaient pas à se passer d'une image résidentielle opposée à celle de l'édifice canonique moderne bourgeois (aux étages élevés, serré dans la ville Centrale) et se projetait dans la maison 'isolée' sur son lot de terrain, en série, à côté des autres mais différente parce qu'on redessine personnellement la distribution interne et où la cuisine est aussi un bureau, comme on peut l'imaginer dans une maison anglaise de jeunes à l'avant-garde, entre le potager et l'intellect. Tout cela est cependant encastré dans la ville, dans une partie de la ville qui apparaît extérieure et éloignée du bruit et de la mixité mais qui est pourtant dans une position tout à fait semi-centrale. Ce sont d'ailleurs les inconvénients de la campagne, ses odeurs, ses rythmes et son étendue qui sont en réalité loin de ce lieu.

Relations sociales. Si la perception d'une 'communauté' est constatée, elle semble avant tout dépendre du choix d'habiter dans cette partie de ville: c'est la contemporanéité des arrivées, des déménagements, le fait de se reconnaître

entre semblables qui portent au rapprochement. Du reste, ce sont les immeubles où l'on habite qui marquent ensuite l'identité et le profil économique et social de chacun. Chaque bâtiment a une image claire, définie et identifiable. Rive Droite et Rive Gauche: c'est de cette façon ironique qu'un habitant désigne les deux parties nord et sud de la rue Spadolini. Et puis, plus en détail: les tours Fuksas 1 et 2, les cours Benati 1 et 2, la tour Greggio, le 'petit fort', les 'maisons jaunes' Bien que le comité fondé fasse explicitement référence au 'quartier', comme beaucoup d'habitants l'ont remarqué, le «quartier» Spadolini peut difficilement être considéré comme tel; il n'a pas les caractéristiques essentielles d'un quartier, qui au contraire, semblent ici désavouées. Comme le remarquent Bianchetti et Todros (2009), la référence au quartier renverrait en effet à la reconnaissance de formes de convivialité et au sens plus profond de la notion d'urbanité. Alors que les habitants font constamment référence au 'quartier' et à sa définition générique, les récits, les pratiques, les usages, les styles de vie renvoient clairement et fortement aux modes d'organisation et de fonctionnement d'un habitat suburbain. Ce n'est peut-être pas par hasard si la référence au quartier prend souvent un sens péjoratif, en référence aux caractéristiques d'un 'quartier dortoir': *"C'est un quartier conçu comme ça. C'est un quartier de logements"* ou encore, *"Ici tu descends le chien ou les enfants et tu rencontres des gens qui se lient, sinon c'est la mort civile; quand il m'est arrivé de rester chez moi pour des raisons de santé, je faisais juste le tour du parc et à peine plus, mais si une amie vient me voir on ne peut certainement pas faire une promenade et regarder les vitrines, il n'y a rien!"*. Il faut souligner que cette réflexion critique sur la nature du quartier et la pauvreté des processus d'organisation sociale en acte est surtout exprimée par la population féminine. Ce sont les femmes qui tendent à reconnaître que *"ce qui d'une part, fait la confusion d'autre part, donne aussi l'impression de vivre en ville et de ne pas être abandonné au milieu de nulle part"*. De façon différente la majorité de la population masculine, énumèrent le calme et les espaces verts— justement des caractéristiques généralement attribuées à l'habitat suburbain— comme des aspects appréciés et valorisants.

Certains poursuivent le raisonnement et arrivent à reconnaître l'absence complète *"d'une sensibilité pour ce que signifie l'agrégation forcée de beaucoup de personnes, et quand tu en parles avec les représentants institutionnels, même les élus du secteur qui ont une délégation aux services sociaux, il ne leur vient pas à l'esprit que*

ces sujets et ces questions puissent relever de leur compétence et les inciter à prendre des mesures”.

2.4. Si l'espace n'est pas plat. Anfractuosités et intrus

“Le maire Marco Formentini, en pleine campagne électorale, l'avait dit et répété à chaque occasion: “Non seulement aucun albanais n'arrivera dans notre ville, mais on chassera de la ville tous les clandestins présents à Milan.” A douze jours des élections, à l'aube, sur la base d'un arrêt de l'Agence Sanitaire, une imposante opération de délogement des immigrés sans papier a été déclenchée. En tout, cent vingt membres des forces de l'ordre (police nationale, municipale et gendarmerie) ont entouré le gigantesque terrain vague situé entre la rue Carlo Bazzi et la rue Pompeo Leoni, l'ancien siège de l' Om, puis expulsé les albanais et africains des bâtiments et hangars qu'ils avaient transformé depuis longtemps en logements de fortune. A la fin de la rafle, 139 immigrés encore endormis ont été mis sur des autobus et conduits vers le bureau des étrangers de la préfecture de police: 110 arrivés à Milan de l'Albanie, presque tous bien avant les premières vagues de réfugiés, 15 citoyens tunisiens, 11 marocains et 3 kenyans. Il a été permis aux étrangers “expulsés” de rassembler des vêtements et des objets personnels, puis les décapeuses de la société immobilière propriétaire du terrain sont entrées en action. Les bennes ont éventré les bâtiments pleins de gravats et de déchets, de façon à éviter leur réoccupation ” (Lorenza Pleuteri, La Repubblica, 16 avril 1997).

“Un petit garçon Rom de cinq ans avec le maillot du Milan (l'équipe de football) montre avec orgueil sa maison. «C'est à moi», en indiquant sa poitrine de la main. C'est une baraque en panneaux de contre-plaqué, d'un mètre et demie de haut, sans portes et qui permet de s'abriter de la pluie, mais certainement pas d'y vivre. Elle a été construite sur un sorte d'esplanade qui s'ouvre entre les collines de gravats d'un ancien chantier, derrière de la voie ferrée, entre le boulevard Toscana et le parc des Mémoires industrielles qui donne rue Spadolini, là où autrefois il y avait le siège de la Om, la fabrique de camions. Ici – et dans deux autres camps– se sont installés plus de soixante nomades. Comme Costantinu, qui est encore en train monter sa tente avec sa femme et d'autres parents. « On vient de l'ex Marchiondi –dit-il – et maintenant on

est là. La police est venue, ils ont dit qu'on peut rester là encore un peu, à condition de bien se comporter. On ne doit pas allumer de feux, pas faire de fumée. On a promis de ne pas déranger» (Davide Carlucci, La Repubblica, 8 juin 2009.).

Ce qui reste. 12 ans après, le même lieu, un bâtiment industriel abandonné est au centre de l'attention politique et des médias. En 1997, la presse fait référence à cette vaste friche de l'ex-industrie OM, où se sont installés des groupes d'immigrés albanais et africains, désespérément à la recherche d'une solution habitative. L'administration communale – qui avait alors proclamé l'expulsion de tous les clandestins de la ville – conjointement à l'Agence pour les services sanitaires et aux forces de police organise l'éloignement de 139 occupants et permet ainsi le démarrage du chantier de démolition du bâtiment industriel et le développement immobilier; ce qui d'une certaine façon, apporte une solution définitive au problème.

Dans un second article de quotidien, bien 12 ans plus tard, sur ce même terrain, le bâtiment a été rasé au sol et le complexe de Pompeo Leoni est complètement réalisé. L'espace auquel il est aujourd'hui fait référence, est assez modeste par rapport au complexe industriel entier qui entre temps, a été récupéré et affecté à des espaces verts et à des usages industriel et tertiaire. Il s'agit d'une langue de terrain située au nord du parc des mémoires industrielles et coincée entre la voie ferrée et le boulevard de rocade à grande vitesse. Dans cette bande de terrain destinée par le projet à la réalisation d'un "parc des cultures", se trouve un bâtiment modeste (jusqu'à peu utilisé comme garage de la police de proximité). Ce terrain inoccupé se présente aujourd'hui comme un terrain vague où le projet prévu d'amphithéâtre en plein air apparaît assez improbable au vu de la fréquence et du bruit des trains qui passent sur le côté. Le bâtiment et le terrain en attente d'un aménagement, sont devenus des lieux d'asile temporaire en accueillant la population aujourd'hui la plus défavorisée et abandonnée de la ville; dans ce cas il s'agit de Roms. Le journaliste les définit de façon impropre de "nomades", sans tenir compte de la forte vocation à la sédentarité que la plupart des Roms qui habitent à Milan expriment aujourd'hui. Un habitant du complexe *Pompeo Leoni* en désigne le profil: "*Je les appelle gitans parce que ce nom me plaît et évoque la culture gitane, même si ces gens n'ont rien à voir avec ce monde; ils se sont nichés ici et en l'espace d'une heure,*

quarante tentes et automobiles ont disparu, ont arraché les clôtures des terrains qu'ils ont occupés, mais en trois jours seulement ils ont été évacués et le secteur a été mis en sécurité."

Le maire et le maire adjoint se sont occupés activement du bâtiment municipal et de la culture à la fin de l'été 2009, et ont réalisé un repérage conjointement avec les responsables du comité de quartier Spadolini qui déclarent: *"Ils avaient annoncé que tout était prêt mais nous avons prouvé qu'au contraire ce n'était pas le cas et que l'occupation du terrain avait repris. Le maire et le maire adjoint ont fait intervenir la Brigade d'intervention rapide de la Police Locale qui a encerclé tout le terrain. Maintenant une discussion est en cours parce que la Municipalité a demandé à la société des chemins de fer italienne la "mise en sécurité" de tous ses terrains en ville (gares de marchandise et espaces ouverts en marge des voies ferrées)".*

Le bâtiment abandonné de propriété communale. Des travaux sont actuellement en cours sur le bâtiment abandonné de propriété communale. Le chantier est ouvert pour une intervention de requalification qui prévoit de destiner un immeuble à l'accueil de mineurs en difficulté. L'opérateur immobilier s'appelle *"Compagnia dell'abitare"* (compagnie de l'habiter). L'intervention prévoyait initialement un développement vertical du bâtiment. Le comité de quartier qui s'est constitué au moment où les SDF logés dans des logements informels ont été expulsés, a demandé une renégociation des volumétries. Un habitant propose son interprétation critique de la question: d'une certaine façon, la municipalité aurait consenti l'occupation illégale du terrain pour alimenter le problème et construire le conflit en provoquant les réactions des habitants et de leur comité afin de pouvoir ensuite présider la négociation concernant le réemploi du terrain et son édification. La renégociation du dessin des immeubles de la part du comité a ensuite conduit à une réduction des hauteurs: *"Certains programmes de télévision s'en sont aussi occupé comme ceux de Rai 3 (une chaîne publique de la télévision italienne), comment s'appelle ce programme... Reporter? Le résultat le plus important a été d'obtenir que le nouveau bâtiment se développe non pas verticalement, en cachant la vue sur la ville à tous ceux qui habitent dans la partie nord du quartier, mais au contraire, horizontalement"*.

De ce point de vue, la provocation d'un conflit sur le dos des SDF a servi à accréditer le comité et ses leaders aux yeux des habitants comme interlocu-

teurs importants auprès de l'administration; il a aussi favorisé successivement la construction d'un consensus autour d'une intervention immobilière qui avait pourtant soulevé des réactions et des critiques. Ce qui revient à dire que la construction vaut toujours mieux qu'un espace résiduel au destin incertain ainsi que des pratiques et usages indésirables.

De façon presque consécutive, autour d'un objet (le bâtiment communal abandonné) et de son utilisation informelle, la question se précise et se pose à chaque fois de façon différente en appelant donc des actions et des solutions diverses:

a. Le premier pas est la délimitation de l'immeuble et de son terrain : l'intervention du Pru, bien qu'il soit gouverné par la Municipalité de Milan (au moins en théorie), paradoxalement néglige et laisse de côté un immeuble et un terrain, justement de propriété de la ville, hors du secteur d'intervention;

b. l'utilisation de l'immeuble par les SDF rappelle la nécessité d'un assainissement, d'un nettoyage, d'une intervention sanitaire et le comité commence activement à solliciter les institutions, à décréter l'état d' "urgence" et la nécessité d'une intervention extraordinaire;

c. l'espace est soustrait aux usages informels et à la fréquentation des SDF (qui ne sont pas délocalisés, mais simplement éloignés) et il est remis par la Municipalité à un acteur privé au nom d'un projet aux connotations "sociales";

d. les volumes du projet avancé deviennent un nouveau terrain de discorde et de négociation pour le comité qui aboutit à un accord satisfaisant les différentes parties (à l'exception des SDF qui n'ont pas voix au chapitre).

Le "parc des cultures". Le parc des cultures représente également un objet de discorde et de discussion et prend un poids significatif en tant que lieu d'accueil, producteur d'insécurité et de danger dans le quartier. Tandis que sa situation, à l'étroit entre la voie ferrée et la route à grande circulation n'est pas sans susciter quelques perplexités quant à la qualité et à la pertinence du projet d'aménagement permanent d'un parc, les travaux de réalisation connaissent un ralentissement évident; le parc était en effet inscrit au cahier des charges du promoteur immobilier cependant en difficulté financière: *"Le maire Moratti maintenant s'en mêle mais le parc devait être réalisé en 2005 et il nous a été vendu une*

liaison verte directe entre le parc des mémoires industrielles et le parc Ravizza, situé au-delà de la voie ferrée et de la route.” Il apparaît difficile à quiconque s’approche de la ligne ferroviaire d’identifier et de reconnaître l’espace destiné idéalement au parc des cultures par les plans du projet et précisément décrit par le concepteur. Il s’agit en effet d’une sorte d’anfractuosité, à l’étroit entre la route à grande circulation et le talus de la voie ferrée, deux infrastructures également surélevées de plusieurs mètres.

Dans les deux cas, l’insécurité et le danger sont identifiés comme des problèmes de fait qui ne concernent que deux lieux du complexe entier et n’ont été ni traités, ni résolus par le projet et précisément pour cette raison, ces espaces préfigurent la possibilité d’usages intersticiels qui en aucune façon n’étaient et ne sont envisagés par le dessin du Pru. Ce qui veut dire que le projet a démoli, mis au clair, effacé ou aplani les formes de l’industrie, sa mémoire et sa culture (l’intitulé des deux parcs consacrés à la mémoire industrielle et aux cultures devenant alors grotesque) et les a remplacé par un dessin de pleins et de vides, clair et précis, circonscrit et défini. Dans ce dessin, un bâtiment ayant perdu sa fonction d’origine et un espace ouvert “non résolu” restent disponibles et sont investis par des pratiques d’habitat irrégulières ou des usages indésirables; ils posent alors un problème dont on souligne le caractère d’urgence et qui suscite une levée de boucliers.

Tout ceci résulte de la convergence de différents intérêts qui se croisent:

- les résidents qui défendent la qualité et la valeur de leurs biens immobiliers,
- l’administration qui au fil des années semble systématiquement porter une grande l’attention et faire preuve d’intolérance marquée vis à vis des usages non régulés (comme s’il s’agissait d’éduquer les citoyens à s’indigner, réagir et exercer leur propre civisme),
- des acteurs porteurs d’intérêt opérant dans le secteur non profit qui interviennent (ici comme dans d’autres secteurs de la ville) en proposant des projets d’intérêt social et en choisissant leurs destinataires (ils n’ont pas vocation à traiter les problèmes sur place) et ont souvent des intérêts immobiliers corrélatifs.

I Magazzini Generali. La discothèque ‘*I Magazzini Generali*’ a aussi

suscité une levée de boucliers, un établissement qui a pourtant joué un rôle pionnier dans le nouveau développement du secteur. La discothèque naît à l'automne 1995 dans un ensemble de dépôts du début du XX^e siècle, raccordés et desservis par le réseau ferré national. Le secteur était encore considéré comme une aire industrielle; l'établissement a rapidement obtenu un grand succès en contribuant à transformer l'image du secteur qui s'est justement fait connaître dans la ville par cette publicité. Mais suite à la progressive et nouvelle édification résidentielle, la présence sur les lieux de la discothèque est devenue un facteur de grande gêne: le bruit assourdissant de la musique, dit-on d'une part, l'incivilité et la barbarie des usagers qui sont assez nombreux, se garent partout et qui sortent de la discothèque très tard la nuit, souvent ivres. La nature du conflit est dans une certaine mesure très semblable à celui qui se forme dans des milieux suburbains où la diffusion de la fonction résidentielle nourrit les conflits entre les nouveaux habitants et les activités agricoles, souvent malodorantes, bruyantes et source de nuisances. De la même façon, dans les quartiers du centre historique touchés par des processus de gentrification les nouveaux habitants se plaignent des externalités négatives, des bruits, des mauvaises odeurs, produites par les activités présentes dans le quartier.

Ainsi, quand la ville devient trop "ville", elle pose problème et *Pompeo Leoni* veut être proche de la ville mais entend se préserver de ces externalités négatives. *Pompeo Leoni* veut la ville de façon unilatérale, sans accepter ces nécessaires et inévitables effets. Le quartier gentrifié et le périurbain industrialisé, représente au fond un même type de problème: l'incapacité à admettre la coprésence d'activités différentes (habitat /loisir; habitat/production) comme le caractère inconciliable des mondes auxquels semblent aspirer les habitants de *Pompeo Leoni*: 'un périurbain citadin' en donne l'idée. Il s'agit d'une idée de périurbain qui n'a rien à voir avec les aspirations de ceux qui dans les années 80, quittaient la ville à la recherche d'une maison individuelle sur son lot de terrain; ces derniers en effet, étaient prêts à renoncer à une dimension urbaine de l'habiter, étaient conscients que le prix à payer pour une propriété avec un jardin aurait été l'éloignement de certains équipements et activités typiquement urbains dont ils auraient continué à profiter en tant que navetteurs, tandis qu'au contraire, les habitants de *Pompeo Leoni* n'ont pas l'intention de

renoncer aux avantages de la ville 'adjacente'. Dans le cas de la discothèque, le fait est cependant que la friction entre la fonction de l'établissement et les habitations alentours prend immédiatement la configuration d'un problème d'insécurité. Et ceci surtout en raison de l'implication systématique et continu dans le traitement du problème des forces de police (de tout grade et de tout ordre, c'est-à-dire: la police nationale, la gendarmerie, la police municipale, les *City Angels*: un groupe de volontaires qui, en fonction d'une convention onéreuse avec la municipalité de Milan, assurent la défense des secteurs urbains que l'administration communale considèrent à risque. La relation entre le 'quartier', son comité et la discothèque a connu plusieurs phases. Une réponse significative aux problèmes de cohabitation serait l'insonorisation de l'établissement, mais jusqu'aujourd'hui le conflit perdure avec les usagers de la discothèque et qui portent des gênes, du bruit et de la saleté.

L'espace vert non résolu, l'édifice abandonné, la présence préalable de la discothèque sont donc trois éléments évoqués par les habitants comme des facteurs d'insécurité et des cibles de l'action publique. "*Vous voyez vous n'avez pas compris que les trois problèmes de sécurité du quartier sont le parc, les immigrants et la discothèque!*" précise avec force un habitant irrité quand au cours de l'entretien nous nous montrons récalcitrants face à l'identification des problèmes d'insécurité. Et de cette façon cet habitant rappelle explicitement un lien direct entre les usages et les espaces qui ne passent pas à travers le filtre d'une négociation formelle et d'une considération du danger. Ainsi le thème de l'insécurité aplatit complètement les caractéristiques et les usages de ces trois lieux qui dans leur traitement par les institutions, sont assimilés et deviennent semblables de bien des points de vue, bien qu'ils soient radicalement différents les uns des autres, par leur signification et leur histoire.

Si l'espace n'est pas complètement plat et si des volumes ou des séparations persistent en renvoyant à un niveau de complexité supérieur à celui du simple schéma: terrain public-séparation-clôture-volume privé, ces éléments sont vite perçus comme des anfractuosités dans lesquelles peuvent facilement se nicher des facteurs de déviance. Dans la perspective d'un espace plat, lisse et isomorphe, en l'absence d'éléments formels de médiation, tout élément étranger et non conforme, devient une source de conflit direct, aigu (Bifulco, de Leonardi, 2006). Dans ces cas, là où le dessin de l'espace a déjà opéré et

là où d'autres acteurs compétents seraient évidemment concernés, la médiation est directement assignée aux forces de l'ordre. Le problème ne semble pas pouvoir être autrement défini qu'en terme de danger et d'insécurité. La solution en perspective devient la fermeture de la discothèque, la clôture de l'espace vert, la transformation sécuritaire de l'immeuble.

Comme nous le verrons, les facteurs qui alimentent les réactions et les conflits sont importants pour lancer des processus de participation et de construction d'un consensus sur des sujets extérieurs aux questions privées et personnelles de la copropriété; en ce sens, ils favorisent l'émergence d'un rôle dont la nature devient progressivement celui d'une représentation politique (le président du comité ensuite élu conseiller communal dans les rangs de la majorité garantit certainement la médiation systématique entre les habitants et les membres, non seulement politiques, de l'administration communale).

2.5. La gestion de la vie tranquille et de la sécurité comme pivot de l'organisation sociale

“Tu ne te sens pas un goût d'eau dans la mer mais tu fais partie d'une mer qui travaille comme ça ”, un habitant de Pompeo Leoni.

Pompeo Leoni est en majorité un quartier de propriétaires. La grande majorité des personnes qui y habitent ont acquis leur logement, en cherchant certainement à améliorer leur condition de logement mais en prenant tous les risques inhérents à un achat sur plan, dans la perspective d'investir leur capital. Les récits des difficultés relatives à la construction et à la gestion des immeubles atteignent souvent l'exaspération. Sur bien des fronts, les copropriétés ont dû gérer des conflits d'une part, avec l'entreprise de construction et d'autre part, avec l'administration communale pour réussir à faire front aux absences et retards, dans un contexte certainement assez éloigné de l'image initiale du projet. En ce sens, une donnée importante qui émerge est la conscience que malgré les nombreuses difficultés, pendant ces années de boom immobilier, le patrimoine immobilier du complexe s'est valorisé et que le contexte est devenu appétissant en raison de sa position semi centrale.

L'indication émerge dans toute son évidence dans l'expression d'un habitant: *"le principale préoccupation à Pompeo Leoni est que son appartement perde de la valeur. Tout un tas de gens préfère se taire plutôt que dire qu'il y a des infiltrations et laisser échapper des informations qui pourraient donner une image négative de l'immeuble!"*. En même temps et de façon différente, les tensions des copropriétés, les problèmes de fonctionnement des immeubles et les facteurs extérieurs qui minent la vie tranquille représentent des facteurs clef dans la détermination des processus d'organisation sociale entre les habitants, en attribuant un rôle à 'ce qui ne fonctionne pas' et en portant les habitants-copropriétaires à se rencontrer à partir de ce qui pose problème, ce qu'illustre bien Zigmunt Bauman par le concept de "communauté pivot" qui renvoie à des formes instrumentales d'organisation communautaire constituées pour faire face à des menaces extérieures (Bauman, 2003). "Ces gênes nous ont uni", explique un habitant quand il raconte les relations établies entre les habitants. L'expression frappe d'autant plus quelle se réfère à un ensemble résidentiel de type privatif et parce qu'elle rappelle au contraire les processus qui concernent généralement l'habitat HLM, l'habitat dans des contextes défavorisés qui pâtissent de lourds problèmes d'entretien et de gestion. En des termes très explicites, deux habitants rappellent le système d'organisation fordiste de la Fiat comme un modèle qui a inspiré l'opération immobilière de ce secteur justement autrefois consacré à la production de véhicules et à la gestion des processus de construction puis de fournitures et de gestion centralisée selon un modèle proche du collectivisme *"pour maximaliser les profits et à cause de la simplification de l'opération, beaucoup d'infrastructures et de fournitures de services ont été organisés de façon indivisible. Nous avons découvert que les propriétaires d'une piscine sur une terrasse du dernier étage se servait de l'eau- potable - comptabilisée à la copropriété! Tout le monde ici paye tout, même des dépenses qui devraient être à la charge des seuls usagers sont imputées à tout le monde. Comme dans un kolkhoz!"*.

L'importance accordée à la défense de la valeur de son immeuble explique ainsi la tendance à minimiser et réduire, contenir le plus possible la représentation des problèmes connexes à la vie de cohabitation dans l'immeuble et à projeter au contraire sur l'environnement immédiat, les insécurités les plus graves: *"le problème est que manque complètement un tissu social. Si tu mets cent nouvelles personnes dans le quartier du Vigentino, personne ne s'en aperçoit. Ici au*

contraire la discussion s'envenime quand on discute de questions 'internes' et il devient alors plus facile de s'occuper de ce qui est tout de suite à l'extérieur". Certains ajoutent des considérations importantes sur la forte présence d'étudiants universitaires. Tandis que dans la ville, on discute précisément de la nécessité d'une production de logements pour les étudiants, ici, face à un pensionnat de dimension consistante et d'une nouvelle résidence pour étudiants en phase d'achèvement (en plus de la présence diffuse d'étudiants qui louent des appartements dispersés dans les différentes copropriétés), on relève ici l'effet potentiel de "désagrégation" que les étudiants peuvent avoir sur un quartier de nouvelle construction. Les étudiants sont décrits comme des acteurs qui habitent sans faire aucun investissement sur le territoire qu'ils fréquentent: ce qui revient à dire que leur présence est certes vitale en terme d'animation (et souvent, quand elle est intempérante, cause de tensions et de conflits) mais c'est une présence qui tend à un usage utilitariste de l'environnement local, improvisée et qui ne se sédimente pas ni ne sollicite l'amélioration de la qualité des services existants. Elle ne contribue certainement pas ici, où elle est concentrée dans un bloc, à tisser du lien social. Tandis que certains se plaignent du peu de soin que les étudiants accordent à l'espace qu'ils habitent, d'autres se soucient de l'influence que cette expérience (le fait d'habiter une résidence étudiante dans un tel quartier) pourrait exercer sur leur façon de regarder et d'habiter la ville, comme si elle pouvait faire perdre une éducation et soustraire les étudiants – surtout ceux qui ne viennent pas de Milan – à l'apprentissage d'un autre mode d'habiter et d'urbanité (dans la ville dense) à Milan.

Les problèmes de fonctionnement des immeubles, la discothèque, l'espace vert du parc, le supermarché, les SDF créent et épuisent en même temps les perspectives d'une dimension collective. L'organisation sociale à bien des points de vue semble dépendre des effets impliqués par les dispositifs et les formes construites à l'intérieur des immeubles et alentour. Pour d'autres, dans un contexte où il a été fait table rase et où il n'existe aucune forme d'organisation collective de ceux qui à titre divers habitent le complexe, l'organisation sociale est laissée à l'initiative et aux actions des seuls individus.

D'une part, le copartage concerne les unités immobilières, les copropriétés considérées individuellement ou simplement ceux qui partagent le statut d'acquéreur dans un immeuble où l'on est aux prises avec des dispositifs qui

fonctionnent mal, avec des questions de propriétés et de responsabilités. Certains habitants ont peu à peu assumé le rôle de mandataire sur ces questions et déploient de fait une grande quantité d'énergies et de ressources pour s'en occuper. Leur langage est absolument technique, ils parlent avec désinvolture de questions légales, d'installations technologiques, avec une compétence qui va au-delà de leur propre formation et d'un tout autre type. L'impression est que l'habiter devient ici vraiment un 'métier', mais dans une perspective sans ambition, selon laquelle l'habiter dans certains lieux ne demande pas peu d'efforts aux individus pour garantir le fonctionnement ordinaire de la machine. Certains habitants de Pompeo Leoni ont certainement acquis toute une série de compétences fonctionnelles importantes, mais beaucoup de perplexités demeurent quant à la possibilité de décanter et sédimenter cette expérience.

D'autre part, l'organisation sociale s'étend à l'extérieur de la copropriété et met en rapport les différentes unités quand on est aux prises avec des événements, extérieurs justement. Dans ce cas, comme on l'a vu, les urgences deviennent les bans d'essais pour évaluer l'efficacité, la crédibilité et l'autorité que certains chefs de file arrivent à déployer dans le traitement des problèmes et la médiation entre les demandes des habitants et les institutions. La constitution d'un comité de quartier et l'organisation d'un blog sur Internet³, qui est opérationnel et constitue une base d'information sur les activités du comité représentent certainement deux passages importants et centraux de ce processus. Par la promotion du comité de quartier Spadolini, *"On a pris les différentes questions problème par problème et on a peu à peu repéré les interlocuteurs compétents. On ne s'est pas contenté de constituer un comité de quartier habituel mais on est allé vérifier précisément quels sont les interlocuteurs pour pouvoir défaire les noeuds et résoudre les problèmes. Il n'existait pas de vision d'ensemble des questions et problèmes qui se sont posés dans ce secteur. Après huit ans d'existence, à la mairie ils confondent encore la rue Bazzi et la rue Ripamonti! Sur bien des plans, on s'est complètement substitué à la municipalité de Milan et on s'est disputé de façon incroyable. On a pratiquement fait le tour de tous les services de la municipalité, de l'urbanisme aux travaux publics, aux espaces verts, au service unique pour la construction (elle fait*

3. www.comitatospadolini.org

la liste d'une série infinie de noms ...). La seule figure qui pouvait tenir ensemble les diverses compétences était le Directeur Central de l'Urbanisme, mais il n'est plus là. Maintenant la personne de référence travaille au Cabinet du maire qui nous oriente ensuite vers les différents fonctionnaires de mairie. Sur bien des plans, les géomètres des entreprises étaient beaucoup plus proches, ils comprenaient les questions et étaient plus disposés à une confrontation ”.

2.6. Sécurité et auto-organisation? Pouvoir, politique et gouvernement du territoire

“Nous nous occupons en partie directement de la sécurité. Nous avons un bon rapport avec le commissariat de la Police nationale qui se trouve rue Chopin, au 52, près de la gare de marchandises Romana. Mais aussi avec la gendarmerie de la rue Noto 2. Bien sûr on travaille constamment avec la police municipale. Les deux chefs sont deux personnes vraiment exceptionnelles, dans les limites du possibles elle ont tout fait tout ce qu'elle pouvaient : patrouilles diurnes et nocturnes. Il y a eu beaucoup de vols dans les immeubles. Les voleurs sont entrés en général par les balcons, même en plein jour ou bien la nuit, quand les gens sont chez eux. Ca se passait surtout le vendredi et ils escaladaient jusqu'au 5^e étage. Maintenant de 22 à 6 heures du matin, nous avons une patrouille privée qui contrôle les lieux. Elle fonctionne pour quatre copropriétés (les deux tours et les deux cours) au nord de la rue Spadolini. Les copropriétés qui sont au sud de la rue Spadolini n'ont pas ce service. Cet argent on pourrait le dépenser différemment”, un habitant de Pompeo Leoni.

L'exploration des lieux, leur observation directe et guidée par les habitants interrogés permet de vérifier que l'organisation de l'espace, la pauvreté du dessin et ses simplifications à *Pompeo Leoni* correspondent aux principes d'un projet urbain guidé par des critères de mise en sécurité. Si par sécurité on entend la visibilité publique des lieux et la possibilité effective d'une protection formelle et informelle, *Pompeo Leoni* est certainement un exemplaire de premier ordre. Comme le signalait un habitant, les seuls secteurs qui peuvent échapper et se soustraire à ces critères sont le parking de l'immeuble de bureau, en cul de sac, accessible au public et insuffisamment protégé et l'arrière

d'un bâtiment qui donne directement sur la rue, non clôturé et qui paye cette 'témérité' par une bonne dose de graffitis colorés. Certains soulignent que l'illumination de la zone verte au nord suit plutôt des principes esthétiques paysagers et est trop faible pour garantir la pleine visibilité du secteur la nuit, mais d'autre part on reconnaît que personne n'a intérêt à se rendre le soir dans ce secteur.

De façon plus générale, comme on l'a vu, c'est l'ensemble du dispositif physique et fonctionnel du complexe qui garantit des conditions de sécurité et réduit les possibles facteurs de risque. Les bâtiments et les secteurs privés sont systématiquement clôturés; dans les parties publiques, toute une série d'éléments du dessin des espaces dissuadent leur usage ou facilitent leur contrôle (les buissons, les parcs privés d'équipements, le boulevard où l'on ne peut que marcher à pied ou traverser en voiture; la concentration dans un seul lieu des activités commerciales ...). Et pourtant la tentation de prédisposer d'autres dispositifs physiques de dissuasion semble irréfutable: *"En plus des patrouilles, nous avons souvent demandé des interventions pour la réorganisation et la dissuasion physique de certains usages. Des moyens de dissuader l'arrêt, des inhibiteurs des accès "* surtout destinés à inhiber l'utilisation des espaces publics par ceux qui ne résident pas dans le quartier comme les habitués de la discothèque mais aussi, ceux qui pourraient "s'infiltrer" le soir dans certaines parties du parc. Mais dans l'ensemble, la séparation de l'entropie urbaine et la distinction nette des flux semble fournir une certaine garantie: la totale absence d'équipements publics (de transport, de services à la personne) qui par nature, pourraient attirer une plus grande variété de citoyens. En regardant le boulevard central d'en haut, un habitant, parmi les plus critiques, commente sur un ton rassuré *"ce qu'il y a de bien dans cette rue, c'est que l'absence de lieux d'agrégation laisse tout en paix "*.

Dans ce cadre, comme nous l'avons déjà eu l'occasion d'anticiper, préserver à tout prix la tranquillité devient pour beaucoup le principal objectif, objectif en mesure de faire converger des intérêts différents et de rassembler les forces. L'objectif de garantir et préserver la tranquillité de *Pompeo Leoni* pour ceux qui se sont le plus activement engagés dans le comité prend la forme d'un véritable mandat de représentant politique. Les compétences acquises au cours de la gestion des problèmes de copropriété ont rapidement été trans-

férées sur les problèmes avoisinants et le réseau de relations qui avait été déclenché pour faire front aux étapes finales de la construction, en quelque sorte, a été réorienté pour traiter ce qui progressivement et systématiquement a été représenté en terme de problèmes de sécurité. Les habitants, le comité, ont peu à peu demandé et construit les conditions destinées à préserver et garantir une meilleure sécurité, de façon d'abord informelle puis peu à peu formalisée, en traitant et en négociant avec des interlocuteurs institutionnels, en constituant une sorte d'unité opérationnelle. L'extension du mandat et de la fonction d'une telle activité apparaît assez vaste. D'une part, elle est certainement destinée à gérer en détail les questions critiques, d'autre part, elle semble assumer les fonctions ordinaires de gestion et de valorisation de tous les secteurs urbains, comme s'il s'agissait d'un common-interest development⁴.

La menace des SDF qui à plusieurs reprises se sont infiltrés et ont envahi les terrains communaux abandonnés a certainement constitué une occasion de chercher et construire la convergence entre l'anxiété des habitants et une certaine disposition de l'administration communale qui, à maintes reprises, a combattu l'installation sur le territoire communal d'immigrés clandestins. Mais aussi la lutte contre les usagers de la discothèque est devenu un second cheval de bataille, l'objet d'une redéfinition et d'une reconstruction des alliances et le moyen de mettre à l'épreuve la capacité et la crédibilité des responsables du comité. D'ailleurs, selon une information de juillet 2009, c'est justement la discothèque en question qui est l'un des lieux sur lesquels opèrent les "City Angels", une organisation de "volontaires de l'urgence de rue qui aident les citoyens et luttent contre la criminalité", une association née sur le volontariat mais qui bénéficie de financements importants des administrations communale et provinciale) qui surveille les situations critiques et dont le statut est en réalité toujours controversé sur deux plans: celui de l'action

4. "Tous les common-interest developments présentent certaines caractéristiques qui les distinguent de n'importe quelle autre mode d'habiter; entre autres, la propriété dans une copropriété de certains espaces et structure et l'inscription obligatoire à une association de propriétaires. Les résidents d'un CID sont propriétaires de leur unité et partagent celle de certains espaces communs comme les parcs, les prés, les rues, les parkings, les piscines, les cours de tennis et les centres de loisir" (Rifkin, 2000).

directe contre la criminalité (et donc un profil qui se configure comme auxiliaires de police) et l'action de protection et de soutien de groupes et d'individus défavorisés ou en difficulté (et donc un profil d'assistance sociale).

Ce qui apparaît évident et significatif est l'étendue et l'intensité des relations établies par le comité Spadolini avec l'éventail entier d'acteurs qui ont des compétences et une légitimité sur des questions d'ordre public et, en même temps, la nature et la consistance des investissements en terme de représentation symbolique mais aussi de ressources (humaines et économiques) investies sur ces deux fronts de l'action, dans une perspective sécuritaire des problèmes. Il est évident que, autant dans le cas des usagers du parc, que dans les cas de l'affectation et de l'utilisation de l'immeuble de propriété communale et aussi, celui de la discothèque, il ne s'agit pas de criminalité au sens strict; ces questions pourraient facilement être inscrites au chapitre de la gestion urbaine, plus ou moins ordinaire.

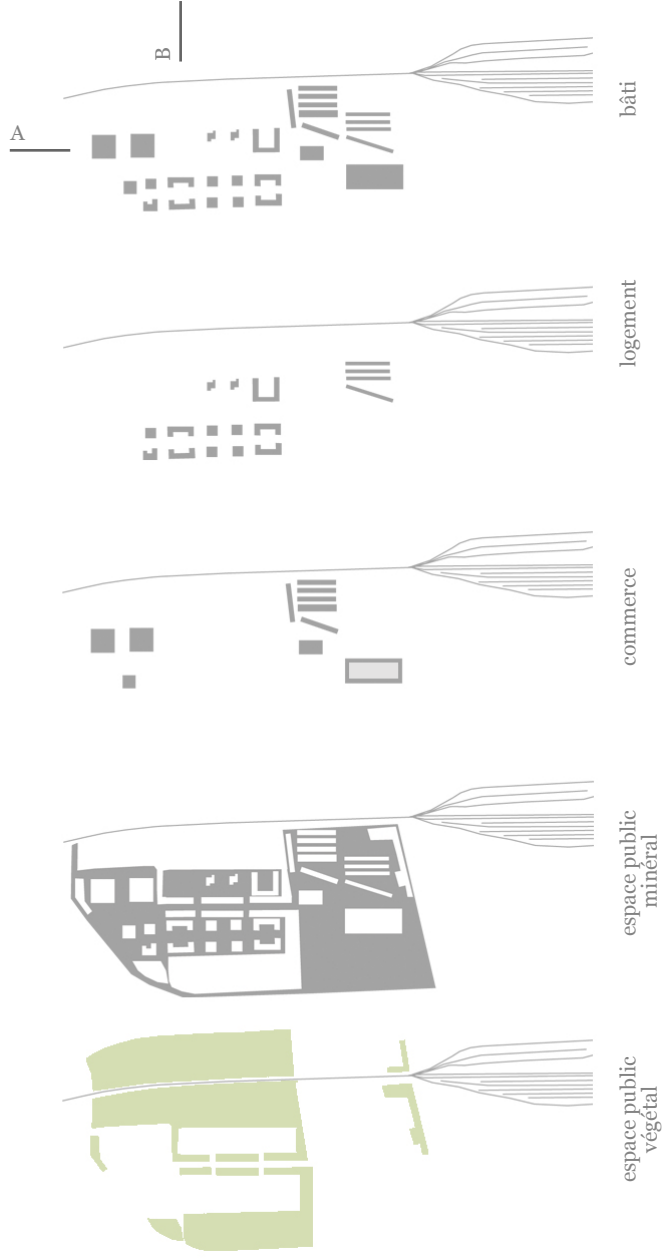
Etant donné que la définition des problèmes a pris un pli sécuritaire, il semble important de souligner la dimension des coûts (pour l'état, pour la ville) d'interventions qui plus que traiter les questions de façon globale et efficace, ont éminemment la finalité de "préserver la tranquillité" à *Pompeo Leoni*. Si l'on considère que typiquement, la police nationale et la gendarmerie, en tant que forces de l'ordre de niveau étatique, ne sont pas enclines à travailler de façon "discrète" sur le territoire, justement parce qu'elles sont appelées à répondre de façon extensive et dé-contextualisée, l'investissement de leurs ressources sur *Pompeo Leoni* apparaît vraiment remarquable. Beaucoup de doutes persistent quant à la stratégie globale de l'utilisation des forces de l'ordre et de la police municipale dans la ville, quant à l'emploi "ad hoc", privé et localisé de la police nationale et de la gendarmerie qui semble désormais habituelle à *Pompeo Leoni*. L'impression est que le pouvoir contractuel du comité et de ses leaders est effectivement solide et certainement plus élevé que dans d'autres quartiers de la ville aux prises avec des situations où l'infiltration de la criminalité est objectivement plus grave.

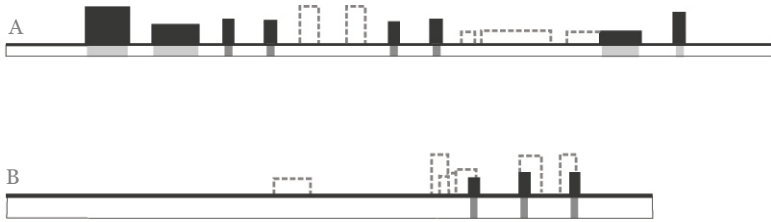
Enfin, il apparaît après approfondissement, presque une moquerie, que la vulnérabilité du complexe à l'égard de la plénitude et de la variété de la vie urbaine ne se limite pas à l'intolérance à l'égard de la présence des SDF, ni à la compromission des espaces verts ni encore, au désordre produit par la

discothèque. Le panorama des vols dans les appartements, les innombrables cambriolages de voleurs qui en plein jour, escaladent les immeubles jusqu'au cinquième étage est surprenant: *“Les empreintes des pieds nus qui remontent la paroi jusqu'au quatrième étage, comme sur un pavement vertical ont été effacés par pluie du week-end. Les signes de la visite sont restés dans l'appartement cambriolé samedi, le dernier d'une série dans la cour Benati 1, via Spadolini 11/B, jumelle de l'autre cour au numéro 9/A (...). Des appartements devenus des cibles: une trentaine de vols depuis le début de l'année, cinquante dans les douze derniers mois, tous de même type. Les «souris» arrivent la nuit, escaladent les barrières basses pour entrer dans les cours, repèrent les appartements aux volets ouverts, lancent leur crampon et escaladent avec une corde. Un trou dans la vitre, on ouvre la poignée de la porte fenêtre et on rafle tout ce qu'on trouve, télé et ordinateurs, montres et vêtements, des butins jamais inférieurs à cinq mille euros, mais jamais supérieurs à dix mille euros”* (Massimo Pisa, La Repubblica, 15 juillet 2008).

Et ainsi, presque par hasard, on apprend que les habitants de la cour Benati 2 ont fait appel à un service de surveillance privé. La loi exige une majorité d'adhésions de la part de l'assemblée de copropriétaires. La copropriété a recueilli des adhésions de l'ordre de 75% et, en partage avec l'autre cour Benati et les deux tours Fuksas, a été mis en place un service nocturne (de 22 heures à 6 heures du matin) qui patrouille quotidiennement ce secteur du quartier. L'extension du service nocturne a été proposée à tout le complexe, mais au sud de la rue Spadolini, les habitants ont jugé les coûts excessifs et rejeté la proposition. Les vols par ailleurs se poursuivent: 7 dans la Cour Benati 2, 4 dans le bâtiment de logements sociaux, 6 dans celui construit par les coopératives.

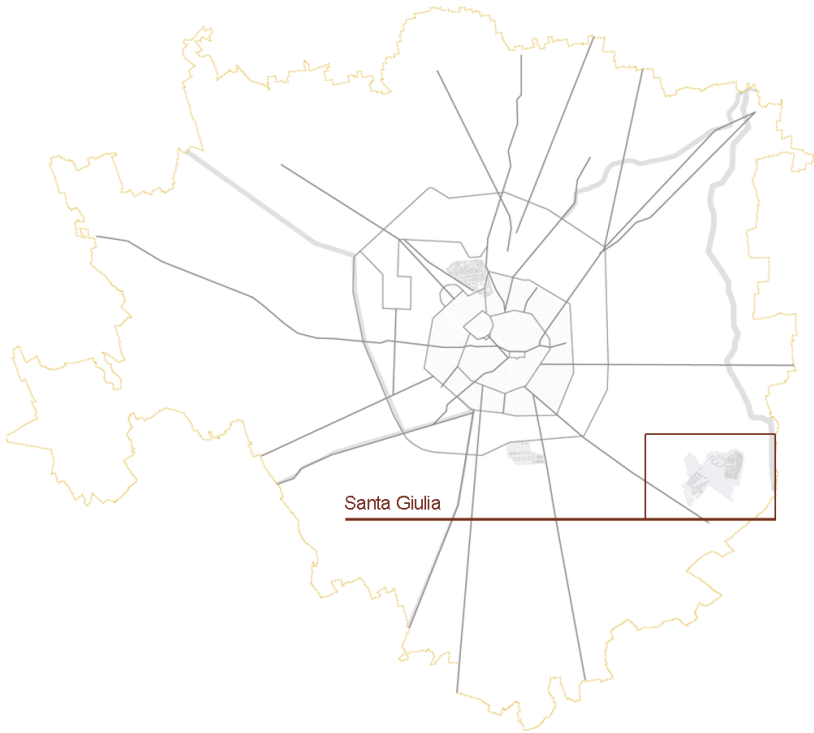






Simplification fonctionnelle des espaces; coupes





Santa Giulia. De la ville d'avant garde au quartier périurbain

Paola Savoldi

Dans le futur, quand on parlera des expériences de transformations urbaines commencées à Milan, à cheval sur le vingtième et le vingt et unième siècle, *Santa Giulia* occupera probablement une place importante. Et on peut vraisemblablement prévoir qu'il sera question d'une opération controversée.

Une opération née à une époque qui semblait marquer une renaissance de la ville dans son ensemble (Nicolin, 2007), née sous les bons auspices d'un entrepreneur immobilier émergent, un 'homme nouveau' qui jouissait de l'appui d'une importante coalition politique et financière et semblait agir différemment des lobbies qui avaient marqué l'histoire du marché immobilier milanais pendant les années 80 et 90. Pourtant en peu d'années, de 2004 à 2009, cette opération a connu des interruptions si nombreuses et des modifications si profondes qu'elles ont sensiblement limité le rang et la portée du projet d'origine sur le développement urbain milanais.

Actuellement *Santa Giulia* apparaît en pleine parabole descendante: la société immobilière responsable du projet de transformation est au bord de la faillite, le secteur qui devait héberger des fonctions stratégiques et de lancement de l'opération, non seulement pour le nouveau quartier mais pour la ville entière n'est toujours pas construit; les travaux d'aménagement de la partie déjà édifiée sont encore inachevés mais les acquéreurs commencent déjà à s'installer dans les nouveaux logements du parc subventionné, réalisés en majeure partie par un consortium de coopératives milanaïses (Alfieri, 2009).

On discute depuis plusieurs semaines sur les possibles façons de redessiner les formes et les fonctions de parties inachevées. Le destin de ce lieu est pour le moins incertain. Mais il est certain qu'une nouvelle partie de ville a pris forme et est habitée; d'une façon ou d'une autre, il faudra donc s'en occuper.

Bien que l'histoire soit encore loin d'une conclusion, nous avons choisi de parler du cas de *Santa Giulia* pour plusieurs raisons, relatives aux différents regards que l'on peut porter sur cette expérience.

La première raison est que l'on peut considérer l'opération réalisée *Santa Giulia* comme le *paradigme du projet urbain* dans le contexte milanais qui suit l'enquête judiciaire Mains propres. Dans un contexte réglementaire en cours de transformation (institution d'un document stratégique comme référence des nouveaux projets, en alternative à l'ancien plan d'urbanisme), le projet, régulé par l'outil *Programma integrato di intervento* (PII-programme intégré d'intervention), teste un système de planification formellement différent du système traditionnel (Oliva, 2002 ; Bonfantini, Bolocan, 2008).

La seconde raison est que *Santa Giulia* peut représenter le *prototype d'un produit immobilier* émergent dans les conditions institutionnelles que nous venons de décrire; avec d'autres expériences semblables, gouvernées par de mêmes règles, *Santa Giulia* permet en effet de comprendre plus précisément les processus de production de nouvelles parties urbaines, en désignant par ce terme: les engagements demandés aux acteurs concernés, la variété des fonctions prévues, la composition sociale des destinataires, les présupposés du dessin du projet (modèles de références, idée de ville sous jacente), la conception et la qualité des espaces construits et des espaces ouverts (Marinoni, 2007).

La troisième raison est que *Santa Giulia* peut constituer un *champ d'observation d'un chantier complexe* dans lequel ont été mis à l'épreuve des savoir-faire, des compétences et des responsabilités dépendant de différents acteurs: l'administration communale et régionale, les promoteurs immobiliers, les consortiums de coopératives immobilières, d'autres investisseurs, les nouveaux habitants (Gaeta, 2009). Le projet ainsi conçu est observé dans son déploiement, qu'il s'agisse des étapes où il faut gouverner des conditions

de précarité, c'est-à-dire savoir dessiner des configurations temporaires et transitoires du nouveau quartier (formes et fonctions des espaces, parcours d'accès et traversées, équipements publics de référence) mais aussi savoir faire face à l'inattendu par de nouvelles solutions de projet (de l'espace, des investissements, de la gestion).

Enfin, *Santa Giulia* peut être considérée comme *un laboratoire où se produit la ville* dans ses formes les plus contradictoires, un lieu d'où observer à leur l'origine (certains déterminants des) caractéristiques et qualités de l'habiter (Bianchetti, 2009). En ce sens, l'attention se porte sur deux ordres de questions: d'une part, il est utile d'observer les aspects les plus spécifiques du projet comme la nature effective de la mixité sociale et fonctionnelle et leur articulation, la qualité des espaces construits, le dessin de parcours et liaisons, l'éventail et la qualité des espaces ouverts; d'autre part, il est important de réfléchir aux relations entre le projet et la ville, une relation qu'il faut explorer à l'échelle du quartier et du contexte proche et du point de vue de questions urbaines plus vastes comme la polarisation/intégration de groupe hétérogènes par les politiques du logement, la distinction/superposition des différents flux dans les déplacements (Donzelot, 2004) et en général, dans les usages des espaces publics, y compris les lieux de la consommation, du loisir et du jeu.

Le thème de la sécurité est envisagé mais comme une question d'ordre secondaire qu'il faut considérer conjointement aux interrogations évoquées ci-dessus. Ce qui nous semble d'autant plus opportun dans un cas comme celui de *Santa Giulia*, où la sécurité n'est pas (encore) une priorité. Elle le deviendra très probablement. Le point de vue qui nous intéresse ici est d'en observer les prodromes.

En effet à *Santa Giulia*, le thème de la sécurité ne pose pas explicitement un problème, il n'est pas au centre des témoignages des néo résidents et très peu présent dans ceux des hommes politiques ou des techniciens des organismes décentralisés (conseil d'Arrondissement, police de proximité). Seules quelques membres d'un comité fondé par les nouveaux habitants demandent aux autorités formellement préposées d'y porter une attention particulière (commissariats de secteur), mais très clairement ce n'est pas une nécessité, mais une forme de précaution, en termes préventifs. Un fait incontestable est que *Santa Giulia* n'est pas encore une "ville" et qu'elle n'en a pas non plus le

rang en matière de sécurité. Quelques vols ont bien eu lieu, mais *l'idée est qu'il s'agit plus d'une terre de personne que d'une terre à vandaliser*. En ce sens, *Santa Giulia* est encore un entre-deux. Notre enquête est alors surtout guidée par des questions relatives à l'imaginaire de l'habiter qui y est construit et proposé, ainsi qu'au type de citoyenneté que préfigure un tel contexte urbain.

3.1. Santa Giulia comme projet urbain

Contexte. Le territoire en mutation auquel fait référence le projet appelé *Santa Giulia* est un secteur situé dans la portion sud-est du territoire communal milanais, entouré au sud et au sud-ouest par la gare de voyageurs et de marchandises de Rogoredo, une gare de dimension importante où se croisent: les voies ferrées vers Pavie et Plaisance et que longe aussi, depuis 2008, la ligne à grande vitesse qui relie Milan à Rome; le tracé du *Passante ferroviario*, une ligne appartenant au réseau de moyenne distance ('ligne ferroviaire suburbaine') qui sort des limites communales et dont le système de points d'accès, à l'intérieur, est moins capillaire qu'un réseau de métro et donc plus rapide; le tracé de la ligne métropolitaine milanaise qui traverse la ville du nord au sud-est, en passant par le centre et en particulier place du Dôme, considérée non seulement comme le cœur de Milan, mais aussi comme le point géographique d'où mesurer la distance avec les autres lieux de la ville. *Santa Giulia*, comme le répètent tous les documents de promotion de l'opération, est à 'dix minutes du centre, huit stations de métro'. *Santa Giulia* marque donc la sortie ou l'entrée dans la ville, la marge périphérique ou le territoire qui peut se prévaloir du privilège d'appartenir à la ville de Milan. Le défi majeur posé au projet est d'en faire un lieu central, une partie de ville heureuse, proche de la ville consolidée et tranquille, comme beaucoup de quartiers de Milan ne le sont pas.

A l'est, le nouveau quartier de *Santa Giulia* limite et s'appuie sur le petit centre de Rogoredo, un ancien bourg intégré à la commune de Milan dans les premières décennies du siècle dernier, caractérisé par une importante industrialisation entre la fin du XIX^e siècle et le début du vingtième siècle qui

détermina une urbanisation très importante. Ce noyau urbain était spatialement distinct de la ville jusqu'à ce que la ligne trois du métro milanais le rejoigne au début des années quatre-vingt dix. La rocade est qui relie la ville aux plus importantes autoroutes qui desservent Milan vient clôturer le bourg de Rogoredo; immédiatement au sud, se situe la bretelle d'entrée à l'Autoroute du Soleil (l'A1, autoroute historique qui parcourt toute la péninsule, du nord au sud).

Enfin au nord, l'aire de projet jouxte le quartier de *Morsenchio* (plus connu sous le toponyme de boulevard Ungheria) édifié dans le second après-guerre, composé de bâtiments en bandes à plusieurs étages, séparés par des espaces verts de petite dimension situés le long du boulevard, un secteur périphérique et 'loin' du centre, située pourtant plus près du centre que *Santa Giulia*, le long de l'axe qui, à partir du dôme, croisent les cercles concentriques du développement urbain milanais.

Tabula rasa. Comme c'est souvent le cas avec les opérations de requalification de friches industrielles, il semble vraisemblable aux concepteurs de *Santa Giulia* d'envisager une image du futur qui n'a rien à voir ni avec la lenteur et l'isolement de Rogoredo, ni avec la modestie du boulevard *Ungheria*.

Une intervention qui prévoit la reconversion complète des fonctions d'un lieu et la complète transformation de ses formes engendre une *tabula rasa*, une soucoupe volante au dessus de la ville dont on peut fonder *ex novo* le destin, sans risquer de contagion avec ce qui l'entoure. La seule forme de contamination admise consiste à profiter des liaisons, c'est-à-dire des voies préférentielles, comme les lignes de métro ou ferroviaires, qui traversent la ville rapidement, sans permettre d'en saisir progressivement les modifications. Immédiatement après la rocade, au nord est, se dresse Ponte Lambro, un autre lieu dont *Santa Giulia*, dans les intentions des promoteurs, prend les distances, un quartier de logements sociaux, cible depuis plusieurs années des politiques de la ville destinées à intervenir sur les bâtiments et les aspects sociaux les plus critiques du quartier.

Outils. *Santa Giulia*, en termes techniques, s'appelle *Programma integrato d'intervento (PII) Rogoredo-Montecity* et représente non seulement un

projet de dimension importante, mais aussi l'expérimentation d'un nouveau modèle de gouvernement des transformations urbaines. *Santa Giulia* en effet n'est pas seulement le projet de valorisation d'une friche industrielle, mais aussi un terrain d'intérêt stratégique dans le cadre du développement de la région de Milan. Un tel développement devrait s'en tenir aux indications contenues dans le *Documento di Inquadramento La grande Milano*, non pas un plan ayant valeur normative, mais un ensemble d'orientations avec lesquelles chaque *Programma integrato d'intervento* doit être en cohérence, des outils de caractère opérationnel qui définissent l'assise du projet, les quantités constructibles, les dimensions et les coûts des travaux d'aménagement et d'équipement, les travaux d'aménagement, les responsabilités et les garanties des opérateurs immobiliers (Marinoni, 2007).

Le plan d'urbanisme, bien que très daté, est toujours en vigueur mais les transformations prévues dans les *Programma integrato d'intervento* sont approuvées, par une procédure administrative rapide, comme variante automatique du plan d'urbanisme, selon l'avis de l'administration communale qui en évalue de façon discrétionnaire la cohérence avec le *Documento di Inquadramento*. Ce système de gouvernement du territoire est réglé par une loi régionale de 1999 qui sanctionne une période d'expérimentations précédentes à l'échelle locale et nationale (Mazza, 2004).

En effet, les premières années 90 ont inauguré en Italie une saison d'expérimentations dans les domaines de la planification urbaine et de la programmation économique. A la suite de tentatives, qui ont souvent échouées, de concilier les ambitions de la planification globale et synoptique, caractéristique des plans d'urbanisme, et l'évidence de projet et opérationnelle des opérations de transformation urbaine - affrontées de façon innovante par Vittorio Gregotti et Bernardo Secchi (Gregotti, 1986 ; Secchi, 1989), de nouveaux outils définis «programmes complexes» sont apparus au niveau national. Les programmes de requalification urbaine font partie des programmes complexes ; ils sont expérimentés dans les contextes régionaux selon des principes qui peuvent être différents. Ainsi les cas dont nous parlons ici montrent qu'en Lombardie et à Milan ont prévalu les opérations de re-construction de friches industrielles, comme dans le cas du Pru Pompeo Leoni. Dans le Piémont, l'outil des Pru est utilisé avec plus de souplesse et peut aussi concerner des in-

terventions de requalification de quartiers de logements sociaux, comme celui de la rue Artom.

Au delà des contenus, les programmes de requalification urbaine ont en commun un même point innovant: une fois que les acteurs concernés ont souscrit à l'accord de programme qui détermine leurs rôles et engagements respectifs, le projet réglé par le Pru produit automatiquement une variante du plan d'urbanisme en vigueur, ce qui abrège et simplifie beaucoup la procédure d'approbation du projet par rapport aux variantes traditionnelles au plan d'urbanisme qui, en principe, réglaient les transformations incompatibles avec les dispositions du plan en vigueur (Ombuen, Ricci, Segnalini, 2000). En rapport avec ces outils, les compétences en matière de dessin et de gestion des transformations urbaines s'affinent dans une direction qui conduit à concevoir le projet urbain non seulement comme le dessin des espaces, construits ou non, mais comme une opération complexe qui implique des capacités de coordination et de négociation entre acteurs publics et privés, de management des sujets promoteurs, autant sur des questions d'ordre financier que sur des questions d'ordre logistique (la séquence des opérations, la gestion intelligente du chantier, le marketing auprès des acquéreurs potentiels autant pour les fonctions résidentielles que commerciales ou tertiaires) .

“Le projet urbain est différent du projet d'architecture, au moins car il ne peut pas être conçu pour une réalisation immédiate. Pour cette raison, il ne peut pas contrôler complètement la future assise, mais doit ouvrir des possibilités d'évolution. Les demandes sont cependant incertaines et donc, le cours des événements indéterminés. En ce sens c'est un processus qui met en jeu non seulement une rationalité intentionnelle et instrumentale mais qui exige aussi des capacités d'interprétation des principes orientant le projet même, dans le contexte et dans les dynamiques des interactions entre intérêts et stratégies concurrentes. Le dessin urbain n'est plus dominant comme autrefois, bien qu'une dimension technique du problème ne soit pas absente”, P.C. Palermo, 2006.

Les *Programma integrato d'intervento*, en Lombardie, représentent donc un outil qui hérite et poursuit l'expérience des programmes de requalification urbaine; il sanctionne un mode de gouvernement du territoire qui procède par des transformations de secteurs promues par des opérateurs privés dont

on vérifie certaines qualités essentielles par rapport à un cadre de principe, préalablement défini.

En ce sens, le *Documento di Inquadramento* devient la seule occasion où le gouvernement local exprime, si elle existe, une stratégie d'ensemble pour le développement de la ville. Le *Programma integrato d'intervento Montecity-Rogoredo* fait référence au *Documento di Inquadramento* milanais qui repère en particulier deux axes de développement déjà consolidés et le long desquels se situent les infrastructures les plus importantes et les fonctions les plus compétitives; le deux directrices font apparaître un modèle d'organisation spatiale en T renversé. Le premier axe est celui qui projette la ville vers le nord, renforcé par des interventions telles que le projet *Bicocca* déjà bien avancé, le projet de reconversion des aires *Falck*, plus au nord, au-delà des limites communales, le projet *Garibaldi-Repubblica*, plus au sud, un centre directionnel assimilé par la rhétorique médiatique à l'image de «ville de la mode». Le second axe, du nord-ouest au sud-est, est celui qui à partir du tracé historique de l'axe du *Sempione*, relie idéalement les aéroports de *Linate* et *Malpensa*; le long de cet axe se situent le projet de la nouvelle foire de Milan, dans la commune de Rho; les terrains destinés à accueillir les structures de la prochaine exposition universelle; le pôle universitaire de Bovisa, le projet *Citylife* qui redessine à traits forts le secteur de l'ancienne foire, le nœud de *Garibaldi-Repubblica* et la nouvelle Bibliothèque Européenne de *Porta Vittoria*, plus au sud suit le projet de *Santa Giulia*.

Au cours des dernières décennies, les orientations du *Documento di Inquadramento* ont été interprétés par l'administration communale comme la référence pour la ratification les propositions, souvent sans exiger des promoteurs, en échange d'une rapide approbation des candidatures, la conformité à un cahier des charges garantissant la qualité de projet sur:

- le niveau d'ouverture et d'échange avec la ville existante, par la production de nouvelles normes non seulement au service des nouveaux quartiers,
- un dessin global, plus ou moins sensible aux caractéristiques du contexte, capable de construire des raccords et des complémentarités,
- le dessin de chaque édifice, garanti par la signature d'une 'archistar' ou bien confié à la supervision d'un concepteur chargé par un consor-

tium de coopératives de produire de nouveaux quotas de logements sociaux.

En principe une administration propose et exige le respect de qualités requises quand une vision politique d'ensemble atteint sa maturité et établit les priorités et les assises des transformations urbaines dans leur ensemble. Comment doter la ville d'un réseau de services matériels et immatériels qui offrent à la collectivité la garantie d'une qualité de l'habiter à Milan? Comment répondre à une demande de logements que les produits et les prix du marché immobilier milanais laissent souvent sans réponse? Comment soutenir par des infrastructures de transport public et privé le processus de développement de certains secteurs où se concentrent des fonctions stratégiques pour la compétitivité milanaise?

Politiques du logement, politiques sociales, politiques de l'environnement, politiques des infrastructures: les composants essentiels d'un gouvernement du futur d'une ville. Et pourtant, si l'on observe le projet de *Santa Giulia*, l'impression est que l'opération, plus que correspondre à un dessin politique clair sur la façon d'agir par rapport à ces questions en décidant quoi, où et comment faire sur le territoire urbain soit en fait la ratification d'une candidature élaborée par un promoteur immobilier qui, légitimement, agit et choisit selon des critères de rationalité différents de ceux d'un acteur public.

“Aujourd'hui la production de la ville par parties peut difficilement être ramenée à des visions politiques d'ensemble. Les justifications habituellement offertes pour les projets urbains contemporains sont liés aux problèmes de compétitivité entre ville, urban marketing, ou bien sont fondées sur les effets bénéfiques attendus des partenariats public-privé, par des consortiums d'entreprises, par des accords de programme. Dans le meilleur des cas, on les ramène à des raisons financières et économiques, comme si de légitimes associations d'intérêts et la poursuite légitime de profits et de rentes pouvait en soi exprimer un dessin collectif, un projet politique”, L. Mazza, 2004.

Une autre ville. Santa Giulia, de ce point de vue, représente une oasis dans le désert méridional de la ville, un monde autarchique, une ville idéale miniaturisée dont le projet distingue deux secteurs : au nord, le complexe accueille les fonctions commerciales et tertiaires, un grand centre de congrès, les

quartiers résidentiels de luxe; au sud, un quartier résidentiel qui s'ouvre au nord, accueille une part majoritaire de logements sociaux et une part minoritaire sur le secteur libre; l'aménagement de la partie sud forme un évasement en entonnoir au sud et est traversé par un large boulevard ('la promenade') délimité par les immeubles de logements avec des portiques au rez-de-chaussée sur lesquels donnent une série d'espaces commerciaux. Les deux secteurs sont reliés (ou séparés) par un vaste espace vert, qui correspond, dans la portion sud, à la création d'un parking souterrain. Le projet prévoit au nord, la réalisation d'une école maternelle au centre de l'espace vert. A l'extrême sud, un front bâti d'immeubles de bureaux isole le quartier de la ligne ferroviaire limitrophe, et à l'arrière, vers le centre de Rogoredo, est prévue la réalisation d'un petit quota de logements sociaux (13.655 m² sur 257.220 m² prévus sont destinés au logement).

La création d'un lieu attractif. L'idée sous entendue du projet est de créer un lieu attractif par la présence de fonctions urbaines supérieures diversifiées: du complexe cinématographique au terrain de golf, une ville minimum par son extension mais capable de reproduire les conditions typiques des villes consolidées. Non pas le quartier dortoir où prédomine l'habitat mais un système plus articulé qui garantit la protection constante et dynamique des résidents et des consommateurs. Le projet s'appuie sur une idée d'urbanité qui apparemment se distingue du modèle expérimenté dans les *Programmi di riqualificazione urbana* (Pru-programmes de requalification urbaine). Non pas un quartier tranquille qui donnerait sur la ville, mais une partie vitale de la ville, une 'ville dans la ville', comme le répètent les documents publicitaires des promoteurs. La qualité de l'habiter est présentée comme le résultat heureux de la mixité des usages et des populations, un lieu calme car immergé dans les espaces verts, mais animé. C'est aussi pour cette raison que dans les rhétoriques du projet initial, le thème de la sécurité n'est jamais explicite. Il ne s'agit pas de réaliser un système clos et défensif, ce n'est pas le projet d'une communauté élitaires ségréguée et enfermée dans ses murs, mais l'expression plus actuelle d'une société à la fois exclusive et cosmopolite.

Dans la phase ascendante de l'histoire de *Santa Giulia*, en 2007, Luigi Zunino, promoteur immobilier et organisateur de toute l'opération, proposait

pour objectif de créer un ‘effet Swatch’: personne n’aurait comparé sur la carte, les futurs acquéreurs se seraient battus pour le privilège d’un appartement à *Santa Giulia*: ‘on ne cherche pas à vendre: ce sont les clients potentiels qui aspirent à un appartement à *Santa Giulia* qui feront la queue. Ils achèteront quand le parc sera aménagé et les bâtiments construits, quand les boutiques de grandes marques seront sur le point d’ouvrir leurs portes et les hôtels à cinq et sept étoiles, sur le point d’inaugurer. Et ils y trouveront la meilleure qualité d’habitat du monde. Pourtant, dès l’origine, et sans vouloir anticiper le destin du projet dont nous parlerons ensuite, nous pouvons relever plusieurs contradictions qui apparaissent, à notre avis, à la simple lecture du projet et de certaines de ces caractéristiques.

Le dessin. A l’image de ville ouverte qui fait de *Santa Giulia* non pas un quartier mais un lieu d’excellence de la ville correspond toutefois un dessin introverti. Un écrin protégée par un écran de constructions denses et compactes aux extrémités qui marque la frontière avec le désordre du nœud ferroviaire au sud et avec la géographie découpée et décomposée des quartiers plus populaires au nord (*Ungheria, Ponte Lambro*). Plusieurs dénivelés façonnent de petits bastions apparemment naturels et le nouvel aménagement prend place au sommet de ces terrains escarpés, se détachant du vieux monde, resté plus bas.

Au coeur de l’écrin, jalousement gardés comme s’il s’agissait de la cour d’un palais de la renaissance, les espaces verts, ce que le langage du projet appelle le ‘parc’: et là se trouve une autre contradiction parce que le parc est précieux aux deux corps de la néo-cour, parce qu’il valorise les façades mais aussi, a clairement la fonction de les séparer et de mettre les deux systèmes à distance. La disposition des immeubles de logements sociaux forme un entonnoir ouvert vers le parc, les bâtiments donnent sur une oeuvre de l’architecture contemporaine, dessinée par le célèbre architecte Norman Foster, qui ne sera peut-être jamais construite mais dont la forme en colimaçon, une spirale s’enroulant sur elle-même réaliserait une autre centralité, un autre coeur, encore plus valorisé, convoité et peu accessible; par ailleurs, le parc longe la rocade de raccord à une route nationale (Paulese) dont le prolongement prévu partiellement en tranchée, devrait traverser tout le parc.

Le paradoxe est que là où le projet croise un important projet d'infrastructure, cette intervention nuit à l'assise du projet (de fait, le parc sera victime d'un grave handicap): si les projets de transformation urbaine, comme les PII sont souvent indépendants des politiques d'infrastructures à échelle métropolitaine, les projets d'infrastructures sont aussi indifférents au dessin et à la cohérence des différents projets de transformation urbaine. Un effet symétrique de réciprocité négative qui montre clairement la difficulté de gouverner les transformations territoriales à des échelles différentes.

La composition sociale. Le dessin des espaces tend d'une part, à l'introversion et d'autre part, à distinguer deux polarités physiques et sociales: les fonctions les plus valorisées sont concentrées dans la partie nord, les constructions conventionnées et certains équipements publics, dans la partie sud. La mixité sociale se joue donc à l'intérieur d'un même périmètre mais présente de fortes discontinuités: les deux univers ne se mélangent pas. Le parc de logements sociaux sera situé dans une position de fait extérieure à l'aire de projet, en continuité plus étroite avec la réalité de Rogoredo. Pourtant, à Milan une partie de la demande de logement la moins solvable est insatisfaite depuis longtemps, tandis que dans d'autres villes de même poids, la gamme de l'offre est plus étendue. La question de la polarisation des inégalités est en fait traitée par un antidote: c'est l'image qui dilue les écarts entre les différents groupes sociaux dans la déclinaison métropolitaine du concept 'world class': comme l'affirme Norman Foster 'avec Milano *Santa Giulia*, un projet extraordinaire de niveau et d'envergure internationale prend une forme achevée que mérite la métropole lombarde et que j'ai envie de définir, en synthétisant à l'extrême: *a world class project for a world class city*'.

Mais ce n'est pas tout, de façon générale la mixité sociale reste limitée. L'éventail social des futurs résidents n'est pas très large. L'élite qui aurait pu acquérir les logements dotés des meilleures prestations technologiques du complexe dessiné par Norman Foster côtoie une classe moyenne en mesure d'acquérir un logement à 3000 euro le m². Comme le montre la reconstruction des parcours résidentiels des acquéreurs, les constructions conventionnées comme le secteur immobilier libre de la portion sud du terrain, représentent le point d'arrivée des primo accédants, de jeunes ménages qui souvent bénéfi-

cient du soutien de leur famille qui payent intégralement ou en grande partie le logement; ou bien de familles déjà propriétaires qui cherchent un logement plus grand ou plus près de Milan.

“On voulait installer nos filles mais on s’est réveillé tard. Tard c’est à dire en 2007-2008. Je suis sûre que si on y avait pensé plus tôt, on aurait eu un plus grand choix. On a d’abord pensé utiliser notre capital disponible pour acheter un logement à chacune de nos deux filles, mais ce n’était pas suffisant. On a alors décidé de vendre une partie de notre maison de famille, celle de la rue Altaguardia et de vendre un lieu d’exercice commercial et un box pour avoir de liquidités.

Nous avons choisi Santa Giulia surtout pour deux raisons principales: parce que le métro est proche et que les appartements étaient à un prix accessible. Nulle part ailleurs, à Milan, dans une position comparable à celle de Santa Giulia, il n’était pas possible d’acheter dans le neuf à un tel prix. En choisissant d’acheter deux appartements à Santa Giulia, on a évité de contracter un emprunt. C’était une médiation raisonnable entre nos désirs et les contraintes.”

“Quand nous nous sommes mariés, nous avons décidé d’aller vivre hors de Milan, on était à la recherche d’un lieu agréable où élever nos enfants. On a alors habité à Inzago de 2000 à 2005, dans un petit immeuble collectif, avec quelques espaces verts. C’était nouveau et inconnu pour nous; ceux qui viennent de l’extérieur, surtout quand ils viennent de Milan sont vus avec suspicion par ceux qui habitent depuis toujours ce petit centre. Vivre là nous donnait une impression d’étrangeté et d’éloignement, éloignement de la ville. L’idée d’acheter à Santa Giulia est née comme ça, avec l’intention de revenir à Milan. On a pris connaissance de Santa Giulia grâce à une coopérative dont nous nous avons ensuite fait partie pour acheter l’appartement où nous vivons actuellement.

La chose la plus importante, autrefois comme aujourd’hui était d’avoir un nouveau logement, spacieux et non plus loin du centre, accessible. C’est ce qui nous tenait à coeur et de ce point de vue, je pense avoir fait le bon choix”.

“Nous avons acheté un logement à Santa Giulia en 2004. Avant nous habitons boulevard Corsica. L’Acli nous a mis au courant, ce qui nous attirait était d’avoir un logement neuf, dans une zone accessible, bien reliée à la ville, tranquille et agréable.

La zone sud de Milan nous semblait un endroit où on peut vivre bien, contrairement au nord de Milan”.

“On habitait corso Lodi, dans un logement qui appartenait à ma femme. Le logement était confortable et bien situé; mais à Santa Giulia, nous avons acheté un logement plus grand de 130 m² à l’avant dernier étage. Ce qui a été possible aussi grâce à l’aide de mon père. Maintenant on cherche où acheter un second box. Nous avons deux voitures et on trouve encore de la place à l’extérieur, mais quand le quartier sera complètement habité ce sera plus difficile; et ceux de Sky se garent aussi près des immeubles d’habitation”.

“Avant d’arriver à Santa Giulia, j’habitais rue Magliocco, au sud du boulevard Tibaldi, c’est-à-dire dans un secteur moins périphérique mais toujours dans la partie sud de la ville. Je vivais dans un appartement de famille, où j’habitais à l’origine avec mes parents et ma soeur. L’appartement a ensuite été partagé en deux logements: l’un occupé par mes parents et l’autre par ma femme et moi.

Quelques années après notre mariage, ma femme qui, avant notre mariage vivait rue Ripamonti, m’a fait part de son intention, partagée également par mes parents, de vendre l’appartement proche de ma famille d’origine pour aller vivre ailleurs. Ainsi, alors que j’habitais à 250 mètres de mon travail et que je ne sentais pas du tout la nécessité de quitter cet appartement où j’étais même très bien, j’ai accepté la proposition de ma femme et nous avons commencé à chercher où aller.

Ma terreur était d’arriver dans un quartier dortoir où tout le monde est au travail pendant la journée, le soir devant sa télé et le matin, de nouveau au travail.

Du point de vue de l’environnement Santa Giulia n’est pas mal, les personnes sont positives. Peut-être qu’il y en a beaucoup que je ne vois jamais, peut-être que les 100 personnes que je connais sont les meilleures en circulation, mais pour l’instant j’ai une bonne impression. Quand j’ai choisi de passer de l’hypothèse du logement social à celle du marché immobilier j’ai pensé que je pourrais peut-être garantir mon environnement, côtoyer des gens moins minables que d’autres. Il est de toute façon difficile de comprendre dès maintenant ce que ça deviendra, sans Promenade» et sans boutiques, il n’y a aucune occasion de vivre le quartier dehors”.

Sélection à l’entrée. L’image d’un lieu où la sécurité ne figure pas comme

un problème potentiel n'est donc pas tant à ramener à une vision plurielle de la société contemporaine, ni à un modèle d'urbanité qui garantit l'expérience intégrale de la ville (et donc aussi les risques et les incertitudes qu'elle comporte), mais plutôt à une hypothèse de projet qui filtre préalablement les futurs habitants. L'effet *Swatch* est la métaphore des mécanismes sélectifs sous entendus par les processus de compétition pour des biens « rares », une sélection à l'entrée qui garantit un niveau suffisant de sécurité interne au système. Simplement, les conditions d'accès aux logements rendent très improbables la présence d'une proportion importante de ménages vulnérables, tout au moins d'un point de vue économique. Mais comme c'est souvent le cas surtout des grands projets urbains, tout ne marche pas comme prévu et aujourd'hui, la plus grande menace en terme de sécurité peut être ramenée à la grave incertitude qui règne quant à l'achèvement du projet. Le facteur de risque découle de l'association malencontreuse entre l'audace d'un promoteur et la faiblesse du gouvernement. Comme nous le verrons mieux ensuite, plusieurs des conditions initiales se sont dissipées et, jusqu'à ce jour, seuls les bâtiments résidentiels du secteur sud, en grande partie composés de logements sociaux sont réalisés.

Ceux qui habitent déjà *Santa Giulia* ne veulent pas ou n'arrivent pas à envisager un épilogue trop funeste à l'histoire, personne ne présage un déclin qui les possibilités de sélection des prochains 'voisins' et rendrait plus exposée la néo et pseudo communauté établie.

Mais certains cherchent déjà à vendre, ici et là plusieurs annonces témoignent de quelques tentatives de fuite. Et dans les cours des immeubles, des processus de consultation sur le choix d'un dessin unitaire des grilles à mettre aux fenêtres sont en cours.

3.2. Santa Giulia comme produit immobilier

L'image du produit. Le projet pour le "nouveau quartier de Milan *Santa Giulia*" surtout quand il devient un produit à placer sur le marché, est présenté au public comme une sorte d'addition urbaine du XXI^e siècle, une nouvelle ville qui se rapproche de la ville existante et qui en rappelle certaines

caractéristiques habituellement reconnues comme positives, fonctionnelles: un quartier “*pourvu de tous les équipements qu’une ville moderne peut offrir*”; selon le président de la région “*un projet de requalification qui marque une révolution historique parce qu’elle est capable de conjuguer ville et environnement. Ses deux mille appartements, ses 333000 mètres carré de parc urbain, le centre de congrès de 8000 places, les hôtels, la nouvelle église, les parkings, les espaces commerciaux et les vastes réseaux de transport (routes, voies ferrées, tram et aéroport) sont une preuve de la réussite du nouveau projet dans la réalisation d’une fusion équilibrée entre public et privé, entre urbanisation et espaces verts. Une métropole au milieu d’espaces verts, celle que Foster définit la ville du futur*”.

La construction de l’image de ce nouveau secteur urbain s’appuie sur certaines caractéristiques prédominantes:

- l’accessibilité, un des éléments décisifs du choix des nouveaux habitants; *Santa Giulia* est desservie par la ligne 3 de métro qui relie la zone sud de Milan au cœur de la ville par un trajet d’environ 15 minutes, et par le *passante ferroviario*, la jonction ferroviaire souterraine qui relie rapidement le quartier aussi à la partie nord de la ville; par ailleurs il est facilement accessible en voiture et le projet d’origine prévoit un grand nombre de places de parkings couverts et découverts (24.000 au total, dont 17.000 places en parkings couverts);
- la densité, celle spécifique de la nouvelle unité qui, dans les prévisions, garantit la présence d’équipements et de façon générale, de services urbains pouvant générer une variété suffisante d’activités dans le quartier; l’image n’est pas celle d’un quartier exclusivement résidentiel, mais plutôt d’une aire urbaine capable d’attirer des fonctions urbaines supérieures (le siège de *Sky* et puis toute une série d’hypothèses non avérées: un grand hôtel, de grands magasins comme *La Rinascente*, un complexe cinématographique, un centre de congrès, l’atelier de *Dolce e Gabbana*, un boulevard appelé avec emphase ‘promenade’ avec de nombreuses activités commerciales): “*sur le boulevard principal, il y a des espaces publics: les premiers sont destinés à des commerces de vente au détail, les autres à la culture. La vie sociale de Milan Santa Giulia se déroulera le long d’une*

promenade exclusivement piétonne, longue d'environ 600 mètres, où l'on trouvera toutes les boutiques et les services utiles; cette nouvelle "avenue" s'ajoutera aux voies principales de Milan comme Corso Vittorio Emanuele, Corso Vercelli et Corso Buenos Aires";

- enfin la quiétude, la tranquillité de l'ensemble où, en tout état de cause, domine la fonction résidentielle avec une offre destinée aux couches sociales moyennes ou un peu plus élevées, la prévision d'un vaste parc et de terrains de golf: *"le Parc de Santa Giulia donnera de la qualité à la vie collective et aux relations sociales". Santa Giulia s'annonce et se vend comme la quadrature du cercle, elle offre des logements à prix accessible, hors du chaos de la ville et pourtant suffisamment proches de la ville pour se distinguer du périurbain, à l'extérieur des limites communales ou de la périphérie des quartiers dégradés: "Milan Santa Giulia sera une "ville dans la ville". Toutes ces structures qui font d'une agrégation d'hommes une communauté seront présentes de façon à donner vie à un quartier évolué et parfaitement desservi. Les écoles, l'église, le centre médical, le centre de congrès, les centres sportifs favoriseront la création d'un milieu harmonieux et familial".*

Antécédents. L'histoire morphologique de *Santa Giulia* commence en 2004 quand, suite à la révision du plan d'urbanisme autorisant les volumétries prévues, le propriétaire des terrains, *la Risanamento Spa*, présente publiquement le plan directeur et les contenus de ce qui semblait le plus grand et le plus ambitieux projet de transformation de Milan. Dès lors, une campagne publicitaire lancée tambour battant colore pendant des mois, avec une régularité méthodique, bien des coins de la ville, mettant savamment en lumière, et progressivement, les différents aspects du projet.

Mais l'histoire de *Santa Giulia* commence un peu auparavant. Au début des années 80, le processus de restructuration industrielle de différents secteurs situés sur le territoire de Milan est engagé. Dans le secteur sud concerné par le *Programma integrato d'intervento Montecity-Rogoredo* existent les aciéries *Redaelli* et *Montedison*. En 2001, EDF acquiert *Montedison*, un groupe industriel et financier italien important et prédispose un premier

schéma de reconversion du site qui comprend une proposition de révision du plan d'urbanisme. Peu de temps après, à l'initiative de *Montedison* s'ajoute les aciéries *Redaelli* sur le point d'abandonner leurs activités de production. Les deux sites sont pris en considération par une société, *la Sviluppo Linate Spa*, qui pour la première fois en 1984 propose le développement immobilier et une mixité de fonctions pour les deux secteurs. Le développement urbain suit une évolution parallèle, si bien qu'avant 1990 pour les terrains *Montedison* puis en 1992 pour les terrains *Redaelli*, les révisions du plan d'urbanisme sont approuvées par la municipalité de Milan, sanctionnant le destin multifonctionnel des deux secteurs.

Force des lieux, faiblesse des instruments. Ces histoires, qui peuvent être considérées comme les antécédents du projet de *Santa Giulia*, sont importantes et, bien que dans la période successive, la campagne immobilière-publicitaire s'efforce de proposer une image unique de l'intervention, l'organisation du plan directeur et, plus encore, la phase de réalisation gardent encore les traces mal dissimulées de cette division d'origine en deux grands contextes.

La force des lieux semble se superposer à la faiblesse des outils: l'artifice de l'opération immobilière qui renvoie à l'utilisation d'un unique outil, le *programma integrato di intervento*, succombe dans les faits à la genèse binaire de l'initiative. Par le terme de lieu, nous voulons évoquer une idée de palimpseste des transformations, l'inertie et la capacité de résistance à des interventions de reconstruction (comme après un bombardement qui a tout rasé) plus que de requalification urbaine. Mais nous évoquons aussi l'héritage des acteurs et des intentions de la transformation, des processus qui ne sont pas la prérogative exclusive des candidats à la promotion d'une opération immobilière mais sont aussi socialisés dans les organisations et par ceux qui en font partie comme les techniciens et l'administration de la municipalité de Milan et de la région Lombardie qui, en interne, ont suivi les différentes phases du projet. C'est-à-dire qu'il existe une forte inertie de l'interprétation technique du thème de la transformation urbaine.

La composition du produit. En 1998, après des années d'incertitude sur l'avenir de ces terrains, l'entrepreneur Zunino acquiert les deux secteurs pour environ 250 millions d'euro et en 2001, lance la procédure pour la prépara-

tion d'un *Programma integrato d'intervento* prévoyant la transformation du terrain dans le cadre d'un programme de développement unitaire. En 2004, le programme est approuvé et l'*Accordo di programma* (Accord de programme) est souscrit entre la Municipalité, la Région et les acteurs privés. En aval de ces événements qui accompagnent la mutation autant de l'organisation des propriétés que des outils de gouvernance, le projet change de nom et les terrains jusqu'alors était connus sous le nom de *Montecity* (du projet *Montedison*) *Rogoredo* (ex terrains *Redaelli*) devient '*Santa Giulia*'. La nouvelle appellation du projet n'a rien à voir avec le passé, aucun tribut n'est versé à la mémoire des lieux. Et c'est à Santa que serait consacrée l'église prévue dans le projet.

L'ex centrale électrique de la *Montedison*, rebaptisée *Power House* et restructurée par Norman Foster, préside et inaugure toute l'opération; lieu de représentation et symbole des ambitions de l'ensemble, le bâtiment est destiné à accueillir débats, expositions, représentations et autres événements culturels. Foster, est aussi l'architecte du '*Montecity Residence*' (dénomination dans la langue du marketing du complexe résidentiel déjà cité en forme de spirale). S'ajoutent dans les carnets de commandes passées aux concepteurs appelés à contribuer au projet: l'artiste Sol LeWitt pour la réalisation des deux peintures murales dans la *Power House*, Arnaldo Pomodoro avec une sculpture à l'entrée; Adian H. Geuze, directeur de l'agence d'architecture West 8 landscape architects à Amsterdam pour le projet de parc, l'architecte suisse Peter Zumthor pour l'église de *Santa Giulia*.

La *Power House* est un hybride entre un *Urban Center* et la vitrine d'une agence immobilière. Elle donne une image cohérente de l'histoire: d'une part *Santa Giulia* est "une ville dans la ville" et donc, comme une administration publique, elle expose une maquette en bois du territoire communal et une série de projets de transformations urbaines"; la société immobilière crée ici un lieu public où reproduire à une échelle opportune la maquette de la partie urbaine où s'insère le projet, elle en présente les caractéristiques et en illustre les éléments (comme composition d'un système de transformations); d'autre part, la *Power House* est le lieu de représentation d'une propriété, celle de la société immobilière, où l'on traite les affaires, où l'on accueille les clients, la porte devant laquelle ils auraient dû faire la queue dès que 'l'effet Swatch' se serait déclenché.

Variables. En 2006, la municipalité de Milan commence à délivrer les permis de construire. Dès lors la transformation immobilière suit un calendrier apparemment subordonné aux opportunités commerciales qui s'offrent à *Risanamento*: les deux premières parties, les seules réalisées encore aujourd'hui, sont le centre directionnel, destiné au siège de *Sky Italia*, et toute la partie résidentielle adossée au quartier de Rogoredo pour un total de 153.000 m², acquis en bloc par un consortium de coopératives de construction pour environ 145 millions d'euros. Tandis que se poursuivent les travaux de réalisation de la partie résidentielle, à l'occasion de chaque accord préliminaire avec des entreprises qui choisissent d'ouvrir leurs sièges ou leurs points de vente à *Santa Giulia*, la campagne publicitaire marque l'évènement et annonce ici l'arrivée d'une importante chaîne hôtelière; là, d'une boutique de luxe ou d'un mégastore. Mais, malgré les annonces en rafales, la méfiance des opérateurs immobiliers augmente au fil du temps. Les promoteurs du projet se fient à un marché en mesure d'absorber n'importe quel produit (surtout l'habitat, surtout à Milan), mais vendre des résidences de luxe près de la rocade Est de Milan, dans un contexte encore fortement connoté comme 'banlieue', à des prix qui approchent ceux du centre, n'a convaincu ni les opérateurs, ni les potentiels acquéreurs.

Par la suite, *Risanamento*, comme d'autres sociétés immobilières milanaïses, avant de lancer le vrai 'cœur' de *Santa Giulia*, subit le contrecoup de la crise économique et accuse vite un manque de liquidités pour pouvoir poursuivre l'opération. Si ces derniers mois *Risanamento* poursuit avec difficulté les travaux d'urbanisation nécessaires à la livraison des logements, en dépassant aussi des moments de forte incertitude et de tension avec les acquéreurs, par ailleurs, l'avenir de la partie la plus importante de l'opération, restée sur le papier, subit différents coûts d'arrêt. Le plus grave étant la décision communale de Milan de déplacer l'important centre de congrès prévu *Santa Giulia* sur l'emprise en voie de mutation de l'ancienne foire de Milan qui fait l'objet d'un autre grand projet urbain, *Citylife*. On peut considérer cette décision comme le dernier acte du drame de *Santa Giulia*, tel qu'il a été pensé à partir de 1998. La suite de l'histoire aura des rapports avec des stratégies réparatrices dont on commence aujourd'hui à parler et que nous exposerons plus avant.

L'âge d'or de *Santa Giulia* n'a jamais eu lieu. L'agressivité des campagnes de promotion a certes construit un imaginaire du futur aspect de cette partie de ville mais n'a jamais vraiment pu mobiliser les capitaux nécessaires à la réalisation de la partie nord du projet. La *Power House*, marque aujourd'hui l'entrée d'une ville inexistante et la frontière d'une grande zone vide, d'un chantier ouvert et vite arrêté. La décision de la municipalité de dépouiller le projet d'une fonction considérée stratégique pour la destiner à une opération qui, semble-t-il, aura meilleure fortune, sanctionne évidemment la fin d'une saison où le projet a pu compter sur le consensus et l'appui politique du gouvernement local.

Aujourd'hui *Risanamento* est au bord de la faillite et la partie de *Santa Giulia* déjà réalisée et habitée est au bord d'un 'trou noir': dans ce cadre incertain, les scénarios possibles se multiplient: beaucoup d'opérateurs s'efforcent d'entrer dans un processus dont, aujourd'hui plus que jamais, la régie est aléatoire: la société est dans la pratique contrôlée par un conseil d'administration émanant des banques créditrices de *Risanamento* dont le seul objectif est de réduire au minimum les dommages pécuniaires et donc à la recherche d'investisseurs auxquels céder l'opération partiellement ou intégralement.

Fondements d'urbanisme. Pendant les deux périodes qui ont précédé et suivi la nouvelle appellation de l'opération, un principe qui a des implications importantes sur les caractéristiques du projet, reste inchangé: les prévisions, les conditions, la préfiguration des futurs bâtiments sont ségréguées dans deux secteurs fonctionnels homogènes. Autrement dit, le premier plan détaillé pour l'ancien terrain Montedison distinguait sept 'unités d'intervention' correspondant au même nombre de fonctions principales. La convention entre la Municipalité de Milan et *Milano Santa Giulia spa* distingue neuf 'unités de coordination de projet' ayant chacune des destinations fonctionnelles homogènes et bien distinctes les unes des autres. La façon de distribuer ces mêmes activités aurait pu être différente; un changement de stratégie dans une autre direction serait peut-être plus onéreux en terme de gestion de l'opération, mais contribuerait certainement à une meilleure mixité fonctionnelle et sociale.

A la fragmentation fonctionnelle des unités, suit évidemment celle du projet dans son ensemble dont la forme unitaire n'apparaît presque seule-

ment que dans les plans directeurs dont beaucoup de variables de projet ne sont cependant encore ni préfigurées, ni évaluées. La même fragmentation est ensuite reconduite, pendant la réalisation par un processus autistique qui produit d'importantes zones d'ombre:

- des parcours de raccord entre les unités fragiles ou inexistantes et donc la création d'espaces ouverts comme des précipices, impraticables, inaccessibles, une circumnavigation impossible, comme ce sera vraisemblablement le cas de certaines parties du 'parc'; des parcours de connexion avec la ville tangentiels à l'emprise du projet, comme ceux qu'emprunte aujourd'hui qui se déplace à pied de *Santa Giulia* vers le nord où sont situés des bureaux et des sièges sociaux et doit parcourir un chemin de fortune, ensoleillé le jour, sans éclairage la nuit, serré entre les emprises ferroviaires et des zones industrielles bientôt à l'abandon.
- la composition de parties isolées et de flux ségréguées, comme c'est déjà le cas des deux parties réalisées: l'île de *Sky* et l'île résidentielle. On accède à *Sky* par une voie privée dont l'accès est réglé par une barrière commandée à distance et qui ne conduit qu'à l'entrée de ce bâtiment, l'accès à l'unité résidentielle à partir de la gare de *Rogoredo* comprend un parcours le long d'une route sans arbres, à deux voies de circulation sur laquelle donnent d'un côté, l'arrière du siège de *Sky*, donc sans la moindre ouverture au rez-de-chaussée et entouré d'une grille; de l'autre côté, un bâtiment actuellement inutilisé avec des accès murés au rez-de-chaussée et des fenêtres fermées par de vieux volets en bois aux étages; à la suite, un terrain inoccupé, destiné à une future opération de logements sociaux.
Mais la division fonctionnelle est strictement subordonnée à celle du processus de réalisation, aux unités de gestion et de coordination du projet qui procèdent de façon souvent indépendante et en fonction non seulement de différents concepteurs mais aussi des multiples sociétés et entreprises.
On peut aussi lire le lourd héritage des principes de l'urbanisme moderne dans l'organisation de l'ensemble.
- la séparation entre les bâtiments modestes et importants, la con-

centration des fonctions attractives sur deux pôles (au sud, adossé à la voie ferrée, Sky et d'autres établissements destinés aux fonctions tertiaires et d'hébergement; au nord, les bureaux, le multiplexe et le centre de congrès).

- le dessin de la partie sud s'appuie sur un axe central, les fonctions résidentielles et commerciales étant disposées tout autour.

3.3. Santa Giulia comme chantier habité

Aujourd'hui *Santa Giulia* est un chantier habité. Les habitants qui y ont acheté des logements sont arrivés plus tard que ce qui avait été annoncé en raison des retards du chantier. Les pionniers de *Santa Giulia* sont souvent ceux qui ont été contraints de s'installer avant la fin des travaux souvent pressés par le calendrier de vente de l'appartement qu'ils habitaient auparavant. Ceux qui le peuvent attendent et diffèrent le déménagement à une phase ultérieure, quand le quartier sera habitable. C'est le cas de ceux qui quittent leur famille pour vivre seuls ou en couple. Les travaux d'aménagement ne sont pas encore complétés, mais quelques observations sur la façon dont on habite ces espaces peuvent déjà être formulées.

Surfaces. Un premier ordre de considérations concerne le traitement des espaces ouverts. L'élément commun est celui typique d'une surface dure et glissante, le revêtement extérieur correspond aux sols en résine récemment beaucoup utilisés à l'intérieur des bâtiments. Donc des espaces ni poreux ni plastiques, des espaces qu'il est difficile d'utiliser de façon improvisée, des espaces qui semblent bien plus suggérer les usages associés aux lieux fermés (le centre commercial, les lieux d'exposition) que les pratiques caractéristiques des cours et des rues de quartier. Il s'agit en effet de surfaces cristallisées, sillonnées par des dessins géométriques qui dans certains cas suggèrent des parcours préférentiels, dans d'autres cas rappellent le dessin des volumes construits qui les bordent; des surfaces glissantes car elles empêchent de donner des appuis et de retenir ceux qui la parcourent, découragent l'inertie et l'arrêt.

C'est par exemple le cas des espaces ouverts internes au parcours scandé par trois ensembles de bâtiments à huit ou neuf étages, disposés en forme de cour semi ouverte avec, au centre, un autre corps de bâtiment de même hauteur (ou légèrement plus élevée) que les autres. Ici la surface est uniformément et complètement pavée, seules varient les couleurs des grandes dalles carrées du revêtement de sol. Au dessin du pavement, qui joue principalement sur des nuances de gris, se superpose celui des grilles rectangulaires qui éclairent les parkings souterrains situés au-dessous. C'est aussi pour cela, en plus des raisons relatives au caractère onéreux de la gestion des espaces verts, que ces espaces ouverts sont complètement dépourvus d'arbres. Les seuls autres volumes présents, mis à part ceux des édifices, sont les minces lampadaires fixés au sol par de gros cubes de ciment et des vasques circulaires ou rectangulaires pleines de terre, avec parfois au centre, des grilles-fenêtres pour les parkings.

Le boulevard appelé 'la promenade' en cours de réalisation, semble aussi préfigurer des conditions semblables à celles que nous venons de décrire. La «promenade» est le seul lieu qui fasse l'objet d'espoirs encore thaumaturges, comme si l'achèvement de cette partie du projet était une condition suffisante à 'faire la ville' et à conjurer le cauchemar du quartier dortoir. Dans le projet d'origine, les rails d'un *tramway* devaient sillonner le pavage de la surface piétonne, actuellement en cours de réalisation. Cette hypothèse est aujourd'hui écartée, le boulevard reste piétonnier, ponctué par un système de miroirs d'eau au raz du sol et longé sur ses côtés par les portiques des immeubles d'habitation qui limitent la 'promenade'. Sur les portiques donnent des espaces commerciaux toujours invendus, à l'exception de deux bars qui ouvriront sous peu. Sa largeur très réduite ne permet le passage que d'une seule personne à la fois. Ce n'est pas un espace couvert que l'on peut emprunter en alternative au boulevard pour se protéger du soleil ou de la pluie, en hésitant ou en s'attardant devant la vitrine d'une boutique. C'est plutôt la superposition sans épaisseur d'un dessin plat appliqué sur la façade des bâtiments; les colonnes ne sont presque plus qu'un décor, le trompe l'oeil d'une galerie marchande qui n'existe pas. Ceci a probablement un rapport avec la volonté d'éviter que l'espace couvert ne devienne un lieu d'arrêt ou le bivouac de celui qui souhaiterait y trouver un abri plus ou moins temporaire. C'est ce qu'atteste

le partage du portique en deux bandes : la position des colonnes crée en effet deux espaces peu profonds dont la partie externe aux colonnes est offerte aux regards et au contrôle des promeneurs ou des habitants des appartements situés aux étages des immeubles qui limitent le boulevard.

Volumes. Un des aspects valorisants des constructions actuelles du projet concerne l'impression de variété que donne le traitement des surfaces et des volumes, difficile à trouver ailleurs à Milan, dans des opérations à peu près contemporaines. Comparé au dessin des réalisations dei *Progetti di riqualificazione urbana (Pru)* (Projets de requalification urbaine) on note ici la tentative de produire des effets de distinction, de faire en sorte que chacune des unités qui composent le complexe soit identifiable par un signe distinctif. Les variations sont surtout chromatiques et volumétriques. Les couleurs de base sont claires, mais en façade des couleurs plus vives font souvent irruption: la bande d'un même étage est peinte en bleu; l'angle des deux derniers étages d'un autre bâtiment, en rouge repris pour une façade entière ou les parapets en maçonnerie de certains balcons. L'autre variable de distinction est la composition des volumes: la façade est rarement pleine et au même nu, plus souvent, elle alterne des volumes en porte à faux ou séparés par des failles sur toute la hauteur du bâtiment. Enfin, le jeu de la distinction concerne la forme et le rythme des ouvertures qui ne sont presque jamais réguliers ni répétitifs. Bien sûr les variations sont plus ou moins importantes selon les cas; par exemple les façades arrières des bâtiments disposés autour d'une cour tendent à être plus monotones, comme celles qui donnent à l'est, vers le vieux centre de *Rogoredo*.

Le mécanisme de la variation se déploie et s'oppose à la répétition et à la production d'une construction et d'une périphérie anonyme pour devenir un dispositif ostentatoire qui révèle la géographie des logements (plus rares aux marges de l'aire de projet, plus fréquentes à proximité de la promenade) et des

1. L'exception, dans le cas des *programmi di riqualificazione urbana*, est réservée aux édifices destinés à des catégories élevées du marché, où dans certains cas la même stratégie est appliquée, il suffit de penser à la façade des tours résidentielles projetées par Massimiliano Fuksas dans le *Pru Pompeo Leoni*, où le caractère imprévisible du rythme des façades, où des terrasses de différentes dimensions entrent en jeu, est un motif de fierté pour certains résidents.

valeurs immobilières. Le stratagème rappelle, actualisées, certaines expériences de projet dans les quartiers de logements sociaux construits après la seconde guerre mondiale, qui visaient à produire un processus d'identification et d'appropriation des habitants par une diversité des façades et des volumes, s'inspirant à l'époque des caractéristiques morphologiques vernaculaires. Certaines de ces expériences ont ensuite été jugées ingénues ou inefficaces. L'enracinement, l'appropriation et donc la qualité de l'habitat ne peuvent certainement pas être seulement l'effet de solutions formelles, d'autres conditions sont nécessaires pour ne pas faire d'un quartier résidentiel un lieu anonyme et déserté par les citadins, par exemple: la qualité des services et des espaces publics, la mixité et la diversité des activités et des fonctions. Dans le cas de *Santa Giulia* le risque encouru est peut-être en partie analogue à celui qui a autrefois brisé certaines ambitions des concepteurs. *Dans l'élan vers la "ville" nous en sommes restés au "bourg"* écrivait Quaroni en 1957, dans un article au titre auto-ironique '*Le pays des baroques*', mettant en discussion le projet du quartier *Tiburtino* auquel il avait participé, en jouant un rôle actif² (Quaroni, 1957a).

Aux variations de couleurs, de volumes et d'ouvertures correspond un traitement souvent homogène des façades au rez-de-chaussée. L'organisation spatiale du nouveau complexe résidentiel dépend de deux boulevards: d'une part, la promenade et d'autre part, la rue du Futurisme (à l'est de la promenade, vers *Rogoredo*). Six barres de dix étages, disposés parallèlement à l'axe du boulevard donnent sur la rue du Futurisme. La séquence des édifices orientés vers le parc forme un écran continu au rez-de-chaussée, interrompu seulement par les entrées principales et par quelques accès de service mais complètement dépourvu d'autres ouvertures; traité en bossage rustique, il

2. Quaroni ajoute ailleurs, à propos de la même expérience: on continue à faire précéder, presque par obligation, le détail au général: le plan de quartier à celui de la ville, comme s'il pouvait avoir une vie indépendante, sans rapport avec les autres quartiers et la ville entière. (...) Le nouveau quartier est seulement apparemment l'objet de soins spéciaux des organismes, quels qu'ils soient; de fait, il finit par s'éloigner, mis à l'écart, séparé de la masse urbaine, abandonné à lui-même, sans les services et les espaces collectifs qui, sont nécessaires à chaque noyau habité et deviennent même indispensables à un quartier qui vient de se constituer, sans traditions, sans un esprit, une âme commune à tous les habitants, qui cherchent justement dans un centre social ou dans les boutiques l'occasion de ne plus se sentir seuls, Quaroni, 1957b.

rappelle les contreforts d'un manoir. Le parcours parallèle au boulevard longe donc un mur aveugle qui s'interrompt seulement à certains points, en correspondance des rampes, protégées par une barrière, donnant accès au parc surélevé par rapport au boulevard. Donc si les façades sont dessinées selon un principe de variété, cette variété semble s'interrompre en correspondance du passage entre espace privé et public, entre le logement et la rue. L'arrière du bâtiment de *Sky* présente la même configuration, mais à une autre échelle: un mur opaque forme un écran de presque six mètres de haut entouré par une grille d'une hauteur d'environ quatre mètres. Les édifices sont disposés autour d'une cour, de l'autre côté du terrain, et présentent le même type de traitement au rez-de-chaussée côté rue. Dans le cas des immeubles d'habitation collectif, le mur contient un des deux niveaux des parkings souterrains, auquel on accède de la rue, du même côté que les entrées piétonnes.

L'effet est par certains aspects surprenant: aucune charge symbolique n'est attribuée à l'espace des entrées; dépouillées, elles ressemblent à des accès de service et n'abritent que, bien visibles, les compteurs (de gaz ou électriques). Si l'on pense à certains halls d'entrée des immeubles de Milan, non seulement ceux du XIXe siècle, mais aussi ceux des années 50 et 60, on est déconcerté à *Santa Giulia* par la modestie et la banalité des espaces aux fonctions équivalentes. La rationalité sous jacente pourrait dépendre de facteurs différents, concomitants: la garantie d'un facile accès automobile (et donc d'une place dans un parking couvert en sous sol de l'immeuble); le marquage d'une séparation nette entre l'extérieur et l'intérieur et l'illusion d'une plus grande sécurité (le bâtiment est aujourd'hui seulement apparemment moins abordable et il est très facile d'accéder aux étages); l'optimisation en termes immobiliers des espaces construits: les logements en rez-de-chaussée sont difficiles à vendre, il est plus avantageux de destiner ce niveau à des espaces de parking.

Infrastructure et services: la stratégie de la béquille. A *Santa Giulia*, on rencontre le dimanche matin un flot de familles qui se dirigent vers l'est, vers *Rogoredo*. D'autres personnes suivent la voie ferrée dans la direction opposée; quelques uns empruntent un chemin limité par deux grillages et après avoir parcouru un peu plus d'un kilomètre à pied, rejoignent le quartier du *Corvetto*,

au nord ouest de *Santa Giulia*, au-delà de la voie ferrée, où ils trouveront un grand magasin d'alimentation ouvert aussi les jours fériés, quelques bancs où s'asseoir à l'ombre d'un arbre, un kiosque; quelques autres tiennent un chien en laisse, marche sur une route non goudronnée, large, limitée d'un côté par la voie ferrée et de l'autre, par des secteurs en voie d'abandon.

Les espaces publics, les espaces verts, les boutiques, les écoles, les services de santé pour ceux qui habitent à *Santa Giulia* sont à chercher et à atteindre aux alentours. Pour l'instant, à l'exception du siège de *Sky*, c'est un quartier dortoir. C'est le noyau de *Rogoredo* qui soutient le nouveau complexe résidentiel dans cette phase que l'on peut légitimement définir de pré-habitabilité. *Rogoredo* souffre cependant de plus en plus d'une surcharge de la demande par rapport aux infrastructures disponibles. L'école de l'enfance est en cours de réalisation à *Santa Giulia*. Il n'y a pas d'école maternelle et pas plus d'école élémentaire. Beaucoup d'enfants d'âge scolaire des familles de *Santa Giulia* sont orientés ailleurs et accueillis pour l'instant dans les écoles de *Rogoredo* ou dans d'autres écoles de proximité. Il se passe la même chose pour les équipements: les centres de santé, les exercices commerciaux, l'église. Si aujourd'hui *Santa Giulia* survit, c'est parce que *Rogoredo* sert de béquille, de façon provisoire.

La logique du moment est celle d'un mécanisme parasitaire par rapport à la ville existante: le quartier ne fait pas ville et donc n'offre pas de nouvelle ville (ni donc de nouveaux services) à la ville. Mais l'état du contexte rend l'appui faible et périlleux. Le risque est qu'à l'image de « la ville dans la ville » correspondent dans les faits une périphérie aux marges de la ville. La situation critique est encore aggravée par l'absence substantielle de transport public pouvant garantir des déplacements aussi internes au quartier, différents du métro. La présence du métro qui a contribué avec force à rendre le secteur attractif, tend de fait à anéantir toute autre solution locale et tout autre trajet du transport public, ce qui produit ou aggrave le risque d'un rapport de forte subordination au centre ville et donc, l'effet de quartier satellite. Certes il est encore difficile d'établir clairement si tout cela est à imputer à une gestion peu avertie de la période du chantier ou si ces difficultés vont perdurer.

Comité: apolitique et communautaire. C'est précisément en raison des

problèmes objectifs de la vie quotidienne à *Santa Giulia*, que s'est constitué en 2007 un comité de résidents qui a commencé à demander des comptes et des solutions à des interlocuteurs de l'administration communale et de Risanamento spa. L'expérience du comité nous porte à interpréter certaines caractéristiques des modes d'habiter à *Santa Giulia* comme des dynamiques, artificielles ou spontanées, qui tendent à produire des réseaux de relations, des coalitions, des groupes de pression, des communautés dont la fonction est plus ou moins instrumentale.

Le comité est animé par peu de personnes, il émane des consortiums de coopératives concernés par la construction d'une grande partie des quotes-parts de logements et de commerces. Dans l'histoire de *Santa Giulia*, le consortium de coopératives a joué par ailleurs un rôle important de médiation entre les acquéreurs-résidents, d'une part, et les propriétaires ou l'administration, d'autre part. Ce qui ne surprend pas dans un processus d'actualisation et de réalisation du projet où, à l'exception de la coordination des projets architecturaux, ne fait pas l'objet d'une régie globale (ni politique, ni technique), mais dépend d'un archipel de promoteurs/concepteurs/entreprises de construction qui ont agi de façon indépendante. Le rôle et le type d'action du consortium de coopératives, même dans la phase initiale de définition du projet, est celui de se porter garant auprès de l'administration de la *mixité* sociale: non seulement des résidences de luxe mais aussi des logements à prix moyen, plus conformes aux principes de justice sociale qui peuvent aussi tenir à cœur des factions de l'opposition dans l'arène politique communale.

Ainsi, en raison de l'absence d'interlocuteurs intermédiaires, le comité s'est auto-organisé à partir d'un noyau d'adhérents des coopératives puis s'est élargi aux résidents qui souhaiteraient représenter le point de vue des propriétaires de logements du secteur libre. Les membres du comité partagent le même intérêt d'attirer l'attention des acteurs responsables du destin de *Santa Giulia*. Ils exigent avant tout le respect des temps de réalisation des aménagements et demandent qu'existent les conditions nécessaires pour la réalisation d'au moins une partie des fonctions prévues dans le projet d'origine. C'est une bataille qui se joue sur un enjeu minimum: l'achèvement et la fermeture des chantiers adjacents aux bâtiments d'habitation et sur un enjeu plus important qui vise à écarter l'éventualité que *Santa Giulia* ne devienne un quartier

monofonctionnel, dépendant de Milan ou pire, de *Rogoredo*.

Les membres du comité renoncent de façon déclarée à défendre les positions et les valeurs d'une tendance politique spécifique. Selon un pacte tacite, les questions de politique nationale sont proscrites des discussions du comité dont la fonction est au contraire très pragmatique: il a réalisé un forum sur le web pour mettre en commun des informations et des expériences des habitants; il a produit des documents qui ont obtenu un bon écho dans les médias et dans lesquels les images du produit immobilier en phase de promotion étaient efficacement rapprochées de celles du chantier en cours, suscitant ainsi la réaction et une première mobilisation des pouvoirs publics locaux; il a organisé des dimanches écologiques où les habitants ont été invités à prendre soin des espaces publics de *Santa Giulia* et à se rencontrer; il veut revoir le système de gestion complexe des espaces publics actuellement administrés par des organismes qui réunissent les copropriétés situées du même côté des routes (super copropriété) mais aussi toutes les copropriétés confédérées (hyper-copropriété), selon un système pyramidal de représentation qui n'est encore ni complètement défini, ni expérimenté.

Une auto organisation forcée qui est moins l'effet d'une volonté partagée de gouverner et de prendre soin du bien commun, que le résultat des défaillances des acteurs publics et privés concernés par l'opération et qui tendent à se débarrasser des charges de gestion des parties communes et des espaces publics. Pour le comité s'occuper de tout ça suffit, il n'y a ni le temps, ni la place pour autre chose.

Les interlocuteurs du comité, plus que des représentants des institutions décentralisées sont plutôt des acteurs impliqués à l'origine probablement de façon informelle. Face à l'urgence de la situation, les demandes formulées par le comité apparaissent raisonnables, mais soulèvent des interrogations générales sur la tendance diffuse des pouvoirs publics (qui à Milan devient parfois une habitude) à traiter directement avec les comités et institutions sub-locales, au cas par cas. Ce jeu à somme nulle tend à limiter les occasions de débat public et à distribuer les ressources de façon inefficace et inique du point de vue du gouvernement de la ville entière.

C'est notamment le cas des questions de sécurité urbaine quand les forces de police de tous ordres et niveaux sont déployées et concentrées dans un seul

endroit pour défendre la tranquillité publique ou bien sont appelées à protéger des quartiers où la situation n'est pas très critique mais où la population a demandé avec plus de virulence la présence des forces de l'ordre. Bien qu'à *Santa Giulia* le thème ne soit pas encore à l'ordre du jour, les positions des habitants et de certains membres du comité, expriment déjà une demande préventive d'attention et de surveillance:

“Il n’y a pas de vrai problème de sécurité à Santa Giulia, mais il est toujours mieux de demander une vidéo surveillance et des patrouilles. Si ensuite ça ne sert pas, tant mieux”.

“Depuis un peu plus d’un an, il y a des rondes de police, c’est une chose positive qui garantit une meilleure tranquillité, mais je voudrais plus de sécurité et pour cela je suis disposé à mobiliser des formes de surveillance privées”.

3.4. Santa Giulia entre *whishful thinking* et marginalité

Dans l’imaginaire de ses habitants, *Santa Giulia* reste un endroit où il est possible de satisfaire contextuellement diverses exigences, souvent incompatibles: le calme, inexistant à proximité du centre ville; des logements d’une surface impossible à trouver ailleurs ou bien, plus près du centre, à des prix inaccessibles; des conditions de cohabitation civile dès l’origine: c’est le rôle presque pédagogique que s’est donné le comité. Le comité semble animé par une double finalité: d’une part, la défense d’un placement et donc la protection de la valeur immobilière des logements acquis, pourtant gravement menacée par une situation de crise et de grande incertitude; d’autre part, faire vivre le quartier comme moyen d’atteindre des conditions minimales de qualité de l’habiter: l’éducation environnementale au nettoyage de la voirie et au soin des rares espaces communs; la construction de relations et d’amitiés dans un quartier qui se sent pionnier et sous bien des angles, avant garde solitaire; et peut-être aussi pour donner plus de consistance et donc un meilleur fondement au système compliqué de gestion des espaces et des activités.

Comme nous l’avons anticipé, le thème de la sécurité n’est pas un prob-

lème explicitement posé, bien que certains membres du comité demandent une attention particulière aux autorités préposées (services de police). Parce que *Santa Giulia* est encore et surtout un chantier habité et pas encore une ville, certaines questions ne sont pas encore à l'ordre du jour. D'autres demandes sont au contraire suscitées par la présence des chantiers, une condition toutefois perçue comme anormale et passagère.

D'une part, la prise en compte des risques que comporte un accès peu réglé aux terrains en construction est constante; en l'espace de quelques mois les systèmes de clôture ont été fortement renforcés et rigidifiés. Ceci est peut être en rapport avec les évolutions plus récentes de la propriété qui font penser à une longue période de suspension du chantier et donc au risque d'occupation informelle des terrains.

D'autre part, les habitants partagent l'impression que dans la première période où l'on habite un nouveau quartier, il est difficile de savoir si le visage d'une personne que l'on rencontre dans une cage d'escalier est celui d'un voisin de fortune ou d'un intrus et il est presque impossible d'exercer un contrôle social. D'autant plus que la présence des chantiers explique les allées et venues continues de gens inconnus.

Quelques vols ont eu lieu, surtout dans les parkings souterrains, pourtant, les habitants de *Santa Giulia* semblent savoir co-habiter sans s'alarmer dans des conditions de relative confusion par rapport à la situation plus stable et codifiée d'un 'espace urbain achevé' fonctionnant depuis longtemps. Il ne s'agit pas, je crois, d'habitants plus téméraires que d'autres, mais de considérer que le niveau de contrôle habituel ne peut pas s'exercer dans certaines situations; une sorte d'exposition à l'incertitude et au changement (des espaces, de ceux qui les peuplent) que la ville donne rarement l'occasion de connaître.

Somme toute, certains problèmes sont encore latents: que deviendront les espaces commerciaux? S'ils restent vides, qu'est-ce qu'ils pourraient devenir? En outre, l'absence de certaines fonctions d'intérêt collectif qui pour l'instant, est considérée temporaire, est précisément ce qui fait de *Santa Giulia* un lieu "hors la ville" et donc étranger aux tensions qui pourraient surgir de la cohabitation entre des fonctions et des activités qui ne sont pas toujours complémentaires. Si dans le *programma di riqualificazione urbana Pompeo Leoni* la proximité de la discothèque et de plusieurs bâtiments aux destina-

tions multiples en cours de réalisation génèrent une confusion (acoustique, sanitaire et sociale), *Santa Giulia* ne connaît pas encore ces difficultés et tout compte fait, nul ne sait si elle pourra un jour bénéficier de ce privilège. Ici, les préexistences, la ville héritée consistent en un quartier de logements réalisé au cours des années quatre vingt dix à *Rogoredo* et qui soutient généreusement les premiers pas de l'encombrant nouveau complexe en prêtant écoles, centres de santé et exercices commerciaux de petite et moyenne dimension. La voie ferrée qui limite le site, frontière mais aussi point d'arrivée de la ligne de métro est pour l'instant la seule infrastructure qui rapproche le quartier de la ville. Le terrain vague adossé au nouveau complexe qui aurait dû accueillir des établissements de luxe n'est pour l'instant pas un far west, mais seulement une sorte de 'couronne verte' qui sépare de lieux ou quartiers bien plus problématiques que *Santa Giulia*. Un habitant nous dit:

“En ce qui concerne la partie nord, il est évident qu'il n'y a plus les conditions pour vendre des biens immobiliers à 7000 ou 8000 euro le m². L'hypothèse actuelle est la réalisation du palais de Justice: il y aurait la place; pour moi c'est bien comme ça; au lieu de la spirale de Foster, il y a des faisans et des hérons. Ca ne me déplaît pas. Mais comme Zunino a payé ce petit prés des dizaines de millions d'euros, ils doivent forcément faire quelque chose. En tant que comité, on fera en sorte de ne pas être trop pénalisé par des volumétries nouvelles et excessives”.

Dans le regard de certains habitants, paradoxalement, *Santa Giulia* est en état de grâce, même si cet état est bref et fictif, en équilibre précaire entre les espoirs soulevés par l'image initiale et la solution aux problèmes intervenus *by doing*. Personne ne se résigne, personne ne croit vraiment que les choses se passeront mal, tant que cela ne sera pas indéniable et évident. C'est-à-dire que prévaut le désir que s'avère le meilleur scénario, souvent en dépit des signes qui affleurent du contexte. Cet optimisme obstiné est peut-être moins ingénue qu'il ne le semble: nombreux sont ceux qui à *Santa Giulia* n'ont pas seulement réalisé un choix de logement, mais aussi un choix de vie qui semble difficilement réversible; les coûts d'une réflexion seraient trop élevés, autant du point de vue économique que peut-être, du point de vue existentiel. La stratégie de survie consiste donc à se convaincre d'avoir agi correctement et à défendre sa

propre décision face au reste du monde. Mais ceci implique de mettre tout en œuvre pour que *Santa Giulia* ne sombre pas, que ne parte pas en fumée un investissement immobilier qui a souvent coûté des sacrifices. Cette conviction est peut-être ce qui soude le plus solidement les membres du comité de quartier. Et ceux qui n'adhèrent pas à cette stratégie en reproduisent la matrice en version familiale: les cas fréquents d'habitants qui, après un déménagement à *Santa Giulia* ont demandé à leurs parents proches d'acheter eux aussi un logement dans le quartier, pour conforter une rassurante homogénéité de la communauté établie. En perspective, s'évanouissent aussi les peurs les plus classiques concernant la sécurité urbaine:

“Notre quartier est fait de logements beaux et agréables. Marcher rue du Futurisme ou sur la Promenade peut permettre une bonne qualité de vie. Certes, la qualité de la vie c'est toi qui la fais, selon la façon dont tu vis, de qui tu es. Mais s'impliquer dans le nouveau quartier peut aider à le rendre vivant, à dépasser l'insécurité policière. La vraie sécurité pour moi c'est de sortir, de rencontrer les autres: le quartier ce sont les gens qui le font. En périphérie c'est plus difficile, mais ce n'est pas impossible. Ce qui compte, ce sont les tentatives de socialisation”.

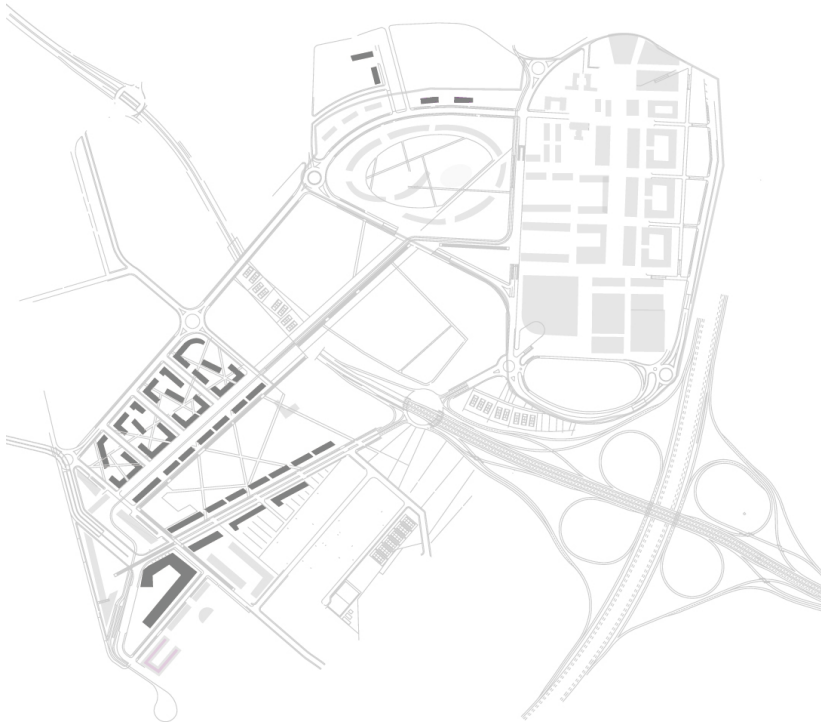
Et pourtant le risque que *Santa Giulia* devienne un quartier aux marges de la ville n'est pas éloigné, non seulement pour sa position, mais pour son profil. Les *programmi di riqualificazione urbana (Pru)* ont au moins et forcément une armée de destinataires et donc aussi de formes et de matériaux de construction. A *Santa Giulia*, dans des conditions de plus grand éloignement des fonctions urbaines supérieures, c'est la monotonie qui risque au contraire de prévaloir. La béquille c'est *Rogoredo*, et certes pas la ville limité par la rocade, comme c'est le cas du programma di riqualificazione urbana Pompeo Leoni.

Pour essayer d'anticiper certains aspects futurs, un exercice implacable mais utile est celui de la remémoration des événements: d'abord les images scintillantes du projet lancé il y a seulement deux ans: la ville dans la ville, la métropole au vert, la *world class city*; puis un ensemble consistant de constructions conventionnées, des travaux d'aménagement inachevés à la charge d'une société en faillite, une grande partie du projet à repenser où l'on prévoit la localisation de fonctions publiques (la justice), hors du marché immobilier.

Le libéralisme débridé de l'opération a conduit de fait, dans ce cas comme dans d'autres, à la nécessité d'investissements publics de compensation; le marketing territorial du projet contraste aujourd'hui avec une déclinaison datée et en urgence du projet public; un peu comme les travaux d'infrastructures financés par project financing ou le partenariat public-privé de certains grands projets de transformation résolus par des investissements publics réparateurs.

Quel est le destin de *Santa Giulia*? Est-ce que les couches moyennes qui l'habitent le sauveront? Est-ce que le désir de vivre dans un quartier bien, exprimé et mis en pratique par le comité de résidents, suffira à en sauvegarder le profil, les caractéristiques et la perception de ses habitants? Les problèmes les plus actuels de sécurité à *Santa Giulia* sont aujourd'hui ceux-ci.



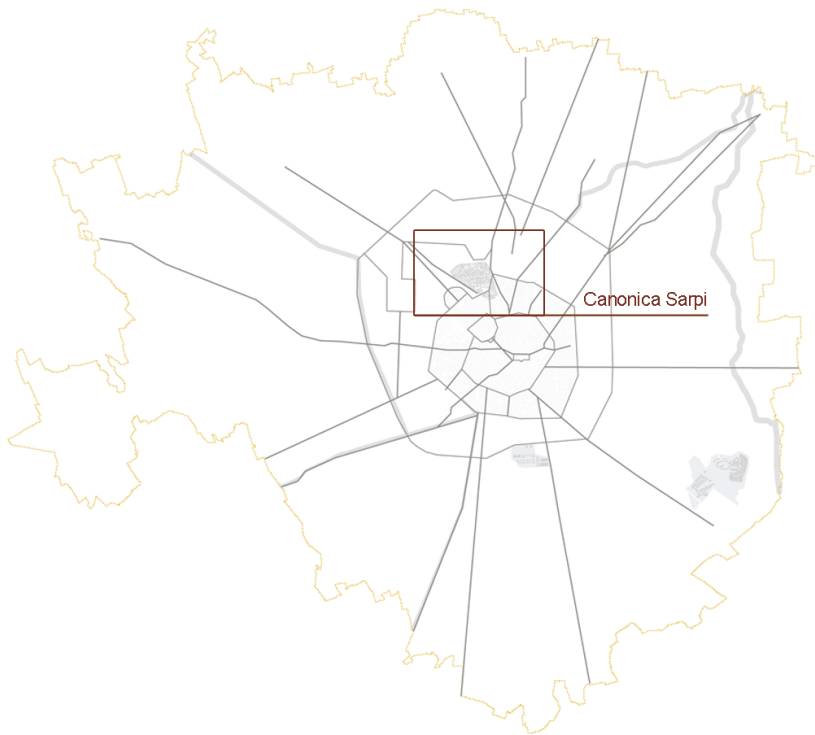


Santa Giulia. De la ville d'avant garde au quartier périurbain 101



Promesses de projet et réalisations; images en confrontation





Canonica Sarpi.

Un quartier historique en fuite du présent

Raffaele Monteleone et Lidia K. C. Manzo¹

4.1. *Canonica Sarpi*: généalogie d'un quartier historique

Le quartier *Canonica Sarpi* est limité par les frontières dessinées par le boulevard *Montello*, les rues *Canonica*, *Ceresio* et *Procaccini*. C'est un quartier historique, situé entre l'Arc de la Paix, l'amphithéâtre de l'arena, *Porta Volta* et le Cimetière Monumental. Il se situe derrière le parc Sempione, à proximité du centre historique et du quartier de la foire, il est aujourd'hui connu comme le quartier chinois de Milan. Cette zone de la ville a toujours eu une identité marquée, reconnaissable dans son tissu urbain. Le tracé des voies principales a maintenu à peu près inaltéré l'allure d'origine: la présence de vieux immeubles à coursives avec des espaces pour des laboratoires d'artisanat et une connotation sociale artisanale et populaire qui seulement au cours de cette dernière décennie ont été menacées par la tendance du marché immobilier à la requalification (Farina et al., 1997). Cette partie de ville est en effet très convoitée, située sur un l'axe qui relie "*Citylife*" à la "*Cittadella della Moda*" (la citadelle de la mode) près du secteur *Garibaldi*), deux des plus grands et des plus controversés projets urbains de Milan aussi réalisés dans la perspective de l'Expo 2015.

Le quartier a un passé très ancien; les premiers témoignages historiques de cette urbanisation remontent à l'époque préromaine, quand un axe viaire

1. Les auteurs ont réalisé la recherche ethnographique en commun, les interviews citées ont été réalisées par Lidia K. C. Manzo, tandis que Raffaele Monteleone s'est chargé de l'analyse des documents.

correspondant au tracé de l'actuelle rue *Canonica* reliait Milan à la celtique *Golasecca*, important nœud d'échanges commerciaux entre le nord et le sud des Alpes. A l'époque romaine, la rue a pris une plus grande importance et le long de cette voie s'est développé un réseau dense de fermes autour desquelles s'organisait le travail rural. La production agricole a été constante pendant tout le Moyen Age; le bourg situé à l'extérieur des remparts de la ville était identifié sous le nom de "*Borgo degli Ortolani*"² (Farina et al., 1997). L'organisme était organisé en lots étroits et rectangulaires avec, à l'arrière, les terrains destinés aux activités agricoles, tandis que les bâtiments donnaient sur la rue. L'habitation était située à l'étage supérieur des établissements, tandis qu'au rez-de-chaussée de petits portiques, des locaux pour les boutiques et les cages d'escalier s'ouvraient sur cour, utilisée à la fois pour des activités agricoles et artisanales.

Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle que le secteur a connu un véritable processus d'urbanisation, inséré dans le contexte plus général d'édification des territoires situés à l'extérieur des remparts de la ville. L'ancien bourg paysan a été fortement construit, des usines et de nombreuses habitations économiques avec des solutions à coursives se sont installées. L'affirmation de l'économie industrielle a révolutionné et façonné le quartier; les habitations "populaires" accueillaien la croissance démographique soutenue par l'arrivée de nombreux travailleurs provenant des campagnes ou de territoires plus pauvres. Farina et al. (1997) soulignent comment la présence importante de l'industrie et de habitat ouvrier et son insertion dans les tissus ruraux et artisanaux d'origine n'ont pas complètement dénaturé, à la fin du XIX^e siècle, certaines caractéristiques préexistantes constitutives comme la composition en petits espaces et l'association des fonctions résidentielles et productives.

Pendant les vingt premières années du XX^e siècle, le quartier s'insère dans les développements radiaux de Milan et est intégré au tissu urbain consolidé: de nombreux équipements publics citadins (comme la caserne de pompiers, la centrale de la société électrique, le dépôt de la société municipale des

2. Plus tard le quartier a été désigné par le toponyme dialectal "*el borgh di seigulatt*", littéralement "le bourg des producteurs d'oignons".

tramways) et des établissements industriels (garages et ateliers d'artisans) se mélangent dans un tissu mixte résidentiel et productif. Dans le cadre des transformations décrites, elle maintient une structuration autonome, interne à l'espace et une identité propre renforcée par la coupure nette avec le centre historique, marquée par la présence du Parc du Sempione et du Cimetière Monumental.

A partir des années vingt, la rue *Paolo Sarpi* devient la localisation privilégiée des activités commerciales et acquiert une grande importance et une centralité dans l'économie spatiale du quartier. Sur cet axe commercial important sont principalement construits des "maisons à loyer", c'est-à-dire des édifices à plusieurs étages sur cour intérieure avec les façades sur rue, des boutiques au rez-de-chaussée et une stratification sociale verticale des habitants³.

A la fin des années vingt, un premier noyau d'immigrés chinois provenant de France et originaires de la province du *Zhejiang*⁴ s'établit rue *Canonica*. Les caractéristiques populaires du quartier, avec ses nombreux ateliers et boutiques et l'accès économique aux logements favorisaient l'intégration des immigrants chinois, comme des nombreux migrants italiens à la recherche de travail. L'enracinement et le développement progressif de la communauté chinoise de Milan commence avec cette première intégration dans ce quartier qui deviendra les années suivantes, une des nouvelles destinations de la diaspora chinoise en Europe. Cette présence – dont nous nous rendrons compte de façon détaillée dans le prochain paragraphe – deviendra au fil du temps un élément qualifiant l'identité de cette partie de ville.

Après avoir commencé par exercer de petites activités de commerce ambulante, les chinois du quartier *Canonica Sarpi* se consacrèrent au travail de

3. Le premier et le second étage sont destinés aux couches moyennes, tandis que les étages supérieurs et les combles sont loués aux couches populaires salariées.

4. Le *Zhejiang* ou *Cho-kiang* est une province de la République populaire de Chine qui donne sur la mer de Chine orientale. Le terme *Zhejiang* était l'ancien nom du fleuve Qiantang, qui traverse Hangzhou, le chef-lieu de la province. En particulier, l'arrière pays de la ville de *Wenzhou*, dans le *Zhejiang* méridionale, où se trouvent les villages d'origine des chinois établis en Europe, est une zone dont la vocation entrepreneuriale est enracinée socialement depuis toujours en Europe. Les premiers germes du capitalisme à l'époque Ming et Qing se sont développés précisément dans le *Zhejiang*, la première banque privée de la Chine populaire a été ouverte à *Wenzhou* en 1988 (Ceccagno, 1998). Au cours des années quatre-vingt le "modèle de *Wenzhou*", basé sur l'initiative privée, la production à bas prix et la vente ambulante, a été considérée comme un bon exemple de développement local autonome, indépendamment du soutien du gouvernement central (Cologna et Mancini, 2000).

la soie (en particulier à la fabrication de cravates), grâce à la proximité des établissements industriels de Comasco. Le tissu urbanistique caractérisé par une forte concentration d'ateliers dans des cours avec des habitations adjacentes et la présence dans le quartier de nombreux ateliers de couture italiens favorisaient l'intégration de nouvelles activités chinoises dans le domaine du textile puis dans l'artisanat du cuir.

Successivement, à partir des années cinquante, le quartier a connu différentes transformations urbanistiques significatives, les projets de reconstruction de l'après guerre ont été les principaux vecteurs d'un premier processus de gentrification: de nouvelles constructions plus denses et certains bâtiments destinés à des milieux sociaux assez élevés se sont lourdement substitués, superposés ou associés aux typologies préexistantes d'habitat et de production. Il faut souligner comment la communauté chinoise avec ses formes spécifiques d'organisation sociale, économique et ses usages de l'espace urbain a contribué à la conservation de la structure socio-morphologique d'origine du quartier, caractérisé par la coprésence et le mélange des lieux de travail et d'habitation. Farina et al. soulignent un certain "niveau de congruence entre d'une part, une configuration matérielle du quartier, consolidée et stable et d'autre part, une population, chinoise, avec une organisation socioéconomique et de l'habitat spécifique. Les différentes typologies historiques, la maison à coursive ou la maison à loyers (...) sont des éléments physiques et morphologiques qui représentent des ressources importantes pour les nouveaux arrivés".

Même si les nouveaux bâtiments de l'après-guerre avaient introduit quelques discontinuités architectoniques et sociales, la permanence des caractéristiques traditionnelles de la forme urbaine a fait du quartier un milieu très vital et articulé, avec un bon mélange de lieux, d'acteurs et d'activités. Pendant toute la période des "Trente glorieuses", le quartier s'est développé en s'appuyant sur la cohabitation et la coprésence de populations et de fonctions différentes: en d'autres termes, il s'est constitué comme un lieu et un fait "urbains" au sens propre.

Au cours des années quatre vingt, l'explosion du marché immobilier et la tertiarisation du centre transforment profondément les quartiers historiques milanais et la ville entière: des dynamiques spéculatives et de valorisation immobilières provoquent l'expulsion des habitants et leur remplacement

dans de nombreux quartiers du centre. Ces processus ont concerné le quartier *Canonica Sarpi* en retard et ne sont devenus visibles qu'à la fin des années quatre vingt. La réévaluation immobilière incite à la requalification d'anciens bâtiments populaires que les sociétés immobilières placent sur le marché comme des immeubles du "vieux Milan", la crise de la production industrielle forme de vastes friches; le système commercial du quartier se transforme et accompagne le renforcement de la voie *Sarpi* comme une rue d'importance citadine.

A la fin des années quatre vingt et au début des années quatre vingt dix, les dimensions et les caractéristiques de la présence chinoise dans le quartier changent: aux ateliers d'artisanat (textile et maroquinerie), s'ajoutent des exercices commerciaux publics (restaurants et bars), des commerces alimentaires, de sacs et le premier import/export de produits chinois (Novak, 2002). A la fin des années quatre vingt dix, on assiste à une accélération du développement commercial du secteur *Canonica Sarpi* et à une transformation de sa structure et de son organisation interne. Plusieurs facteurs favorisent la multiplication et la différenciation des activités chinoises: la crise des petites boutiques de quartier et la nouvelle loi sur le commerce⁵ qui simplifie l'ouverture de petites activités, le renforcement et la stabilisation de l'immigration chinoise à Milan. Enfin, ces dix dernières années, une évolution ultérieure du système commercial dans le quartier a eu lieu avec l'entrée de nouvelles activités gérées par des chinois, principalement focalisées sur le trading en gros du vêtement, des chaussures et de la maroquinerie. Ces activités ont peu à peu remplacé le commerce de détail et les ateliers d'artisanat italiens en payant des pas-de-porte à des prix très élevés pour acquérir des espaces souvent assez mal situés, à des emplacements peu attractifs d'un point de vue commercial. Pour comprendre ces dynamiques, il faut cependant croiser l'histoire des lieux et

5. Le décret D. Lgs. 114/1998 "Riforma della disciplina relativa al settore del commercio, a norma dell'articolo 4, comma 4, della legge 15 marzo 1997, n. 59" (réforme de la discipline relative au secteur commercial, article 4, comma 4, de la loi du 15 mars 1997, n°59) et le décret successif D. Lgs. 223/2006 "Disposizioni urgenti per il rilancio economico e sociale, per il contenimento e la razionalizzazione della spesa pubblica, nonché interventi in materia di entrate e di contrasto all'evasione fiscale" (dispositions urgentes pour la relance économique et sociale, pour contenir et rationaliser les dépenses publiques, et interventions en matière de recettes et de lutte à la fraude fiscale) ont réformé la législation sur le commerce et sur la libre concurrence de notre réglementation.

celle de la population et situer la micro histoire urbaine que nous sommes peu à peu en train de tracer dans le cadre plus vaste des métamorphoses du contexte social et économique, afin d'expliquer et de saisir les relations entre l'évolution du quartier, les acteurs qui le peuplent et l'utilisent, le framing des problèmes et des questions émergentes et les politiques publiques mobilisées et mises en œuvre pour les affronter.

4.2. China (sans) Town: quels rapports entre place et people?

Le quartier *Canonica Sarpi* est resté pendant plusieurs années le principal, presque exclusif, secteur d'accueil de la population chinoise à Milan. La permanence de cette forte concentration spatiale s'explique par les besoins de proximité de l'économie ethnique et informelle, en plus de l'enracinement de liens de solidarité entre *tongxiang* (individus issus de la même région) au niveau du quartier. Il faut dire que la présence chinoise a toutefois été très limitée jusqu'au milieu des années quatre vingt, se stabilisant à une hauteur d'environ 500 résidents, dont la majorité était à une étape avancée de leur carrière migratoire, certains étant même en Italie depuis trois ou quatre générations, comme dans le cas de la minorité des *lao huaqiao*, les "vieux citoyens chinois à l'étranger" qui se sont installés à Milan dans les années vingt (Cologna et Mancini, 2000). C'est seulement au cours des années qui suivent l'ouverture des frontières de la République Populaire de Chine, que le flux migratoire vers l'Italie s'est accru numériquement, aussi grâce aux conditions relativement favorables à l'insertion en Italie, ce pays devenant alors, une destination privilégiée de l'immigration étrangère. En 1995, juste après la promulgation du décret-loi sur l'immigration, on enregistre un pic des arrivées de citoyens chinois provenant principalement d'autres pays européens et se rendant en Italie dans l'espoir de sortir de la clandestinité. Les rapprochements familiaux, les taux de croissance naturels et les flux de nouvelle immigration expliquent des taux de croissance élevés: en sept ans, de 1999 à 2006, la population immigrée chinoise de Milan a presque doublé, passant de 7.494 résidents en 1999 à 13.095 en 2006. Selon les estimations actuelles, la communauté compte aujourd'hui entre 18.000 et 20.000 personnes⁶.

A partir du début des années quatre vingt dix, le quartier *Canonica Sarpi* n'accueille plus qu'un tiers des chinois résidant à Milan, désormais relativement distribués sur le territoire, en particulier dans les zones périphériques de la ville, au nord de la gare centrale, boulevard *Monza*, boulevard *Padova* ou bien dans le secteur *Certosa*. Un des principaux vecteurs de cette dispersion sur le territoire citadin a été la recherche d'habitations et d'ateliers à des coûts accessibles pour l'entreprenariat de subsistance qui caractérisent souvent la première insertion des immigrants chinois (Novak, 2002).

Aujourd'hui le quartier *Canonica Sarpi* est fermé en fait aux nouveaux arrivants: les logements atteignent des prix au m² beaucoup plus élevés que dans certains quartiers plus extérieurs comme *Bovisa* ou *Affori* (Cologna, 2002b: 29). Par ailleurs, la vocation productive du quartier s'épuise: "les ateliers s'installent avec des difficultés toujours croissantes soit parce que certains processus récents de valorisation immobilière limitent l'offre d'espaces appropriés, soit parce que s'accroît l'intolérance des résidents (...)" (Novak, 2002). Gérer une habitation-atelier dans ce quartier n'est plus rentable: les coûts de location sont trop élevés, la production directe a des marges de gain limitées et il devient plus avantageux d'investir dans des activités plus rentables comme le commerce en détail ou le trading en gros.

Actuellement la population chinoise qui réside dans le quartier ne dépasse pas 8%, face à 92% d'habitants italiens. L'étiquette de "Chinatown" souvent utilisée par la presse et dans le débat politique pour identifier ce secteur de la ville apparaît pour le moins discutable ou même, complètement inexacte. L'installation de la communauté chinoise a en effet des caractéristiques différentes des traditionnelles Chinatown du monde. La définition de "Chinatown" implique en effet la prédominance numérique de la population chinoise dans un quartier déterminé, son autonomie élevée et sa forte séparation de la société d'accueil. Ce modèle fait penser aux grands quartiers chinois où non seulement toutes les boutiques et leurs clients mais aussi, la majorité de leurs habitants, sont chinois.

6. Approximation basée sur les données fournies par le Bureau des statistiques et de l'Etat civil de la municipalité de Milan. Le Ministère de l'Intérieur estime que les irrégularités atteignent au maximum 33% auprès des immigrants chinois, cf. Ministero dell'Interno 1998.

Au contraire, la plupart des chinois qui travaillent dans le secteur Sarpi n'y habitent pas, et désormais le quartier n'accueille ni la majorité absolue, ni la majorité relative, des résidents chinois de Milan. La fréquentation est très hétérogène et on ne peut certainement pas définir cette partie de ville comme un "ghetto ethnique". Plutôt, comme l'affirme Christian Novak, "les commerçants chinois qui utilisent le quartier, l'habitent peu; tandis que les italiens qui habitent le quartier, l'utilisent peu"⁷. Le rapport entre fonctions, espaces et usages "publics" et "privés" dans ou du quartier, et la tendance à les considérer comme des éléments concurrents (ou bien, comme nous le verrons, qui s'excluent mutuellement) a produit ces dernières années une tension constante, entre place et people, qui a fait l'objet de mesures spécifiques de la part de l'administration publique qu'il est intéressant d'observer, aussi pour une mise en perspective.

4.3. La naissance de la vente en gros chinoise n'est pas (seulement) une question de quartier

Comme nous l'avons vu, à partir des années quatre vingt dix, les flux migratoires provenant de la Chine vers l'Italie augmentent tout comme les flux de marchandises et les importations de produits chinois en Italie et ailleurs. La production artisanale chinoise dans les secteurs textile et de la maroquinerie qui était installée historiquement dans le quartier *Canonica Sarpi* cesse d'être rentable par rapport au commerce en gros et en détail de produits finis importés directement de Chine. Des fabricants chinois installés en Italie se sont souvent transformés en intermédiaires de biens de consommation fabriqués dans leur patrie d'origine et commercialisés en Italie (Bàculo, 2006). Au niveau national, la majorité des entreprises individuelles chinoises⁸ qui se concentraient dans le secteur de la production textile-habillement a pro-

7. Verbatim extrait d'une interview avec Christian Novak, professeur de Analyse urbaine au Politecnico de Milan.

8. L'entreprenariat chinois est le second en nombre en Italie après l'entreprenariat Marocain. En 2005, on comptait 21.743 entreprises individuelles chinoises. La Lombardie est la seconde région italienne, après la Toscane, pour la concentration d'entreprises dont les propriétaires sont chinois (Bàculo, 2006).

gressivement perdu du poids. Une évolution analogue s'est produite dans les secteurs du cuir et du tannage. Parallèlement le pourcentage d'entreprises commerciales chinoises actives a augmenté: de 19,8% en 2000, on est passé à 46,5% en 2005 (ibid.: 14). La quantité de produits provenant de la Chine a progressé au fil des années. Les migrants chinois installés en Italie (et en Europe), en se transformant en importateurs sont devenus le moteur du développement (ultérieur) de leurs régions d'origine. La ville de *Wenzhou* et toute la province du *Zhejiang*, dont provient la majeure partie de la population chinoise de Milan, sont devenus les centres les plus importants de production et d'exportation de la confection, de jeans, de pulls et chaussures, qui constituent en effet les produits de référence du trading en gros du quartier *Canonica Sarpi*. Comme le soutient Báculo (2006), la nouvelle figure professionnelle qui s'affirme parmi les immigrés chinois joue en même temps le "rôle d'entrepreneur en Italie et d'importateur ou de bénéficiaire des importations de la Chine".

Dans ce contexte, la fermeture progressive des petites activités commerciales et artisanales italiennes dans le quartier, pénalisées par l'impact de la grande distribution et par des emplacements dans des voies secondaires par rapport à l'axe du shopping de la rue *Paolo Sarpi*, favorise l'installation de nouvelles activités commerciales chinoises dans des établissements qui ont été relevés et aussi acquis au travers de prêts fiduciaires, très fréquents dans la communauté chinoise entre parents ou personnes d'une même région. À côté des commerces de détail et des services s'adressant autant à la clientèle chinoise qu'à la clientèle italienne, se développent les trading en gros, avec des magasins qui sont un peu plus que de simples points de vente et deviennent des lieux de référence importants pour le monde de la vente ambulante, italienne et étrangère (Cologna, 2002b).

Pour comprendre et analyser l'expansion du commerce chinois en gros dans le quartier *Canonica Sarpi*, il faut aussi tenir compte d'un facteur: la loi-cadre 114 de 1998 déjà citée qui, intégrant les orientations de l'ordonnance communautaire pour la défense de la concurrence et de la libre circulation des marchandises et des services, réforme le champ des activités commerciales dans le sens d'une simplification bureaucratique et d'une libéralisation. Cette loi favorable aux entrepreneurs (y compris chinois) désireux d'initier

une activité commerciale leur a ouvert de nouvelles opportunités. En particulier l'article. 3 du décret introduit d'importantes dispositions sur les conditions pour l'ouverture d'un commerce, les distances minimums entre activités commerciales, la liberté d'assortiment de marchandises, les quotas de marché régional, en encourageant la liberté d'entreprise et la concurrence. La Région Lombardie, en traduisant la norme nationale avait à sa disposition, avec la loi régionale 14 de 1999 et le plan d'urbanisme, des outils qui auraient pu permettre de distribuer les différents types d'activités commerciales dans les aires urbaines mais qui n'ont pas été utilisés comme il se doit. Le décret législatif précisait en effet que les régions devaient définir les orientations générales pour l'aménagement des activités commerciales et poursuivre, entre autres, les objectifs suivants:

- rendre acceptable l'impact territorial et environnemental des établissements commerciaux en faisant particulièrement attention à certains aspects comme la mobilité, la circulation et la pollution et valoriser la fonction commerciale en vue d'une requalification du tissu urbain (...);
- sauvegarder et requalifier les centres historiques, aussi par le maintien de leurs caractéristiques morphologiques et par le respect des obligations relatives à la protection du patrimoine artistique et de l'environnement (...).

Bien que le législateur préconise l'adéquation des outils urbanistiques généraux et opérationnels et des règlements de police aux dispositions nationale sur la libéralisation du commerce, ni la Région Lombardie, ni la Municipalité de Milan n'ont travaillé à la mise en oeuvre d'outils de programmation en mesure de réguler et de conjuguer liberté du commerce et planification de l'espace urbain, dans le respect de critères de qualité sociale.

Comme nous le verrons, c'est aussi en raison d'un mode de gouvernement que nous définirons plus loin comme "minimum", que des problèmes et des questions difficiles à résoudre se sont précipités et accumulés sur le quartier Canonica Sarpi dont l'ampleur et la complexité ont augmenté en raison de l'inadéquation des outils opérationnels clairement réducteurs.

La régulation ratée du secteur commercial n'est cependant pas à attribuer

à une incapacité administrative. Elle correspond plutôt à un dessein politique de déréglementation néo-libéraliste des administrateurs locaux, convaincus de la nécessité d'un re-dimensionnement drastique de la présence publique dans la régulation des activités économiques et sociales. L'idée de réduire au minimum le rôle de gouvernement et les fonctions publiques en faveur de l'auto organisation opérée par le marché comme principal (unique?) mécanisme régulateur, la prépondérance de la dimension privée sur la dimension publique, sont en effet au centre du programme politique des forces de centre-droit. Un des éléments les plus intéressants à souligner à nos fins est que l'absence de régulation (ou plus exactement la "déréglementation") a produit - en partie et sûrement accru, le sentiment d'insécurité chez les citoyens, en justifiant et en légitimant des interventions instrumentales (et instrumentalisées à des fins électorales) pour garantir et défendre l'ordre, le décorum et la "sécurité" des résidents italiens.

Organisation, caractéristiques et dimensions du commerce chinois dans le quartier⁹

Après la présentation de quelques clefs d'interprétation de l'évolution du commerce chinois en Italie ces dernières années, nous préciserons maintenant les spécificités du phénomène dans le quartier *Canonica Sarpi*, en en décrivant précisément et en détail les dimensions, les caractéristiques et les spécificités locales. L'hypothèse que nous avons ici retenu est que le quartier représente un miroir et un lieu de cristallisation de changements plus vastes, nous cherchons cependant et en même temps à raconter une micro histoire inscrite dans des limites physiques bien précises; dans ces pages, nous focaliserons notre attention sur ce territoire, en décrivant les lieux, les acteurs, les *frames* et les politiques en action, alors qu'ils participent à la construction d'un discours, d'une perspective et d'un récit sur la ville.

Se promener rue *Paolo Sarpi*, la *main street* du quartier, ne donne pas l'impression de se trouver à l'intérieur d'un quartier exclusivement chinois.

9. Relevé réalisé par Lidia Manzo de janvier à février 2009 des exercices commerciaux présents dans les voies qui constituent les prolongements naturels de la rue *Sarpi* (Manzo, 2009).

Au début de la rue; les commerces sont presque tous italiens puis les boutiques chinoises deviennent progressivement plus nombreuses: librairies, magasins d'électroniques, alimentaires, joailliers, coiffeurs; agences de voyage, immobilières, photographes, mais surtout des boutiques de vêtements, de chaussures et de frivolités. Rue *Paolo Sarpi*, presque toutes les boutiques sont des magasins de détail, tandis que le *trading* en gros se sont installés au contraire dans les voies de traverse. L'inventaire des activités commerciales du quartier montre un équilibre substantiel entre boutiques italiennes et chinoises dans le commerce de détail et au contraire, une prépondérance italienne, dans le domaine des services, tandis que la gestion des établissements qui opèrent en gros est complètement chinoise.

Le système commercial du quartier tend progressivement à une spécialisation fonctionnelle de certaines voies plus que d'autres. Le long de la rue *Sarpi* se sont établies des activités de représentation, des restaurants beaucoup utilisés pour des repas de mariage ou d'affaires, des boutiques de maroquinerie, d'orfèvrerie; les rues arrières, *Rosmini*, *Bruno* et *Giusti*, grâce à la présence de salles de jeux, de bars, de restaurants, de phone shop, de supermarchés sont devenus des lieux de sociabilité et de rencontres. Rue *Messina* est en train de naître un petit pôle culturel avec l'ouverture de librairies, de bars; de clubs et

		Italiens	Chinois	Total
Magasins de détail	nbre.	151	154	305
	%	49,51%	50,49%	
Services	nbre.	128	87	215
	%	59,53%	40,47%	
Gros	nbre.	0	202	202
	%	0%	100%	

Tableau des exercices commerciaux italiens et chinois dans le quartier Canonica Sarpi.

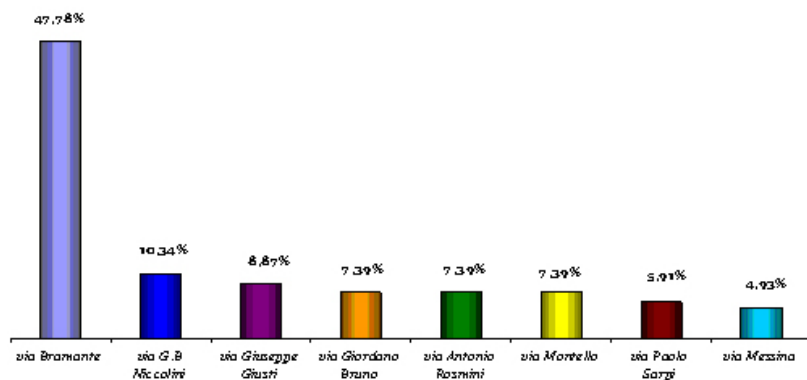
d'associations, tandis que rue Bramante et dans certaines rues transversales comme les rues *Niccolini* et *Montello*, se sont installés des grossistes de vêtements (Novak, 2002).

Les grossistes représentent globalement 45,60% de la totalité des établissements gérés par des chinois du quartier *Canonica Sarpi*. Le tableau 2 et le graphique 1 mettent en évidence les rues à plus forte concentration de grossistes et montrent le primat de la rue *Bramante* où se concentrent 97 boutiques de trading en gros et en détail d'habillement.

Historiquement, la traversée difficile et la médiocre visibilité de la rue

Rues de grande concentration	Rue Bramante	Rue G.B. Niccolini	Rue Giuseppe Giusti	Rue Giordano Bruno	Rue Antonio Rosmini	Rue Montello	Rue Paolo Sarpi	Rue Messina	total
Grossiste vêtements	35	2	-	-	1	13	4	-	55
Grossiste /détail vêtements	62	4	6	2	-	-	2	1	77
Grossiste /détail bazar, bijoux de fantaisie	-	12	-	11	5	-	-	4	32
Grossiste /détail sacs, maroquinerie	-	-	10	2	7	-	-	-	19
Grossiste bazar	-	1	-	-	-	1	-	-	2
Grossiste /détail chaussures	-	1	2	-	-	-	-	-	3
Grossiste autre	-	1	-	-	1	1	-	-	3
Grossiste /détail jouets	-	-	-	-	1	-	6	5	12
TOTAL	97	21	18	15	15	15	12	10	203
Valori %	47,78%	10,34%	8,87%	7,39%	7,39%	7,39%	5,91%	4,93%	100,00%

Répartition par catégories de marchandises du trading chinois dans le quartier Canonica Sarpi.



Détail sur la répartition en pourcentage du trading chinois dans le quartier Canonica Sarpi.

Bramante (une voie à l'étréit entre les rails du tram; avec une circulation à double sens limitée et bordée de deux trottoirs étroits) avaient rendu problématique l'installation d'activités commerciales. C'est précisément ici, et dans d'autres voies du quartier *Sarpi* (*Niccolini*, *Giusti*, *Bruno*, *Rosmini*, *Montello*, *Messina*), qu'au cours des années quatre vingt dix, les premiers grossistes chinois ont décidé d'investir. Plus intéressés par les potentialités offertes par l'emplacement stratégique que par l'exposition de vitrines et surtout attirés par la valeur commerciale plus basse que celle de la rue centrale *Paolo Sarpi*, les petits commerçants chinois ont lancé la concentration du commerce en gros dans le quartier. Les entrepreneurs qui se sont installés dans le quartier ont révélé leurs activités des vendeurs italiens, aussi à des prix beaucoup plus élevés que ceux du marché. La crise commençait à toucher une bonne partie des activités artisanales traditionnelles, comme les cordonniers, les tapissiers, les marchands de meuble et ateliers de restaurations, encadreurs, magasins de coiffure, etc. ont cédé des espaces et parfois leurs licences aux nouveaux acheteurs. En profitant de la loi sur la libéralisation du commerce, les entrepreneurs chinois ont peu à peu repris ces boutiques sans avenir. L'installation progressive du trading en gros dans un quartier caractérisé par un maillage viaire plutôt étriqué, étouffée par la circulation privée et les transports publics

(le quartier est traversé par deux lignes de tramway et trois lignes d'autobus) a posé de nouveaux problèmes à ce secteur de la ville, en créant une situation de souffrance objective, perçue et stigmatisée par certains habitants comme insoutenable. La forte concentration des grossistes a gravement congestionné la circulation surtout à cause du chargement et déchargement de fournisseurs et clients contraints d'encombrer une chaussée déjà étroite. La présence du commerce chinois commence à être perçue et de fait – produit un “état de siège” qui contraint le quartier dans des limites physiques inadaptées à soutenir la pression constante dictée par les temporalités d'échanges commerciaux dont la nature et l'importance relèvent désormais d'une échelle résolument plus large que l'échelle locale.

4.4. La protestation des habitants: le gouvernement minimum et le gouvernement au millième

Vivisarpi est une association constituée en 2005 qui regroupe 250 habitants italiens et poursuit l'activité d'un précédent comité de quartier formé au milieu des années quatre vingt dix; elle décrit le contexte global par ses mots:

“(...) l'activité commerciale en gros s'étend inexorablement, insouciant non seulement des normes, des contrôles, des limitations, mais aussi des règles de cohabitation civique les plus élémentaires et traditionnelles entre les habitants et les activités du même quartier. Les espaces communs, les bateaux, les trottoirs, les carrefours, rien n'échappe à l'occupation arrogante qui peu à peu s'empare du quartier. Les agents préposés au contrôle du territoire disparaissent et quand ils sont présents, font semblant de ne pas voir. Les plus faibles, les personnes âgées et les enfants, sont les plus pénalisés. Les boutiques préexistantes sont progressivement affaiblis par cette dégradation et cèdent presque toujours à l'argent facile offert par ceux qui les relèvent pour les exclure d'un flux commercial normal et vital, selon un dessin stratégique bien défini”.

“Des boutiques, des grossistes et les ateliers, tout à fait monothématiques et souvent inadaptés aux caractéristiques du quartier, sont de plus en plus gérées par des

chinois de “la seconde immigration” (sic) et remplacent la diversité commerciale et résidente préexistante, facteurs essentiels de vitalité et d’habitabilité des centres historiques italiens, avec des chariots et des fourgonnettes qui envahissent les trottoirs, les rues et les croisements, des montagnes de cartons et des matériaux d’emballage qui, mis à part le fait de mettre l’AMSA à genoux, conduisent les résidents à l’exaspération. Tout le quartier perçoit la transformation en cours en quartier ethnique, en grand magasin en plein air dont la gestion est complètement chinoise, fermé et réfractaire à tout ce qui entrave son expansion (...)”¹⁰

La question du trading chinois en gros est représentée comme un phénomène d’invasion et d’aliénation: les immigrés chinois seraient en train de prendre possession du quartier, tandis que les résidents italiens ne se sentiraient plus «chez eux» (Cologna, 2002a).

Selon cette interprétation, un processus “d’expropriation identitaire” serait en cours, un framing de la question qui dépasse (et largement) les problèmes réels que génère le commerce en gros, par exemple, les difficultés concrètes expérimentées quotidiennement, dues au chargement et au déchargement dans des voies très étroites qui bloquent fréquemment la circulation. En reprenant l’intitulé du troisième paragraphe, on pourrait dire que la naissance du commerce en gros chinois n’est pas qu’une “question de quartier”, plusieurs organisateurs de la protestation instrumentalisent le problème pour construire un consensus électoral. En particulier la Ligue du Nord (*Lega Nord*)¹¹, présente dans le quartier depuis plus de quinze ans, a organisé des manifestations, des défenses, des retraites aux flambeaux, des pétitions et des interventions au conseil municipal. Matteo Salvini, Chef du groupe de la Ligue du Nord au conseil municipal de Milan et président de la commission Sécurité au *Palazzo Marino* résume ainsi la question: “*quand les nombres sont exagérés, quand une communauté (ndr.) l’emporte aussi*

10. Texte tiré de l’article 2 “L’histoire et les racines” de l’acte constitutif de l’Association Vivisarpi fondée en 2005.

11. La Lega Nord est une fédération de mouvements politiques autonomistes principalement enracinée dans l’Italie septentrionale. Elle se présente comme un sujet politique très populiste et est caractérisée par des positions ouvertement xénophobes et racistes qui se fixent pour objectif la criminalisation des migrants. Aujourd’hui elle fait partie à plein titre de la famille de la Nouvelle Droite Européenne dont elle partage programmes et mots d’ordre.

numériquement, elle risque de vouloir imposer ses règles. Et donc (la situation) s'est aggravée dans le total mépris de toute règle commerciale et de cohabitation civile (...)" . Il faut rappeler que la Ligue agit depuis plusieurs années l'épouvantail de "l'invasion chinoise", en proposant d'introduire des mesures protectionnistes comme les droits de douane pour rendre moins avantageux l'importation de marchandises de la Chine; par ailleurs la lutte à l'immigration (clandestine) a été placée au cœur de son programme électoral et de gouvernement. Au mois d'octobre 1999, une manifestation de protestation est organisée par le quartier à l'occasion de la journée appelée *Crime Day*. Cette journée de mobilisation des commerçants des plus importantes villes italiennes pour dénoncer l'insécurité, est promue et soutenue par les forces de centre-droit et pour la première fois, prend des accents manifestement anti-chinois. En octobre et novembre 2000, le malaise des résidents italiens a culminé avec une série de manifestations de protestation qui ont eu un large écho dans la presse locale et qui sollicitent l'intervention des forces de l'ordre pour rétablir la légalité dans le quartier.

La question du commerce chinois en gros a été rapidement thématifiée par l'opinion publique comme un problème de sécurité urbaine; le registre des interprétations mobilisées de façon récurrente par les promoteurs de la protestation considère l'immigration comme une menace et les immigrés (surtout) clandestins comme des criminels. La représentation du quartier Canonica *Sarpi* comme une Chinatown mystérieuse, impénétrable et dangereuse dans ce contexte devient un stéréotype et déploie tout son pouvoir performatif (Manzo, 2009). Une enquête sur la cohabitation entre italiens et chinois dans le quartier commandée en 2001 par le bureau des étrangers de la Municipalité de Milan révèle que parmi les mesures le plus souvent invoquées par les commerçants et les résidents figure la demande, générale, de renforcer la présence des forces de l'ordre dans le quartier et celle, plus précise, adressée à la police municipale de sanctionner les infractions au code de la route mais aussi les comportements qui portent atteinte à la propreté, à la tranquillité et au décorum, en surveillant en permanence le quartier.

Ainsi en hommage au théorème de Thomas selon lequel "*si les hommes définissent réelles des situations, ces dernières seront réelles dans leurs conséquences*": dans un premier temps, les interventions réclamées des forces

de l'ordre auront lieu puis dans un second temps, le nombre des contrôles de police, loin de rassurer, va amplifier l'impression de danger. Les contrôles constants des commerçants chinois souvent "spectaculaires" finissent par alarmer et accroître le sentiment d'insécurité des résidents, en renforçant les lieux communs, la méfiance et les soupçons.

Les résidents organisés de l'association *Vivisarpi*, ne se contentent pas de réclamer des interventions sécuritaires et commencent à exercer une pression continue sur les forces de gouvernement de la ville pour une décentralisation progressive du commerce en gros en favorisant au contraire, l'intégration de nouvelles activités artisanales et en interdisant l'expulsion des détaillants. Des contrôles sur le territoire par les organismes compétents sont constamment requis (agents municipaux, forces de police, pompiers, service de la répression des fraudes, service d'Hygiène et de Salubrité publiques) pour le respect des lois et des ordonnances communales qui réglementent les activités commerciales, la circulation, l'arrêt, l'utilisation des trottoirs et le commerce en gros et ambulant.

L'administration communale affecte une vingtaine d'agents de la police municipale au contrôle du commerce chinois dans le quartier, certains dispositifs sont mis en oeuvre pour contrarier l'activité des grossistes: le rétrécissement de la chaussée, des dispositifs pour décourager l'arrêt, la surélévation des trottoirs, la délimitation des horaires et des espaces pour le chargement et le déchargement des marchandises. Le stationnement horaire payant est introduit sur certaines voies et beaucoup de places sont réservées aux résidents munis d'une carte signalant leur lieu de domicile, tandis que la circulation est surveillée et de plus en plus sanctionnée par la police municipale. La circulation des chariots utilisés pour le chargement et déchargement des marchandises devient l'objet de sanctions par la police municipale, les véhicules à "traction humaine" sont arrêtés, le dépassement des hauteurs consenties pour les chargements est mesuré afin de "garantir la sécurité routière", la même chose se produit avec les bicyclettes équipées de porte bagage, utilisées dans le quartier par les "porteurs" pour suppléer aux difficultés rencontrées par les véhicules à moteur. Dans certains cas, le transport piéton de sacs volumineux est empêché. En d'autres termes, l'administration communale gêne l'exercice commercial en sanctionnant systématiquement toutes les activités

nécessaires aux trading chinois.

Le maire Moratti, commentant les interventions prévues dans le quartier, a précisé comment le rétablissement de la légalité devait passer avant tout par le respect du code de la route. Et ceci représentera en effet un levier important pour la régulation des usages et des populations qui n'est pas sans importance. De fait, sous de fausses apparences, une approche "tolérance zéro" s'affirme: "l'idée de fond est l'absolue rigueur dans l'action de répression non seulement des infractions, mais de tous les comportements qui peuvent inquiéter la population et représentés par les soi disantes incivilités, par des comportements indisciplinés à l'égard du code de la route ou, plus simplement, par la présence de figures considérées indésirables par une partie de la population" (Chiesi, 2004).

Le "gouvernement minimum" de l'administration communale, comme nous l'avons vu, a d'abord renoncé à appliquer les normes contenues dans la loi-cadre sur la réforme du commerce; délaissant les instruments de programmation qui auraient permis de mieux distribuer les exercices commerciaux sur le territoire, puis s'est approprié des demandes des résidents et de leur aspiration à un "gouvernement au millième"¹², un régime justement "domestique" et très peu adapté à résoudre les controverses publiques aussi complexes et délicates. La perspective d'un gouvernement minimum se prête bien à accueillir les "intérêts privés" des résidents italiens comme des références électives (mais surtout électorales) auxquelles prêter une attention tout aussi "intéressée". L'administration communale décide de contenter l'association *Vivisarpi* avant tout en thématissant publiquement les problèmes du quartier, en faisant systématiquement référence au cadre interprétatif et au vocabulaire mobilisés par les propriétaires immobiliers, et en second lieu, en mettant à disposition de ces derniers des solutions et des outils d'intervention suggérés par cette perspective et cette disposition "partiales". Dans un certain sens, les administrateurs renoncent à la fonction de médiation entre intérêts opposés

12. Le tableau des millièmes représente les quotas de propriété de la copropriété, exprimés comme rapport entre la valeur de chaque unité et la valeur de l'édifice entier, faite égale à 1000. Le tableau des millièmes est, par conséquent, constitué par un tableau synthétique, dans lequel sont reportés les valeurs proportionnelles relatives à chaque unité immobilière; les valeurs sont relevés soit pour le vote à l'assemblée, soit pour la contribution aux dépenses.

qui devrait caractériser la spécificité du politique et de la dialectique démocratique et agissent au contraire comme un gouvernement “privé” qui acquiert et relance dans la sphère publique des intérêts “de parti” en les légitimant comme des intérêts “généraux”. La confusion entre intérêts privés et publics, la superposition et la complémentarité de “gouvernement au millième” et de “gouvernement minimum”, l’association de la déréglementation (laissez faire) et d’interventions de sécurisation des territoires et des populations, sont différents aspects – seulement apparemment contradictoires – d’une idée néolibérale de la politique.

La conviction d’être persécuté commence à s’affirmer chez les commerçants chinois; les grossistes sont quotidiennement confrontés à de grosses difficultés opérationnelles: *“nous avons ouvert une boutique ici parce qu’ils nous ont permis d’ouvrir et maintenant ils veulent nous chasser non pas de façon explicite... mais par des méthodes assez indirectes, pour employer un euphémisme, désagréables, par des amendes et des contrôles très rigides”*¹³. La communauté chinoise de Sarpi se sent victime d’attitudes discriminatoires, comme un membre de l’association “*Associna seconde generazioni*” (Assochine secondes générations) le déclare dans une interview: *“beaucoup de journaux ont porté l’attention sur un problème de sécurité, le maire adjoint en personne a parlé de sécurité et le maire en personne a parlé de respect des règles là où, au contraire, c’était vraiment les commerçants à être maltraités et d’une certaine façon, discriminés... Les commerçants italiens, par exemple celui qui allait charger et décharger les produit laitiers et devait apporter les produits du fourgon à la boutique, était complètement ignoré par les agents, même s’il utilisait le chariot pour aller se promener; tandis que les chinois sont systématiquement bloqués, qu’on leur dressait des amendes, etc.”*

La pression des contrôles alimentera constamment la tension qui explosera en une véritable révolte en avril 2007. Pour la première fois environ deux cents chinois ont réagi violemment à l’égard des dispositions des forces de l’ordre, en manifestant dans la rue, en renversant des automobiles (un fait complètement inouïe pour une communauté habituellement considérée silencieuse et pacifique). Les protestations et les échauffourées successives auraient été pro-

13. Verbatim extrapolé par un interview avec un commerçant chinois.

voquée par un fait isolé, une contravention pour interdiction de stationner infligée à une femme alors qu'elle livrait des marchandises, qui a déclenché la réaction de la communauté chinoise dans le quartier *Canonica Sarpi*, depuis longtemps sous pression à cause des contrôles répétés effectués par les agents de police. A la fin des échauffourées, une centaine de chinois, surtout des jeunes, ont improvisé un cortège rue *Paolo Sarpi* ouvert par une banderole qui dénonçait des "Violences et abus sur la communauté chinoise". Pour conclure la journée, à l'improviste un groupe de personnes a bloqué la circulation rue *Bramante*. Le Consul Général de la République populaire chinoise à Milan a souligné comment cet épisode ne peut pas être considéré fortuit, en référant aux journalistes: "*Il y a des mois que nous sommes soumis à une forte pression, je veux savoir qui s'est trompé; je suis là pour comprendre et protéger les intérêts légaux des commerçants chinois qui payent leurs impôts et sont en règle*"¹⁴.

La question du trading en gros a provoqué à un incident diplomatique et, même les quotidiens chinois suivent discrètement les événements.

Une table des négociations s'est ouverte les mois suivants où siègent l'administration avec les différentes parties concernées (les représentants des résidents du quartier, des commerçants et de la communauté chinoise de Milan) pour discuter de la délocalisation du commerce en gros. Les parties n'arrivent pas à trouver un accord global sur le terrain où établir la plateforme logistique du trading chinois de Milan. Trois solutions sont proposées pour le transfert des boutiques en gros: un secteur localisé dans la commune de Arte, dans l'arrière pays milanais (environ à 15 Km au nord du quartier), le quartier *Gratosoglio* (environ à 12 Km du quartier dans la banlieue sud de Milan), la Commune de *Lachiarella* (environ à 25 Km au sud). Des divergences sur la disposition, les dimensions et les modalités du transfert dans les secteurs désignés divisent les interlocuteurs. La municipalité de Milan décide donc de poursuivre une politique d'obstacles: le conseil municipal approuve la création en des temps rapides d'une *Zona a Traffico Limitato* (ZTL- Zone à Trafic Limité) dans le secteur.

Réguler le trafic: la ZTL et la politique de l'obstacle

14. Déclaration tirée de l'article "Guerre de rue entre chinois et forces de l'ordre" paru sur le Corriere delle Sera du 13 avril 2007 et consultable à l'adresse internet suivante du web: http://milano.corriere.it/cronache/articoli/2007/04_Aprile/12/cinesi_sarpi_vigili.shtml

“Et là ils te détruisent, là ça veut dire que l'économie italienne... sous peu, ils vont nous cloner, avec la différence que, quand ils nous clonent, ça coûte la moitié, tu comprends? Et comment on fait pour leur faire la guerre... et nous, nous sommes destinés à être submergés par eux, si on ne trouve pas une solution quelconque”¹⁵. (Riccardo De Corato, Maire adjoint et Adjoint à la sécurité de la municipalité de Milan)

A partir du 17 novembre 2008, l'administration municipale transforme la rue *Paolo Sarpi* en *ZTL* (Zone à Trafic Limité) seulement ouverte à la circulation automobile des résidents circonscrite toutefois au propre “milieu d'appartenance”; cette mesure qui figure parmi les plus restrictives de la ville exclut de la circulation les taxis, les cyclomoteurs et les motos et limite le créneau horaire pendant lequel le transport de marchandises est autorisé. La principale artère commerciale du quartier a été concernée par les interventions nécessaires sur la voie pour réduire la chaussée, dans l'attente d'une future réalisation d'une véritable zone piétonne. Pour garantir ces mesures, des cameras de surveillance ont été placées dans tout le secteur pour contrôler la circulation. Pour comprendre les objectifs poursuivis par ces mesures, on peut examiner le texte de la délibération qui l'institue:

La circulation à l'intérieur de la *ZTL* est autorisée exclusivement:

- aux voitures des résidents et domiciliés, de façon limitée au propre sous secteur d'appartenance;
- aux voitures consacrées au transport de marchandises dans les créneaux horaires, qui seront définis à l'intérieur des tranches horaires 10h00 – 14h00 (jusqu'à 16h 00 pour le transport de marchandises destinées aux exercices publics et/ou aux commerces qui vendent des produits alimentaires) et de 19h30 – à 7h30, toujours dans le respect des exigences des boutiques existantes et sans créer des obstacles à la mobilité et à la circulation (article 140 du code de la route).

En dehors des créneaux horaires autorisés, la circulation et l'arrêt de tout véhicule commercial, le transport, le chargement et le déchargement des

15. Verbatim extrapolé par une interview.

marchandises, sont interdits, même celui des chariots conduits à la main ou de toute autre façon. Le non respect de cette interdiction et la présence de chariots ou de véhicules à bras, que ce soit sur la chaussée ou sur les trottoirs sera sanctionné aux sens du code de la route et du Règlement de Police Urbaine.

Par ailleurs, l'installation du chargement sur des véhicules sur des chariots doit aussi s'effectuer dans le respect du code de la route et du Règlement relatif, de façon à éviter la chute ou la dispersion de ce même chargement, à assurer la visibilité au conducteur et aux autres usagers et sur les trottoirs, la compatibilité avec le passage des piétons handicapés et de poussettes, à cette fin l'encombrement du chargement devra laisser un passage sur le trottoir d'au moins 90 centimètres de large. L'arrêt dans les simples ZTL ne sera consenti qu'aux résidents, dans des espaces délimités et seulement dans certaines rues: rue *Albertini*, rue *Signorelli*, rue *Messina*. Le contrôle du respect des règles sera garanti par les caméras situées à chaque entrée des cinq secteurs.

Les propos du maire adjoint De Corato exprime encore plus clairement cette stratégie d'obstacles au commerce chinois dans le quartier: *"Nous avons tenté de les convaincre pendant un an sans devoir recourir à la ZTL, à la zone piétonne ... mais il n'y a rien eu à faire; ils pensaient toujours être plus malins que les italiens, c'est un peu la mentalité chinoise, même si nous sommes italiens et peut-être moins futés qu'eux, on savait déjà depuis un an, cependant on a du essayer pour éviter que l'on puisse imaginer qu'on faisait ça pour faire la guerre aux chinois"*¹⁶. Même Matteo Salvini, chef de groupe de la Ligue de Nord au conseil municipal de Milan et Président de la Commission Sécurité du Palazzo Marino, ne fait pas mystère de la finalité réelle de ces mesures de restriction du trafic: *"Il ne peut pas y avoir de fourgons, fourgonnettes, camions et camionnettes qui entrent charger et décharger donc la ZTL; la ZTL est un premier pas vers la reconquête des détaillants et des citadins de leurs quartiers"*¹⁷.

Les derniers doutes du maire adjoint De Corato se sont aussi dissipés; il explique comment l'administration a pris des mesures pour la fermeture de la rue Sarpi, toujours convaincu que les chinois auraient commencé à se

16. Verbatim extrait d'une interview.

17. Idem.

déplacer parce qu' "ils ne peuvent pas rester (...). Maintenant rue Sarpi, il y a un secteur piétonnier et ils n'ont pas compris que ce petit passage, ce n'est pas qu'ils ne l'aient pas compris puisque si nous l'avons compris vous et moi ... hé ! hé ! ça veut dire qu'ils l'ont bien compris eux aussi! Quel est le but du secteur piétonnier? Celui de chasser le commerce en gros. Pourquoi l'avons nous fait ici? Ce n'est pas parce qu'on veut améliorer la qualité de l'air de la rue Paolo Sarpi, mais parce qu'on veut les chasser."¹⁸

Ce processus de transformation urbaine est donc une tentative déclarée d'expulsion du quartier des commerçants chinois qui gèrent des activités en gros. Le même maire adjoint dans une conférence de presse du 8 mai 2009 au terme de la réunion de la table des négociations techniques sur la ZTL¹⁹ dresse un premier bilan du projet de "mise en sécurité" et de "requalification" du quartier:

"L'opération de la ZTL- zone piétonne est un grande opportunité pour la requalification du quartier. Elle a amélioré aussi la sécurité du secteur. Sécurité qui d'ailleurs n'a jamais fait défaut grâce à l'incessante activité de la Police locale. Depuis novembre 2008 (date de l'introduction de la ZTL, ndr.) jusqu'aujourd'hui les agents qui n'ont jamais baissé la garde, ont infligé 431 amendes pour les chargements et déchargements et 13056 pour violation du code de la route. Ils ont sanctionné 150 sujets pour la circulation des chariots et effectué 23 saisies de marchandises. Il ont par ailleurs contrôlé 3 123 personnes: 54 ont été fichées, 33 accompagnées à la Préfecture de police, 29 dénoncées et 8 arrêtées. Une action intense qui accompagne les nombreux blitz de la Police locale en défense de la légalité à Sarpi: au cours de cette seule année on compte 35 interventions pour contrefaçons, dortoirs de clandestins, maisons de passe, tripots, faux cabinets de consultation médicale. Sept appartements ont été saisis. Sans oublier les nombreuses violations du règlement sanitaire dans les exercices commerciaux. Il suffit de penser que le noyau de Protection du Consommateur de la Police Municipale a effectué 115 contrôles des activités commerciales de Chinatown en 2008, (entre les

18. Idem.

19. Les Adjointes Edoardo Croci (Mobilité, Transports et Environnement), Maurizio Cadeo (Aménagement, Decorum urbain et Espaces Verts) et Bruno Simini (Travaux Publics), en plus des représentants des associations de résidents et des commerçants du quartier et des Conseils de Zone 1 e 8 on pris part à la table des négociations techniques présidée par le Maire adjoint et l'Adjoint à la sécurité Riccardo De Corato.

restaurants, les supermarchés, les boucheries et les bars), constaté 150 violations des normes et règlements, dont 90 relatives à la sécurité sanitaire²⁰.

L'Adjoint à la Mobilité, Edoardo Croci, relate par ailleurs une diminution de 65% du trafic dans la ZTL et *“une augmentation de quelques centaines de véhicules par jour dans les zones limitrophes”*. Le nombre de véhicules rue Paolo Sarpi est passé de 7.525 à 2.613 véhicules/jour, tandis que la baisse du transport de marchandises a été de 55,3%, passant de 1.240 à 554 véhicules/jour. Mais, comme nous le verrons, le bilan de la ZTL apparaît plus controversé dans les propos des commerçants italiens et chinois de l'ALES (*Associazione Liberi Esercenti Sarpi* - Association des commerçants Sarpi), et aussi des résidents italiens de l'association Vivisarpi qui dénoncent les limites de l'intervention, même dans la perspective limitée d'un *“gouvernement au millième”*

4.5. De la ville monofonctionnelle: Milan comme résidence ou Milan, capitale du travail?

“Comme ça, l'île ne fonctionne pas. Elle n'apporte pas de clients, elle apporte seulement des inconvénients. C'est une farce ! Et comment ! La semaine prochaine nous nous réunirons en assemblée. Nous étudierons les mobilisations, les manifestations. Nous demandons au maire de nous aider: que Letizia Moratti remette en question ces dispositions”. Giorgio Montingelli, délégué territorial pour l'Union du commerce (*l'Unione del commercio*)²¹.

“Pas de bus, pas de taxi, pas de voiture et pas de commerce. Pourquoi ne pas construire un mur 'intérieur?’” Voici ce que déclarait un placard affiché par les commerçants de l'ALES rue Sarpi au moment des fêtes de Noël de 2008, environ

20. Déclaration extraite d'un communiqué du Service de Presse de la Municipalité de Milan du 8 mai 2009. http://www.comune.milano.it/portale/wps/portal/CDM?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/wps/wcm/connect/contentlibrary/Giornale/Giornale/Sala+Stampa/.

21. L'Unione del Commercio (L' Union du Commerce), constituée en 1945, est l'organisation qui représente et coordonne tous les opérateurs actifs dans le secteur du commerce, du tourisme, des services et des professions, présentes à Milan et en Province.

un mois après l'introduction de la ZTL.

L'ALES réunit plus de cent quatre vingt commerçants de la zone *Sarpi*, dont la moitié sont des négociants chinois, qui partagent le même objectif de développement commercial du quartier. Un commerçant "historique" résume le point de vue de l'association sur la ZTL et la question du commerce chinois: *"ici, dans cette rue, il y avait douze bouchers et chacun de nous cherchait à faire au mieux: en se différenciant comme qualité, comme produit, comme prix. Eux (les chinois, ndr.) font la même chose avec d'autres types de produits, mais dans le même esprit et on voit pas pourquoi ne pas les encourager. Cette rue peut devenir un marché économique, mais elle ne peut pas le devenir si nous la fermons à nos clients, sans offrir de parkings, sans rien donner"*²².

Selon Antonella Ceccagno *"il faut souligner une chose certaine: qu'il est difficile de penser que les intérêts de la communauté chinoise sont complètement disjoints de ceux de la communauté italienne"*²³. Mais il faut distinguer, parmi les italiens, au moins trois groupes d'intérêt différents: les commerçants, les résidents et les city users.

Les commerçants se sentent brimés, ils déclarent qu'ils protesteront contre les mesures introduites par la ZTL. Notamment, les détaillants italiens (et chinois), dénoncent le grave dommage économique dû à la fermeture de la rue à la circulation automobile des non résidents: *"en ce moment commente un commerçant, cela nuit à notre travail, au point que le commerce de proximité, auquel on fait tant de publicité pourrait aller se faire voir"*. L'ALES dénonce un abus de l'administration communale: forcément obligés de choisir entre piétonisation et ZTL, les commerçants ont demandé la réalisation de la zone piétonne, en espérant un démarrage immédiat des travaux, pour réduire au minimum la contraction des ventes. La commune a opté pour l'introduction transitoire de la ZTL, tandis que les temps de démarrage (et de réalisation) du projet de requalification qui portera à la complète piétonisation de la rue ne sont pas certains, bien que la commune se soit engagée à commencer les travaux à l'automne 2009. Les commerçants critiquent le choix, en allant au fond du

23. Extrait d'une interview à Antonella Ceccagno, professeur de langue et littérature chinoises à l'Université de Bologne. L'interview de Nicola Grigion pour le projet *Progetto Melting Pot Europa* peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.meltingpot.org/articolo10385.html>.

22. Verbatim extrait d'une interview.

problème: “pourquoi faut-il partir, pourquoi les chinois ne partent pas. C’est toute l’absurdité de ce discours. Quand on commence en faisant quelque chose de négatif à quelqu’un d’autre, on ne fera jamais rien de positif, par principe. Dire *“qu’ils doivent s’en aller” est une complète erreur, c’est anti-humain*”²⁴.

Remo Vaccaro, président de l’ALES, est très clair: *“les résidents pensent avoir obtenu un avantage, en pouvant se garer dans la rue sans payer et nous, les commerçants, nous n’avons même pas l’autorisation de pouvoir charger et décharger, nous qui travaillons du matin au soir”*. Maintenant que la circulation est interdite, les opérations de chargement et déchargement sont devenues fatigantes pour les commerçants: *Paolo Sarpi* est une rue d’un kilomètre, étroite et longue, sans métro, où le parcours de l’autobus a été dévié et la fréquence du tramway est considérée insuffisante.

L’opposition entre commerçants et résidents, et donc entre fonction commerciale et d’habitation dans le - ou du - quartier, interroge la mixité de l’espace, c’est-à-dire la trame fine selon laquelle les populations et les fonctions se mélangent à l’intérieur du quartier. Un commerçant interrogé pose la question en ces termes: *“nous nous adressons à Milan comme capitale du travail ou à Milan comme habitat? Parce qu’à Messieurs les Résidents qui veulent habiter avec les espaces verts, il leur convient d’aller habiter dans une autre ville ou tout au moins à la campagne et d’éviter une ville comme celle-ci où l’on travaille du matin au soir et où ceux qui aiment leur travail, le font très volontiers”*.

L’ALES ne se contente pas de mettre en cause l’action de la municipalité, elle propose une véritable alternative pour le développement du quartier. Depuis quelque temps, elle porte un projet dans lequel se sont engagés les boutiques historiques; leur transformation est en cours, elles pointent toujours plus la qualité et se proposent de travailler avec les détaillants chinois en visant un même objectif. La politique des commerçants de *Sarpi* s’inscrit dans une double perspective: d’une part, elle tend à valoriser les caractéristiques historiques des boutiques italiennes, d’autre part elle évolue vers un commerce ethnique-chic pour les détaillants chinois:

“Avec d’autres commerçants l’an dernier et au début de cette année, nous avons commencé ... non pas des cours, mais... à accompagner certains pro-

24. Verbatim extrait d’une interview à un commerçant.

priétaires chinois pour leur montrer comment leurs boutiques pourraient être transformés. Une chose mieux présentée est sans aucun doute aussi mieux mise en valeur”.

Cette position qui rassemble les commerçants italiens et chinois, tout au moins dans la défense d’un intérêt commun, a provoqué la scission d’une trentaine de commerçants de l’ALES regroupés dans l’Association “*Sarpi doc*”²⁵ qui, quant à elle, se propose de défendre avec l’association des résidents, les intérêts “italiens” du quartier. L’association Vivisarpi accueille favorablement les mesures introduites par la ZTL, mais critique que l’objectif d’un transfert des activités chinoises ne soit pas complètement atteint:

*“Par ailleurs, le problème de l’emplacement du commerce en gros reste irrésolu: l’institution expérimentale de la ZTL (...) n’a déterminé que très peu de transferts de grossistes vers Lacchiarella, en aggravant au contraire le désordre et la dégradation des rues alentours où ont conflué le chargement et le déchargement de la rue Sarpi, s’ajoutant aux activités qui existaient déjà auparavant (...)”*²⁶.

Et l’association appelle à de nouvelles interventions de l’administration, en sollicitant une délibération communale qui interdirait l’exercice du commerce en gros dans les centres historiques, sans considérer que toutes les activités de trading ont été lancées régulièrement:

“(…) (la) loi pour la réorganisation du commerce en gros (...) aurait pu résoudre de façon définitive le problème de notre quartier. Trois ans après, non seulement aucune loi régionale n’a été approuvée mais même le texte préparatoire du projet de loi (PdL) dont nous avons entendu parlé, s’est perdu entre les mille diatribes des différents intérêts en jeu (y compris, comme nous avons aussi de bonnes raisons de croire, ceux de l’entreprenariat chinois), de sorte que jusqu’aujourd’hui, elle n’a même pas été présentée au conseil régional. Et pourtant, si elle le veut, l’administration communale peut déjà, immédiatement, à travers une simple délibération d’abord des adjoints puis

25. “Doc” est l’acronyme de “dénomination d’origine contrôlée”, une marque utilisée pour désigner un produit de qualité et renommé.

26. Associazione Vivisarpi, document du 14 juillet 2009 consultable à l’adresse web: <http://www.vivisarpi.it/>

du conseil municipal, anticiper les contenus relatifs à la volonté du Maire d'interdire l'exercice des activités en gros dans les centres historiques et dans les quartiers dont les caractéristiques morphologiques et résidentielles ne le permettent pas; une délibération qui deviendrait un engagement à intégrer dans le PGT et dans le plan communal du Commerce et une référence pour la Région Lombardie, si celle-ci se lançait sérieusement dans l'élaboration d'une propre normative en ce sens (...)". Associazione Vivisarpi, document du 6 mai 2009.

Selon le représentant des commerçants chinois Angelo Ou: "Parmi les grossistes, pas plus de 50 ont décidé de quitter le secteur, et parmi ces derniers, vingt se sont transférés à Lacchiarella. Les 300 autres pensent rester sur le territoire, en transformant leurs activités en commerces de détail: bars, brasseries, restaurants, boutiques de vêtement et de bibelots, salons de coiffure. Si rue Sarpi devient une rue Dante en petit, la vente au détail nous intéresse"²⁷.

Dés les derniers mois de l'année 2007, commence le processus de reconversion du gros de la rue Sarpi et de nombreux négociants chinois choisissent de reconvertir leur activité en commerce de détail.

Certains grossistes chinois de Milan et d'autres parties d'Italie, ont au contraire décidé de délocaliser le trading à Lachiarella, près du Centre pour le Commerce International "Il Girasole". "Ingrosso 1" est une plateforme logistique qui réunit cent entreprises chinoises provenant principalement de Paolo Sarpi mais aussi de Prato, Naples et Turin. Un groupe d'entrepreneurs chinois a acquis et restructuré un terrain de vingt mille mètres carrés afin de promouvoir la délocalisation de Paolo Sarpi à Lacchiarella. La Commune de Milan n'a pas soutenu l'opération que les commerçants ont complètement géré toute l'opération de façon autonome. Les commerçants qui, de Sarpi se sont transférés à Lacchiarella l'ont fait pour obtenir de meilleures conditions pour la pratique quotidienne de leur activité: "trop de limites, trop d'interdictions, se transférer est devenu une obligation!"²⁸. Les entrepreneurs chinois de Lacchiarella proviennent précisément de Sarpi et parmi eux, beaucoup conservent

27. Déclaration citée in : "Milano/Chinatown, sulla Ztl il Comune non torna indietro. Botta e risposta con i cinesi" (Milan Chinatown, sur la ZTL la municipalité ne fait pas marche arrière. Du tac au tac avec les chinois) Affari Italiani, 2 février 2009.

encore un point de vente dans le quartier: ils ont baissé leur rideau de fer en attendant de prendre une décision sur le futur.

4.6. Le futur (incertain) du quartier

Dans ce dernier paragraphe, nous jetons un rapide regard sur les hypothèses de requalification du quartier qui ont été discutées ces derniers mois. Ce qui est certain, c'est que l'actuelle ZTL devrait être transformée en une véritable zone piétonne avec un chantier qui durera vingt deux mois et concernera la rue *Paolo Sarpi* et une partie de la rue *Albertini*. L'intervention comprendra un investissement de 5,5 millions d'euros. L'opération de requalification devrait conduire à la création d'un axe commercial surtout à usage piétonnier avec la formation d'une voie au même plan, sans dénivelés l'espace de transit véhiculaire autorisé et des trottoirs piétonniers; il prévoira des éléments d'aménagement urbain pour dissuader l'accès motorisé comme des bornes, des chasse-roues, de nouveaux arbres et des bandes vertes²⁹.

Le projet de piétonisation est par ailleurs à la base d'une proposition présentée par la municipalité de Milan à la Région le 15 janvier 2009 pour obtenir un financement ultérieur de 1,7 million d'euros sur appel à projets pour la promotion de "Districts du Commerce"³⁰. Cette initiative régionale alloue des financements spécifiques aux terrains où sont présentés des "systèmes commerciaux" pour lesquels des "sujets publics et privés proposent des interventions de gestion intégrée dans l'intérêt commun du développement social, culturel et économique et de la valorisation de l'environnement du contexte urbain et territorial de référence". L'objectif est celui de développer la compétitivité des commerces de détail et des établissements publics pour en faire des "moteurs de développement" et des éléments de cohésion et de reconnaissance pour les collectivités territoriales. L'appel à projets considère le développement commercial comme un levier important pour revitaliser les contextes urbains:

28. Verbatim extrait d'une interview avec un grossiste chinois.

29. En annexe on été reproduits des rendering du projet.

30. Délibération du conseil de la Région Lombardie du 24 Juillet 2008 n. 8/7730 "Piano Triennale degli interventi 2008-2010 sul commercio".

“La distribution commerciale en détail, la restauration et l’administration d’aliments et de boissons sont des activités qui existent depuis toujours dans les lieux urbains, en caractérisent l’identité et constituent un facteur primaire d’organisation des espaces et des rythmes urbains. La tendance rapide à l’externalisation des fonctions commerciales et d’autres fonctions attractives qu’on connait les villes pendant ces dernières décennies, a rendu prioritaires les politiques publiques de soutien de l’attractivité des fonctions commerciales et de divertissement des lieux urbains. A ce sujet, la capacité de contribuer à l’animation, à la qualification du tissu urbain et à entraîner des processus de transformation du bâti et socio économique, propre au domaine commercial apparaît dans toute son importance. La redécouverte de l’offre commerciale comme ressource pour la qualité urbaine est donc aujourd’hui, aussi en Lombardie, un des facteurs plus puissants et novateurs pour repenser les politiques urbaines”, Bollettino Ufficiale Regione Lombardia, 5 juin 2009.

La création d’un *Distretto Urbano del Commercio* (DUC- District Urbain du Commerce) dans le secteur *Sarpi* pourrait potentiellement valoriser les spécificités et la complexité du quartier en considérant la présence commerciale chinoise comme une ressource précieuse à valoriser et non pas comme un problème à neutraliser ou une externalité négative à situer de préférence hors les murs. Les entrepreneurs chinois, pour leur part, sont très intéressés par la reconversion de leurs activités en gros et attendent que le cadre global des interventions prévues dans le quartier devienne plus clair. Même les commerçants de l’ALES qui agissent déjà dans une logique d’un “système commercial” pourraient tirer des bénéfices d’un projet de développement de ce type.

Un second projet devrait passer au contraire intéresser *Porta Tenaglia* et rue *Montello*, à la limite sud est du quartier, à proximité de l’Arena. Dans ce secteur est prévue la réalisation d’un parking très important pour soutenir le système piéton et l’environnement autour de la rue *Paolo Sarpi*. Le projet signé par l’archistar Jacques Herzog devrait requalifier le système de la *Porta* (avec deux péages) et réaliser un parking à étages. L’administration communale serait en discussion avec la maison d’édition Feltrinelli pour décider si situer dans ce milieu une bibliothèque et l’head-quarter de la même maison d’édition. Cette initiative soutenue par l’Adjoint au Développement du Territoire, Carlo Masseroli qui voudrait attirer de jeunes universitaires qui ap-

partiennent à la soi disante “classe créative” et pourraient s’installer dans un quartier ouvert sur les nouvelles possibilités offertes par le secteur piétonnier, comme la movida des boîtes de nuit milanaises l’a déjà montré dans le proche secteur Garibaldi-Brera: “*Nous voulons des créatifs et des jeunes à Milan. On pourrait parler d’une gentrification des jeunes autour des Universités et nous voudrions qu’elle ait lieu. Les jeunes quittent Milan, parce que... parce qu’il n’y a pas les conditions économiques et souvent pas de vitalité. Je dis qu’au-delà des mots, ce qui importe est qu’une ville devrait réussir à produire les conditions d’une forte attractivité et choisir qui elle veut attirer. C’est ça la vraie partie, le reste, c’est de l’académie!*”³¹. L’espoir d’une île “embellie” par les projets de piétonisation pourrait poser de nouveaux problèmes aux résidents. L’île piétonne commerciale serait en effet fréquentée et bruyante durant la journée mais aurait aussi développé sa vie nocturne avec l’ouverture de cafés attrayants pour les jeunes: “*Si nous pensons à ce que sont devenus en quelques mois les zones piétonnes dans le quartier des Navigli et les problèmes de cohabitation créés, c’est précisément ce que les habitants du quartier ne voudront jamais*”³² (Manzo, 2009).

Un dernier projet devrait enfin concerner sur la marge nord du quartier *Canonica Sarpi*, le secteur de l’ex centrale électrique Enel près de *Porta Volta* qui comprend trois îlots de bâtiments industriels abandonnés. Cette partie du quartier fait l’objet d’un *Piano Integrato d’Intervento* dont les perspectives de l’action publique ne sont pas claires.

Mais entre temps, de façon tout à fait inattendue et répondant à une initiative surprenante à de nombreux points de vue, l’*Associazione Vivisarpi* dimanche 7 juin 2009, a présenté au quartier un projet de faisabilité complexe, vaste et détaillé, développé avec l’agence d’architecture RRC. L’étude appelée “*Sarpi project*” est un véritable schéma directeur étendu à tout le quartier et identifiant cinq secteurs d’intervention, pour une superficie totale à requalifier de 100.000 m²: le secteur *Fabbrica del Vapore* (40.000 m²), l’ancien secteur ex Enel (30.000 m²), le secteur Cimetière Monumental (10.000 m²), le secteur Montello (5.000 m²), le secteur Pasubio (15.000 m²). Le projet délimite précisément des secteurs d’intervention qui concernent les friches, mais aussi le tissu existant et dense de l’aire entière, dans l’hypothèse d’une délocalisation

31. Verbatim extrait d’une interview.

32. Verbatim extrait d’une interview avec Christian Novak.

du commerce chinois en gros; d'une redistribution du commerce de proximité et des structures moyennes dans le quartier historique. En particulier, dans le secteur de l'ex Enel seraient construites des résidences, des logements sociaux, des bureaux et un hôtel, et avec les charges d'urbanisation seraient réalisées au contraire des travaux et des espaces verts d'intérêt public (une crèche, un centre social, une bibliothèque et autres équipements publics). Le plan, nous le disions, prévoit donc le transfert du commerce de gros hors du quartier et la constitution d'un "Asian Trade Center" qui inclut des activités commerciales, de nouvelles résidences, des parkings, des édifices culturels et un espace central, flexible, capable d'abriter différentes activités (marchés, foires, concerts, manifestations variées)³³.

A ce point, il nous reste à comprendre quels sens et quelle direction vont prendre les différentes hypothèses (trop nombreuses?) de projet pour le quartier. Cette partie de ville, plus que d'autres, est exposée au risque de décomposition et de simplification des lieux de la vie quotidienne urbaine au profit d'usages rigidelement monofonctionnels destinés et organisés par des populations rigoureusement distinctes; les perspectives de développement urbain offertes par l'Expo 2015 et les dynamiques de valorisation immobilière risquent de faire exploser ces tendances déjà généralisées.

Au début de chapitre, nous avons parlé de la façon dont l'installation des chinois dans le quartier a concouru à la conservation du tissu urbain et résidentiel historique caractérisé par une mixité fonctionnelle de l'habitat, productive et commerciale. L'expulsion de cette population aussi au nom de la récupération du patrimoine et de l'identité du quartier pourrait nier une partie importante de l'histoire des lieux et des acteurs qui ont contribué à l'écrire, en remettant à la ville, dans la pire des hypothèses, des espaces vides et vidés de sens, prêts à être occupés par l'appétit de ciment, italien.

33. On peut consulter en annexe les rendering du projet.







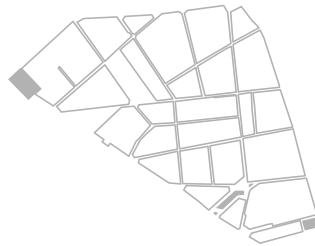
bâti



logement



commerce
et artisanat



espace public
minéral



espace public
végétal

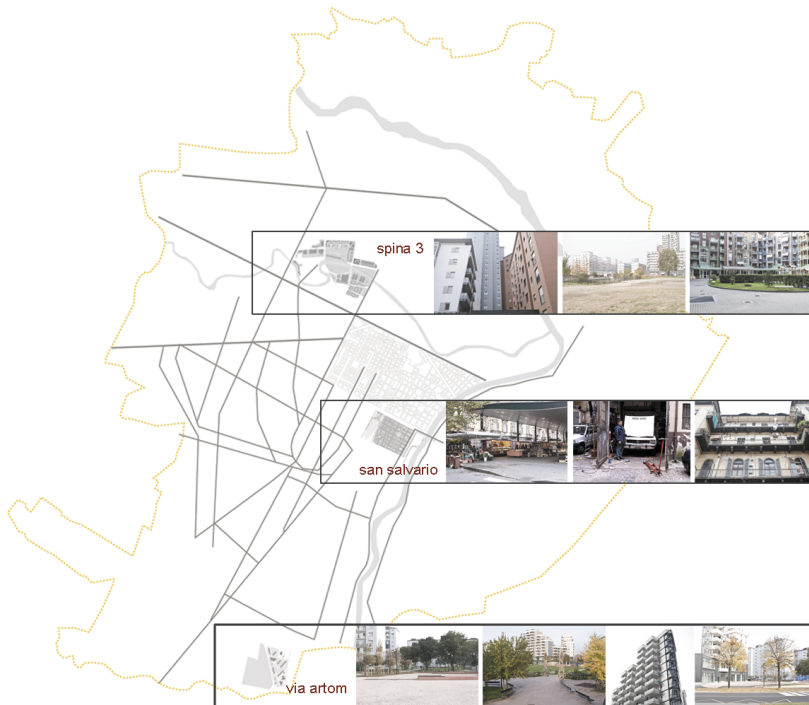


Variété des usages et solutions élémentaires; zone à trafic limité.





Deuxième partie. Turin





Via Artom. Habiter la banlieue de la ville

Lina Scavuzzo

5.1.1. Via Artom dans le décor urbain turinois

Arriver du centre de Turin à *via Artom* signifie parcourir une partie de l'histoire de la ville et, tout particulièrement, des trames de l'habitat qui se sont développées autour des vicissitudes de FIAT relatives aux processus de production et aux industries associées, à la cessation progressive des activités industrielles jusqu'à la transformation de ce territoire en un pôle d'expositions. Le quartier se trouve, en effet, dans la zone de Turin connue comme *Mirafiori Sud* ou *Basse Lingotto*, une aire marginale, qui marque la frontière sud de la ville avec les communes limitrophes de *Moncalieri* et de *Nichelino*, et qui a grandi autour des usines de FIAT qui, en 1923, avait inauguré l'usine de *Lingotto* et successivement celle de *Mirafiori*.

A partir du début des années 50, Turin devient la capitale de l'industrie automobile et des grandes vagues migratoires provenant des régions du sud de l'Italie. Turin n'est pas préparé à accueillir un flux migratoire d'une telle importance; en quelques années la population turinoise augmente de 50%, la ville fait tache d'huile et l'administration a des difficultés à gérer ce changement. Les fonds manquent pour les ouvrages essentiels d'urbanisation (routes, égouts, aqueducs) et de nombreuses familles turinoises vivent dans des logements malsains, sans services hygiéniques ou dans des situations de surpeuplement. Pour les immigrés la situation est encore plus difficile.

A la fin des années 50 la question de l'habitat explose comme une véritable urgence sociale: les abris de fortune, les baraques, les installations abusives

deviennent toujours plus nombreux et la FIAT, la Municipalité et les autres organismes publics se mobilisent pour accueillir les nouveaux habitants.

Le bidonville le plus grand se situe le long du Pô, mais d'autres lieux de la ville, parmi lesquels les aires autour du quartier de *via Artom*, sont aussi constellés de baraques et de logements de fortune. Monseigneur Tinivella, alors évêque de Turin, dénonça avec l'aide des journaux nationaux et locaux la situation scandaleuse dans laquelle vivaient les habitants des baraques.

En 1962 la Municipalité, en concomitance avec l'approbation de la loi 167¹ du gouvernement Fanfani, délibère l'extension du plan "*Torino Casa*" avec la prévision de construire 800 logements environ à attribuer en location. A l'avis au public sont présentées 13.000 demandes et, vu la situation, sont renforcés les financements et les plans de construction qui, entre 1963 et 1971, permettent de réaliser 17.000 nouveaux logements.

Les caractéristiques urbaines de Mirafiori témoignent de l'importance de cette typologie d'intervention qui, à travers la réalisation de nombreux édifices, habitations et non, voit de nombreux acteurs (parmi lesquels le Public au premier rang) "appliquer au sol des politiques"² capables de fournir des logements et des services à la collectivité. Les caractéristiques de *Mirafiori* montrent aussi une portion de territoire construite à travers des interventions unitaires de grand volume, qui dessinent des secteurs urbains bien définis, marqués parfois par la présence de clôtures, parfois par la présence de grands édifices alignés, parfois encore par la présence d'espaces ouverts dans lesquels se situent des services, des maisons, des jardins. Les caractéristiques de *Mirafiori* montrent aussi des matériaux urbains hétérogènes en relation entre eux: des édifices résidentiels de quelques étages côtoient d'énormes édifices de plusieurs étages, des ateliers industriels et des espaces pour l'artisanat à côté d'établissements scolaires, des routes à forte circulation et des petites allées ombragées, des clôtures industrielles, des aires de décharge et des aires en transformation. Il s'agit de décors changeants qui, au cours du XXe siècle, ont engendré de nouveaux modes d'habitat et des usages différents de l'espace.

1. La loi 167/1962 dotait les Municipalités d'instruments pour procéder à l'expropriation des terrains à bâtir à destiner aux logements sociaux.

2. Di Biagi, 2008.

L'implantation de *via Artom*, réalisée entre 1964 et 1966 sur une portion de l'aire de l'ancien terrain d'aviation Gino-Lisa, fait partie des interventions les plus significatives promues par la Municipalité dans les années 60.

Le projet original comporte huit édifices de dix étages pour un total de 780 logements, réalisés rapidement avec un système de préfabrication lourde, importé de France (Traboca 1), pratique et peu onéreux, mais déjà obsolète dans le pays d'origine, à tel point qu'avec le temps il deviendra l'un des facteurs de la dégradation physique du quartier.

Cette implantation occupe un lotissement triangulaire positionné le long de *via Artom* et traversé par *via Fratelli Garrone* et les édifices sont alignés (cinq de ceux-ci) selon des critères modernistes: axe héliothermique nord-est/sud-ouest; ou bien (les trois restants) selon les caractéristiques du lotissement le long de l'axe routier principal. La composition planimétrique de l'implantation dessine au sol des espaces ouverts de différente nature:

a. une série d'espaces ouverts de petites dimensions le long de *via Artom* entrecoupés par des corps de bâtiment;

b. une grande place-jardin au milieu de l'implantation;

c. quelques cours utilisées comme parkings pour les automobiles entre les barres derrière *via Artom* et le long de *via Fratelli Garrone*. A l'origine, ces espaces ouverts, appelés par les habitants «cours», étaient clôturés et considérés comme des espaces réservés aux habitations, mais après quelques années, l'administration municipale a décidé d'éliminer les clôtures et de transformer cette aire en espace public.

Derrière les habitations se trouvent deux établissements scolaires et un petit centre sportif ; sur le côté opposé à *via Artom* se trouve la partie restante de l'ancien terrain d'aviation (la plus grande) qui, après le projet de réhabilitation, deviendra le Parc Colonnetti.

Les nouveaux logements, attribués rapidement, accueillent surtout des personnes venues des bidonvilles, des bénéficiaires qui avaient demandé un changement de domicile et des bénéficiaires par concours. En particulier, dans les immeubles au 73 *via Fratelli Garrone* et au 99 *via Artom*, les premiers à être terminés, les appartements sont attribués à d'anciens habitants des bidonvilles ou bien à ceux provenant d'installations provisoires (vieilles usines, édifices dégradés, anciennes casernes).

5.1.2. Un quartier à problèmes, symbole de la dégradation et de l'insécurité urbaine.

En peu de temps à *via Artom* se manifestent des problèmes d'insécurité et d'ordre public. Si le transfert des bidonvilles représente la fin d'une urgence citadine, d'un autre côté il propose en vertical des problèmes de cohabitation et de marginalisation sociale. En quelques années le quartier change radicalement de dimensions, d' image, de nature, comme cela se produit d'ailleurs dans d'autres lieux de Turin. Mais tandis que beaucoup d'entre eux, avec le temps, sont englobés dans la ville et dotés de tous les services nécessaires, *via Artom* reste isolée et sans services, sans routes asphaltées, sans transports en commun. Le quartier prend rapidement la couleur d'un lieu marginal et désespéré, une réputation négative dont il ne réussira pas à se débarrasser pendant longtemps³.

Via Artom est une histoire de cohabitations, de renversements et de superpositions ; une histoire faite de passages, de changements, de retours; de terrain d'aviation à étendue de baraques; de point d'arrivée pour celui qui a obtenu ici le logement après des années de privations, de symbole de sécurité et de réalisation d'une vie convenable à lieu malfamé. C'est une histoire faite de personnes qui s'en vont, qui reviennent, qui arrivent pour la première fois dans un entrecroisement de parcours et de destinées. Letizia a dix ans quand elle arrive à Turin de la Calabre au début des années soixante et le premier appartement où elle habite consiste pratiquement en une seule pièce divisée en deux par un drap blanc qui sépare des lits de ses parents et de ses trois frères de la partie commune. Après quelques années d'attente, la famille se voit attribuer un logement à peine terminé *via Artom*. C'est un grand appartement, quatre pièces et une cuisine où pouvoir manger tous ensemble et les voisins arrivent tous du sud, Pouilles, Campanie, Calabre et Sicile. Beaucoup d'entre eux habitaient dans des bidonvilles, "*avec la misère peinte sur la figure*". Quelques mois suffisent pour connaître les noms, les histoires, les visages. Dans le quartier cohabitent deux âmes, celle de la solidarité et

3. Guiati, 2008.

du secours mutuel et celle de l'arrogance et des abus. Les difficultés engendrent des processus d'instabilité, ce qui entraîne, paradoxalement, que *"le plus fort pense avoir plus de droits"*. Salvatore arrive à Turin dans les années cinquante. Après avoir vécu pendant quelque temps avec sa femme Anna dans les baraques le long du Pô, il obtient un logement dans les édifices de *via Artom*. Un appartement neuf qu'il n'aurait jamais pu se permettre de louer et encore moins d'acheter sur le marché, mais en quelques années ce rêve se transforme en un cauchemar. *Via Artom* pour Salvatore devient *"le lieu oublié de tous"*, où pas même *"les réfugiés viendraient habiter"*, caractérisé par une concentration de personnes à forte incidence de problèmes sociaux. Quelques familles n'ont jamais habité en copropriété et ne sont pas préparées à cette nouvelle vie de cohabitation, elles jettent la poubelle directement des balcons dans la rue, elles n'utilisent pas les conduits d'expulsion des ordures dont les logements sont équipés. Il fait froid à Turin et beaucoup enlèvent les huisseries pour alimenter les poêles pour le chauffage et la cuisine.

Via Artom est, dans une large mesure, un récit de vies dont l'histoire est faite de lieux, un canevas d'activités illégales, de deal et de violences, mais aussi de rencontres et de socialisation. La variété et la richesse des espaces ouverts dans le quartier, si d'une part ils représentent un lieu important de rencontre pour les habitants surtout en été quand on organise des dîners collectifs, d'autre part la fermeture et le repliement des cours entre les corps de bâtiment hauts de 10 étages crée un espace caché peu visible de la rue. *"Un fond de cour qui a vu tout ce que l'on peut imaginer et plus encore ce que l'on ne peut imaginer: de la délinquance organisée au recyclage de voitures et cyclomoteurs volés, au trafic illicite de personnes, au trafic d'armes, au trafic de drogue, n'importe quoi"* (Magnano, interview 2009).

Cette situation (d'insécurité et de dégradation), bien qu'elle se soit atténuée à la fin des années quatre-vingts, a continué dans le temps, laissant les cours dans une condition d'incurie, avec *"une présence constante de dealers et l'abandon fréquent de voitures volées"*. Les habitants ont peur de fréquenter les cours le soir et Letizia, qui travaille comme serveuse dans une cantine ouverte le soir, quand elle rentre à 23h, demande à son père ou à ses frères de venir la chercher *via Vigliani*. Elle n'aime pas parcourir ces rues seule, ce sont des lieux dangereux, *"où l'on fait de mauvaises rencontres"*. L'utilisation de

l'espace à *via Artom* est un jeu d'équilibres; pour les enfants les cours et les espaces ouverts du quartier représentent un immense parc de jeux, mais ils ne doivent pas s'éloigner des «terrains sûrs», ils doivent rester loin de la "*Montagnola*", le coin des dealers; de plus, l'immense étendue du terrain d'aviation Gino-Lisa constitue pour le quartier un problème très important: laissé en friche et sans aucune fonction spécifique, il est devenu un lieu dangereux et peu habité. Les habitants de *Basse Lingotto* évitent cette zone et personne provenant du reste de la ville ne s'y rend, si ce n'est pour jouer au football ou pour utiliser les structures du centre sportif universitaire près de *via Panetti*.

Historiquement *via Artom* subit les conséquences pénibles des graves carences d'entretien et les nombreux projets proposés au cours du temps, avant le PRU, n'ont jamais eu de suites. Quand le Programme a décollé (1999), la méfiance des habitants du quartier à l'égard de l'administration publique, qu'il s'agisse de la Municipalité ou de l'*Azienda Territoriale della Casa* (ATC), était très forte (De Vecchi, interview 2009).

De la fin des années 70 jusqu'au début des années 90, la Municipalité, en effet, avait mis en chantier une série d'hypothèses d'interventions pour équiper l'aire de *Basse Lingotto* de services: pharmacie, écoles, espaces d'agrégation (jeux de boules, terrains de football, installations sportives), services sociaux et sanitaires, meilleures liaisons avec les transports en commun. Quelques-unes seulement avaient été réalisées, et ainsi la dimension des problèmes était telle que la Municipalité, dans les années 70 et 80, prit en considération la possibilité de démolir les huit édifices *Erp*. Le projet ne produisit aucun résultat concret à cause du montant économique important que l'opération aurait demandé et de la difficulté de trouver des logements où transférer les habitants.

Dans l'imaginaire collectif, à partir des années 60, *via Artom* finit ainsi par représenter le symbole de la dégradation physique et de la marginalisation sociale, presque une métaphore d'un processus de désagrégation socio-économico-culturelle. Un quartier particulièrement difficile "*que peu ont visité mais que tous connaissent*", un lieu "où, à part les habitants, personne, si ce n'est un individu malintentionné, n'avait l'intention de se rendre (habitants du village FIAT)". "*Via Artom*" devient un véritable stigmaté, presque une malédiction. Avoir sur la carte d'identité l'une des adresses de *via Artom*, *via*

Mille Lire ou *F.lli Garrone* a représenté pendant longtemps un élément caractérisant en négatif. Cette perception n'était pas seulement celle du reste de la ville, mais aussi celle des habitants des logements Erp et de ceux qui habitaient dans les quartiers avoisinants: les jeunes qui ont grandi dans la zone de Basse Lingotto ne fréquentaient pas "*ceux de via Artom*" parce que, même s'ils habitaient à 50 mètres de distance, leur monde était considéré "*un autre monde*". On raconte que même les artisans de la zone, ne réussissant pas à trouver suffisamment de travail, modifiaient de façon fictive leur adresse sur l'en-tête de leur carte de visite, en la mettant ailleurs, et que miraculeusement ils commençaient à avoir un plus grand nombre de commandes.

On arrive à un point tel que l'une des premières idées proposées dans le projet du PRU, au début des années 90, a été de changer le nom des rues, en premier lieu *via Artom*, comme si la dimension sémantique différente pouvait exorciser les problèmes. Cette proposition n'a pas eu de suites mais elle montre bien l'image négative qui pesait sur *via Artom*⁵.

5.1.3. Une image nouvelle et le rachat du quartier

Aujourd'hui beaucoup de choses ont changé. L'image du quartier s'est transformée: Le programme de réhabilitation a misé sur la renaissance du quartier, en investissant sur quelques ressources existantes et en donnant des signaux bien précis de changement, à travers la démolition de deux des huit édifices de construction publique de *via Artom*, le projet du Parc Colonnetti dans l'aire de l'ancien terrain d'aviation, la réhabilitation du complexe Erp (édifices et espaces ouverts), le remplacement des jardins potagers abusifs situés sur les rives du *Sangone* avec de nouveaux potagers attribués par la Municipalité et la création d'un Parc naturel. Aujourd'hui *via Artom* n'est plus synonyme de dégradation: par exemple le Parc Colonnetti, autrefois lande désolée du terrain d'aviation, se caractérise actuellement comme l'un des lieux préférés des familles du quartier, mais aussi du reste de la ville, où emmener jouer les enfants, faire du footing, organiser des pique-niques. Le parc est devenu aussi un lieu de manifestations. Depuis 2003, même si le projet de restructuration globale du parc n'est pas entièrement réalisé, s'y succèdent des

fêtes et des concerts qui ont une grande importance pour la ville. Le premier événement a été le récital d'un chanteur-compositeur italien, Edoardo Bennato, qui a inauguré l'opération de démolition des deux édifices Erp. Cet événement a attiré 10 mille personnes environ et a marqué le début d'une nouvelle histoire pour le quartier dans la nouvelle géographie urbaine de Turin. La dernière grande manifestation a eu lieu le 3 juillet 2009, à l'occasion de la fin des travaux de réhabilitation du quartier et de l'attribution des logements du nouveau complexe au n.73 de *via F.lli Garrone*. Aujourd'hui, en effet, *via Artom* signifie surtout de nouveaux habitants. La démolition des deux édifices Erp a laissé de la place, autant pour réaménager l'implantation urbaine du lotissement que pour projeter un nouvel édifice résidentiel et commercial. Les nouveaux logements, réalisés par des coopératives de construction, ne sont pas de propriété publique: 32 ont été vendus aux membres des coopératives et les 39 restants ont été loués à des loyers modérés, à travers un avis au public public, à de jeunes couples. Autant pour les logements en vente que pour ceux en loyer, les demandes ont dépassé grandement les attentes des coopératives et de la Municipalité. Pour chaque typologie d'attribution ont été présentées 400 demandes, un nombre considérablement supérieur à l'offre, une situation qui, il y a quinze ans encore, ne se serait pas produite. Mais aujourd'hui, avec le parc réhabilité, la place, le nouvel édifice, la nouvelle atmosphère de vie a fondamentalement changé l'image et augmenté les demandes au-delà de toute attente.

C'est le Parc qui a gagné le pari de requalifier le quartier. Les interviews des nouveaux habitants montrent que *"de via Artom on aime le vert, les jardins, la nature"*. Presque personne ne voudrait déménager: avec le centre urbain toujours plein de monde et d'automobiles, ici à *via Artom* il est facile de se garer, les appartements sont beaux et économiques et en outre les autres zones périphériques ou *"elles ne jouissent pas d'un parc aussi beau"* ou *"elles ne sont pas économiquement accessibles"*. Pour Saverio et Francesca, leur logement est vraiment une maison de rêve. Ils cherchaient un bel appartement, dans un décor vert et tranquille, qui soit aussi un investissement, mais les prix des logements étaient trop chers pour leurs finances. Puis ils ont trouvé celle qu'eux-mêmes définissent une occasion: *"un appartement via F.lli Garrone avec le séjour qui donne directement sur le parc, dans une zone qui jouit de la qualité d'habiter en ville sans*

en avoir tous les inconvénients”.

Comment est arrivé tout ceci ? Comment ont changé les espaces autour de *via Artom*? Et surtout, comment a-t-il été possible de renverser une image négative? Qu’est-ce qui a déterminé la transformation des zones dangereuses en lieux de détente et de loisirs ? Pourquoi un lieu marginal et dégradé s’est-il transformé en une sorte de lieu agréable (en termes de cohabitation) pour qui veut vivre en ville?

5.2. L’espace de la transformation

En projetant un “nouveau visage pour le quartier”, la Municipalité de Turin a su intelligemment trouver le joint de résolution des problèmes qui affligeaient le quartier, en misant sur une démarche urbanistique centrée sur la cohabitation, sur le vécu territorial, sur la sécurité urbaine, par rapport à la dégradation physique et à la marginalisation sociale qui précédemment enveloppaient ces lieux. En d’autres termes, la réhabilitation des lieux devait converger avec une image nouvelle avec laquelle se présenter devant la ville, qui soit conforme aux expérimentations positives des politiques turinoises en matière d’habitat. Le programme de réhabilitation de *via Artom* constitue, en effet, une pièce du *Progetto Speciale Periferie* (Projet Spécial Périphéries) (constitué en décembre 1997), l’un des projets les plus innovateurs du panorama italien, qui a comme mandat plus général celui d’une régénération intégrée des quartiers dégradés et, en même temps, la promotion culturelle des territoires faisant l’objet des interventions.

5.2.1. Un pôle urbain nouveau: le Parco Colonnetti

“Le pari de créer un pôle d’attraction pour le reste de la ville, c’est en fait le Parc qui l’a gagné. Il est difficile que l’on vienne visiter les logements ATC d’autres zones de la ville, mais il y a au contraire un afflux de personnes à moto, en voiture, à vélo qui se rendent via Artom parce qu’il y a le Parc Colonnetti, la bibliothèque dans le mausolée de la Bela Rosin, les terrains de football et le Centre Universitaire Estudiantin, le Centre Sportif Universitaire” (Magnano, 2009).

Si l'on parcourt les allées du Parc Colonnetti⁶, il est facile de tomber sur des bandes d'enfants des écoles du quartier qui utilisent cet espace pour diverses activités ludiques. Le parc semble fait exprès pour eux, ils peuvent jouer, apprendre, courir et connaître. Mais il n'y a rien d'étrange à cela ; au fond ce sont eux qui ont projeté le parc, avec le Bureau Technique de la Municipalité de Turin, les habitants eux-mêmes et les opérateurs sociaux (Mentelocale).

Quand, de *via Vigliani* on arrive au Parc, à peine au nord de *via Artom*, on est immédiatement frappé par l'énorme espace vert arboré, équipé, habité. La partie plus au nord du Parc se présente comme un jardin urbain facilement accessible depuis les habitations de *via Artom*; là il y avait les terrains de football, le centre sportif universitaire, le jeu de boules et, près de celui-ci vers *via Panetti*, la vieille piste de patinage aujourd'hui récupérée. Au nord de cette aire, le manège pour l'hippothérapie dirigé par une coopérative sociale sert de décor à une petite colline verte placée à l'intérieur du Parc, où l'on peut monter pour observer le paysage, et le jardin urbain est un lieu à parcourir car il est équipé d'aires de jeux, de buttes vertes, de bancs, de platebandes fleuries, qui ont pour fonction d'accueillir et d'accompagner les visiteurs vers la partie sud du Parc. Le jardin accueille une vaste aire de jeux pour les enfants, protégée du trafic de *via Artom* par les arbres et par un muret qui entoure tout le périmètre avec des bancs en lattes de bois. Le muret sert aussi à soutenir le terre-plein ondulé qui entoure le terrain et qui fournit en même temps une protection adéquate sans pour cela masquer l'intérieur de l'aire à la vue des adultes. La zone de jeux est souvent utilisée par les enfants des écoles du quartier et, les fins de semaine, elle devient l'un des lieux les plus fréquentés des petits visiteurs du Parc.

La zone nord dépassée, le paysage graduellement finit par construire un passage du petit jardin public au parc urbain, jusqu'au parc naturel. L'aire sud est caractérisée par de grands prés, par de nombreuses espèces arborées et

6. La zone, aujourd'hui occupée par le Parc Colonnetti, a été reconnue par le PRU comme l'une des ressources le plus importantes du quartier. L'espace vert de 3,5 hectares, occupé dans le passé par le terrain d'aviation Gino-Lisa s'étend de *via Vigliani* (limite nord) jusqu'à la *strada Castello di Mirafiori* et côtoie à l'est *via Artom* et à l'ouest les installations de production et de recherche du CNR. Le parc est formé de deux domaines distincts: l'aire «*Colonnetti nord*» à la limite avec *via Vigliani* et «*Colonnetti sud*» de *via Panetti* vers *strada Castello di Mirafiori*.

par une zone à grande valeur naturaliste à la limite ouest du Parc. Le long de *via Artom* se trouve un parc équipé, caractérisé par la présence d'installations de jeux et par la "*Casa Parco*", une structure ayant des fonctions de centre de services, qui offre des espaces pour des activités didactiques, location de vélos, bars. Si l'on se déplace dans la bande centrale, on trouve un parc historico-agricole avec un parcours qui raconte l'histoire du quartier, un autre qui décrit les essences végétales et un autre encore gymnique pour faire du sport. Enfin, adossée à la limite ouest, on trouve l'autre bande qui comprend le parc naturaliste avec des essences arborées déjà existantes. Cette gradation permet d'occuper de façon variée et intense un espace très vaste (3,5 hectares); en outre cet espace accueille des activités différentes et joue sur l'alternance de paysages et de milieux présentant des caractéristiques dissemblables. Le Parc est un lieu de récitals et concerts, de fêtes et de manifestations, mais aussi de promenades au milieu de la nature; un lieu de détente et de jeux où, les fins de semaine, s'intensifient des activités de tous types; un lieu où les turinois aiment aller. C'est un lieu ouvert vers la ville, autant physiquement qu'allégoriquement. Il n'est pas clôturé. A l'intérieur se trouvent quelques bornes d'alarme, en cas de besoin, même si la plupart des habitués déclare que le Parc est très sûr (pendant la journée).

Le projet de réhabilitation de l'ancien terrain d'aviation a concerné la forme de l'espace, mais aussi le programme fonctionnel, en insérant de nouvelles activités (manège, centre "*Casa del Parco*") en plus de celles déjà existantes (terrains de football, centre sportif universitaire, jeu de boules). La réhabilitation de la partie sud est un projet qui touche le sol dans l'acception la plus générale du terme, parce qu'il a prévu le déplacement de 10.000 mètres cubes de terre, de façon à créer un pré ondulé qui redimensionne l'effet aéroport, en utilisant l'élément végétal pour organiser l'espace, en sauvegardant la végétation arborée et en prévoyant la réfection de 5700 mètres de parcours à l'intérieur du Parc et l'élimination des routes asphaltées.

5.2.2. Un symbole de changement: la démolition des deux édifices publics

Le choix de démolir deux des huit édifices a été le résultat d'une réflexion qui a concilié des facteurs économiques, des motivations symboliques et des

considérations liées à la qualité urbaine. La démolition a été le support de tout le programme de réhabilitation, autant de par sa valeur connotative que pour le processus complexe de déplacement de 200 familles qu'elle a provoqué. Le choix de démolir les édifices est un choix inhabituel par rapport aux modalités opérationnelles appliquées dans la réhabilitation des quartiers Erp en Italie. Si, ces dernières années, la démolition est entrée dans l'agenda des politiques publiques comme instrument d'intervention, jusqu'au projet de *via Artom* elle était considérée presque comme un tabou. Turin a représenté une anomalie dans le panorama italien⁷.

L'objectif du projet était de diminuer le nombre des logements Erp présents sur le territoire et d'introduire de nouvelles typologies d'habitat de façon à garantir une plus grande mixité sociale et l'arrivée de nouveaux profils d'habitants plus jeunes par rapport aux habitants historiques. Le thème des démolitions était resté à l'arrière-plan des politiques publiques turinoises à partir de la fin des années 70 (voir ci-dessus), si bien que la première proposition d'intervention du PRU, au début des années 90, prévoyait la démolition de tous les huit édifices et la reconstruction successive sous forme de trois interventions en construction subventionnée et deux en construction facilitée. Cette fois encore, comme de par le passé, l'hypothèse fut abandonnée à cause des coûts élevés de l'opération et à cause des difficultés pratiques de gérer la mobilité de 780 familles. Paradoxalement ceci a représenté une chance parce que ces facteurs ont entraîné une redéfinition générale du projet. Sur les huit édifices on a identifié les deux plus problématiques, le 73 *via F.lli Garrone* et le 99 *via Artom*, à cause d'un ensemble de motifs liés aux conditions de dégradation des bâtiments et à cause de considérations plus générales relatives aux opérations de démolition et aux conséquences éventuelles sur l'espace ouvert. Dans le cas spécifique, le n°73 de *via F.lli Garrone* présentait une forte dégradation du bâtiment et l'opération de réfection allait être beaucoup plus importante que pour les autres édifices; le n°99 de *via Artom* abritait 75% des cas suivis par les services sociaux.

La démolition impliquait le déplacement de 200 familles environ, aux-

7. Infussi, 2008.

quelles furent données trois options de choix: rester dans les logements vides du quartier; se transférer dans des logements de la zone; ou bien changer de quartier. La Municipalité se chargea de trouver les appartements. Beaucoup de ceux-ci furent achetés par des particuliers dans des copropriétés non publiques, inaugurant ainsi un mécanisme innovateur dans le panorama des politiques de l'habitat en Italie, devenu ensuite une routine dans les interventions promues par la ville de Turin. De cette façon la Municipalité d'une part évitait que se répètent des phénomènes de concentration sociale et d'autre part distribuait sur le territoire (et par ricochet aux services sociaux) les cas plus problématiques à suivre.

L'emplacement des deux édifices, différent de par leur positionnement urbain et de par leur voisinage avec d'autres édifices, a fait opter pour deux techniques différentes de démolition. Dans le cas du 73 *via F.lli Garrone* l'emplacement de l'édifice, qui donnait sur un grand parking, permettait d'abattre tout le bâtiment sans provoquer de dégâts sur le tissu urbain environnant, si bien que le 28 décembre 2003 l'édifice fut démoli à l'aide de charges explosives. La démolition, suivie d'un écroulement spectaculaire, a eu un fort impact sur le public grâce aux médias et a fait comprendre de façon éclatante que réellement quelque chose était en train de changer à *via Artom*⁸. Quant au n°99 de *via Artom*, situé au contraire derrière une école et un petit centre sportif, il n'était pas assez sûr pour pouvoir être démoli par explosion et écroulement et donc on a utilisé une pince mécanique pour démanteler la structure; l'opération a duré environ trois mois et a attiré, sur les prés du *Parco Colonnetti*, un grand nombre de spectateurs.

5.2.3. Une expérimentation à plusieurs niveaux : le nouvel édifice de *via F.lli Garrone*⁹

“Le projet de remplacement a été une expérience nouvelle pour la Municipalité. Pour une fois on n'a pas vendu le terrain au plus offrant, procédure prévue par la loi, mais on a fixé un prix inférieur aux valeurs du marché et en même temps assez

8. Pour fêter la démolition, la Municipalité avait organisé le récital de Edoardo Bennato (sur l'ancien terrain d'aviation) qui a attiré dans le quartier 10.000 personnes.

rémunérateur pour la Municipalité, en examinant surtout la qualité du projet. Ça n'a pas été simple" (Magnano, 2009).

Le projet du nouvel édifice au n°73 *via F.lli Garrone* se présente comme une sorte de laboratoire expérimental dans plusieurs domaines (architecture et aménagement urbain ; attribution des logements ; promotion territoriale), en favorisant une série de possibilités dans lesquelles les entrepreneurs privés aussi ont été encouragés à se charger d'une partie de l'expérimentation et à essayer de faire quelque chose de complètement différent de ce qu'ils étaient habitués à faire.

L'expérimentation inclut, en premier lieu, l'avis au public. Dans cette aire le PRU prévoyait la réalisation de 14.000 mètres carrés au maximum de surface hors- œuvre nette, une nouvelle place et un parking souterrain. La réalisation du nouvel édifice a été promue à travers une adjudication publique (*Nuova Artom 2005*) ouverte aux opérateurs privés appelés à présenter un projet en mesure de satisfaire les critères de qualité architecturale et environnementale. On demandait à l'opérateur qui s'adjugeait l'intervention de réaliser un nouveau bâtiment capable d'améliorer le contexte urbain à travers un projet de qualité de l'environnement qui reproduise des éléments de durabilité écologique et qui adopte des mesures techniques particulières finalisées à obtenir des économies d'énergie. De plus, l'avis proposait de projeter une édifice qui soit "plusieurs choses en même temps" (Magnano,2009), à savoir une structure qui ne soit pas seulement résidentielle mais qui renferme aussi des espaces pour le commerce et pour d'autres types d'activités, de façon à attirer des populations différentes et à éliminer l'isolement traditionnel de ce territoire. La participation à l'avis au public établissait que l'opérateur devait se présenter en association avec des acteurs privés, qu'ils devaient garantir l'utilisation des nouveaux espaces commerciaux et placer dans le chantier le plus grand nombre possible de résidents-chômeurs de longue durée du quartier, en particulier les jeunes. On demandait aux participants de présenter

9. Le groupement qui s'est adjugé le projet pour la construction du nouvel édifice de *via F.lli Garrone* est formé de la Coopérative de construction *G. Di Vittorio*, de la Coopérative de construction *San Pancrazio* et de l'Association des Commerçants et Artisans *Mirafiori 2000*.

l'offre la meilleure relative aux prix des loyers permanents, un quota consistant de logements autofinancés, une sélection ciblée des demandes d'achat des logements construits, qui devait donner la priorité aux résidents du quartier et aux membres de leurs familles. L'édifice devait accueillir au maximum 80 nouveaux appartements. L'opérateur qui s'adjugeait l'opération aurait reçu ensuite une aide régionale de 3 millions d'euros.

L'expérimentation a touché la position spatiale des édifices. Celle-ci avait été fixée par un Document Urbanistique qui se référait au *Piano di Zona* (Plan de Zone) établi par la loi 167 de 1962. Ce document donnait des indications en matière de profils, hauteurs et volumes à construire et ne prévoyait aucune modification en cas de démolition et de nouvelle construction. Pour éviter la réalisation d'une structure identique à celle abattue, les opérateurs de la Municipalité de Turin ont proposé une variante au Plan 167 et une nouvelle définition des normes pour la nouvelle construction, qui fixaient le nouvel aménagement urbanistique du territoire, le gabarit, la hauteur maximale des étages des édifices. A travers la variante du Document Urbanistique, les coopératives ont réussi à projeter un édifice aux caractéristiques urbaines complètement différentes, ce qui permet une perméabilité majeure vers la cour centrale. La démolition des 2 édifices est devenue une occasion de réfléchir sur l'aménagement urbain de l'implantation et de modifier l'organisation de l'espace à l'intérieur des cours, en l'ouvrant vers la rue et en donnant au quartier *une nouvelle forme urbaine*, une nouvelle connotation physique et sociale.

Relativement à la conception architecturale de l'immeuble, on a développé des expérimentations dans le domaine de l'architecture durable; le projet s'est présenté comme un *laboratoire de bioconstruction* et a satisfait les conditions requises d'économies d'énergie demandées par l'avis, en proposant l'énergie solaire, la limitation de la dispersion thermique, le chauffage par des panneaux irradiants qui permettent d'avoir une économie de 30% dans la consommation d'énergie, et aussi des huisseries plus grandes pour obtenir une plus grande luminosité.

Dans le respect des indications de l'avis au public, le nouvel édifice se présente ainsi comme une *combinaison articulée d'espaces et de fonctions*. Au rez-de-chaussée se trouve un espace commercial qui donne directement sur la place, formé d'un système de fonctions commerciales réparties autour

d'une galerie centrale. Cette typologie indique une tentative de faire dialoguer le complexe avec le contexte, de le mettre en relation avec les espaces du quartier et avec la nouvelle place. Le choix aussi de positionner le parking entièrement en sous-sol permet d'avoir un sol ouvert aux contaminations et usages. Les magasins s'ouvrent sur l'espace public et ceci assure aux opérateurs commerciaux un accès facile à la structure et à la place, une sensation d'habitabilité différente de celle du passé, et la possibilité pour les activités commerciales, au niveau supra-zonal, d'attirer de nouvelles demandes et de constituer un support et un achèvement de l'offre commerciale locale.

L'édifice offre une mixité de logements différents par typologie, métrés et destinataires. Sur un nombre total de 71 logements, 32 sont de propriété et 39 en loyer modéré¹⁰. La priorité dans l'attribution des logements a été donnée aux jeunes couples et aux ménages avec moins de 40 ans afin d'abaisser l'âge moyen du quartier où prédominent encore les personnes âgées. L'espace destiné aux habitations s'articule en deux volumes qui déterminent une forme en V de 10 étages. Ces deux édifices s'abaissent de deux étages à la fois, ce qui laisse un vaste espace pour les terrasses à strict usage de l'habitation, mais aussi pour les terrasses à usage collectif. La Municipalité était perplexe sur cet élément, parce que " d'habitude ces espaces engendrent des conflits entre les résidents " (Magnano, 2009). Toutefois, comme l'immeuble est géré directement par les coopératives de construction, la Municipalité a estimé que les terrasses communes pouvaient fonctionner avec le temps et que, si des problèmes de cohabitation devaient surgir, ces mêmes opérateurs se chargeraient de les résoudre. En ce qui concerne le cadre privé, chaque logement est doté d'un balcon, les logements les plus prisés sont, cela va sans dire, ceux avec vue sur le Parc. Les habitants estiment que leur appartement est confortable et grand et qu'il peut être modifié. Quelques problèmes ont été soulevés par des locataires, surtout les jeunes couples, qui se plaignent que les appartements

10. Pouvaient y participer les salariés au-dessous de quarante ans, de préférence avec enfants, et avec un revenu annuel non supérieur à 40 mille euros par an. De la liste des candidats font donc partie les salariés, qu'ils soient italiens ou habitant en Italie depuis un an au moins et résidant à Turin. Le 21 avril 2009 la Municipalité a commencé l'adjudication publique pour l'attribution des 39 logements en location permanente. 400 demandes sont arrivées. La Municipalité s'est chargée de sélectionner 195 familles (5 fois le nombre des habitations); le gérant a choisi les destinataires des logements parmi ces dernières.

sont trop petits au cas où les familles s'agrandiraient.

5.2.4. Une exploration du quartier: les cours des habitations publiques

Les cours de *via Artom* se présentent comme un espace ouvert continu sur lequel ponctuellement on construit, un milieu unitaire mais constitué d'éléments différents capables de caractériser différemment le sol où ils se situent. Le long de *via Artom* se trouvent de grandes platebandes vertes closes par des murets en ciment coloré qui servent de bancs. Ces éléments remplacent les anciens trottoirs où se garaient les véhicules. C'est là que se retrouvent les habitants historiques du quartier. Salvatore, Antonio, Pasquale, en été, passent leurs après-midis à l'ombre des arbres de *via Artom*, assis sur les nouveaux murets. De là ils surveillent les mouvements du quartier, observent les enfants plus petits qui jouent sur le nouveau terrain équipé au coin de *via Garrone*, pendant qu'ils discutent de tout ce que pourra apporter, à l'avenir, la nouvelle construction devant leurs yeux. C'est en effet la structure du nouveau complexe qui a le dessus, qui attire le regard de celui qui parcourt *via Artom*, parce que le nouvel édifice donne sur un vaste espace découvert, (peut-être) la future place du quartier, où se trouvent l'entrée du parking souterrain du nouvel édifice et un théâtre en plein air. Et même si toutes les parties du chantier ne sont pas encore complètement terminées, on perçoit un changement par rapport à la situation précédente et on devine que ce lieu changera encore une fois.

Pour qui traverse le chantier en direction du centre de l'implantation, ce qui une fois était considéré comme le lieu le plus à risque du quartier est aujourd'hui un jardin équipé pour le jeu, aménagé avec des murets-bancs qui entourent les platebandes vertes. L'aire dite "*La Montagnola*" est elle-même cultivée en épices et légumes, et elle est confiée à la gestion directe des habitants. Si ensuite on revient sur *via Artom*, là où se dressait l'édifice démolé (*Artom 99*), on voit aujourd'hui un terrain de football, un skatepark et un mur équipé pour le jeu. Certainement l'usage de ces espaces est aussi un jeu d'équilibres, comme de par le passé, mais à *via Artom* les coins à ne pas traverser, ceux à éviter le soir, n'existent plus; le seul inconvénient (l'élément "à problèmes") est que probablement "*les murs seront vite barbouillés*", mais il

y a une grande différence par rapport au passé.

Ceci a été possible grâce à l'implication des habitants dans l'élaboration du projet des nouvelles cours¹¹, et parce que ce projet de réhabilitation a compris que ces espaces peu attractifs, scène d'activités illégales, pouvaient être une ressource importante pour les habitants.

Pour définir la nouvelle organisation spatiale des cours on a effectué des explorations conceptuelles, représentées par des dessins et des images que l'on a présentés aux habitants pendant les réunions du Comité des Locataires, et qui ont été coordonnées par la coopérative qui s'est occupée de l'implication des habitants. Ces explorations avaient le double rôle de fournir des suggestions sur la transformation future des cours et en même temps de mettre les habitants en condition d'exprimer leurs exigences et leurs idées d'espace. Dans le même temps on a mené une expérience de projet avec les enfants des écoles du quartier, visant à repérer l'emplacement des aires de jeux et leurs caractéristiques, ce qui a abouti à la réalisation d'un terrain de baby-foot, d'un skatepark, d'un mur pour jouer à la balle et de plusieurs espaces équipés pour le jeu.

Au début les habitants ont été sollicités à travers des promenades dans le quartier, de telle sorte que les concepteurs ont pu avoir des indications sur la perception et sur l'usage qu'ils voulaient faire de cette aire; ensuite des demandes spécifiques ont été formulées sur l'emplacement des installations, des parkings, des platebandes. Par exemple, les habitants demandaient que l'on empêche le passage des cyclomoteurs sous les fenêtres des rez-de-chaussée et aussi l'arrêt des véhicules devant les portails d'entrée des maisons, et que l'on puisse équiper les espaces verts pour les jeux des enfants et des adolescents. A travers ces premières explorations conceptuelles il a été possible de positionner les installations ludiques: par exemple, les habitants demandaient que le terrain de football soit déplacé loin des habitations, de façon que les jeunes puissent jouer sans déranger pendant les heures de l'après-midi et du soir.

Les éléments qui en ont résulté ont été recueillis dans un dossier qui a servi au Bureau Technique de la Municipalité comme référence pour le projet

11. Le projet a été développé par les bureaux techniques de la Municipalité de Turin, par l'association *Mentelocale* et par les habitants des logements Erp.

préliminaire de l'aire, qui ensuite a été de nouveau soumis à l'attention des habitants pour arriver à un projet partagé.

La présentation du texte définitif a fait apparaître un problème relatif aux parkings, en moindre quantité par rapport à ceux qui existaient déjà, parce que, pour éviter l'occupation occasionnelle de l'espace ouvert, le projet de la Municipalité avait proposé de concentrer les parkings dans quelques lieux spécifiques. Même si les concepteurs avaient expliqué que dans les rues avoisinantes se trouvaient des parkings libres, à utiliser en remplacement de ceux manquants, les habitants se plaignaient de ne pas pouvoir contrôler leur automobile, et ainsi le projet a été de nouveau réélabéré, avec une augmentation des places auto à proximité des édifices (De Vecchi, interview 2009).

Le projet a modifié l'espace ouvert, sans en transformer radicalement la forme, mais en travaillant sur les choses et en changeant la perception, la qualité, les usages à travers des interventions minimales, comme les éléments d'aménagement urbain, les équipements de jeux, les murets, les platebandes, les parcours, les revêtements du sol. De plus, le projet est intervenu sur les inerties, sur les usages consolidés comme celui de garer son véhicule devant la porte d'entrée, de ne pas soigner les espaces verts, de ne pas s'occuper des cours et de vandaliser les espaces collectifs.

5.3. La construction d'une nouvelle identité collective.

5.3.1. Impliquer les habitants et la ville dans le projet de la transformation.

La tendance du *Progetto Periferie* (Projet Périphéries), dès sa première expérience, a été de s'ouvrir à la participation et à l'implication des habitants, ce qui s'est concrétisé par l'introduction, dans chacune des aires de réhabilitation, d'un "Plan d'Accompagnement Social", à savoir une série d'initiatives et d'interventions visant à encourager et à coordonner l'implication active des habitants dans le processus de réhabilitation et de développement.

Ceci constitue une caractéristique fondamentale, parce qu'à *via Artom* le travail de réhabilitation a été accompagné pendant 10 ans d'un parcours social qui avait pour objectifs la communication et l'implication des habitants dans

l'élaboration du projet de la transformation, mais aussi l'aide économique, le développement culturel et l'*empowerment* des sujets locaux. Chaque intervention réalisée dans le cadre du PRU a été marquée par des actions d'information, par des actions conceptuelles en participation, par des événements et des réunions guidés, qui avaient pour objectif de communiquer les opérations en cours et celles au programme et aussi de recevoir du quartier une contribution d'idées, de compétences et d'expériences utiles pour intervenir dans cette aire.

L'outil fondamental, pour amorcer une participation active de la communauté locale et pour informer le reste de la ville sur les transformations encourus à *via Artom*, a été une activité intense de communication qui s'est exprimée par la réalisation d'une image graphique coordonnée, par l'activation d'un bureau de presse, par la réalisation d'une structure informatisée. L'information s'est faite à plusieurs niveaux, au moyen de newsletter périodiques, de prospectus, d'affiches, d'expositions itinérantes, de publications, de représentations théâtrales et musicales, de vidéo, de fêtes de quartier, de télévisions de communauté. Le but était de faciliter la compréhension des interventions, d'installer et de développer la dimension communicative, de ressouder la relation d'identité entre les habitants et le territoire, en faisant apparaître le quartier sous des aspects qui n'étaient pas uniquement liés à la criminalité et à la dégradation. A Turin, depuis 1997, le travail sur la communication (au sens d'accompagnement des pratiques et des instruments pour la réhabilitation des lieux) constitue l'un des éléments fondamentaux du processus innovateur entrepris par l'administration publique. Pour les programmes relatifs à la réhabilitation urbaine et à la récupération des aires dégradées, l'Administration a adopté et adopte un type de communication qui a beaucoup de points communs avec le marketing territorial. Pour rendre ce choix plus concret, toujours depuis 1997, l'Union Européenne a choisi d'assigner un budget spécifique aux activités de communication en les rapportant en pourcentage au coût total de l'intervention.

L'effort et l'engagement de la Municipalité de Turin sont évidents quand il s'agit de redéfinir concrètement et d'améliorer l'image de ces quartiers, dans le passé chargés de problèmes, et d'en saisir et valoriser les potentialités auparavant non appliquées et latentes. Dans les documents du PRU de *via Ar-*

tom apparaît clairement l'effort de donner au quartier une identité nouvelle et l'utilisation même d'expressions comme "innover l'habitat", "inventer les espaces d'un centre attractif citadin" fait allusion en partie au changement de la perception du quartier et en partie à la tentative d'amorcer des processus de réhabilitation qui puissent mettre en jeu les ressources existantes et les nouvelles potentialités. L'une de ces dernières est l'histoire locale, reconstruite à travers la préparation d'expositions photographiques, de films, de livres qui recueillent les histoires et le matériel fournis par les habitants.

Travailler sur la communication et sur l'information a offert et offre la possibilité de se voir représentés dans une situation meilleure, de voir sa propre image revalorisée par rapport au passé, de comprendre comment le quartier est en train de changer. Ceci a été une étape très importante pour briser l'isolement.

S'occuper de la communication ajoute de la valeur à d'autres aspects, en premier lieu à la qualité des projets. En effet, les habitants historiques de *via Artom*, avant le PRU, pensaient que la qualité architecturale était un privilège du centre ville et des quartiers plus prestigieux, alors que leur quartier avait une mauvaise image, était abandonné, mal soigné. Cette idée était ancrée dans l'imaginaire de la ville et, pour communiquer que ce lieu deviendrait meilleur, il n'était pas possible d'utiliser une simple feuille de papier avec le dessin du lieu. Personne ne l'aurait cru. Aujourd'hui la réalité montre une inversion de jugement et améliore les conditions du rapport des habitants avec non seulement le territoire mais aussi avec les institutions.

Le Progetto Periferie (Projet Périphéries) a été le premier expérimentateur de formes innovatrices de promotion territoriale, par exemple en se chargeant aussi des chantiers-événements, expérimentés à Lyon en 1995 et utilisés deux ans après à Turin, qui sont devenus l'un des effets les plus intéressants et certainement les plus éclatants de cette politique.

L'espace laissé libre par la démolition de l'édifice au 73 *via F.lli Garrone* a été utilisé de juin 2004 jusqu'en septembre comme parking pour les automobiles et comme arène pour des représentations théâtrales et musicales. La Municipalité a organisé 16 soirées dans le but de promouvoir le territoire et de renforcer le rapport avec les habitants, parce que ce chantier a été considéré comme faisant partie du processus de réhabilitation et non comme le dernier

stade du malaise et de la dégradation.

A partir de 2007 les manifestations ont été organisées par l'opérateur qui s'est adjugé la construction du nouvel édifice conjointement à un programme de promotion territoriale (parrainé par la Municipalité de Turin), dénommé "*Love Artom. D'un quartier on tombe amoureux*", dans le but d'accompagner le processus de transformation par un parcours de nature culturelle, à travers des actions communicatives – le site web www.loveartom.it, donnant toutes les informations sur les initiatives en cours dans le quartier; des espaces internet interactifs comme le blog lovearton.blogspot.com et les pages My Space www.myspace.com/loveartom; des affiches, de documents, des vidéo – et un partenariat avec des sujets du territoire pour organiser des événements dans le quartier.

En plus le projet *Love Artom* a continué le travail commencé après la démolition avec le "*Cantiere Evento*", en proposant des festivals de musique de groupes locaux, des festivals de théâtre et de danse comme "*MurArtom*", une manifestation où les meilleurs writers du panorama turinois et milanais ont raconté le processus de transformation de l'aire. Entre juillet et septembre 2007 s'est tenu le festival musical "*Live Artom. Musica in cantiere*" (musique en chantier) et, à partir d'avril 2008, a été organisé le concours photographique "*Shot Artom. Perchè di un quartiere ci si innamora*" (Pourquoi on tombe amoureux d'un quartier): images de lieux, de visages, d'architectures qui se transforment et deviennent partie intégrante de l'identité et du quotidien du quartier. L'itinéraire "*Via Artom un quartiere da amare*" (un quartier à aimer), inséré dans les parcours culturels "*Gran Tour 2008. Torino e oltre*" (Turin et encore) accompagne les visiteurs dans les lieux de la réhabilitation, pour raconter comment se sont réorganisés les espaces ces dernières années. Un film recueille et montre tout le parcours de construction de l'édifice du 73 *via F.lli Garrone*.

Le responsable du chantier aime dire que parmi tous les chantiers que les coopératives ont suivis à Turin, celui-ci a été celui qui a subi le moins de dommages et de vols. Un signal que «*le chantier n'est pas tombé du ciel, mais qu'il a été vécu*».

5.3.2. Une démarche en coparticipation pour définir et promouvoir la sécurité urbaine.

En 2002 la ville de Turin a commencé sous forme expérimentale l'élaboration d'un projet sur la sécurité urbaine comme action complémentaire aux activités promues par les projets de réhabilitation urbaine. Le projet prévoit de collaborer avec la *Police Municipale* pour coordonner des actions spécifiques sur le thème de la sécurité urbaine, pour renforcer la perception de la sécurité de la part de la population, pour créer un rapport différent entre agents de police et habitants à partir de leur présence sur le territoire et pour miser sur l'information et l'éducation plutôt que sur la répression.

L'activation de formes nouvelles de communication, collaboration et coordination entre les divers interlocuteurs locaux et la *Police Municipale* apparaît comme une condition non seulement favorable mais stratégique et fondamentale pour l'efficacité d'une série d'actions dans le quartier qui ont déjà commencé, mais par rapport auxquelles ont affleuré dans le temps des problèmes qui ne peuvent pas être traités dans les mailles (pourtant larges et malléables) du programme de régénération urbaine. On a donc fait démarrer un programme expérimental dans lequel la contribution de la *Police Locale* a pour but de soutenir les politiques de réhabilitation urbaine intégrée et surtout les actions locales d'intervention, avec une attention particulière à cet ensemble de situations de malaise, de dégradation et de conflictualité qui sont restées longtemps en marge des processus de réhabilitation physique et sociale des quartiers. A la base de la proposition présentée à la *Police Locale* il y a la prise de conscience que, si d'un côté les habitants posent aux sujets institutionnels (et au gouvernement local en premier lieu) une forte demande d'interventions en matière de sécurité, d'un autre côté ces mêmes habitants se configurent sous plusieurs aspects comme les interlocuteurs-clés pour comprendre les problèmes et définir des solutions efficaces. Avec les habitants de *via Artom* et les sujets qui fréquentent ou travaillent dans le quartier on a élaboré une carte du risque apte à mettre en évidence les problèmes que le quartier perçoit davantage. Pour dessiner ce cartogramme, les opérateurs sociaux ont organisé des promenades dans le quartier avec les habitants et les agents de police, ils ont organisé des rencontres thématiques sur des arguments particulièrement

intéressants pour les habitants, ainsi que des collaborations avec les écoles du territoire pour comprendre le type de perception que les lieux suscitaient chez les enfants. Toutes ces activités ont été utiles, autant pour renforcer la relation entre les habitants et les agents de police que pour activer une communication plus efficace entre sujets locaux et institutions de référence. Grâce au travail de recherche il a été possible de repérer sur quels lieux être plus attentifs et avec quelles modalités intervenir. Quelques zones des cours de *via Artom*, les caves des immeubles publics, les rues, là où il était difficile de traverser à cause de la vitesse des automobiles et beaucoup d'autres lieux encore sont devenus un objet d'étude pour éviter que se reproduisent des situations de danger.

Pour définir et promouvoir la sécurité urbaine, la démarche adoptée a été celle de la collaboration et de la participation. La confrontation continue avec une pluralité de sujets différemment impliqués a permis d'identifier en même temps les phénomènes qui déterminent une perception de risque, les conflits, les fréquentations des espaces publics.

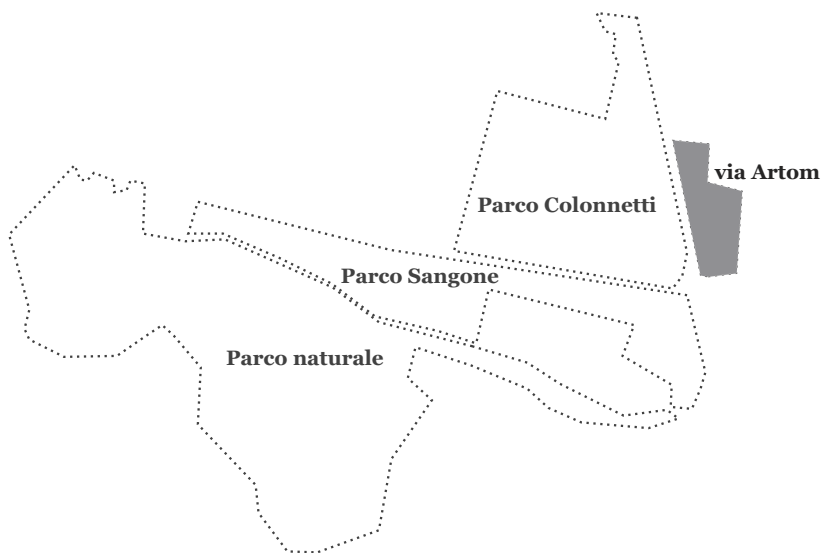
5.3. Apostille

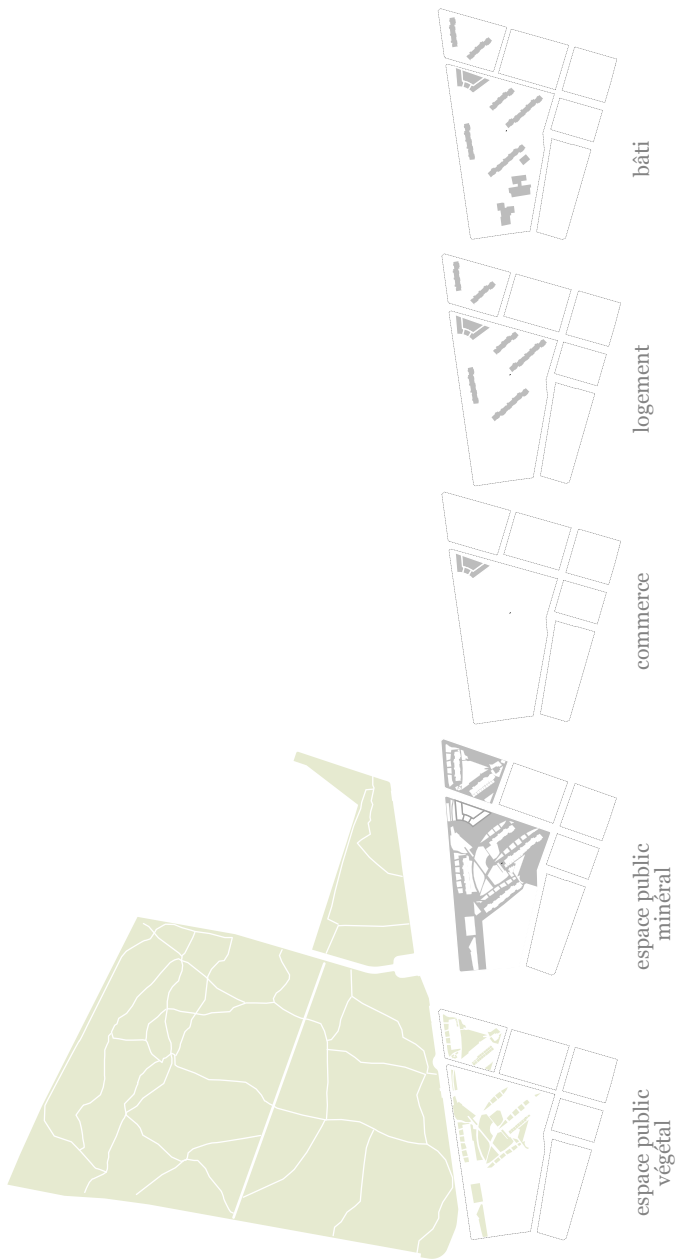
En dernière analyse, *via Artom* (et la zone avoisinante) se présente aujourd'hui comme la synthèse féconde d'un projet d'habitation, utilisation des ressources, adhérence aux lieux, rencontre avec le territoire, connexion avec les problèmes socio-économiques et culturels des habitants, promotion des processus de communication et de cohabitation interculturelle, capacité de comprendre les espaces du vécu privé, en le modulant sur les problèmes de la sécurité, de l'ordre public et des processus d'appropriation territoriale. C'est un quartier de Turin comme les autres mais, bien qu'inséré dans un cadre de réhabilitation des banlieues de la ville, il présente des éléments uniques. Aujourd'hui *via Artom* se propose comme un milieu stratégique de régénération urbaine ; une centralité nouvelle pour la ville qui met en place des ressources environnementales et paysagistes en mesure d'attirer des populations différentes, d'offrir des espaces à la ville pour des activités et manifestations à caractère urbain, de changer sa propre connotation d'espace marginal et dangereux pour devenir "*une zone régénérée et agréable, dans laquelle se prome-*

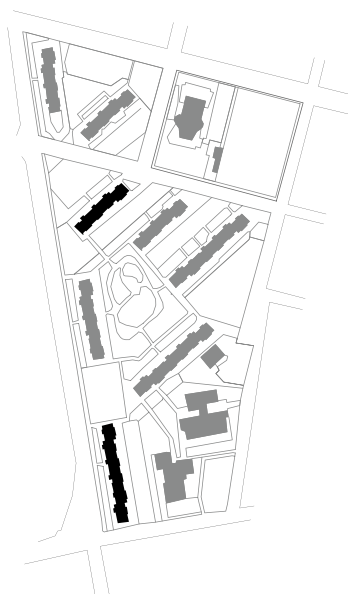
er sans devoir protéger ses arrières". Le quartier se présente avec un nouveau visage, aussi parce qu'il est favorisé par les ressources paysagistes et environnementales du territoire, comme *Parco Colonnetti* et le Parc naturel des rives du Sangone¹². Ceci est évident, non seulement dans la réhabilitation des lieux, mais aussi dans les pratiques sociales qui dans ces mêmes lieux prennent forme, dans l'utilisation de l'espace et dans les populations différentes qui fréquentent cette zone. On peut le voir aussi dans les ressources sociales mises en jeu et relatives aux habitants historiques du quartier et aux opérateurs qui ici ont travaillé pendant des années, et qui ici ont décidé d'investir leur avenir en y installant leurs bureaux. On le voit dans les traces historiques du quartier, dans les vicissitudes qui ont amené à la transformation des lieux. Et, encore une fois, en positif, dans les cohabitations, dans les revirements et dans les superpositions.

12. Sur les rives du Sangone, après la démolition des jardins potagers abusifs, il a été possible de réaliser un parc naturaliste et une aire à destiner à des jardins potagers à confier à la gestion des habitants au moyen d'un avis au public.









Le nouveau dessin de projet; démolitions et nouvelles constructions



Spina 3. Un ordre spatial dicté par la séparation

Anna Todros

6.1. Spina 3: une aire complexe

Spina 3 – avec une surface de 1.002.956 m², à savoir six fois environ celle occupée par les usines Fiat Lingotto et un tiers de toute la Fiat Mirafiori – représente le cadre principal de transformation du *Piano Regolatore* de la Ville de Turin. Il s'agit de l'ancien district des *Ferriere*, enjambant la Doire au nord-ouest de la ville, adjacent au centre historique. Un territoire qui, il y a quelque temps encore, était entièrement occupée par les aciéries et qui constitue, maintenant, par extension et davantage encore par concentration de permis de construire, presque la moitié de toute la *Spina centrale*¹ dont elle est partie intégrante.

L'aire de *Spina 3* est un territoire complexe: de par ses dimensions, de par la position qu'elle occupe à l'intérieur de la ville, de par les temps qui ont marqué sa transformation, de par les acteurs qu'elle a impliqués et de par l'usage des instruments dont elle s'est servie.

Etant donné ses dimensions étendues et sa position dans une zone centrale par rapport au développement de la Ville (600 mètres seulement sépar-

1. Le *Viale della Spina Centrale*, conjointement au projet du *Passante Ferroviario* (qui prévoit l'enfouissement du tracé ferroviaire) constitue le cœur d'une réorganisation générale de la ville, qui vise à intégrer en une seule vision les thèmes du transport ferroviaire, des liaisons véhiculaires, de l'utilisation des aires désaffectées ou en voie d'abandon et de la requalification des milieux urbains congestionnés ou dégradés. Le *Viale della Spina*, né sur le tracé des voies ferrées et dont dépendent les principales aires de transformation est créé comme un axe de dégagement rapide, mais aussi comme un élément de suture entre les parties de la ville un temps séparées par la voie ferrée et comme l'épine dorsale du renouvellement urbain.

ent sa limite sud de *Piazza Statuto*, siège de la gare citadine principale), sa transformation a impliqué la construction d'un véritable morceau de ville. Un lieu qui devait être équipé de routes, carrefours, arbres, espaces publics, magasins, bureaux, habitations, services; en somme de tous ces éléments que nous sommes habitués à reconnaître comme caractéristiques d'un milieu urbain. Sans pour autant négliger la nécessité de donner une identité au nouveau quartier qui ne s'est pas formé par la lente superposition d'actions au cours du temps, et dont les mémoires, traditions et habitudes renvoyaient à un passé industriel désormais remplacé. En même temps l'opération de transformation s'est insérée dans une structure déjà consolidée avec laquelle elle a dû instaurer une quelconque forme de dialogue. Les quartiers adjacents *San Donato* et *Madonna di Campagna* ont eux aussi une histoire riche et complexe: ce sont les faubourgs ouvriers qui ont grandi au moment de l'essor industriel de la fin du XIXe siècle et où le tissu des habitations est compact, le pavé de cailloux encore visible par endroits et où persiste la présence de petites activités et jardins potagers au rez-de-chaussée où l'on reconnaît encore l'influence du tracé des canaux. L'emplacement de cette aire en transformation dans une position centrale l'a rendue de plus appétissante du point de vue financier, en augmentant la somme des intérêts en jeu et en rendant possible l'exploitation de rentes foncières? précédemment gelées ainsi que la recentralisation d'activités et de fonctions plus rémunératrices que celles qui existaient déjà².

Un facteur ultérieur de complexité est déterminé par les fonctions implantées: Il s'agit de la coprésence de destinations publiques et privées (ce qui caractérise désormais la presque totalité des interventions dans la ville contemporaine) et de typologies de construction différentes. Cette nouvelle opération a vu naître en effet des habitations, des espaces commerciaux, des bureaux, des centres de recherche et de production, avec en plus la récupération et la reconversion de quelques édifices historiques ainsi que l'insertion d'un grand parc urbain. Le projet de *Spina 3* s'étend le long d'un arc de temps qui sous certains aspects semble de courte durée et rigidement fixé: l'adhésion à un Programme de Requalification Urbaine, fondamental pour disposer des

2. Lami, 2004.

moyens économiques nécessaires, a imposé des délais sévères, et la construction à l'intérieur de la zone de deux édifices pour héberger les journalistes à l'occasion des Jeux Olympiques d'hiver a dicté des rythmes serrés. En outre les modalités d'implication des opérateurs privés ont entraîné une contraction des temps par rapport à certaines phases de la transformation (quelques édifices ont été construits en quelques mois) qui doit toutefois affronter une durée globale de l'opération qui continuera pendant une période de plus de quinze ans. L'utilisation aussi des instruments urbanistiques a été marqué par un parcours pas toujours linéaire: au *Piano Regolatore*, qui donnait des indications pour définir un plan unitaire, s'est vite superposée une série de programmes différents qui ont concerné plusieurs portions de *Spina 3* et qui ont concouru à la division du territoire en compartiments distincts, caractérisés par des projets diversifiés.

6.2. Le renversement des assiettes de propriété

Si l'on considère la dislocation des établissements industriels à Turin à la fin des années 80, quand la plupart des usines était désaffectée mais encore présente sur le territoire, on peut facilement observer que la plus grande partie des industries avait été adossée à la voie ferrée et au fleuve, la Doire, et que la surface successivement appelée *Spina 3* accueillait sur son territoire les deux principaux facteurs de localisation. En effet, dans ce morceau de ville, encore au début des années 90, se dressaient quelques-unes des industries turinoises historiques: de la production sidérurgique de la *Fiat Ferriere* à celle du matériel ferroviaire de la *Savigliano*, en passant par la production textile de la *Paracchi* sans oublier la production de pneus de la *Michelin*. Les quartiers limitrophes - *San Donato* et *Campidoglio* au sud et *Lucento* et *Madonna di Campagna* au nord - représentaient le cœur de la «*barriera operaia*» (le faubourg ouvrier) qui, en vertu de sa connotation sociale, avait engendré chez ses habitants un puissant sentiment d'appartenance et un climat de solidarité, alimenté aussi par le réseau touffu des associations, des paroisses aux associations boulistes et successivement aux activités politiques des syndicats et des partis.

En un peu plus de dix ans ce territoire change complètement de main: si, encore au début des années 90, ce sont cinq particuliers qui détiennent 80% de la propriété des sols, quinze ans plus tard la propriété privée, morcelée entre plusieurs nouveaux acteurs, est réduite à 30%.

En particulier, encore en 1998, l'aire *Cimimontubi* (Fiat) occupait 480 mille m²³, *Michelin* 200 mille, *Ingest* 90 mille, *Savigliano* 40 mille et *Paracchi* 30 mille et il ne restait à l'Administration municipale que la chaussée, les trottoirs et un court tronçon des berges de la Doire. Quand les travaux seront achevés, probablement vers 2012, la Ville de Turin sera propriétaire de 70% environ de *Spina 3*, avec une augmentation de ses sols de 400 mille m² environ. Aussi du point de vue économique les divers programmes ministériels qui insistent sur cette aire, conjointement à la localisation des *Villaggi Media*, ont fait en sorte que l'investissement public étatique et local soit consistant.

Au moment de la proposition du Programme de Requalification Urbaine à la Municipalité (PRiU), en 1994, la situation patrimoniale décrite ci-dessus était la même et, en effet, ce seront les sociétés *Ingest SpA*, *Cimimontubi SpA*, *Officine Savigliano SpA*, *Rinnovamento Dora Riparia Srl*, *Centro Sportivo Dora Riparia Srl* et *Paracchi* qui souscriront la première version de l'Accord de Programme.

C'est à la seconde modification du Programme, en 2003, que la Municipalité de Turin relève et détient la majorité des sols et que le territoire restant est fractionné en une pluralité de nouveaux propriétaires. Il s'agit pour la plupart de sociétés immobilières ou d'entreprises de construction présentes depuis des années dans le panorama turinois, qui ont acheté des portions de territoire, dans certains cas en constituant des sociétés ad hoc. Parmi les sujets qui possèdent un nombre conséquent de mètres carrés on trouve toujours la *Cimimontubi* qui, bien qu'elle ait cédé environ les trois-quarts de ses propriétés, continue de posséder environ 30% de la surface bâissable, suivie par une série d'entreprises locales (*Impresa Costruzioni Deiro*, *Franco Costruzioni*, *Impresa Rosso*, *Dega*), par les coopératives *Novacoop*, *San Pancrazio* et *Di Vittorio* et par la *Finpiemonte*. Le seul grand propriétaire exclu du PRiU est la

3. Ainsi subdivisés: Vitali 250 mille, Valdocco 200 mille, Valdellatorre 30 mille.

Società delle Ferrovie dello Stato (Compagnie Nationale des Chemins de Fer) qui, après avoir renoncé à la première proposition du Programme, a cherché par la suite à récupérer sa propre position et à bloquer les travaux.

Au cours de l'avancement des travaux et au fur et à mesure que les logements et espaces commerciaux seont achevés, l'assiette de la propriété privée deviendra évidemment toujours plus fragmentée et concernera des surfaces moyennes infiniment plus petites. Quand cette transformation sera complétée, en 2011, on prévoit qu'habiteront à *Spina 3* plus de dix mille membres de nouvelles familles, distribués sur plus de quatre mille appartements, auxquels il faut ajouter les activités commerciales, artisanales et tertiaires.

Le revirement des rapports de propriété public/privé et la réappropriation de la part du sujet public visent à incorporer ce territoire urbain, autrefois enfermé dans les murs des usines, dans la ville habitée, et donc à lui donner une configuration différente, marquée par une construction intensive et par de vastes espaces destinés à des activités et à des ouvrages d'intérêt collectif, dont le premier est le *Parco della Dora*.

Le renversement des assiettes de propriété et, conséquemment, la possibilité pour l'opérateur public de réacquérir un rôle central dans la transformation et dans la gestion du territoire et de ses politiques ont donc représenté l'un des principaux enjeux qui ont caractérisé l'opération de *Spina 3*. Cette volonté retrouvée du sujet public de se mettre en avant se heurte, toutefois, à deux ordres de problèmes. Avant tout elle subit les conséquences d'une politique qui a fait de la construction le secteur pilote pour sortir de la crise de l'industrie et qui doit tenir compte d'un consortium de constructeurs qui dans la pratique gouverne les temps et les modes de la transformation⁴. Ensuite elle doit se confronter à l'exigence de trouver de nouvelles formes d'autorité, là où celles-ci ne sont pas reconnues et l'acteur public semble investir uniquement sur sa propre "capacité de rendre perméable le système des décisions à l'influence de la société civile"⁵.

Spina 3 représente donc une occasion ratée: l'Administration publique qui,

4. Olmo, 2006; Bianchetti, 2006.

5. Bianchetti, 2006.

au départ, se trouvait dans les conditions de guider et d'orienter la transformation d'un domaine urbain stratégique et consistant, en créant un modèle d'urbanité attentif aux besoins collectifs, s'est retrouvée sans consensus ni légitimation, étouffée par l'anxiété de conclure dans des délais rigoureusement scandés et, de fait, elle a laissé la place à des sujets privés poussés par des intérêts individuels. Le résultat est un projet formé de parties séparées les unes des autres, où chaque promoteur a construit des édifices retranchés sur eux-mêmes, évitant ainsi le risque de se mettre en relation avec l'environnement, tandis que les espaces communs manifestent toutes les difficultés d'une gestion publique incapable de guider un processus aussi complexe.

6.3. Du projet à la réalisation

Le projet de transformation de *Spina 3* a prévu l'implantation d'un vaste mix fonctionnel – comprenant des résidences, des espaces commerciaux, des bureaux, des laboratoires, des centres de recherche et de production ainsi que des espaces de loisirs – avec en plus l'insertion d'un vaste parc de 450.000 m² pour la récupération et la reconversion, dans des espaces aptes à accueillir des activités productives de pointe, des édifices de valeur autrefois occupés par les *Officine Savigliano* et par la *Société Paracchi*.

Le territoire a été divisé en sept aires d'intervention – *Valdellatorre*, *Valdocco*, *Vitali* (comme les trois anciens établissements sidérurgiques *Cimimontubi*), *Paracchi*, *Savigliano*, *Ingest (Fiat-Nole)*, *Michelin* – qui correspondent aux usines primitives et, par conséquent, à la subdivision initiale des propriétés. L'élaboration des projets des divers secteurs a été confiée à des opérateurs privés, tandis que la Municipalité, la Région et l'Etat se sont engagés dans la réalisation des ouvrages d'urbanisation.

Les interventions privées dans les sept aires présentent des caractéristiques hétérogènes et se différencient par les fonctions installées, par les caractéristiques morphologiques du bâti ainsi que par la composition spatiale. On y voit des édifices à cour, des dalles, des tours d'habitation de 21 étages, et l'église du *Sacro Volto* projetée par Mario Botta.

Le projet du Parc a constitué un élément central dans la transformation,

à tel point qu'il représente l'un des rares éléments restés stables pendant le cheminement du projet. Le *Piano Regolatore* prévoyait déjà de concentrer la construction de façon à laisser un vaste espace central, contigu au tracé du fleuve, à destiner à espace vert ; cette idée a été reconfirmée par le Programme de Requalification qui mettait l'accent sur la nécessité de créer des éléments de transversalité capables de lier les parties au nord et au sud du grand vide et, en même temps, de développer le parc parallèlement aux berges du fleuve de façon à déterminer un milieu naturel sur lequel pouvaient donner les nouvelles constructions.

La différente scansion temporelle avec laquelle ont été réalisées les interventions et qui a vu la réalisation des complexes résidentiels bien avant la construction du parc, a cependant contribué à déterminer une faible compénétration des espaces ouverts et des espaces construits, si bien que ces derniers tendent à se replier sur eux-mêmes, établissant un rapport avec la zone verte qui gratifie la vue plutôt que d'en faciliter l'utilisation.

L'étude des infrastructures qui créent l'ossature de l'aire a été et est extrêmement importante dans *Spina 3*, autant pour la voirie que pour la voie ferrée qui borde l'une de ses limites.

Le réseau routier, qui n'est plus au service des industries mais qui doit satisfaire les usages urbains et donner une forme nouvelle aux îlots, a été entièrement redéfini: des interventions de renforcement des parcours existants ont été prévues et de nouveaux tracés ont été projetés, sur la base aussi des lignes ferroviaires utilisées précédemment pour le transport interne des entreprises. Au sud on a continué la maille carrée typique de la ville historique, tandis qu'au nord on s'est référé aux lotissements définis par le Plan de 1908; le parc, placé au centre, représente une charnière entre les différentes matrices d'implantation.

En 2002 on a apporté une modification importante au projet du *Passante*⁶ qui a entraîné un aménagement différent du tracé de la voie ferrée qui, dans sa nouvelle configuration, passe au-dessous de la Doire et permet une structura-

6. Le nouveau projet a été approuvé en 2003 et concordé dans un protocole d'entente entre la Municipalité de Turin, la Région Piemonte, le Ministère de l'Équipement, la *Rete Ferroviaria Italiana S.p.A.* et le *Gruppo Torinese Trasporti S.p.A.* signé en octobre 2002.

tion différente du *Viale della Spina* et un impact mineur des infrastructures sur le territoire de *Spina 3*.

Michelin Sud – Le grand centre commercial

L'aire *Michelin Sud*, séparée de l'aire nord à la suite de la désaffectation industrielle à partir des années 80, a été occupée par un vaste centre commercial et par un complexe résidentiel. Le projet de la partie résidentielle, composée de 340 unités environ au mètre important et divisée en deux lotissements séparés par une route interne de desserte, a été confié à l'architecte Elio Luzzi et a proposé la réalisation d'un ensemble d'édifices disposés sur le périmètre de deux cours intérieures servant de jardin de copropriété, dont la hauteur varie de neuf à quinze étages, s'élevant en correspondance des angles et permettant d'obtenir de grandes terrasses. Les matériaux traditionnels – la brique apparente et la pierre pour le soubassement – et les mesures réduites contribuent à différencier cette intervention des grands édifices aux revêtements translucides qui caractérisent le paysage de *Spina 3*. Le projet de Luzzi semble appartenir à une époque précédente et lie davantage l'aire transformée et les aires limitrophes.

La réalisation du Centre Commercial a représenté, avec la construction du parc technologique limitrophe *Envipark*, la première intervention à l'intérieur de *Spina 3* et elle a donc constitué une sorte de volant pour amorcer le processus de requalification de toute l'aire urbaine. Le projet de l'espace commercial, avec incorporés un cinéma multisalles et des locaux pour bureaux, a amené à définir un ensemble distribué autour d'un espace central et structuré en trois niveaux, qui constitue la clé de voûte de l'opération. L'espace public central, caractérisé par l'emploi de matériaux différents qui soulignent la perception des diverses trajectoires possibles, constitue une sorte de place et fait fonction, en partie, de lieu d'agrégation, pour autant que sa configuration invite au passage plutôt qu'à la halte. Dans la partie nord de la zone s'étend une dalle haute comme deux étages servant de parking et revêtue de treillis métalliques sur lesquelles grimpent des arbustes verts pouvant créer des jardins suspendus.

L'artère routière à grande circulation placée entre le parking du cinéma multisalles et le parc empêche toute communication entre l'aire et l'espace vert et contribue à justifier le caractère fermé de l'intervention. Cette carac-

téristique de fermeture devient particulièrement évidente si l'on veut entrer dans l'espace à pied, opération non parfaitement facile à cause de la dénivellation entre le plan du centre commercial et la route.

Valdocco – Le Parc Technologique et les îlots

L'aire *Valdocco* s'étend le long de la voie ferrée dans le tronçon compris entre *via Livorno* et *corso Mortara* et elle est divisée en deux sous-zones constituées respectivement par le parc scientifique technologique pour l'environnement *Environment Park* au nord et par un secteur résidentiel au sud.

L'EnviPark naît à partir de 1997, précédant la transformation globale de *Spina 3*, sur l'initiative de la *Regione Piemonte*, *Città di Torino* et Union Européenne grâce au *Fondo Europeo di Sviluppo Regionale* (FESR) pour les aires en déclin industriel⁷. L'implantation, qui accueille des entreprises spécialisées dans la diffusion de l'innovation de la culture de l'environnement, comprend quatre blocs de construction à la couverture verte qui s'appuient sur une dalle servant de parking et placés de sorte à laisser un espace vide central qui permet de créer un axe visuel parcourant toute l'aire.

Le secteur résidentiel, situé dans la partie sud de l'aire, prend appui sur une grille décalée par rapport à la maille turinoise traditionnelle qui caractérise l'édifice voisin et il est formé d'îlots aux vastes dimensions. Vu la forte extension de l'intervention – il s'agit de 1352 logements, dont 611 conventionnés – les concepteurs de chaque lotissement ont été coordonnés par le Bureau d'Etudes *Isola Architetti* qui a rédigé un *master plan* général dans le but de relier les divers «îlots» résidentiels à travers un projet unitaire. L'intervention est caractérisée par des édifices ayant une hauteur comprise entre cinq et dix étages, qui s'élèvent sur une dalle de parkings et qui sont placés de façon à former de grandes cours dont l'accès, autorisé pour les seuls résidents, est caractérisé par d'imposants portails. une longue rangée de tout petits balcons caractérise la façade vers l'extérieur, tandis que pour la vue vers la cour intérieure il s'agit d'espaces aux dimensions plus grandes, souvent utilisés comme dépendance d'été de la salle à manger et servant aussi à surveiller les enfants

7. Docup 1994-1996, action 3.1.

qui jouent dans la cour. Les entrées des ensembles résidentiels sont caractérisées par des espaces très vastes, même si la plupart sont occupées par les seules boîtes aux lettres. Toujours au rez-de-chaussée on trouve des pièces de copropriété, s'ouvrant aussi bien sur le jardin intérieur que vers les parcours extérieurs, utilisées théoriquement pour des activités collectives (par exemple les assemblées des locataires), mais actuellement complètement vides. Un système de passerelles piétonnes trace un passage surélevé par rapport aux routes de passage de véhicules et dessine un parcours privilégié au centre du complexe, mais son utilisation est toutefois découragée par l'état dégradé qui le caractérise déjà et par le fait que le débouché prévu sur le parc est, pour le moment, encore bloqué.

Savigliano – L'édifice historique, les lofts et les bâtiments industriels

Le projet pour l'aire *Savigliano* prévoit la requalification de la partie historique du complexe (avec autorisation de la Direction des monuments historiques) et la construction de six bâtiments industriels. La restructuration de l'édifice historique, long de 350 mètres, prévoit la conversion de l'espace couvert autrefois traversé par les trains en un espace public sur lequel s'ouvrent des unités commerciales partiellement insérées à l'intérieur de l'édifice et décalées par rapport à la maille traditionnelle. Les édifices de fraîche construction, placés dans le dos du bâtiment historique, sont disposés en épi et revêtus de panneaux modulaires en aluminium et plaques de verre.

Les fonctions de musée et d'auditorium attribuées dans une première phase ont été remplacées par des activités industrielles et artisanales, dans l'optique des finalités prévues par le *Piano Strategico* de la Municipalité de Turin pour le développement de nouveaux entreprenariats. Toujours dans une phase successive on a ajouté un lot de résidences sous la forme de *loft* aux derniers étages de l'édifice historique, et on a prévu de nouveaux accès vers le parc.

Michelin Nord – Les trois tours

L'aire *Michelin Nord*, située au nord de la Doire entre *corso Mortara* et *via Tesso*, comprend trois hauts édifices, les soi-disant "tours", formés de plusieurs corps de bâtiment qui atteignent les vingt et un étages de hauteur et

dont la conception a été confiée à plusieurs professionnels, dans la tentative d'obtenir une diversification de matériaux et de langages. Six édifices plus bas sont placés le long du périmètre du lotissement et unifiés grâce à un soubassement commun qui permet aussi de surmonter la dénivellation de 5 mètres caractérisant cette aire.

Le Piano Regolatore, ainsi que la première proposition du PRiU, prévoyait des édifices aux dimensions réduites; c'est seulement avec le projet pour la variante du PRiU qu'est proposée la construction des tours positionnées aux angles de l'îlot.

A partir de 2003 cette aire est identifiée comme le siège de l'un des *Villaggi Media* devant recevoir les journalistes durant les Jeux Olympiques d'hiver 2006; une fois éliminées les divisions internes spécifiques à l'événement olympique, la destination résidentielle avec des micro-activités tertiaires et commerciales a été renforcée au rez-de-chaussée. La Municipalité de Turin a acheté 117 unités d'habitation où a été élaboré un projet d'habitat soucieux de calibrer les assignations des logements, en puisant dans des listes formées par des catégories spécifiques de demandeurs, de façon à corriger d'éventuels déséquilibres dans la composition du tissu social. Bien que la Municipalité ait organisé un service intéressant qui prévoyait l'introduction de jeunes médiateurs sociaux résidant dans les édifices, l'assignation des tours à trois sujets de nature différente – l'*Agenzia Territoriale per la Casa* sur la part de logements conventionnés, les coopératives et les particuliers – a comporté une gestion elle aussi tripartite de l'espace semi-public interne et la division des flux d'accès aux édifices.

Vitali –Les bâtiments industriels, l'hôtel, la place commerciale avec vue sur le parc

L'aire *Vitali* renferme un vaste territoire situé dans la partie Nord de *Spina 3*, dont la récupération a été prévue en deux phases successives différentes et indépendantes l'une de l'autre : la première, relative à la portion de lotissement qui donne sur *via Orvieto* jusqu'à atteindre l'angle avec *via Verolengo*, est en train de se conclure, grâce aussi au choix d'y placer quelques-unes des structures olympiques d'accueil. La deuxième, parallèle à *via Verolengo*, doit encore commencer.

La première phase a vu naître un grand mix fonctionnel, avec des habitations privées et publiques, des activités d'accueil, des activités commerciales, tertiaires et industrielles. A l'angle de *via Orvieto* et *via Verolengo* la place, sur laquelle donnent des édifices réservés à des usages divers (espaces commerciaux, un hôtel et un édifice avec tour de dix-huit étages pour logements et bureaux) constitue le point de jonction entre les deux blocs de construction et le principal nœud d'accès à tout le système.

Le long de l'axe nord-sud les habitations (327 appartements dont 227 conventionnés) sont en position reculée par rapport à *via Orvieto* et sont caractérisées par un double front: le premier constitué par un embasement en briques sur lequel s'élèvent quatre édifices en L, le second situé au niveau du parc dans une position rehaussée par rapport à la route.

L'aire qui côtoie *via Orvieto* prévoit la réalisation de vastes espaces pour introduire des activités artisanales, industrielles de pointe et tertiaires, sur lesquels s'élèvent quatre édifices placés de façon à former une galerie centrale couverte par une structure en acier.

Ingest et Valdellatorre – L'Église et les résidences «Gran Paradiso»

Les aires *Ingest* et *Valdellatorre* sont situées dans la partie sud de l'aire et comprennent la Paroisse du *Santo Volto* et trois lotissements.

Le vaste complexe religieux projeté par l'architecte Mario Botta se compose d'une église à plan central entourée par sept tours, d'un centre congrès réalisé sous le parvis et de locaux pour bureaux et activités paroissiennes placés dans deux édifices de trois étages perpendiculaires entre eux et adossés à l'église. La tour des anciennes aciéries, haute de 55 mètres, a été conservée, symbole et mémoire de l'activité industrielle précédente et, enveloppée dans une structure hélicoïdale lumineuse, elle fait fonction de clocher.

Les nouvelles implantations résidentielles – 786 logements en tout, dont 70 conventionnés, dénommées "*Olimpo Center*" et "*Residenza Gran Paradiso*" se font face le long d'une rue qui côtoie l'église et se termine vers le parc et sont composées de blocs articulés de trois à quatorze étages. Une série infinie de petits balcons, loggias et terrasses ainsi que les cages d'escalier se dégagent des volumes principaux, tour à tour revêtus de matériaux différents.

Paracchi – Les résidences le long du fleuve

L'aire *Paracchi* s'étend dans une position décentralisée par rapport aux autres aires de *Spina 3*, sur une longue et étroite bande de terrain qui longe la Doire.

Le projet propose la construction d'édifices résidentiels, disposés de façon à former des cours ouvertes sur le fleuve au sud, un hôtel et un autre édifice résidentiel au nord. Des modifications successives⁸, apportées aussi sur le schéma planivolumétrique et sur les quantités et les fonctions, amèneront à la configuration actuelle: un long édifice linéaire avec des hauteurs variant de cinq à neuf étages, placé dans la partie centrale du lotissement, accueille les habitations (122 appartements); au Nord les fonctions commerciales sont regroupées dans un bâtiment bas renfermant un supermarché, tandis qu'au sud la récupération de l'ancien bâtiment réservé aux bureaux permettra d'introduire des activités tertiaires, avec en plus 6000m² de *loft*. Une attitude prudente à l'égard de la Doire a fait en sorte que les résidences et le tertiaire occupent le second étage, ce qui entraîne, dans la partie résidentielle, le positionnement d'une dalle parking revêtue extérieurement d'un ouvrage de maçonnerie de 4 mètres de hauteur sur la couverture duquel sont aménagés des jardins de copropriété, et un espace commercial sur un remblai de terre.

6.4. Mobiliser les intérêts

L'utilisation des instruments urbanistiques à travers lesquels prend forme cette nouvelle portion de ville n'est qu'apparemment traditionnelle: à côté du *Piano Regolatore* qui vise à définir un projet unitaire de l'aire, on assiste très vite à l'apparition d'instruments exceptionnels⁹ et à des actions dans la pratique qui semblent opérer par objets et par interventions, chacun poussé par des logiques qui lui sont propres.

Le territoire est concerné par un *Programma di riqualificazione urbana e sviluppo sostenibile del territorio* (PRUST) et par un *Programma di Riquali-*

8. Il s'agit de la convention stipulée en 2002 avec la Municipalité à la suite de la seconde variante du PRiU.

9. En particulier le PRiU et les conventions spéciales pour les lotissements olympiques.

ificazione Urbana (PRiU). Ce dernier, approuvé en 1998 et remplaçant de fait le *Piano Regolatore*, touche presque 90% de l'aire et, mêlant des fonds publics et privés, représente presque 70% de la surface faisant l'objet de tous les programmes turinois de requalification. En outre, à partir de 2003 et avec une série de modifications quantitatives, le Conseil Municipal a établi que dans *Spina 3* soit placée une partie des logements relatifs aux Jeux Olympiques. Les constructions du *Villaggio Media* suivront à partir de ce moment-là leur propre parcours, marqué par des financements, des temps et des procédures particulières, et aussi par la nécessité future de reconverter ces structures après l'événement sportif.

Le *Piano Regolatore* élaboré par les architectes Gregotti et Cagnardi, approuvé en 1995, prévoyait de compenser les coûts de revalorisation et de bonification des aires de transformation par des indices de constructibilité élevés et par une forte densité foncière, pour pallier au manque de services des aires environnantes. Dans le cadre de *Spina 3* les opérateurs privés ont insisté en faveur d'une augmentation des cubages pour s'adosser le risque de bonifier un terrain dont on pouvait seulement imaginer le niveau de pollution et de dégradation. La solution de compromis enfin trouvée a été la cession de la part de la Municipalité d'une grande quantité de permis de construire, avec l'accord toutefois qu'elle soit concentrée, de façon à obtenir de vastes espaces publics et de réaliser le parc.

Au cours de la seconde moitié des années 90 il devint évident que les hypothèses de développement prévues par le Plan ne correspondaient pas à la réalité du moment: il n'y avait ni cette croissance de la demande d'espaces pour des activités tertiaires ni ces changements dans la structure économique de la ville que le Plan avait supposés.

Dans cette difficile situation applicative du Plan sont intervenus les *Programmi Complessi*, dont le démarrage a constitué une occasion supplémentaire pour en vérifier les choix et permettre, grâce à leur action de stimulation aussi bien procédurale que financière, la reconversion sans cela difficile vu la situation de crise du marché immobilier. Le Programme de requalification de *Spina 3* se caractérise par l'ampleur des ouvrages projetés et par les respectives bonifications et assainissements environnementaux, ainsi que par la présence, avec les institutions, de nombreux acteurs, propriétaires des aires

ou opérateurs intéressés à la requalification.

A partir de ce moment-là et dorénavant, mobiliser les intérêts des opérateurs privés afin qu'ils s'activent dans la transformation deviendra la préoccupation centrale de l'Administration publique. Dans la saison de la concertation, pendant laquelle les choix publics dépendent d'une tractation plurilatérale¹⁰, l'Administration turinoise n'a pas su exercer pleinement son pouvoir contractuel. Si, d'une part, les nouveaux instruments constituent une possibilité de surmonter les rigidités du plan traditionnel, grâce à la capacité de saisir avec plus d'à-propos les urgences et les opportunités, d'autre part la possibilité des récents programmes à opérer au sein de stratégies globales et la légitimation effective de choix effectués à travers un parcours de concertation avec des sujets privés¹¹ peuvent susciter de fortes perplexités. A *Spina 3* les conventions passées avec les opérateurs privés dans le cadre de l'Accord de Programme n'établissent pas avec suffisamment de rigueur les temps, les modalités et les commandes avec lesquels les particuliers s'engagent dans la réalisation et les dispensent d'exécuter les ouvrages publics. Le résultat en est que les habitations ont été vendues et que *Spina 3* est en train de se peupler, mais qu'aucune contrainte n'a pesé sur les constructeurs pour qu'ils fournissent dans l'immédiat plus que la simple accessibilité et que les services publics ne seront disponibles que dans un moment successif.

6.5. Un comité comme instrument de l'Administration publique

Au cours de l'année 2006 l'Administration publique a constitué le *Comitato Parco Dora* afin de diriger la transformation de *Spina 3*, en accompagnant le gouvernement local et en encourageant la nouvelle communauté qui est en train de s'installer et qui s'installera dans les années à venir. La complexité spécifique d'une métamorphose aussi radicale et étendue, les problématiques dérivant des modalités et des temps de réalisation ainsi que de la préparation tardive des services, la difficulté de coordonner les divers secteurs publics en des actions conjointes, et, tout aussi important, les protestations des habi-

10. Bobbio L., 2000.

tants, voilà les principales raisons qui ont induit la Municipalité à se doter de cet instrument exceptionnel pour gérer cette phase de transition. Si, dans un premier temps, la Municipalité avait affronté la transformation de *Spina 3* en laissant que chaque secteur de l'Administration publique agisse séparément et, comme cela arrive souvent, avec un niveau minime de collaboration, avec le temps et devant les sollicitations des habitants, il devint évident que les problèmes n'étaient pas uniquement de nature normative, mais que, en impliquant une multiplicité de thèmes – ils avaient assumé une valeur politique.

Les expériences et les expérimentations turinoises dans la gestion des programmes urbains complexes ont été la référence à laquelle l'Administration publique a fait recours dans le but de capitaliser et de mettre à la disposition du développement du cadre urbain de *Spina 3* le vaste ensemble des « bonnes pratiques » mises à son actif au cours des dernières années. La Municipalité a pu en effet appuyer et encourager la naissance du *Comitato Parco Dora* parce qu'elle avait déjà affronté deux expériences précédentes: celle du *Comitato Urbano 2* pour l'aire de *Mirafiori Nord* et celle du *Comitato Progetto Porta Palazzo – The Gate*; à cette dernière, en particulier, elle a emprunté sa modalité de travail et de gestion ainsi que son équipe de concepteurs.

L'exigence et la décision consécutive d'instituer un instrument spécifique pour gérer l'aire de *Spina 3* ont été clairement exprimées par l'Administration publique après une assemblée publique¹² pendant laquelle, pour la première fois, le Maire, accompagné d'une partie consistante du Conseil municipal, a présenté le projet du nouveau quartier à la néopopulation. Il y eut beaucoup de participants et le débat fut plutôt animé.

L'année précédente les Circonscriptions IV et V avaient préparé un plan d'information et avaient placé deux info point pour recueillir les instances des habitants et constituer une interface directe entre les habitants et la Municipalité; la Circonscription V avait aussi monté, dans une école de la zone, une exposition sur le territoire.

Dans un premier temps donc on avait tenté la voie de la communication, et seulement successivement on a senti le besoin et la volonté politique de se

11. Saccomani, 2004; Corsico, 1998.

12. Le 18 juin 2005.

doter d'un instrument supplémentaire possédant les compétences spécifiques pour accompagner la transformation.

Déjà en 2005, quelques-uns des habitants des zones adjacentes à l'aire transformée s'étaient réunis dans le *Comitato Borgo Dora/SpinaTre* pour partager leurs expériences et opinions et les porter à l'attention des Organismes Publics et ils revendiquaient un rôle de protagonistes dans les choix concernant leur quartier.

Sur la base d'une insatisfaction pour les modes avec lesquels avait été affronté et mis en pratique le projet Spina 3, le comité s'est proposé comme le porte-parole des résidents, pour adresser à l'Administration leurs critiques vis à vis de la construction d'édifices "à fort impact sur l'environnement et qui compromettent la qualité de la vie dans les maisons voisines", de "a destruction de la mémoire industrielle" et de "la disproportion entre la prolifération de structures privées et le retard dans la définition des services publics", dans la conviction que l'opération *Spina 3* représente "une occasion perdue pour requalifier non seulement les aires industrielles mais aussi les quartiers environnants qui pouvaient être dotés de services publics efficaces".

Le nouveau comité du même nom, promu par la Municipalité, ne touchera pas cependant les habitants des aires limitrophes et n'aura aucun lien avec le comité spontané, de fait délégitimé par l'Administration à travers le silence et les non-réponses aux instances présentées.

Le Comitato Parco Dora, autofinancé par les constructeurs qui ont versé 1 euro par m² bâti, réunit la Municipalité de Turin, les Circonscriptions IV et V, les opérateurs économiques engagés dans la réalisation des implantations résidentielles et commerciales, la curie métropolitaine et les habitants résidant dans l'aire de transformation. C'est un organisme de médiation, un lieu où endiguer et régler les conflits, ayant pour tâche de servir de pont entre l'Administration publique et la population et d'encourager le partage des responsabilités dans la gestion du processus. C'est un sujet hybride entre une sorte de urban center sur mission – curieusement financé par des sujets privés – et une *agenzia di sviluppo* de l'Administration publique. Le Comité, en effet, naît par volonté des institutions: à savoir un projet voulu par la Municipalité pour pallier à ce qui ne va pas ou qui pourrait être mieux. Il montre, d'un côté, une attention et une capacité particulière dans l'accompagnement des trans-

formations et, d'un autre côté, la faiblesse de l'organisation sociale dans un lieu si nouveau comme nouveau est le projet, et donc l'exigence et le paradoxe de produire une participation active des résidents pilotée d'en haut.

Dans une phase où, dans le cas particulier de *Spina 3*, mais plus en général dans la ville de Turin, l'autorité publique semble faible¹³, incapable de faire valoir sa propre force contractuelle, de jouer un rôle de médiation sociale, et surtout à la recherche continue de légitimation, le Comité semble être l'instrument utilisé par les institutions pour créer un consensus sur ses propres actions et ressouder le rapport avec une opinion publique qui semble distante.

6.6. Un ordre spatial dicté par la séparation

Le projet de *Spina 3* est donc un projet qui s'appuie sur une certaine idée d'innovation, bien exprimée, par exemple, par quelques constructions – comme les tours (hauts édifices qui à Turin ne sont certes pas habituels) et par quelques architectures importantes – l'Eglise projetée par Mario Botta est une référence – ainsi que par la volonté de devenir un nouveau district de la production postfordiste où placer des espaces pour des activités tertiaires et industrielles de pointe.

Une idée de ville qui se fonde sur les capacités connectives d'un grand parc qui, en tant que lieu d'agrégation, devrait légitimer amplement l'action institutionnelle comme celle du marché. Une image d'urbanité qui s'exprime dans le mélange des fonctions, dans la tentative de briser la monofonctionnalité de la grande parcelle industrielle en imaginant des destinations inédites et en traçant de nouvelles limites. Et aussi une image de ville qui se construit à travers des instruments qui ne sont plus ceux traditionnels, où le principe guide n'est plus la régulation, où la définition d'un projet unitaire s'effrite en laissant la place à des actions basées sur les principes de la concertation et de la tractation. Dans le jeu de *Spina 3*, gouverné par cette démarche, ce n'est pas l'Administration publique qui l'a emporté.

13. Olmo, 2006; Bianchetti, 2006.

La question alors est de savoir comment cette idée de ville vertueuse peut affronter un ordre spatial dicté par la séparation, où chaque aire, chaque lotissement et chaque unité se confronte à une efficience minimale et toute tournée vers l'intérieur et dont l'ensemble produit justement une image de ville faite de parties isolées et centrées sur elles-mêmes.

Si l'on prend par exemple quelques éléments et leur mode d'organisation dans l'espace, on peut facilement observer la redondance d'un projet qui ne laisse aucune ambiguïté et même qui définit avec force des droits de propriété et établit nettement les fonctions prévues dans chaque division. Un projet qui construit des barrières et réduit les options. Il s'agit des îlots *Valdocco* formée par une succession de parallélépipèdes qui, si à l'intérieur ils forment une cour circulaire enrichie de grands balcons où l'échange relationnel est prévu et autorisé, à l'extérieur ils dévoilent les arêtes vives, les balcons devenus minuscules et les murs aveugles, définissant ainsi une sorte de forteresse impénétrable. Ce sont les parcours pour véhicules et les parcours obligés qui, comme dans le cas des passerelles surélevées, laissent très peu de marge à la créativité industrielle qui voudrait s'approprier de cet espace. Ou encore ce sont les bastions qui séparent les résidences Paracchi de la voie piétonne publique et qui sont tellement hauts qu'il est garanti de ne pas voir au-delà.

Si l'on observe avec un peu d'attention le projet de *Spina 3*, on se rend compte donc que les parties qui le composent sont désarticulées les unes par rapport aux autres, que les aires sont repliées sur elles-mêmes, séparées par de larges infrastructures, que les vastes espaces ouverts et les grandes artères de circulation rendent difficile toute forme de mobilité lente et que le grand parc constitue, encore aujourd'hui, une fracture plutôt qu'un élément de jonction.

6.7. Formes de vie en commun

“C'est notre moitié. Nous en sommes les propriétaires, nous avons fait beaucoup de sacrifices pour acheter un logement et maintenant nous ne voulons pas supporter les dégâts et tapages des enfants de «ceux-là» qui, au contraire, sont en location et ne savent pas se comporter civilement. Ils nous défoncent la porte d'entrée, nous cassent

les fenêtres en jouant au ballon, nous piétinent les platesbandes...” Tiré de “*Il muro di Torino che divide i bambini*” (“Le mur de Turin qui sépare les enfants”), Diego Longhin, La Repubblica, 14 juillet 2009.

A travers une lecture des éléments du lexique utilisé dans le domaine des mesures de sécurité, des barrières aux clôtures pour arriver aux balustrades qui ferment les balcons, éléments qui, au nom de la protection, séparent, *Spina 3* semble être un bon exemple de l’introduction de ces principes dans les modalités de construction de la ville contemporaine.

A *Spina 3* les grandes cours intérieures des édifices sont des espaces communs fermés et rigidement définis, à leur tour entourés et séparés par une bordure de petits espaces privés, jardins microscopiques, entrepôts de jeux, espaces de service, traités comme une extension de l’appartement et encore plus rigidement défendus des violations et des intrusions. C’est un territoire urbain conçu comme un quartier au moyen d’un projet d’implantation complètement tourné vers l’intérieur, qui ne tente pas un accommodement avec le tissu urbain environnant mais qui semblerait plutôt guidé par les principes d’autonomie et d’autosuffisance de l’idéologie fonctionnaliste des premières décennies de l’après-guerre (à tel point que, quand il est représentée, tout ce qui le positionne dans la ville disparaît). Une homogénéité centrée sur la division, la ségrégation, le maintien des distances, défendue par l’intensification des clôtures et des divisions, qui expriment les droits de quelques-uns à posséder, contrôler et utiliser l’espace. C’est le résultat d’une transformation qui a imposé des délimitations continues et des frontières et dont la conséquence est la segmentation. Une segmentation peu perméable, ressemblant plus à un puzzle où les éléments coïncident. C’est l’expression d’une communauté qui se forme par séparation plutôt que par négociation.

Le choix d’habiter dans cette partie de ville, accompagné du pari d’investir dans une situation convoitée telle qu’est le Nouveau Turin, engendre un sentiment de partage et de communauté. C’est se voir ensemble dans les mêmes lieux, c’est se reconnaître. Quelque chose de différent de l’appartenance à une seule communauté. Plutôt un *être-en-commun* qui se joue principalement sur les mêmes temps d’arrivée et qui est renforcé par des aspects touchant les générations, par des typologies familiales et par des analogies de revenu. En

contradiction avec le principe de la *mixité* répété maintes fois dans la définition du projet de *Spina 3*, les habitations semblent ainsi construites en partant d'une offre rigoureusement définie par le marché et guidée par la recherche d'une homogénéité typologique et sociale. Habiter à *Spina 3* – ou, mieux, dans les «*Terrazze*» de l'aire *Michelin sud*, à l'intérieur des îlots de l'aire *Valdocco*, ou dans les Tours qui longent le futur parc – devient pour beaucoup un facteur de définition de leur propre identité et position sociale.

Il s'agit d'une de ces communautés que Bauman appelle "communauté béquille"¹⁴, fondées sur des préoccupations partagées: quelque chose sur quoi porter des inquiétudes vécues individuellement. Dans les édifices appelés Îlots qui se différencient l'un de l'autre uniquement par des variations chromatiques, dans la succession verticale des balcons des gratte-ciels sur lesquels est préparée la même place à table, répétée et absolument individuelle, on remarque la volonté de trouver un remède temporaire aux désagréments de l'incertitude en éliminant les différences, en réduisant les possibilités d'en rencontrer, en se garantissant "un niveau minimum de variétés dans une mer d'éléments identiques"¹⁵. Une grande emphase est donnée aux balcons d'où l'on peut jouir d'un panorama toujours montré avec orgueil. Au coucher de soleil aussi l'éclairage public est intense et diffus, de façon à garantir une vue homogène des espaces. Le principe est toujours le même : on regarde la ville de chez soi. Ce qui a de la valeur c'est la possibilité de voir au-dehors en restant chez soi.

L'apparition des problèmes relatifs à la sécurité se manifeste dans ce cas de la façon la plus classique, à savoir la peur de l'autre. Dans l'expérience quotidienne les insécurités se traduisent par une hausse de la valeur du lieu où l'on vit, dont la défense devient le moyen pour éloigner et s'éloigner. Jusqu'à arriver au cas extrême de la clôture autofabriquée¹⁶, montée au centre de la cour projetée par le Bureau d'Etudes Isola pour empêcher que les enfants qui habitent d'un côté, enfants des locataires, jouent sous les fenêtres de ceux qui sont propriétaires. Une fermeture qui est assurée par des actions de contrôle et de surveillance: comme à *via Valdellatorre*, où des groupes de coproprié-

14. Bauman, 2001.

15. Ivi.

taires se retrouvent le soir pour inspecter les espaces communs. Une surveillance improvisée qui exprime aussi le sentiment d'abandon que l'on éprouve dans une partie de ville encore précaire sous plusieurs aspects. Le sentiment de communauté se manifeste alors dans le partage de ces petites astuces auxquelles on est contraint pour vivre dans un lieu qui est seulement partiellement défini, pour être les "pionniers" du nouveau Turin. Le zig-zag entre les tôles des chantiers, la découverte des parcours les plus courts pour franchir les clôtures, les menues formes d'appropriation de l'espace. Il s'agit de partager des expériences analogues, mais surtout des espaces de vie structurellement identiques.

6.8. Vagues images: le Parc Dora

"Le Parc au début nous semblait une bonne chose, pour vivre davantage en contact avec la nature, pour que les enfants puissent y aller jouer, mais aujourd'hui tout cet espace ouvert ne me persuade pas du tout. C'est seulement un grand pré plein de mauvaises herbes et rempli de saletés aussi (...) et même quand ils l'auront arrangé, comment contrôler qui y va? Mes enfants jouent déjà dans la cour sous la maison, avec les enfants des voisins, des familles que nous connaissons, et jamais je ne les enverrai dans le parc, comment fait-on pour savoir qui ils pourraient y rencontrer?" Giovanni, employé, habitant dans les résidences «Isole» de l'aire Valdocco.

Les interviews¹⁷ accordées par les nouveaux résidents de Spina 3 montrent un sentiment de peur et d'inquiétude provoqué par le grand espace attribué au parc, c'est-à-dire par cet espace qui ne se compose pas des éléments relatifs au lexique précédemment cité mais qui, encore aujourd'hui, représente un flou qui élude les rapports clairs et les espaces définis.

Le Parco della Dora, le seul projet turinois à recevoir des financements pour la célébration des 150 ans de l'Unité d'Italie, a représenté l'une des figures dominantes et l'un des pivots du renouveau structural de Turin. Le

16. Diego Longhin, La Repubblica, 14 juillet 2009, "Il muro di Torino che divide i bambini".

17. Interview faite le 4/7/09.

thème du Parc avait déjà été un élément fusionnant des projets présentés à la Triennale de Milan en 1987 et un aspect important du *PRG* qui assignait à *Spina 3* un grand nombre d'espaces publics, pour la plupart concentrés dans la création d'un nouveau «poumon vert». Le Projet de Requalification aussi donnait à cette aire le rôle principal d'élément connectif capable de redonner une image unitaire¹⁸ à toutes les interventions et au vide laissé par l'industrie, outre que de servir de charnière entre la structure primitive de l'implantation, caractérisée par les îlots du XIXe siècle à l'intérieur de la barrière de l'octroi de 1858, qui caractérise la partie sud de l'aire, et celle définie sur les parcours des canaux et des axes routiers hors-les-murs de la zone nord.

Le Parc occupe une surface de 450.000m², presque la moitié de toute la superficie de *Spina 3*, et il enjambe la Doire, dont la requalification devrait en constituer un des principaux facteurs de qualité. Une longue partie du fleuve avait été en effet confinée dans le sol pour satisfaire les exigences industrielles, et on devrait procéder à la démolition de la couverture, en permettant ainsi le rétablissement de la branche fluviale. En tenant compte du niveau élevé de compromission des terrains et des ressources limitées, celle qui s'esquissait dans les projets de Andreas Kipar dans la phase préliminaire et de Peter Lats dans la version définitive, était une image de Parc Post Industriel caractérisée par la récupération de plateformes en béton armé, à réserver comme espaces pour des manifestations temporaires, et d'anciennes structures industrielles qui auraient pu servir de sièges aux fonctions publiques. Il s'agit des piliers en fonte dans le parc, de la tour d'évaporation, des structures souterraines de l'aire *Michelin*, du hangar des aciéries Fiat. Ce sont des éléments qui pour la plupart sont encore dans l'état où les démolitions les ont laissés. Certains ont changé de fonction, comme la tour des anciennes aciéries, enveloppée par une structure hélicoïdale lumineuse et qui fait fonction de clocher de l'église projetée par Mario Botta; d'autres ont encore une destination inconnue, comme par exemple le hangar de stripping des aciéries dont on pensait garder seulement la toiture, en imaginant une grande surface pour concerts et manifestations sportives. L'imprécision de l'idée a fait pencher pour l'introduction d'une ac-

18. De Rossi, 2004.

tivité forte. Qui, toutefois, reste introuvable.

L'image que la ville de Turin a construit de *Spina 3* est fortement centrée sur le projet du parc et la récupération du fleuve. Les noms les plus fréquents à attribuer au nouveau quartier ont au centre la Doire (*Parco Dora, Dora Ferriere*), et les brochures informatives fournies par la ville montrent sur la couverture l'image d'un milieu fluvial et décrivent le parc comme l'élément central constitué par "456.000 mètres carrés de vert qui s'étendent entre les anciennes aires industrielles en partant du fleuve qui réserve encore, dans cette partie de ville, un paysage naturel surprenant". Aussi les messages publicitaires pour promouvoir la vente des appartements font du parc un motif d'orgueil: les appartements projetés par Luzzi dans le cadre de Michelin Sud sont appelés "*Le Terrazze di Parco Dora*" et sont réclamisés par la formule "habiter dans le centre et vivre au vert"; tandis que les édifices projetés selon les directives du Bureau d'Etudes Isola dans l'aire Valdocco sont surnommés "*Le Isole del Parco*".

Par rapport à cet imaginaire que le Projet de *Spina 3* a soutenu, on a cependant deux ordres de problèmes superposés. Dans un premier temps est apparue une dichotomie entre les possibilités réelles de construction d'un parc – qui se heurtent à des difficultés de caractère technique et économique, avec en plus la volonté spécifique de ne pas effacer complètement la mémoire du passé industriel – et le modèle de «poumon vert» qui fait partie de l'imaginaire collectif, alimenté par les représentations proposées par les constructeurs, et aussi parfois par la légèreté avec laquelle la Municipalité a affronté le thème. L'espace ouvert, terrain en friche sans clôtures ni protections, ni utilisé ni vécu, reste la toile de fond des spots publicitaires de la Municipalité. Décor abstrait qui devient avertissement et mémorandum de ce qui avait été promis et qui au contraire n'est pas.

Dans une phase successive, pendant laquelle les images ont laissé la place au quotidien de ceux qui habitent dans les constructions donnant sur le parc, le consensus dont jouit¹⁹ notoirement un projet paysager a commencé à s'effriter face au terrain en friche qui constitue encore le noyau de *Spina 3*. Comment sera délimitée et divisée une aire aussi vaste, comment pourra être contrôlé et

19. Sampieri, 2008; Bianchetti, Todros, 2009.

véhiculé l'accès, comment seront protégés les espaces privés, voilà les préoccupations majeures des nouveaux habitants. De nouveau ce qui fait peur est l'imprécision, la non-fixation de limites nettes, la présence de structures qui peuvent accueillir ou cacher à la vue des usages imprévus. Et, pire encore, attirer des personnes qui viennent du "dehors" et qui ne vivent pas à *Spina 3*. Et enfin la peur que le grand parc imaginé comme un élément de qualité ne se transforme en un "*no man's land*" et ne finisse par devenir un facteur de dépréciation du bien – le logement – dans lequel souvent on a investi tout son avoir.







bâti



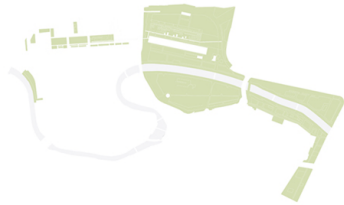
logement



commerce



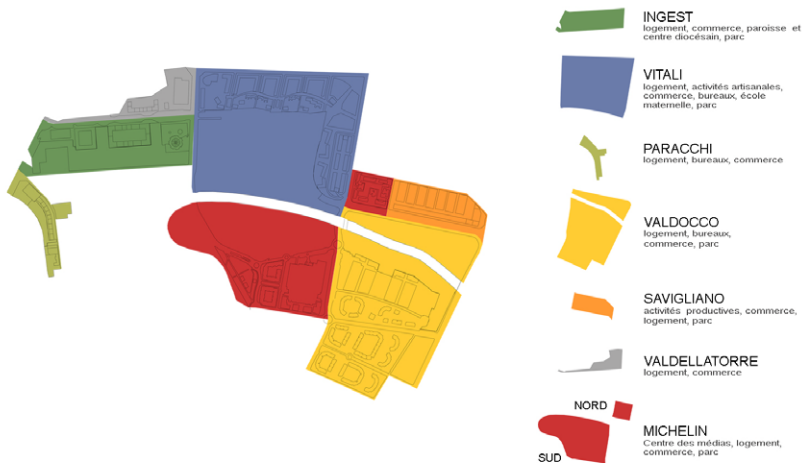
espace public
minéral



espace public
végétal



Le projet par parties. Propriété foncière et secteurs tranches du projet





San Salvario. Forces et faiblesses d'un quartier multiethnique

Anna Todros

San Salvario est une aire urbaine adossée au centre historique: un rectangle long et étroit délimité à la base par l'axe de *corso Vittorio* et coïncé sur les deux côtés par la gare *Porta Nuova* et par le parc du *Valentino*. Au milieu passe *via Madama Cristina*, grande rue commerciale qui se prolonge vers le sud jusqu'à atteindre la zone des hôpitaux.

Etablir où *San Salvario* prend fin n'est pas une opération banale: le quartier fait partie d'une vaste circonscription, qui comprend aussi une partie du parc du *Valentino* et des territoires de colline, au-delà du *Pô*. Ce qui est sûr, c'est que l'on peut appeler *San Salvario* la tête du quartier, celle adjacente au centre ville, qui gravite autour du marché de place *Madama Cristina*. Un carré¹ fermé par *corso Marconi*, boulevard ombragé qui relie le château du *Valentino* – ancienne résidence de Marie-Christine de France et actuellement siège de la Faculté d'Architecture – et par l'église de *San Salvatore di Campagna*² à laquelle le faubourg doit son nom. C'est la partie de *San Salvario* la plus animée – pleine de boutiques, d'activités commerciales, d'établissements nocturnes, et habitée par des populations de provenance diverse – et, en même temps, siège des contradictions les plus fortes. Le tracé du boulevard ombragé ne constitue pas toutefois une ligne nette de démarcation, parce que les relations et les échanges continuent et s'intensifient même au-delà du boulevard.

1. Zone statistique de recensement numéro 9.

2. Le Château du *Valentino* et l'Église, avec couvent annexé, remontent au XVII^e et ont été construits par Castellamonte. Pendant deux siècles environ ils restèrent les seuls édifices importants dans un environnement encore agricole.

Le bâti remonte au XIXe siècle et l'édification s'est faite dans un laps de temps limité³: dans les années qui vont de la construction des immeubles de *via Nizza* adjacents aux rails du chemin de fer (1852), à l'obligation, pour les propriétaires, de se raccorder aux égouts publics (1897). Le bâti se présente dense et compact, caractérisé par une certaine homogénéité architectonique. Les édifices, destinés dès le départ à être des habitations, furent souvent formés, dans une première phase, d'une seule façade sur la rue et, par la suite, enrichis de deux blocs latéraux ajoutés pour former des ensembles en L ou en U, jusqu'à fermer le front principal sur la rue, à double bloc. Typique est la distribution par corridors internes qui donna cours, dans les années 1880, à la typologie caractérisée par une distribution escalier-palier. L'occupation intensive du sol, selon une logique rationnelle d'exploitation foncière, a déterminé la forme régulière des lots, en plus de l'absence totale d'espaces publics, exception faite pour la place du marché et *largo Saluzzo*⁴ où, cependant, passent les automobiles. Le grand parc du *Valentino*, qui s'étend le long d'une bande parallèle au Pô et tangent au quartier, constitue le poumon vert de *San Salvario*, comme d'ailleurs de toute la ville: centre de grandes expositions et, encore aujourd'hui, lieu de sports et de loisirs. Sur le parc donne toute une rangée d'édifices cossus, quelques-uns résultant de remplacements d'éléments de construction datant de la seconde moitié du XXe siècle. Si l'on parcourt transversalement le quartier, dans les sept îlots qui séparent cette partie du tracé de la voie ferrée, on comprend immédiatement combien *San Salvario* est hétérogène, un réceptacle de populations, us et coutumes et modes d'habitation différents.

7.1. Un habitat connoté

La composition sociale du quartier a toujours été marquée par une très forte mobilité de sa population due aux flux migratoires cycliques qui, de prov-

3. 73% des habitations furent construites avant 1919.

4. Unique exemple turinois de place octogonale avec *Piazza della Repubblica*,

enance diverse – des campagnes autour de Turin au début du XXe siècle, des régions de l'est et du sud de l'Italie dans l'après-guerre et dans les années 70, et des pays non appartenant à l'Union européenne dans les vingt dernières années – ont débarqué dans ce quartier adjacent à la gare. La présence de *Porta Nuova* en effet a contribué sensiblement à caractériser *San Salvario* comme un quartier à forte présence d'immigrés, un lieu d'accueil et de référence pour les nouveaux venus.

A partir des années 50, ce qui contribua à attirer les nouveaux venus fut la construction de la première usine Fiat, née dans l'aire de *corso Dante*, le long de *via Madama Cristina*. Malgré cette importante présence industrielle, le quartier n'assuma pourtant jamais complètement, à la différence d'autres quartiers de Turin, les traits typiques du quartier ouvrier. Le fait qu'une partie du territoire soit habitée par une classe moyenne bourgeoise et la présence discrète d'entrepreneurs et de professions libérales ont contribué à en préserver la caractéristique de zone résidentielle.

De nos jours, pour autant qu'ait changé la provenance en faveur de contextes extranationaux, *San Salvario* reste un quartier d'immigration: dans le seul «quadrilatère» réside plus de la moitié des étrangers de toute la Circonscription, et le quartier, même s'il ne renferme pas le pourcentage le plus élevé d'immigrés, compte parmi ses habitants le plus grand nombre d'ethnies différentes⁵. Parmi les principales nations représentées nous trouvons la Roumanie, qui a vu, ces dernières années, une explosion de présences et de régularisations; le Maroc, dont les représentants constituent l'une des communautés les plus enracinées, arrivée à la phase de la stabilisation et du regroupement familial; et le Pérou qui, à *San Salvario*, atteint des pourcentages très élevés par rapport à la moyenne citadine. Dans la foulée, les Philippines, l'Albanie, l'Égypte, la Chine, La Moldavie, le Brésil, Le Nigéria, la Tunisie, le Bangladesh. Il s'agit dans la plupart des cas d'une population jeune, qui se situe surtout dans la tranche d'âge 20-25 ans⁶.

La prédominance d'habitations laissées en état de dégradation (ou tout

5. On en a compté 14.

6. On se réfère ici aux données statistiques de la Municipalité de Turin pour Circonscription et Quartier en 2008.

au moins dans des conditions qui les rendent moins attirantes sur le marché de la location pour la population autochtone) et la possibilité qu'elles soient, en tant que propriétés privées, placées sur le libre marché sans les contraintes en règlementant l'accès pour les étrangers, alors que c'est la norme pour l'attribution des logements appartenant à la construction publique, ont rendu le marché immobilier économiquement plus favorable et ont contribué à rendre le quartier particulièrement perméable et réceptif à l'égard de la population étrangère. Les installations sont souvent précaires : pièces et mansardes sont louées dans des conditions hygiéniques dramatiques et à ces difficultés d'habitabilité viennent s'ajouter des situations extrêmes de surpeuplement.

“Le parc du Valentino le samedi et le dimanche est plein comme on ne l'avait jamais vu. Manifestement tous les migrants occupent des espaces trop étroits dans les maisons et dès qu'ils le peuvent ils se défoulent dans le parc. Il y a les cingalais qui jouent au cricket, des masses de roumains qui se promènent”.

Les nombreux centres culturels et les associations de volontariat, souvent gérées par les étrangers eux-mêmes, qui s'occupent de l'accueil et de l'aide aux immigrés et qui ont trouvé à *San Salvario* leur siège naturel, ainsi que les nombreuses activités économiques, établissements et magasins de produits typiques qui occupent les rez-de-chaussée des édifices, concourent à rendre cette partie de la ville particulièrement riche en informations et en occasions de soutien pour les étrangers.

Les nombreuses confessions présentes dans le quartier, historiquement depuis sa construction⁷, qui ont édifié des monuments religieux appartenant à des professions différentes, sont encore tangibles aujourd'hui : on trouve, à une distance de quelques pâtés de maisons, deux églises, la synagogue, le temple vaudois, et deux mosquées situées dans de basses constructions à l'intérieur des cours. La présence de ces structures et des services – des services d'assistance aux services scolaires – que ces institutions fournissent, constitue un facteur d'attraction supplémentaire.

Au cours de ces dernières années surtout, une population jeune a commencé à peupler le quartier. Il s'agit surtout d'étudiants, en partie liés aux fac-

7. La raison en est que *San Salvario* a été le premier quartier de l'expansion citadine dans les années successives au *Statuto Albertino*, qui tolérait la pratique publique des cultes non catholiques.

ultés universitaires d'Architecture, de Sciences Mathématiques et Physiques et de Sciences Naturelles qui ont leur siège principal dans le quartier, ou bien résidant au collège universitaire de *via Gallinari*, attirés généralement par les loyers à bas prix. En outre la possibilité d'occuper des espaces centraux à des prix modérés et de disposer de locaux abandonnés par des activités en régression a canalisé sur le quartier de jeunes professionnels ayant souvent des professions créatives. Une caractéristique importante en effet du quartier a toujours été sa vocation artisanale et commerciale et nombreuses sont les activités occupant le rez-de-chaussée: boutiques historiques où l'on travaille le bois et le cuir, laboratoires de restauration, ateliers de couture et pâtisseries, auxquels ces dernières années se sont ajoutés, en plus des activités s'adressant à une clientèle principalement étrangère, des bureaux d'études et des ateliers liés au monde de l'édition, des arts graphiques et de l'architecture. Un jeune résident qui a récemment ouvert son propre laboratoire d'art graphique dans le quartier raconte: *"Selon moi un jeune homme de vingt-six/trente ans peut trouver intéressant et stimulant de vivre à San Salvario plus que dans un autre quartier. Si l'on me demandait un conseil sur où aller vivre à Turin, je n'aurai aucun doute à proposer San Salvario parce que je suis sûr qu'il peut être un lieu plein de stimuli, à cause des possibilités qu'il présente et des personnes que l'on y rencontre"*.

Les habitants de *San Salvario*, comme leurs activités, sont donc caractérisés par un niveau très important de mixité, et ceci aussi à cause d'un effet de remplacement toujours progressif et partiel de la population. Les caractéristiques socio-professionnelles des résidents soulignent la forte polarisation entre des personnes possédant un haut degré d'instruction et les pourcentages élevés d'analphabétisme. Sur un seul territoire cohabitent des personnes âgées propriétaires d'appartements de prestige, des étudiants en cohabitation, des artisans, des commerçants, des familles d'étrangers désormais intégrées et des migrants en situation irrégulière souvent cooptés par la pègre, et tous contribuent à créer un tissu social particulièrement hétéroclite et vital.

7.2. Éléments de criticité et perception d'insécurité

“Il y a eu, dans ces 30-40 dernières années de ma connaissance du quartier, des changements: évolutions et involutions. La plus mauvaise période a été probablement celle des années 95 où – peut-être parce que le trafic de stupéfiants était arrivé presque sous chez soi – se sont additionnés pas mal de problèmes: on avait ouvert sous chez moi ces établissements d’africains (je ne me rappelle plus de quelle nationalité) qui faisaient du bruit toute la nuit, c’était vraiment très difficile; puis beaucoup de magasins ont fermé, les rideaux de fer baissés et donc beaucoup de saleté aussi. Maintenant le commerce semble reprendre vie, même si malheureusement les destinations d’usage ont changé. Maintenant ce sont surtout les établissements publics et les restaurants qui ouvrent”. Une professeur retraitée de mathématiques, habitant via Baretti.

Au cours des années 90 *San Salvario* a été au centre de l’attention à cause d’une situation diffuse de criminalité et d’insécurité, connu comme un lieu de trafic de stupéfiants et de prostitution, lieu de dégradation progressive du milieu urbain ainsi que théâtre de conflits entre résidents et habitués du quartier et opérations répressives des forces de l’ordre.

La phase critique, concentrée entre 1995 et 1997, a vu le quartier faire l’objet d’une intense campagne médiatique qui a contribué à diffuser l’idée qu’il s’agissait d’un lieu dangereux. “*Loi du silence dans la casbah*”⁸, “*Discipliner la casbah*”⁹ et “*La casbah à l’ombre de la Mole*”¹⁰, tels sont les titres des journaux au cours du printemps où la protestation s’est faite plus intense. Le comble du mécontentement fut atteint quand le curé de l’église locale déclara au quotidien “*La Stampa*” que si la situation ne s’améliorait pas, il prévoyait de fortes répercussions en matière d’ordre public¹¹. L’explication proposée par ce même prêtre fut simple: “*Les gens supportent de tout mais quand ils voient leur patrimoine en danger (...) alors ils s’insurgent*”. L’article fut publié sous le titre “*Envie de passages à tabac à San Salvario*”. La presse, non seulement la citadine, s’intéressa beaucoup à cette affaire, avec des tons toujours plus

8. *La Stampa*, 12 mai 1995.

9. *La Stampa*, 2 juin 1995.

10. *La Stampa*, 24 juin 1995.

11. *La Stampa*, 13 septembre 2005, Père Piero Gallo déclare: “Si avant la fin du mois on ne verra pas de résultats en matière d’ordre public (les habitants) passeront aux voies de fait”.

virulents: “*La vie désormais bouillonne presque seulement là où les nigériens ont ouvert leurs magasins avec de l’argent venu on ne sait d’où*”; “*Après cinq heures il n’y a plus que des noirs dans la rue. Les blancs se terrent, comme les rats*”¹². La réponse immédiate fut un déploiement des forces de l’ordre qui constitua une *task force* qui plaça des barrages de police aux accès au quartier et aux principaux carrefours. L’alarme lancée par le prêtre eut en outre pour conséquence de rallumer la protestation: quelques jours après se constitua le comité spontané *San Salvario* et les politiciens locaux durent affronter des assemblées enflammées. Le cas *San Salvario* captura l’attention locale et nationale et devint rapidement, dans le débat public et politique, l’emblème des crises urbaines¹³ qui ont comme toile de fond les thèmes de la vie en commun des races.

L’état de dégradation qui a progressivement touché de nombreux édifices a constitué le cadre autour duquel une partie de la société a structuré ses propres sentiments et construit ses propres formes de réaction. La condition de détérioration de certains logements, dans des situations de propriétés très fractionnées ou d’exploitation myope des possibilités d’habitation, s’est rapidement aggravée, compromettant en premier lieu la condition de l’immeuble, et ensuite celle des espaces adjacents. Ce furent les années où une partie des résidents historiques commença à vendre son logement, en le bradant même, à cause de la très mauvaise réputation et du climat difficile qui pesait sur le quartier.

Prostitution et trafic de drogue constituent, aujourd’hui comme alors, les phénomènes criminels les plus visibles. A *San Salvario* vit une centaine de prostituées et, bien qu’elles n’exercent pas toutes leur profession dans le quartier, leur présence a contribué à augmenter la sensation d’illégalité diffuse. Ce sont des filles de provenance différente, souvent arrivées des pays de l’est européen, qui au cours du temps se sont ajoutées aux prostituées italiennes.

Le trafic de drogue a vécu des moments plus ou moins intenses, mais

12. *La Stampa*, 16 et 17 septembre 1995.

13. Allasino, Bobbio, Neri, 2000.

sûrement il s'agit d'un phénomène toujours présent et visible, pour autant que rarement il ait entraîné la présence des consommateurs. Les jeunes dealers, surtout nigériens ou sénégalais, semblent avoir bien expliqué à leurs clients qu'ils doivent se shooter ailleurs. *"Il y a eu un moment terrible où ils distribuaient les seringues juste à côté d'ici, au Valentino, et alors on voyait ceux qui se shootaient. Mais ça a été bref. les dealers au contraire n'emmènent pas avec eux les drogués, qui sont pour la plupart des italiens, ils vendent mais ils obligent leurs clients à aller ailleurs, justement pour ne pas avoir de problèmes"*.

La demande de politiques à caractère sécuritaire, pour autant qu'elle dérive d'une condition réelle de dégradation physique et sociale, avait aussi un lien étroit avec des aspects de type perceptif, parce qu'en réalité les données quantitatives relatives aux crimes commis dans cette aire n'ont jamais été, même dans les moments de plus forte tension, trop dissemblables de celles relevées dans d'autres quartiers de la ville où le «problème sécurité» était entré à l'ordre du jour avec moins de virulence. Sûrement la présence de l'immigration étrangère a provoqué des modifications dans les styles de vie, dans les formes de l'habitat et dans les modalités d'utilisation de l'espace public, à travers la sédimentation de pratiques sociales différentes, et devenant ainsi la cause de frictions et d'incompréhensions avec la population autochtone. *"Le problème, c'est qu'il y a ceux qui prennent les rues et les poubelles pour un cabinet public, et donc le gros problème selon moi est celui de l'éducation des personnes qui habitent dans cet endroit. Le fait que ce sont surtout les immigrés qui utilisent les poubelles comme cabinets est prouvé, nous les italiens nous n'avons pas cette habitude mais nous en avons beaucoup d'autres, de mauvaises habitudes. Ceci en ce qui concerne le respect et la propreté"*.

7.3. Quel rôle attribuer aux politiques ?

San Salvario a été l'une des aires faisant l'objet du *Progetto Speciale Periferie* (Projet Spécial Banlieues), dans l'optique innovatrice que ce n'étaient pas seulement les quartiers géographiquement les plus éloignés du centre qui avaient besoin d'interventions de régénération urbaine, mais qu'aussi les soi-disant "Hémipériphéries", à savoir ces "quartiers historiques, populaires et

riches en fonctions, caractérisés par un patrimoine habitable dégradé bien que privé et où la crise urbaine, les difficultés de cohabitation et la relation entre les différents groupes de population risquaient d'affleurer avec des éléments de conflictualité très forte”, nécessitaient d’attentions spécifiques et ciblées.

Sur le quartier avait déjà été menée une recherche relative à la situation de l’immobilier et à la situation sociale, et avait été proposée une étude de faisabilité sur les interventions possibles de requalification, toutes deux développées sur mandat de la Municipalité de Turin par le *Cicsene*, une association non-profit qui s’occupe de coopération internationale et qui s’intéressait à ces quartiers touchés par une forte présence de migrants. La réalisation de l’Etude de faisabilité, qui annonçait de nombreuses interventions, quelques-unes particulièrement imposantes, fut en partie possible à la suite de l’insertion du quartier dans le cadre du *Progetto Speciale Periferie* mais elle ne fut jamais complétée: d’autres territoires urbains furent considérés comme plus problématiques et le quartier n’a jamais fait l’objet d’un programme intégré spécial et n’a jamais recouru de façon unitaire à des programmes régionaux ou européens. Le *Cicsene* fut chargé par l’Administration municipale de constituer un Comité formé des représentants de groupes et d’associations présents dans le quartier, qui avait pour objectif l’amélioration de la qualité de la vie dans ses aspects sociaux, économiques, environnementaux, culturels ainsi que des conditions de vie, et l’élaboration de projets de développement local.

L’*Agenzia di Sviluppo locale de San Salvario* naît en 2003: c’est un sujet juridique privé comprenant au départ 12 associations et réalités présentes dans le «quadrilatère» qui se constituent comme membres fondateurs. Sur indication des statuts, la gestion de l’*Agenzia* est confiée au *Cicsene* qui, tout en n’en faisant jamais partie comme association, nomme le directeur qui, à son tour, a la faculté d’identifier une structure technique d’aide aux activités.

La tâche de l’*Agenzia* est d’orienter et de coordonner sur le quartier des interventions relatives au milieu construit (à travers la promotion d’actions de requalification de l’espace public et privé et d’assainissement des logements dégradés habités par des personnes vivant une vie de marginalisation sociale); d’encourager le développement économique et commercial (en facilitant l’installation dans le quartier de nouvelles entreprises, en offrant un suivi et une assistance-conseil sur les occasions particulières de financement,

en aidant la requalification des activités commerciales et artisanales rares et ethniques à travers la réalisation de projets de marketing territorial); de promouvoir le développement social et la formation (en créant des actions de développement en coparticipation avec les habitants sur des microzones fortement problématiques et en assistant des groupes d'intérêt non représentés pour qu'ils se constituent en sujets collectifs); de favoriser l'élaboration de projets culturels et la communication (en travaillant pour valoriser les vocations culturelles du quartier en encourageant les projets et les synergies entre institutions, opérateurs et associations culturelles).

Durant les premières années de son mandat l'*Agenzia* a aussi activé deux info point pour les citoyens: le premier s'occupe des entreprises, le deuxième des thèmes relatifs à la sécurité. Ce dernier est né comme un service à la disposition des habitants du quartier pour écouter et recueillir des informations sur des cas d'illégalité, de malaise social ou de désordre urbain, et pour élaborer et transmettre ces communications aux autorités compétentes. L'info point s'est servi de la coparticipation des agents de police et du comité spontané de quartier: le résultat le plus appréciable a été l'implication directe des habitants qui y ont volontairement consacré quelques heures de leur temps, ce qui a signifié une prise de conscience de leurs responsabilités et de leur perception de la complexité des problèmes.

En 2007 l'*Agenzia* qui, au départ, avait un mandat de six ans, a prolongé sa durée de 30 ans, différant par conséquent ses objectifs sur un laps de temps plus long et transformant ainsi un instrument, né pour répondre à une situation critique particulière à court terme, en une réalité dont la présence sur le territoire est constante. Cette décision de prorogation a toutefois suscité des perplexités dans une partie des opérateurs de l'*Agenzia*: *“L'Agenzia est un sujet qui a sa légitimation si elle est insérée dans un projet, autrement il devient difficile de la distinguer d'une simple association, ou bien elle ne réussit pas à faire grand-chose parce qu'elle ne s'appuie pas sur une politique spécifique qui finance. Via Nizza terminée, San Salvario n'est plus une aire prioritaire pour des interventions”*.

Sur le rôle joué par l'*Agenzia di Sviluppo Locale* dans le processus de requalification qui a touché le quartier, la question reste ouverte. Elle a sûrement été un instrument important, capable de canaliser et d'orienter une série de politiques sur le quartier. En même temps la régénération a été le ré-

sultat de l'action d'une variété bien plus vaste d'associations qui ont travaillé et investi dans le quartier, favorisée par la présence d'une population variée qui a su réagir devant la criticité, dans une certaine mesure endémique, d'un quartier dont la position engendre une forte valeur.

7.4. Agir par projets

Les politiques qui ont concerné *San Salvario* ces dernières années se sont basées principalement sur des aspects immatériels, liés d'un côté à la lutte contre le malaise et l'exclusion sociale et d'un autre côté à la lutte contre la criminalité. La seule intervention physique d'une certaine importance a été l'aménagement de *Piazza Madama Cristina* et la construction d'un parking souterrain, auxquels s'est ajoutée une série de microinterventions privées sur les édifices résidentiels.

San Salvario n'ayant jamais fait l'étude de projets complexes, les interventions réalisées dans le quartier sont le résultat de l'assemblage de plusieurs projets, quelques-uns coordonnés sous la direction de l'*Agenzia di Sviluppo Locale*, d'autres liés à de plus amples politiques citadines.

Aujourd'hui la plus grande partie des politiques pour *San Salvario* est concentrée sur *via Nizza*: les arcades parallèles à la gare *Porta Nuova* et les rues qui perpendiculairement rejoignent cette rue sont en effet le lieu où se concentrent davantage le malaise social et la dégradation des édifices, une situation qui s'est progressivement aggravée, provoquant la fermeture de beaucoup de commerces qui animaient ces arcades¹⁴. Les causes en sont en partie à attribuer aux chantiers du métro qui ont empêché toute intervention de requalification et qui, entre autres, dans ce tronçon, étaient à ciel ouvert¹⁵, ce qui a produit un impact particulièrement pesant. Toujours sur *via Nizza* donnent les deux seuls édifices de propriété publique présents dans le quartier où les logements anciennement attribués ont concentré des situations de grave

14. Dans le tronçon de *via nizza* adjacent à la gare en 2006 il y avait 7 locaux commerciaux à louer, aujourd'hui il y en a 22

15. En effet il n'a pas été possible de creuser avec la taupe.

malaise social avec la présence de nombreuses familles assistées par les Services Sociaux: “Aux numéros 15 et 17 il y a des situations indescriptibles: un immeuble où sont concentrés tous les cas psychiatriques” raconte un opérateur social.

Le plan pour le métro prévoit, quand les travaux seront achevés en 2011, l'aménagement de *via Nizza* à travers la réalisation d'une allée ombragée et d'un jardin devant l'église de *San Salvario*.

Deux îlots de *via Nizza* ont aussi fait l'objet des *Piani di Recupero*¹⁶, dans la tentative d'assainir le patrimoine immobilier existant, caractérisé par des phénomènes graves de dégradation physique (pas de services hygiéniques, manque total d'entretien, précarités statiques) et de frapper ces propriétaires qui n'investissent pas dans leurs immeubles en profitant de la faiblesse contractuelle de leurs locataires.

A l'*Agenzia di Sviluppo Locale* de *San Salvario* a été confiée la tâche de mettre au point un programme de consultation avec les résidents, les locataires, les propriétaires et les syndic des immeubles inclus dans le *Piano di Recupero*, afin d'exposer les raisons qui ont poussé l'Administration à prendre cette mesure et de trouver des solutions partagées pour éviter que soient expulsées les composantes sociales les plus faibles, du fait de la nécessité de réaliser la récupération dans les termes décrits par le Plan. En particulier on a prévu des aides pour primer les résidents et les locataires disposant d'un contrat de location régulier, de façon à frapper au contraire ces propriétaires qui, profitant des situations pénibles de marginalisation sociale, laissent les immeubles dégradés. Ces interventions impliquent en outre une grande activité de monitoring qui permet à l'*Agenzia* de disposer d'un tableau plus précis des conditions des immeubles et des divisions de propriété.

Un investissement supplémentaire sur *via Nizza* est organisé par la Division du Commerce, du Tourisme, des Activités Productives et il vise à soutenir l'installation de nouvelles activités économiques et à développer celles qui existaient déjà. Le projet “*Accedo Nizza*” prévoit l'attribution de financements liés à une démarche qui porte à l'élaboration de solides projets d'entreprise.

Dans la constellation des projets et des politiques qui ont concerné *San*

16. Délibération du Conseil Municipal du 27/03/01, aux termes de la Loi 457/1978.

Salvario ces dernières années, il est important de rappeler que la Municipalité de Turin a inséré le quartier parmi les aires citadines auxquelles réserver la possibilité de demander à l'Etat les financements facilités en compte capital accordés sur la base du décret de loi 225/98, le dénommé décret Bersani, pour le financement des petites activités économiques. Au cours de ces dernières années de nombreux sujets ont bénéficié de cette opportunité qui a considérablement encouragé la relocalisation dans cette aire de petites entreprises artisanales, industrielles, commerciales et de services.

Parmi les actions stratégiques élaborées par le Comité de Projet de l'*Agenzia* nous rappelons le projet d'un centre polyvalent, la Maison du Quartier, qui devra accueillir une bibliothèque, des espaces pour la culture et pour les associations, dans l'intention de constituer un lieu de rencontre et de loisirs pour les habitants du quartier.

La recherche du lieu adéquat où placer ce centre a été longue et complexe, résultat d'une négociation avec l'Administration municipale pour la localisation et la cession des locaux et d'une étude de projet en coparticipation avec les habitants, faite avec le Département Gioventù della Città et avec un groupe de créatifs qui avait collaboré avec l'*Agenzia* dans de précédentes occasions. Le projet, en cours de réalisation grâce à un financement de la Fondation Vodafone et de la Municipalité de Turin, prévoit la transformation d'un édifice de prestige, précédemment siège des bains publics.

7.5. Le mélange social comme caractère distinctif

“Quand j'ai connu le quartier c'était vers les années 70, parce que mon futur mari était venu y habiter, et je l'ai tout de suite apprécié parce qu'il me semblait, et il l'est encore aujourd'hui, assez riche et varié du point de vue humain. Aussi du point de vue du contact entre les personnes, selon moi il peut y avoir ici des choses que l'on ne trouve pas ailleurs: par exemple Piazza Vittorio, où nous avons habité sept ans, était une très belle zone du point de vue architectural et des commodités parce qu'on est pratiquement dans le centre, mais elle n'avait pas la même chaleur”, un habitant de via Baretto.

“Le problème est que les gens avaient peur. De sortir, des étrangers. Parce qu’avec tous ces désastres que montre la télévision (meurtres, trafic de stupéfiants, infanticides) les gens après ont peur. Il y a eu cet égyptien ou peut-être marocain, qui à Trieste a tué sa femme et son fils. Les gens ici, en Italie, et à San Salvario aussi, ont peur. Quand tu marches avec ton sac et que tu vois un étranger, même si moi je suis net, tu as peur et de suite tu serres ton sac sous le bras. Tu me fais sentir à moi, qui marche derrière toi tranquille en pensant à mes affaires et qui te vois tenir ton sac comme ça, que tu as peur. Comment résoudre tout ça...il faut beaucoup de temps pour changer les choses. Les gens ici, quand ils te connaissent bien, alors ils te font confiance. Mais quand ils ne te connaissent pas, c’est plus difficile. Les italiens sont comme ça, ils ne t’ouvrent pas leur porte de suite. Au début ils ont un peu peur, après ils commencent à te connaître mieux et alors ils t’accordent leur confiance”, un épicier égyptien de Piazza Madama Cristina.

A quinze ans de distance l’image de *San Salvario* a considérablement changé: les prix des appartements ont augmenté jusqu’à se stabiliser dans la moyenne de la circonscription; beaucoup d’activités commerciales ont été inaugurées; des populations nouvelles ont découvert et repeuplé le patrimoine de l’habitat; les habitants historiques ont recommencé (qui plus timidement, qui moins) à marcher tranquillement dans les rues de leur quartier.

Les processus de requalification et les initiatives de soutien au développement local sont en train de revitaliser l’économie locale, tandis que la structure productive est en train de tenter d’intégrer des éléments d’innovation et de tradition, faisant naître, dans plusieurs cas, de nouvelles identités et faisant affleurer, comme dans toutes les phases transitoires, des contrastes plus ou moins latents.

Le nombre élevé de petits propriétaires a stimulé une réaction active face à la croissante perte de valeur des logements de propriété, due à la conjoncture économique et accentuée par la progressive détérioration de l’environnement.

De nombreux habitants historiques – ceux qui ont vécu *San Salvario* dans la période la plus forte de malaise – relisent aujourd’hui les moments de tension, les difficultés quotidiennes et les craintes répétées, avec une certaine fierté. Pour comment l’histoire a évolué et pour avoir montré un attache-

ment à leur quartier qui leur a permis de surmonter les moments plus difficiles. La variété, le mélange social qui a toujours caractérisé cette partie de la ville adjacente à la gare sont devenus, au cours des dernières années, un signe distinctif, exhibé par une partie des habitants avec un certain orgueil dans la mesure où il sous-entend la capacité de cohabiter avec des cultures différentes. Une cohabitation qui, à travers des échanges denses et intenses, se transforme souvent en communauté, sans pour cela exclure un certain niveau de conflictualité. De quelques-unes des interviews il ressort que habiter à *San Salvario* est une façon de se reconnaître par rapport à d'autres parties de la ville: *"Habiter à San Salvario sous-entend l'acceptation de l'illégalité comme élément constant du quartier. Je considère la prostitution une chose normale depuis toujours, parce que quand j'avais sept ans ma mère bavardait avec les prostituées, nous connaissions celles au-dessous de chez nous, que je considérais comme des personnes de famille; les premiers toxicomanes je les ai vus dans la rue à l'âge de neuf-dix ans, et aussi les rondes de police. Certainement habiter à San Salvario et s'y sentir bien signifie que toutes ces choses n'ont jamais été prises comme un problème mais comme quelque chose de naturel, et donc, dans ce sens, habiter à San Salvario signifie une certaine familiarité avec la délinquance, selon moi plus grande que dans les autres quartiers. Ça signifie aussi, maintenant, un pourcentage assez élevé de jeunes, et donc faire partie d'une population assez jeune"*.

"Selon moi il arrive que celui qui habite à San Salvario, quand il se trouve ailleurs, ne se scandalise pas s'il est le seul italien, tandis qu'au contraire j'ai remarqué que les personnes qui ne sont pas de San Salvario (ou de quartiers similaires comme type de cohabitation) ont des difficultés quand elles se trouvent dans la situation d'être les seuls italiens, Peut-être c'est ça l'élément qui nous unit, l'élément commun".

7.6. Une gentrification souple

"San Salvario de toute évidence est en train de devenir plus précieux, ça se voit dans plusieurs aspects, il est en train d'abandonner sa caractéristique «de délinquance», il est en train de la perdre (ou de s'en libérer selon les points de vue). Il s'embellit, ce qui fait que les logements augmenteront de prix et qu'augmentera la valeur économique et commerciale de tout le quartier", un commerçant de San Salvario.

En dix ans *San Salvario* a été le protagoniste d'un processus de requalification qui a vu naître de multiples activités nouvelles et se développer des potentialités séductrices à l'égard de nouvelles tranches de population, sans pour cela changer radicalement sa nature. Ce à quoi nous assistons semble être une forme différente de *gentrification*, moins agressive et moins enveloppante que celle décrite par Ruth Glass dans les années soixante et que nous sommes désormais habitués à reconnaître dans beaucoup d'aires centrales de nos villes¹⁷. Un changement progressif de la population, qui se fait à partir de la porosité du tissu de l'habitat, capable d'accueillir de petites intrusions, résultat d'activités incrémentielles et individuelles. Certes, à *San Salvario* nous retrouvons les étudiants – dont le rôle, non seulement en fonction des choix de logement mais de la recherche d'espaces et de lieux pour le social et les loisirs, devient important dans la transformation des quartiers populaires – et aussi l'atmosphère vaguement de bohème qui attire ces jeunes dotés d'un capital culturel élevé et qui caractérise les premières phases des processus de *gentrification*¹⁸. Mais il s'agit de réalités mineures, qui s'ajoutent aux habitants historiques et aux situations de malaise qui persistent.

Le morcellement excessif du patrimoine de l'habitat, fractionné entre de petits propriétaires, souvent aussi résidents, contribue à éviter un processus d'expulsion et de remplacement massif. Les édifices appartenant à un seul propriétaire représentent des cas isolés: ils font souvent l'objet de spéculations ou bien, là où tous les logements sont en location, ils présentent de mauvaises conditions d'habitabilité (il arrive fréquemment que le propriétaire n'ait aucun intérêt à investir dans l'entretien et dans l'observance des normes hygiéniques et sanitaires, mais qu'au contraire il profite de la condition de précarité et d'illégalité de ses locataires).

La configuration du XIXe siècle du tissu de l'habitat – dans laquelle chaque édifice renferme une série d'espaces très différents les uns des autres : boutiques artisanales au rez-de-chaussée, mansardes sous les combles, en passant par les grands mètres de l'étage noble – a en outre favorisé le mélange

17. A Turin le cas du Quadrilatère romain est significatif.

18. Berlino, Memo, 2008.

d'habitants dont les origines culturelles, ethniques et sociales sont les plus diverses. Le surpeuplement de quelques mansardes cohabite avec les pièces vides des logements habités par des couples désormais sans enfants et avec la division de certains appartements effectuée par des jeunes qui les adaptent à leurs exigences de vie en commun. Comme le déclare l'un des habitants interviewés *“Le quartier a changé, mais quelques caractéristiques de San Salvario sont restées. Le fait d'être un quartier d'immigrés. Une fois il y avait les vénitiens, qui sont arrivés dans les années 30 et qui à ce moment-là étaient spécialisés dans le bâtiment, aujourd'hui les sénégalais, en somme les immigrés”*.

Si souvent on investit dans la requalification de la construction dans l'espérance de déclencher aussi une requalification sociale, à *San Salvario*, d'un certain point de vue, il s'est passé le contraire: le changement social a été une condition préliminaire à la requalification ponctuelle des espaces de l'habitat et des lieux commerciaux. *San Salvario* devient donc le témoin d'un changement qui se conforme à la composition sociale mais qui en préserve la variété: un mélange de personnes différentes qui depuis toujours a caractérisé le quartier et qui, tout en prenant des formes diverses, continue à en constituer le caractère distinctif.

7.7. Glissements de terrain: de la criminalité à la tranquillité

Ces jours-ci *San Salvario* a recommencé à occuper la première page des faits divers citadins: cette fois-ci c'est le bruit qui est au centre de la contestation.

A cheval des années 80 et 90, le quartier a été le siège historique de quelques mouvements musicaux qui gravitaient autour du premier domicile de l'association *Hiroshima Mon Amour*¹⁹. Ensuite plus rien ou presque, dans des années pendant lesquelles l'offre s'était beaucoup réduite et, de toute façon, à *San Salvario*, après sept heures du soir il était jugé plus prudent de ne pas sortir.

Aujourd'hui plusieurs nouveaux établissements animent les rues du “Quadrilatère” jusqu'à tard dans la nuit, ce qui attire beaucoup plus de personnes que les seuls habitants des rues environnantes, et donc certains rési-

dents protestent.

Déjà en 2008, à la suite des premières protestations, le bureau d'études *Avventura Urbana*²⁰ dirigea un parcours en coparticipation avec les habitants pour imaginer des propositions créatives visant à diminuer le bruit et à améliorer les comportements des clients des établissements nocturnes. A travers des *focus group* et des laboratoires d'élaboration de projets, les habitants du quartier, les gérants des établissements, les agents de police et les représentants de la Circonscription furent appelés à se confronter et à imaginer des solutions possibles. Un groupe d'architectes et de designer fut chargé de projeter des objets d'aménagement urbain qui pouvaient répondre aux problèmes soulevés. Le projet se conclut par la réalisation de petites terrasses construites avec des panneaux insonores et des «*lampes ssst*», c'est-à-dire des signaux lumineux de dissuasion qui clignotent quand le seuil de bruit acceptable est dépassé. Mais l'initiative n'obtint pas un succès complet, si bien que les lampes et la terrasse furent installés dans un seul établissement et pendant un seul été, et donc les habitants et les opérateurs restèrent déçus: *“Ce fut un effet boomerang: les habitants ont été impliqués, ils y ont consacré leur temps et leurs énergies, et tout est resté comme avant”*. Un restaurateur de la zone commente: *“J'ai pensé à une manœuvre politique, l'avant-garde d'investissements immobiliers. Au moins Père Gallo à la première réunion a été net : il s'est produit ce qui, 10 ou 15 ans auparavant se serait terminé à coups de baffes”*.

Le moment de conflit majeur a coïncidé avec la publication, à la suite d'une pétition présentée par quelques habitants, d'un arrêté signé par le maire qui imposait la fermeture anticipée à minuit de deux des établissements les plus populaires de la zone. En guise de réponse une autre tranche de la population de *San Salvario* – qui défendait au contraire la présence des établissements nocturnes, perçus comme agents de dissuasion contre la criminalité et comme charnières d'agrégation des réseaux sociaux – a organisé des mobili-

19. *Hiroshima Mon Amour* est une association née en 1968 pour produire et organiser des spectacles et des événements culturels. Au cours des années elle est devenue un point de référence pour tous les amateurs de musique.

20. *Avventura Urbana* est un bureau professionnel qui travaille dans le cadre des projets en coparticipation avec les habitants pour les politiques publiques et les interventions privées sur le territoire. Son siège est à *San Salvario, via Belfiore*.

sations passant des traditionnelles pétitions aux *flash mob* rapides et spontanés²¹. L'arrière-plan paradoxal de ces mouvements a été la programmation d'un événement – de la part d'un cartel d'associations, cercles et artistes turinois guidés par la rencontre entre le guitariste des *Subsonica*²² et la coordination antimafia *Libera*²³ - qui devait concerner justement *San Salvario*. La soirée, intitulée «San Salvario de minuit à quatre heures du matin», inaugurait la campagne d'opposition à la consommation de cocaïne et à celle de promotion du quartier, et invitait la population à «ne pas avoir peur» de sortir de chez elle et d'animer les rues du quartier²⁴.

Les réponses données par L'Administration publiques ont été des mesures coercitives. La répression est un instrument simple, immédiatement utilisable, et extrêmement traditionnel. Elle témoigne d'une difficulté à se confronter avec les problèmes et à imaginer des solutions complexes. Elle frappe davantage quand le contexte est une ville comme Turin qui, depuis quelques années désormais, vante une expérience dans le cadre des politiques publiques innovatrices et qui a accumulé un certain nombre de «bonnes pratiques». Elle frappe quand des instruments alternatifs ont déjà été constitués. C'est le cas de l'*Agenzia dello Sviluppo*, instituée à partir d'un projet de la Municipalité et pourtant exclue de la gestion des derniers conflits.

Le fait que ce furent, il y a 10 ans, deux événements médiatiques qui consacrèrent *San Salvario* comme lieu de criminalité et d'insécurité et, aujourd'hui, comme pôle de la vie nocturne, en plus de souligner le rôle des médias dans la perception de la sécurité ou de l'insécurité dans nos villes, indique avant tout le changement, révélé de façon éclatante par des conflits de nature aussi différente. Si, dans une première phase, les problèmes étaient liés à la concentration de pratiques illégales, actuellement ils renvoient à ceux que

21. Il s'agit d'une forme de protestation très en vogue à l'étranger, où un groupe de personnes se réunit spontanément dans un espace public, improvisant une action insolite de courte durée pour se disperser ensuite. Cette manifestation est généralement organisée via Internet ou par l'intermédiaire des portables.

22. Groupe rock né à Turin et devenu célèbre au niveau National. Lauréat de nombreux prix parmi lesquels le MTV Europe Music Award.

23. Coordination regroupant plus de 1500 associations, groupes et écoles engagés sur la territoire dans la lutte contre les mafias et dans la promotion de la culture et de la légalité.

24. <http://torinosistemasolare.it/>.

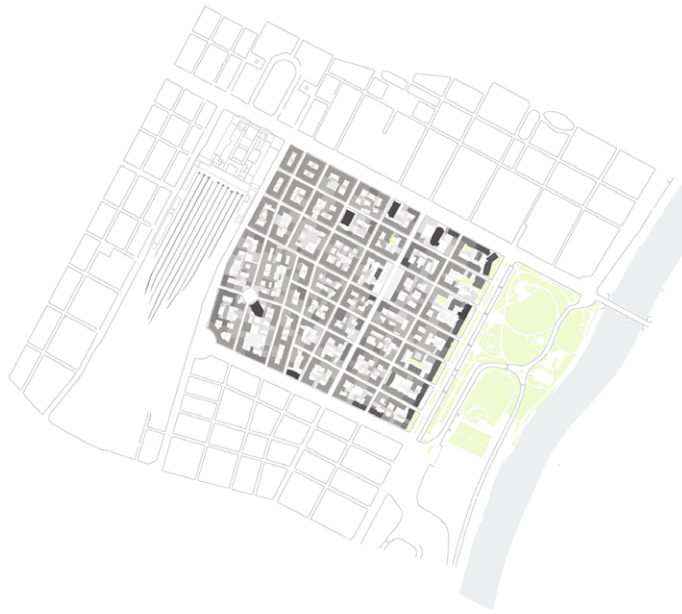
Gorz définirait “des problèmes écologiques”²⁵. Du bruit à la propreté, ces problèmes qui démolissent l’habitat et le quotidien. Le seuil d’acceptation se déplace: Dans le passé le tapage pouvait être supporté en échange d’une sécurité majeure, mais quand désormais on se sent plus sûrs, on avance de nouvelles exigences. C’est la rupture d’une routine, de ces “formes de l’action collective dont les règles sont escomptées tant qu’elles fonctionnent”²⁶ et qui, une fois brisées, provoquent l’apparition de conflits et la nécessité de réorienter les actions. Elles entraînent un usage politique des pratiques quotidiennes²⁷. La question devient: qu’est-ce qu’impose la variété et quels sont les instruments à travers lesquels elle peut être gouvernée? Ceci nous amène à réfléchir sur les formes de cohabitation dans une société où la notion de public.

25. Gorz, 2009.

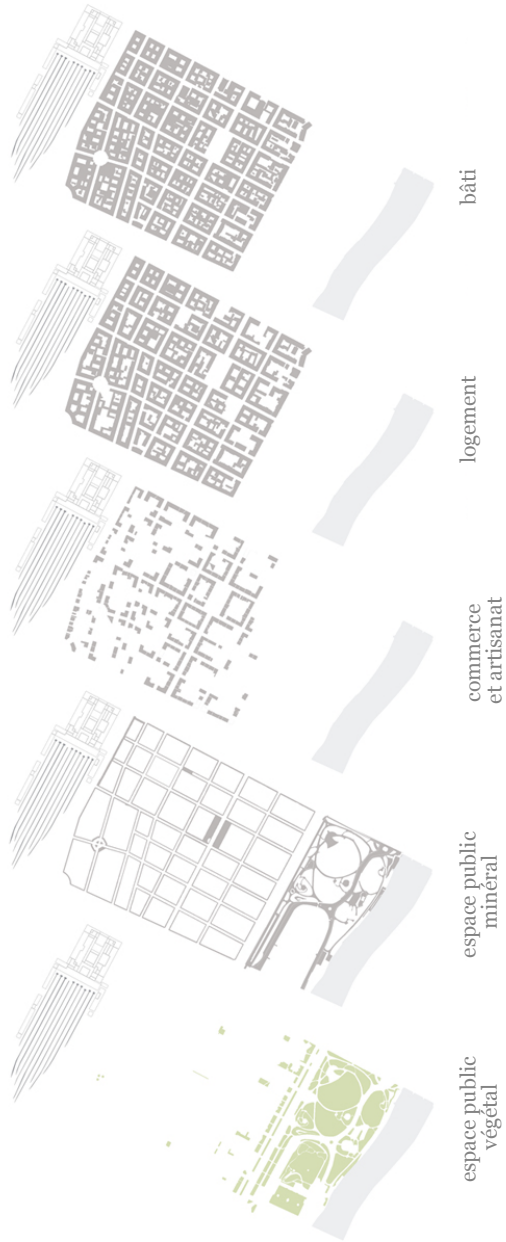
26. Crosta, 2007.

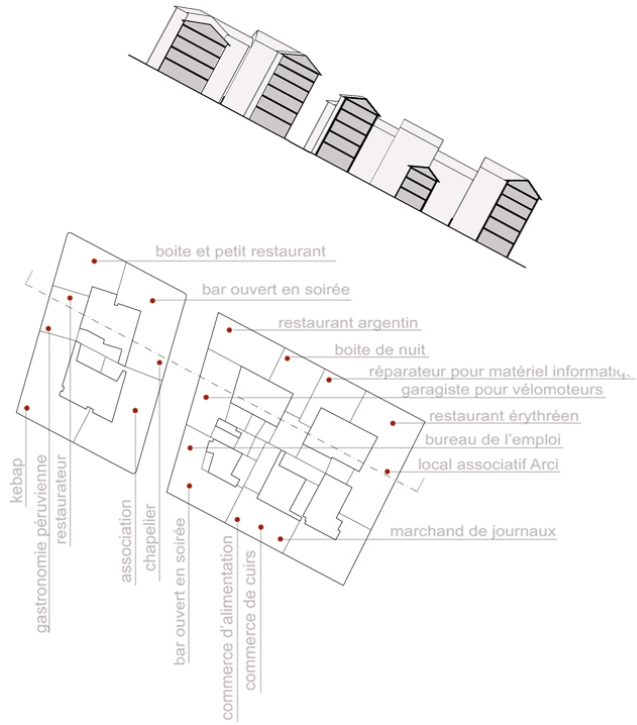
26. Crosta, 2007.

27. Crosta, 2006.









Mixité fonctionnelle et articulation des espaces; plan et coupes d'un îlot





Conclusions et notes interprétatives¹

8.1. Demandes et résultats de la recherche

Les hypothèses interprétatives que nous développons à la suite de notre travail de recherche identifient conjointement des thèmes plus classiques et des questions qui semblent au contraire évoquer une évolution plus récente des sociétés urbaines et des politiques de gouvernement urbain. Il est avant tout important d'avancer des résultats et des interprétations qui répondent plus directement au contexte dans lequel cette recherche a été organisée et aux objectifs de base qui ont guidé l'étude des relations qui se nouent entre dimensions de l'insécurité et transformations urbaines.

A ce sujet, il faut tout d'abord signaler que l'insécurité, référée aux deux dimensions d'insécurité sociale et civile, (Castel, 2003) n'apparaît pas – à Milan et à Turin – comme un élément référentiel explicite qui agit directement sur les décisions et sur les formes des transformations urbaines. Il ne s'agit jamais d'un thème conceptuel pris ouvertement comme l'une des conditions requises prioritaires. La peur, plutôt, est sous-jacente et reste implicite. Elle se manifeste comme une clé de lecture qui, à dire vrai, est très efficace pour interpréter les désirs, les demandes et les attentes des populations urbaines et dont l'écho se retrouve dans les choix de gouvernement qui se réfèrent à ces

1. Le texte est le résultat d'un travail collectif des Massimo Bricocoli et Paola Savoldi, néanmoins les paragraphes 1, 3, 7 sont à attribuer à Massimo Bricocoli et les paragraphes 2, 4, 5 sont à attribuer à Paola Savoldi.

instances en priorité (Body Gendrot, 2008 ; Pitch, 2006).

Il est plus que jamais évident que l'influence progressive que l'insécurité exerce dans le carnet politique des gouvernements locaux enfonce certainement ses racines dans les raisons d'ordre structurel du changement social et économique : “ à la différence des peurs du passé, les peurs contemporaines sont aspécifiques, non enracinées, évasives, fluctuantes et changeantes ” (Bauman, 2008). Ce qui certainement est produit dans une dimension globale et sous plusieurs aspects “ extraterritoriale ” “ gît littéralement au aire de la route ” (Bauman, 2008). Dans la rue on observe “ en public ” la faiblesse économique de beaucoup de tranches de population, la visibilité de processus migratoires importants ; dans l'espace public est visible la difficulté de l'action publique de gouverner les résultats et les précipitations locales des processus de changement qui ont des racines lointaines et l'espace, souvent, devient l'objet de traitements et de projets uniformes qui visent à limiter les pratiques et les flux. Si, dans une phase marquée par une progressive crise de l'emploi et par des processus migratoires articulés, il s'avère que la cohésion sociale est un objectif qui difficilement peut être atteint avec les outils et les ressources à la disposition des gouvernements locaux, sûrement les villes restent des acteurs importants dans l'organisation et dans la création des nouvelles mesures et aménagements spatiaux et sociaux. Sur ce versant, nous avons déjà argumenté (Bricocoli, Savoldi, 2008) que, dans les villes italiennes, la question de l'insécurité pèse fortement en termes d' “ urgence ” sur la représentation des problèmes et sur la recherche de solutions chaque fois que, face à des problèmes typiquement liés à la criticité et aux tensions provoquées par la cohabitation urbaine, on a sous-estimé la nécessité d'une action conjointe sur les lieux et les personnes qui ait, comme référence, la dimension de la vie quotidienne.

En reprenant les réflexions de Jacques Donzelot qui admet que n'existent presque plus les facteurs (essentiellement reliés à un mode de développement centré sur l'économie industrielle) qui alimentaient autrefois la production de ville et, en même temps, d'organisation sociale, c'est comme si aujourd'hui “ faire la société ” était une demande encore systématiquement ouverte (Donzelot, 2003). Devant l'impact sur la ville des nouveaux flux migratoires, des nouveaux processus de polarisation et de paupérisation, les institutions pub-

liques locales sont structurellement en difficulté dans la recherche de solutions à long terme qui demandent un investissement qui va au-delà des mandats électoraux. Le fondamentalisme du marché et un libéralisme qui se soustrait à des estimations à long terme concourent à accentuer une interprétation en termes sécuritaires de plusieurs questions qui, en réalité, devraient générer une réforme des modes de réalisation de l'aménagement urbain et des politiques de welfare, à savoir du gouvernement de la ville. Dans une phase précédente, deux domaines d'action publique qui plus traditionnellement ont constitué le terrain d'articulation et de traitement public de ces processus d'organisation spatiale et sociale de la vie en ville, ont été ceux des politiques urbaines (les politiques du logement et celles du développement urbain en premier lieu) et des politiques sociales (Donzelot, 2008). Notre recherche montre bien que ces deux cadres d'action se sont en fait soustraits à une confrontation prolongée avec les territoires, avec ce qui s'y passe. Dans une certaine mesure, autant l'urbanisme que les politiques sociales semblent opérer dans une logique distante et sectorielle et considérer le territoire, les lieux de vie des personnes, comme insignifiants :

- dans le cas de l'urbanisme un écart est évident entre la dimension du projet et du programme et la gestion successive des dispositifs et des processus d'activation nécessaires à garantir que les lieux deviennent des espaces complexes d'articulation sociale
- dans le cas des politiques sociales, le fait de ne pas se confronter avec la séparation des politiques sociales par rapport aux territoires représente dans ce sens un facteur actif de la désarticulation des territoires et ceci, selon Ota de Leonardis, est en grande partie à l'origine de la croissante centralité de la dimension territoriale et spatiale dans la demande de sûreté (de Leonardis, 2008). “ La catégorie du risque ” use et transforme toute chose, elle obéit à la règle du tout ou rien, selon Ulrich Beck (Beck, 2009), si un groupe constitue un facteur de risque, toutes ses autres caractéristiques disparaissent et la “sûreté fonctionne comme une catégorie qui s'approprie rapidement du terrain d'autres politiques et champs d'action publique.

Comme nous l'avons vu, les deux cas de Turin et de Milan présentent des caractères très différents en matière d'orientations du gouvernement et de

traitement des problèmes.

Certainement Turin montre une présence plus forte de l'administration publique, non seulement dans l'orientation mais aussi dans la gestion directe des politiques, des projets et des processus de transformation urbaine, même si cette capacité de gouverner et d'orienter montre quelques éléments de faiblesse dans les cas où le rôle des promoteurs privés est très important. Au contraire, la matrice du gouvernement local à Milan est de type néolibéral et voit l'administration publique moins active sur le terrain des interventions à forte présence publique et jouer un faible rôle d'orientation sur ces opérations dans lesquelles les opérateurs privés ont des marges plus grandes d'autonomie. Mais c'est justement par rapport aux perspectives de l'habiter dans la ville contemporaine que l'hypothèse appliquée ici est que l'urbanisme, de par ses outils d'intervention, participe grandement à l'élaboration de représentations de la sûreté, plus ou moins simplistes mais communément partagées.

Parmi les cas turinois, *San Salvario* et *Via Artom* mettent bien en évidence l'évolution de la configuration spatiale et de l'organisation sociale, conformément aux programmes d'action que l'administration a entrepris pour guider de nouvelles configurations de l'espace et de la société locale. Ici, les thèmes touchant à l'insécurité urbaine semblent avoir été traités avec une approche intégrée, capable d'articuler des solutions qui prennent les problèmes dans toute leur complexité et tentent de les résoudre en travaillant sur plusieurs fronts. Sous ce point de vue le cas turinois peut être analysé en distinguant deux champs d'expériences. Le premier est représenté par l'ensemble des expériences de requalification intégrée des quartiers plus ou moins en crise, expériences qui peuvent être ramenées à un ensemble cohérent et efficace de politiques publiques qui tombent ensuite dans un système de véritables projets publics, dans la mesure où la conception, la direction et la réalisation relèvent de la stricte compétence et de la responsabilité publiques. Le second peut être ramené à cet ensemble de projets dont la réalisation est essentiellement liée au rôle des acteurs privés et en particulier aux promoteurs immobiliers sans les capitaux desquels il serait impossible d'effectuer les opérations de transformation prévues. A la preuve des faits, le premier champ d'expériences a su produire des résultats intéressants dans la requalification intégrée des quartiers ; le cas de *Spina 3*, pouvant être ramené au second

champ d'expériences, semble révéler sur plusieurs versants qu'une nouvelle portion de ville a été projetée et réalisée en suivant une approche tout à fait ordinaire et traditionnelle et que, devant un nouveau cadre de développement de la ville, une série de facteurs de criticité apparaît, résultant de la séparation avec laquelle on procède dans l'élaboration et l'organisation de l'espace.

D'autre part, dans le cas milanais, marqué par une forte tendance à la dérégulation et marqué par un libéralisme pour lequel c'est un marché peu régulé qui oriente et dirige les processus de développement et de transformation, on remarque l'émergence sous une forme souvent aigüe et pressante, de quelques criticités reliées au fonctionnement des lieux par rapport aux pratiques sociales qui tombent dans la catégorie du " non désirable ". C'est sur le terrain de la vie quotidienne, du fonctionnement " ordinaire " de la ville que les politiques urbaines et sociales semblent se soustraire à un rôle de guide, de responsabilité et de gouvernement, et c'est exactement à ce niveau que l'acteur public est ensuite appelé à intervenir en aval, dans ces mêmes contextes qui se sont en quelque sorte construits sur un projet et sur une organisation autonome mais qui soulèvent une demande d'action publique qui se manifeste en grande partie sous la forme d'une demande d'ordre public. C'est une caractéristique plusieurs fois remarquée au cours des interviews durant lesquelles les habitants du quartier signalent que les institutions de référence pour les problèmes ordinaires du fonctionnement social du quartier deviennent les forces de police. Car ces mêmes politiciens et ces mêmes administrateurs communaux, qui devraient être responsables de la dimension sociale des problèmes urbains, s'en montrent si peu intéressés qu'ils laissent à découvert un terrain sur lequel les seuls sujets actifs restent les forces de police. La conséquence la plus éclatante (soulignée par le cas de *Pompeo Leoni* ou de *Paolo Sarpi* à Milan) est que, là où interviennent des forces de police plurielles pour manifester subrepticement la présence d'une institution sur le territoire, la demande de sûreté publique va très vite en crescendo. Ce qui est sûr, c'est que sur ce terrain, sur les problématiques qui affleurent à l'intérieur du *framing* strict de l'insécurité (qu'il s'agisse de la présence d'immigrés ou d'espaces verts mal fréquentés), les politiques locales ont vraiment le « souffle court », à savoir qu'elles agissent dans une optique réparatrice qui, en fait, contribue à reproduire sans cesse et d'une manière toujours plus obsédante un désir de

sûreté de fait impossible à satisfaire (Castel, 2004 ; Diamanti et al., 2007) .

La recherche a mis en évidence que, sous plusieurs aspects, il est beaucoup plus important de dévoiler et expliquer la connexion entre le frame de l'insécurité/sûreté et des lignes de tendance, d'ordre plus général, qui concernent les thèmes des modes d'habiter dans la ville contemporaine et par rapport auxquels la recherche sur le terrain a produit un matériel empirique intéressant. A partir de l'exploration des six quartiers mis sous observation et d'une réflexion plus globale sur les deux villes, il apparaît que deux questions inhérentes aux dynamiques récentes des changements dans la ville contemporaine sont importantes et qu'il est intéressant de les souligner aussi par rapport au débat qui, sur ces mêmes questions, est en train de se développer autant en Italie qu'en France et en Europe. Il s'agit de questions majeures parce qu'elles impliquent la corniche dans laquelle s'inscrivent, d'une part les processus de production des nouveaux espaces urbains, et d'autre part elles représentent le terrain où aujourd'hui sont appliqués les instruments de gouvernement de l'espace et de la sûreté :

a. le renouveau de l'intérêt d'habiter en ville : quelques tendances d'ordre plus général marquent un intérêt renouvelé pour habiter dans un contexte urbain et, donc, une augmentation de la population qui habite en ville,

b. les conditions et les formes de la réorganisation spatiale et sociale de la ville, à savoir les attentes et les expectatives de qui choisit de se localiser et d'habiter dans un aire urbain, les criticités et les tensions provoquées par le voisinage de populations diverses et, donc, les nouveaux caractères de l'espace et les formes d'articulation, de sélection et de séparation que l'on donne au niveau de l'organisation urbaine.

La recherche relève et approfondit la déclinaison de ces thèmes. Une première série de considérations peut à ce sujet être anticipé : quelques éléments sont discriminants dans la construction des conditions qui concilient et soutiennent les processus d'urbanisation et de réurbanisation dans les villes que nous avons examinées.

Avant tout de tels processus semblent être subordonnés à l'élaboration de projets et de solutions qui se situent à une distance suffisamment éloignée des situations de risque et d'incertitude. Ceci signifie que les implantations résidentielles, qui sont le but de ceux qui choisissent de vivre (ou de reve-

nir) en ville, sont caractérisées par une position d'éloignement relatif de ces fonctions urbaines qui peuvent entrer en quelque sorte en conflit avec les formes tranquilles et protégées de l'habiter (loisirs, équipements à usage collectif, espaces ouverts aux usages peu réglementés, activités commerciales qui se réfèrent à des segments de marché diversifiés). Souvent les zones résidentielles nouvellement construites concernent surtout des portions urbaines décentralisées par rapport au tissu urbain plus compact et toutefois elles sont perçues comme trop périphériques. A l'intérieur de cette distance alchimique des implications plus problématiques de la ville compacte et de l'image négativement contagieuse de la périphérie se situent quelques-uns des nouveaux espaces de l'habiter que nous avons étudiés. Il va de soi que la « juste distance » des facteurs de risque peu pondérables (le voisinage d'une aire abandonnée où ont lieu, à intervalles plus ou moins réguliers, des activités récréatives, la présence d'une construction résidentielle publique, un système commercial géré par des entrepreneurs immigrés...) met ceux qui achètent un nouveau logement dans des conditions de sûreté (présumée) de la valeur immobilière du bien qu'ils achètent. Cette tendance à la distance est confirmée par les interviews réalisées sur le terrain.

Nous discuterons ci-après de façon plus approfondie quelques-unes des évidences qui ressortent de notre recherche en argumentant :

- le thème d'un mouvement tendanciel vers des contextes urbains de construction récente ou vers une réhabilitation, soit en partant de contextes plus fortement urbains, soit en partant de contextes péri-urbains ;
- les conditions émergentes des formes de l'habiter dans ces “ nouveaux ” contextes, soit par rapport à la forme urbaine, soit par rapport aux habitants et aux modes d'usage des espaces.

A partir du cadre tracé à travers les opérations de recherche effectuées, le chapitre se conclut par quelques explorations sur les tendances futures.

8.2. Deux mouvements convergents vers le “ nouveau urbain ”

“ Quand nous nous sommes mariés, nous avons décidé d'aller vivre hors de Milan, on était à la recherche d'un lieu agréable où élever nos enfants. On a alors habité dans une petite ville à 20 km de Milan de 2000 à 2005, dans un immeuble collectif, avec quelques espaces verts. Mais vivre là nous donnait une impression d'étrangeté et d'éloignement, éloignement de la ville. L'idée d'acheter à Santa Giulia est née comme ça, avec l'intention de revenir à Mila ”, un habitant de Santa Giulia, à Milan.

“ Nous habitons depuis neuf ans dans un immeuble des années 50, tout près du centre historique. On cherchait un appartement plus grand, plus de tranquillité et pas trop éloigné du centre. Pouvoir prendre l'ascenseur et finir directement dans le box. Le contexte ici nous a beaucoup plu, l'espace vert où promener le chien ”, un habitant de Pompeo Leoni, à Milan.

Les situations et les solutions offertes par l'aboutissement des nouveaux projets urbains représentent le point d'arrivée de deux types de choix habitatifs, le but des deux mouvements qui naissent l'un dans les contextes périurbains, l'autre dans les contextes urbains très denses. Les nouveaux projets urbains configurent à notre avis une sorte de 'nouveau urbain' : un espace suspendu entre des modèles de vie périurbains (les espaces verts à portée de main, l'accès en voiture garanti partout, la privacy et la quiétude) et une idée simpliste de proximité urbaine (au lieu de travail et aux services plus qualifiés, aux lieux où quelque chose d'intéressant se passe).

Le premier mouvement révèle qu'un retour à l'urbain est en cours . Les générations qui étaient parties hors la ville vieillissent et se préoccupent d'un futur où elles pourraient avoir besoin 'des autres' et la perspective d'un contexte dense et doté de tous les services et des infrastructures devient plus agréable et rassurante ; parallèlement les coûts sociaux, économiques et symboliques des distances avec la ville compacte ont augmenté ; la ville devient ainsi un lieu de convergence entre ceux qui habitaient au-dehors, dans le périurbain, et ceux qui changent d'habitation mais choisissent de demeurer en ville.

Le deuxième mouvement révèle qu'une fuite de la 'ville à haute mixité' est en cours. Parmi les habitants des nouveaux complexes, plusieurs renient

en partie leur expérience ‘urbaine’. La mise à distance de la ville est évidente et forte mais il est en même temps tout aussi évident, dans bien des propos, que la ville diffuse n’est pas si désirable et qu’elle l’est encore moins pour ceux qui ont connu un mode d’habiter et la densité d’opportunités qu’offre la ville consolidée. De là, la conscience de ne pas vouloir ‘partir’, de ne pas vouloir quitter complètement la ville. Les récits et les parcours résidentiels de nombreux habitants montrent que, plus qu’un lieu qui attire par ses qualités extraordinaires, *Pompeo Leoni* à Milan est un complexe qui rassemble ceux qui résidaient dans la partie sud de la ville de Milan et qui choisissent une localisation à proximité. Mais en plus de considérations centrées sur la spatialité et la distance, il est important de noter un changement marquant de l’univers symbolique de référence. Dans les récits des habitants, de façon de plus en plus évidente, s’affirme une orientation à se reconnaître dans le quartier, dans l’immeuble où l’on habite (Cremaschi, 2009). Entre l’urbain et le périurbain, l’imaginaire projeté sur *Pompeo Leoni* par ceux qui y habitent est souvent orienté par un désir se distancer qui semble correspondre par bien des aspects au caractère en quelque sorte abstrait de ces espaces qui s’offrent à la vue plus qu’ils ne se prêtent à l’usage.

L’augmentation de la population urbaine est un objectif déclaré des administrations locales. En corrélation avec l’exposition universelle prévue pour 2015, le gouvernement local de Milan a fixé l’objectif d’une augmentation de la population des 1.300.000 actuels à 2 millions d’habitants. Bien que l’on reste prudent sur la faisabilité et sur le bien-fondé de cet objectif, il faut considérer que la portée symbolique de telles déclarations produit des conséquences réelles en matière de transformations concrètes des contextes, de perspectives de nouvelles constructions, de réalisation de services et aussi une mixité sociale future. Dans un communiqué public en hiver 2009, l’adjoint au maire pour l’urbanisme déclarait avec emphase “ Milan devra être la downtown de la Lombardie ”, confirmant ainsi une certaine sélection dans le profil des nouveaux projets d’expansion résidentielle. L’augmentation de la population et la densification des portions urbaines centrales suscite donc beaucoup de questions controversées concernant les processus de recomposition sociale dans les portions urbaines plus centrales. C’est un phénomène évident dans les deux quartiers historiques Sarpi et San Salvario qui se prêtent certainement à

accueillir des processus classiques de gentrification (Gaeta, 2009). Mais c'est aussi un problème qui touche d'autres portions urbaines, lieux en transformation dans lesquels de grandes implantations industrielles désormais abandonnées sont remplacées par des implantations résidentielles souvent destinées à des destinataires qui précédemment résidaient dans l'aire périurbaine ou dans les aires urbaines plus denses et consolidées. Terres de frontière, ni centrales, ni périphériques, apparemment plastiques et versatiles, souvent dures et incapables d'interpréter à plein titre le rôle de nouveaux "quartiers", dépourvues d'espaces et de services qui les transforment en lieux réellement "urbains".

En particulier ces contextes servent à observer "comment mettre la main à la ville", comment on élabore les projets et comment on donne consistance, actuellement, à de nouveaux projets de développement urbain. Ensuite, en rappelant quelques-uns des matériaux déjà discutés dans chaque étude de cas, nous montrons et argumentons quelques caractères des processus en cours.

A ces deux mouvements nous pouvons faire correspondre quelques caractères qui apparaissent dans les cas que nous avons observés.

Dans les portions historiques de la ville, qui se présentent encore comme des enclaves accueillantes pour la population étrangère immigrée et qui sont caractérisées en grande partie par une propriété privée et fractionnée, la tension est très élevée, surtout à cause de la pression s'exerçant sur la valorisation immobilière de portions urbaines aux espaces attractifs et localisées dans le centre. Ici la conflictualité est croissante entre populations résidentes et usages différents de l'espace public (en plus de l'habiter et du commerce étranger, les nouveaux habitants se confrontent aux désagréments provoqués par les usages intensifs liés à la densité croissante des établissements publics et des lieux de divertissement). Dans de telles aires urbaines, les problèmes liés à l'insécurité affleurent sous la forme du risque d'un dérèglement, de comportements qui toujours plus mettent à l'épreuve la cohabitation civile et qui se traduisent souvent dans une demande prise à la lettre d'ordre public renforcé.

Les nouvelles portions de ville sont fortement marquées par les profils et les attentes des nouveaux habitants. Contrairement à un débat qui, dans un passé récent, avait mis au centre l'importance de transformer l'existant dans la ville contemporaine, ces espaces se configurent en réalité comme "redevel-

opments », morceaux de ville construits “ ex novo ”, après avoir entièrement rasé au sol les traces des précédentes infrastructures industrielles et qui, plus que comme de nouveaux centres, semblent se présenter comme des unités urbaines qui adhèrent à la ville centrale et qui dépendent d’elle en matière de fonctions. Mais, et c’est alors que devient évidente la contradiction des tendances décrites, face à une forme de véritable dépendance de la ville consolidée, les nouvelles implantations urbaines s’en séparent nettement pour pouvoir préserver une distance de tout ce qui, de cette ville centrale, provoque un problème. Sous ce point de vue la séparation est un caractère plus que jamais évident et le vert, l’espace ouvert, utilisé rhétoriquement comme élément de liaison, se configure au contraire systématiquement comme un élément dont la qualité limitée correspond surtout à des fonctions de buffer zone.

Après des décennies qui ont vu un quota élevé de population quitter la ville, on observe aujourd’hui des choix d’habitation qui semblent appuyer un processus de croissance de la ville centrale. Ce mouvement est expliqué en partie par une tendance à recomposer sur base spatiale (à partir de son lieu de vie) l’organisation des familles et à réduire les déplacements liés au travail, qui tendent à se multiplier et à ne plus se baser sur la routine du va et vient quotidien de type fordiste. La diminution progressive d’une série de prestations du welfare state, par exemple l’aide à la petite enfance, explique toujours dans ce sens la tendance des familles jeunes à rester le plus près possible des noyaux d’origine. Ce processus entraîne souvent un déplacement des jeunes couples avec enfants à proximité des lieux d’habitation des parents qui s’occupent toujours plus souvent des petits-enfants. Les nouvelles implantations résidentielles dans le cas milanais dessinent une géographie relativement diffuse (par rapport au cas de Spina 3 par exemple, où une partie importante de la nouvelle offre d’habitation se concentre en une seule grande portion urbaine), ce qui semble satisfaire le besoin d’exercer un choix qui est dicté plus par la nécessité de compter sur des réseaux familiaux proches et sûrs plutôt que du désir d’habiter une partie de ville qui a des caractéristiques précises (sociales, fonctionnelles, matérielles ou symboliques). D’autre part on assiste aussi à la tendance de revenir dans le contexte urbain de la part de couples qui, après avoir passé la phase adulte dans des contextes périurbains qu’ils jugeaient plus adaptés aux habitudes et aux exigences des jeunes enfants, décident de

se rapprocher des structures collectives que seule la ville peut offrir (structures sanitaires, proximité des commerces, mobilité garantie par un réseau de transports en commun relativement capillaire). Et en se rapprochant de la ville consolidée ils se rapprochent aussi des lieux de vie des enfants qui, désormais adultes à leur tour, ont choisi, quand leur revenu le leur permet, de ne pas se déplacer en banlieue. En substance il s'agit d'un processus de rapprochement réciproque et réciproquement utile, qui considère la ville consolidée comme un lieu d'arrivée ou de retour toujours plus fréquent. Beaucoup d'habitants rencontrés sur le terrain confirment ces profils de choix. Il est opportun cependant de considérer le cadre structurel plus global et, donc, ce qui dans les quartiers et dans les interviews n'apparaît pas. Il faut en effet signaler que la population "urbaine" en augmentation, à cause des déplacements comme des naissances, est en grande partie étrangère. Les données relatives aux deux villes le confirment. Il s'agit en partie d'immigrés à peine arrivés, mais plus en général d'une population étrangère qui est employée dans des activités variées d'assistance aux personnes, qui arrive à proximité d'une communauté de référence et qui souvent a besoin d'une forte proximité. Sous ce point de vue un élément qu'il est intéressant de souligner concerne l'absence quasi-totale de citoyens étrangers que nous avons relevée dans les contextes urbains de construction récente. Dans des contextes comme celui de l'implantation *Pompeo Leoni* et *Santa Giulia* à Milano et *Spina 3*, les destinataires sont presque exclusivement des citoyens italiens au revenu moyen et moyen-élevé. Par rapport aux cas que nous avons pris en considération, le lieu d'arrivée des populations étrangères coïncide au contraire avec les quartiers de la ville historique qui, par tradition (comme dans le cas de *San Salvario*) et à cause des caractères et de l'articulation des espaces construits et des espaces ouverts (comme dans le cas de *Paolo Sarpi*), semblent être plus poreux et en mesure d'absorber le choc de la présence nombreuse de nouveaux résidents, de la transformation/torsion des usages des espaces et en fait plus équipés pour assurer des formes minimales d'assistance et de soutien formel et informel à des situations de fragilité et de malaise.

En d'autres termes : la question de la présence de populations immigrées ne fait pas l'objet des politiques qui concernent les nouveaux projets urbains, il s'agit plutôt d'une situation qui précipite là où elle réussit à se frayer un

chemin entre les mailles plus ou moins molles d'un tissu urbain déjà métissé (dans les formes) et mixte (dans la composition sociale).

Dans quelques cas, comme par exemple à Milan, le processus d'implantation d'activités commerciales gérées par des entrepreneurs chinois a suivi il y a quelque temps encore un cours totalement indépendant des formes de régulation fixées par le gouvernement local. Le problème entre dans les priorités politiques des pouvoirs publics lorsque le niveau d' " alarme " et de conflit est déjà très élevé et il est traité selon des logiques précisément d'urgence, plus liées à l'épiphénomène qu'à ses raisons et dynamiques plus profondes. Donc, la solution au problème n'est pas une politique qui prend en compte le système des activités commerciales et ses limitations possibles (localisation, nombre d'établissements et caractères des espaces).

Dans d'autres cas, comme par exemple à Turin, la présence croissante de nouveaux immigrés constitue le point de départ pour définir un programme d'actions publiques visant à gouverner les problèmes émergents et à créer les conditions suffisantes pour entreprendre des initiatives de soutien et de renforcement des ressources locales existantes (les initiatives de réhabilitation des logements prises par les propriétaires encouragés à le faire, les activités des associations déjà actives dans le quartier relativement à l'intégration des immigrés, la création d'une agence ad hoc capable de défendre le système des actions publiques dans le quartier).

Là où le tissu urbain est dense et la propriété immobilière fortement parcellisée, le bâti se transforme donc par petites étapes, par activités incessantes, ou bien par des opérations conjointes place/people, tantôt dictées par les politiques et tantôt dictées par le marché qui trouve son répondant dans les politiques. C'est le cas des deux quartiers historiques analysés, Paolo Sarpi à Milan et San Salvario à Turin. On peut certainement parler de transformation gouvernée en prêtant attention au patrimoine physique et à la structure sociale dans le cas de via Artom, qui constitue un cas intéressant dans lequel la démolition de deux édifices de construction résidentielle publique s'est accompagnée d'un processus intense d'accompagnement social et d'une savante réélaboration en aval. Mais le débat sur la requalification urbaine se référerait surtout à la réutilisation des espaces de la ville industrielle après sa crise. C'est le cas des trois friches industrielles dans lesquelles sont localisés les trois pro-

jets de développement urbain. Dans ces lieux on a construit en ville en rasant totalement le préexistant. Il s'agit – et c'est ainsi qu'on le raconte – de villes ex novo. Et pour cette raison les trois cas représentent une certaine façon de comprendre l'habiter contemporain.

8.3. Conditions et formes de la réorganisation sociale et spatiale dans la ville

L'urbanisme tente d'exercer le pouvoir d'influencer les modes d'habiter la ville, en situant les types de fonctions et les types d'usage des espaces (Mazza, 2004) ; les instruments de l'urbanisme, tels que ceux qui règlent les projets urbains, sont les moyens à travers lesquels un gouvernement oriente ses décisions sur les transformations de la ville ; les projets politiques sont souvent faibles. Dans ce cadre les politiques urbaines tendent à prendre en compte les instances d'une société devenue la proie de plusieurs insécurités (Castel, 2003) et à mettre en scène des solutions à basse résolution : émergence, engagements limités, remèdes à court terme, portes ouvertes aux initiatives immobilières. Cette façon de gouverner a et aura d'importantes conséquences sur les formes de l'habitat contemporain, sur les caractères des lieux urbains.

La ville se simplifie : les caractères des nouvelles portions urbaines peuvent être assumées comme réponses aux attentes de quiétude et d'intimité qui émergent dans des contextes urbains à haute densité et proximité. Sous ce point de vue, la dimension individuelle et privée est un terrain utile et nécessaire pour mieux comprendre les directions auxquelles tendent les transformations urbaines, pour comprendre comment le marché réagit à une demande individuelle qui se prête à des agrégations importantes, pour comprendre comment gouvernement et action publique font face à ces demandes et aux tendances du marché. Notre intérêt s'est concentré moins sur la ville publique (et sur l'habitat social) que sur la ville qui va se composer sur l'initiative des aménageurs privés.

C'est quand la population d'une nouvelle implantation habite de nouvelles portions urbaines produites par les outils urbanistiques les plus innovateurs (*Pompeo Leoni* et *Santa Giulia* à Milan, *Spina 3* et, en partie, *Via Artom* à Tu-

rin) que l'on réussit à mieux explorer les liaisons et les correspondances entre les attentes d' "urbanité mitigée" et une action publique qui tend à apaiser tout facteur de criticité. Sous ce point de vue, la recherche met en évidence la nécessité d'approfondir les attentes, les expectatives, les desideratas – et dans certains cas les prétentions – que les "nouveaux" habitants expriment quand ils font leur choix d'habitation ou immédiatement après (Bianchetti, 2009).

Au-delà des rhétoriques diffuses qui, aussi dans les quartiers de construction récente, se réfèrent au multiculturalisme (par exemple le "parc des cultures" dans le quartier de *Pompeo Leoni*), c'est par rapport aux attentes sur les alentours de son logement que s'exprime de façon éclatante une demande fortement sélective d'urbanité, qui tend à exclure toutes ces externalités typiques de la ville considérées négatives (trafic, désordre, usages indésirables, confusion, irritation, bruit) ou bien les nouvelles évolutions visibles de la société locale, d'autant plus là où elles assument la physionomie de "classes dangereuses" : les jeunes, les étrangers, les sans-abris, les rom. Dans le design, dans le projet, dans la gestion des transformations des quartiers examinés on assiste à des interventions récurrentes tendant systématiquement à circonscrire, nettoyer, réduire et assainir ; là où on a cédé des espaces pour usages publics, on accorde une grande attention à préciser et circonscrire les usages possibles et désirés, avant tout à travers le pouvoir normatif que ce même design des espaces exprime.

Mais quels sont quelques-uns des caractères de la simplification croissante qui semble frapper les opérations de réhabilitation et de développement urbain dans les contextes observés au cours de la recherche ?

8.3.1. Les habitudes du périurbain

" Ici la ceinture verte nous isole de la circulation. La ville n'est pas loin, je mets vingt minutes à pied pour arriver au bureau, piazza Missori'. 'Ce qui nous a poussés à venir ici c'est une brochure, elle représentait un nouveau quartier dans le centre de Milan et avec une ceinture verte tout autour. Je vais chercher mon journal à pied, au centre et je n'ai vraiment pas l'impression de faire un voyage dans la banlieue de Milan ", un habitant de Pompeo Leoni, à Milan.

“ Il y a des gens qui ont planté sur leurs terrasses des érables de deux mètres, un pré, des oliviers. Je voulais avoir une bout de jardin et ici, je l’ai. Le voisin de l’étage du dessus est jaloux parce que ma terrasse est plus grande que la sienne. Mais souvent on bavarde et on boit un verre en partageant une bouteille qu’on se passe à travers la balustrade ”, un habitant de Pompeo Leoni, à Milan.

Ceux qui retournent à l’urbain portent en dot les habitudes et les attitudes du périurbain qui s’expriment dans l’imaginaire et dans les attentes par rapport au marché immobilier ; l’héritage du périurbain une fois qu’il migre en ville produit des oxymores parfois grotesques : la basilique qui se reflète de loin dans le miroir de la salle à manger dans un des appartements qui font partie d’une tour ‘moderne’ séparée de la ville par des zones vertes ; la petite piscine et les oliviers sur une petite terrasse d’un immeuble situé sur le terrain vague entre ‘ville’ et ‘banlieue’ ; une tour prétentieuse en style Mouvement Moderne qui partage une conciergerie avec un immeuble plus modeste et un tunnel brutaliste pour accéder aux garages du complexe.

Dans les projets pris en considération, l’espace ouvert et de la végétation représentent souvent des éléments de distanciation qui marquent le fonctionnement des espaces et influencent leur perception et leur usages par les habitants. Ces nouveaux quartiers d’habitation évoquent de façon récurrente l’image d’un balcon sur la ville: les équipements et les lieux les plus symboliquement urbains sont proches mais situés à une distance qui réduit les externalités négatives de la ville dense: il n’y a pas de bruits, le mélange des populations et d’activités se limite à quelques lieux isolés. On assiste à une négation de l’urbanité dans son aspect le plus complexe ; et quand l’urbanité échappe à ces processus de normalisation et de réduction des variétés typiques des nouveaux projets urbains, l’alarme insécurité se déclenche, ainsi que l’appel à l’ordre public et l’activation des forces de l’ordre à usage exclusif du quartier qui le réclame.

Dans la plupart des récits, la ville que l’on laisse derrière soi (De Titta, Zilli, 2005), est avant tout une ville qui semble avoir franchi les seuils de tolérance à l’égard des problèmes de circulation, de bruit, de cohabitation civile. Les conditions de vie dans les quartiers les plus centraux, étaient devenus ‘insoutenables’ pour beaucoup de résidents, à cause des difficultés de stationnement et d’une dégradation diffuse qui est indiquée comme une caractéristique des

espaces publics et de l'organisation citadine mais qui concerne aussi les usages 'immodérés' de la ville par des populations qui viennent de l'extérieur et qui utilisent de façon intensive certaines de ses parties spécifiques. Ville que l'on quitte et, par ailleurs, ville vers laquelle gravitent la plupart des habitants pour n'importe quel service de base ou supérieur. "Ce qui nous manque le plus est ce qu'on avait avant", dit en soupirant une des habitantes du complexe *Pompeo Leoni*, à Milan : des lieux de culte aux blanchisseries, du marchand de journaux au glacier, rien de ce qui fait partie du tissu urbain ordinaire n'est présent dans ce contexte.

8.3.2. Formes éclectiques mais réduites de l'habiter

Les nouveaux projets urbains trahissent souvent, dans leurs formes et dans l'organisation des espaces, un éclectisme qui tend d'ailleurs à l'épuration de toutes les variétés et les contradictions; un éclectisme sélectif, défensif, discriminant ; l'imaginaire du périurbain est obligé d'endosser les formes et les tailles des logements caractéristiques de la ville dense et compacte. La quiétude et la protection, les espaces ouverts en propriété privée et la taille des logements, la facilité d'accès en voiture et l'ampleur des garages : tous ces éléments se fraient un chemin dans les discontinuités urbaines des friches industrielles et s'accorderaient en principe avec la proximité visuelle des flèches de la cathédrale, avec l'accessibilité aux écoles sélectionnées selon la confession dominante, avec l'opportunité de rejoindre rapidement les espaces de consommation matérielle et culturelle, reconnus comme importants et à l'avant-garde sur le plan symbolique. Mais, pour satisfaire ces exigences schizophréniques, il n'y a pas d'expérimentation de formes urbaines ou de nouvelles typologies de logement ; le répertoire des modèles plus traditionnels des logements résidentiels urbains ne se renouvelle pas. Les misères et les artifices de la ville moderne au sens le plus commun se multiplient : les façades des édifices comme des affiches banales qui révèlent la condition sociale des habitants : les fenêtrages amples et irréguliers des habitations de luxe, les façades marquées par des fenêtres nombreuses et petites qui laissent entrevoir et imaginer la répétition sérielle des types et tailles des unités de logement social qui n'est présente que dans quelques cas, en pourcentage minime, selon

les dispositions de loi. Dans le Milan néolibéral, un quartier comme *Pompeo Leoni* semble plutôt “bulgare” : dans son agencement, rigide et répétitif, dans les façades d’une médiocre architecture résidentielle de l’après-guerre, dans son fonctionnement avec un seul distributeur pour l’approvisionnement, avec des parcours rigidement marqués et des espaces publics substantiellement ‘en friche’, non aménagés et sans équipements.

Par contre, selon la rhétorique et la rationalité du marché immobilier, un des aspects valorisants des constructions actuelles du projet est l’impression de variété que donne le traitement des surfaces et des volumes, difficile à trouver ailleurs à Milan et à Turin, dans des opérations à peu près contemporaines. On note la tentative de produire des effets de distinction, de faire en sorte que chacune des unités qui composent le complexe soit identifiable par un signe distinctif. Les variations sont surtout chromatiques et volumétriques.

Le mécanisme de la variation se déploie et s’oppose à la répétition et à la production d’une construction et d’une périphérie anonyme pour devenir un dispositif ostentatoire qui révèle la géographie des logements (plus rares aux marges de l’aire de projet, plus fréquentes à proximité de la promenade) et des valeurs immobilières. Le stratagème rappelle, actualisées, certaines expériences de projet dans les quartiers de logements sociaux construits après la seconde guerre mondiale, qui visaient à produire un processus d’identification et d’appropriation des habitants par une diversité des façades et des volumes, s’inspirant à l’époque des caractéristiques morphologiques vernaculaires. Certaines de ces expériences ont ensuite été jugées ingénues ou inefficaces. L’enracinement, l’appropriation et donc la qualité de l’habitat ne peuvent certainement pas être seulement l’effet de solutions formelles, d’autres conditions sont nécessaires pour ne pas faire d’un quartier résidentiel un lieu anonyme et déserté par les citoyens, par exemple : la qualité des services et des espaces publics, la mixité et la diversité des activités et des fonctions. Dans les cas examinés le risque encouru est peut-être en partie analogue à celui qui a autrefois brisé certaines ambitions des concepteurs.

8.4. Quelques hypothèses sur les tendances

L'observation des nouveaux projets d'expansion urbaine et des modes de fonctionnement des lieux est un passage fondamental pour explorer les formes de réorganisation des espaces de la ville en concomitance avec des processus de réorganisation sociale et économique profonds et incertains (Donzelot, 2006 ; Bricocoli, de Leonardis, Tosi, 2008). Les nouvelles configurations spatiales de ces nouveaux morceaux de ville représentent un point de vue significatif afin d'observer les tendances émergentes dans le domaine des changements urbains à large échelle. Il nous semble utile de mettre en évidence celles qui nous semblent les plus importantes.

Homologation, par rapport aux formes et aux typologies, les nouveaux projets urbains d'habitation n'ont pas le chiffre stylistique des pastiches de l'habitat individuel ni celui de la variété et de la stratification des matériaux urbains de la ville historique ; néanmoins des signes de distinction très visibles affleurent entre les logements qui appartiennent à différents segments de marché. Le processus d'homologation suppose une telle agrégation des préférences que l'offre qui en découle devient très uniforme. Le dénominateur commun des demandes individuelles consiste en protection, quiétude, intimité. Les variables concernent le pouvoir d'achat des acheteurs, à chaque niveau de pouvoir d'achat correspond un type de produit, une sorte de paquet standardisé. D'ailleurs le marché de la construction préfère ne pas se fragmenter et articuler ses produits et l'offre tend à réduire les réponses possibles. La demande ne pose au présent aucun défi, elle suit et favorise l'offre. Et cette compulsion de répétition dans la production des solutions résidentielles se heurte à une demande insatiable de sécurité : un paradoxe qui est seulement apparent !

Simplification, par rapport à l'organisation, les fonctions se simplifient, elles se composent selon des zones de pertinence à vocation unique ; c'est le cas du logement résidentiel lorsque les projets distinguent et localisent séparément les logements selon le standing ; il s'agit d'un procès qui réduit au maximum la variété des destinataires, chaque groupe social homogène ayant son propre bâtiment pour éviter le mélange. Mais la réduction et la simplification peuvent concerner aussi le monopole d'un sujet dans le cas des fonctions

commerciales (souvent une grande surface). Enfin la simplification frappe aussi les espaces communs, ouverts ou bâtis, qui sont souvent inaccessibles ou inhospitaliers : les espaces bâtis et inutilisés dans les copropriétés, les espaces ouverts infestés par des haies-ronces qui entourent le périmètre des édifices ou marquent la frontière entre l'espace ouvert le long d'une route et l'espace attribué aux logements.

Dépendance, par rapport aux relations entre les nouveaux projets urbains et la ville existante . Le degré d'autonomie des nouveaux aménagements est presque nul, tous les services le plus importants sont ceux préexistants, localisés dans la ville antécédente : santé publique, écoles, petits commerces (boulangerie, pharmacie, kiosque à journaux...) et même les espaces verts, les espaces ouverts étant souvent tout à fait dépourvus d'équipements : aucun banc ni jeux pour les enfants. Sous cet aspect les nouvelles portions de ville sont toujours à la charge de la ville préexistante et ne produisent aucune augmentation dans l'offre des services aux citoyens et donc dans la production de biens publics. Les conséquences sont une surcharge des équipements déjà existants et donc une forme de dépendance très forte qui entame aussi l'image des nouveaux 'quartiers'. Il y a déjà des habitants-propriétaires qui craignent que le lieu qu'il ont choisi d'habiter puisse se révéler un quartier-dortoir. Cette image entre dramatiquement en collision avec celle de lieu calme et protégé et met en cause l'exclusivité et la valeur immobilière des immeubles.

Le coût de la 'quiétude urbaine', qui implique une simplification fonctionnelle et sociale, peut devenir très élevé quand l'image et le destin d'un nouveau quartier d'habitation changent. De plus, à côté de ces problèmes de caractère individuel, il y a un problème collectif qui concerne la tenue de la ville : jusqu'où est-il possible de surcharger les systèmes des services et équipements déjà existants ? Un effet de séparation et ségrégation dérive de la combinaison de ces tendances, une séparation qui touche les choses autant que la collectivité. La réponse aux questions urbaines de sécurité (avant tout sociale) consiste à séparer et à disposer selon un ordre qui ramènerait au calme. Les lieux nous témoignent cette astuce mais nous montre aussi quelles pourraient en être les limites.

8.5. Qu'est-ce qui se décharge sur le public? Epilogue à partir de quelques problèmes émergents dans le gouvernement de la ville

Nous avons mis en relation changement urbain et insécurités et nous avons vu que dans plusieurs aspects étaient reconnues ces hypothèses initiales qui voyaient l'insécurité " informer " de façon diffuse la culture du projet, les modes de gouvernement, les orientations du marché. " Insécurités " plus que sûretés: ce n'est pas un projet qui garantit des niveaux de sûreté certifiés ou à certifier, ce sont plutôt des projets et des politiques qui tentent d' " apaiser ", de mettre au repos les anxiétés et les insécurités. D'autant plus dans le cas italien et dans les contextes étudiés, la population qui avance des demandes de sûreté et qui alimente une demande d'action publique qui s'exprime en ces termes est une population de propriétaires. Dans les deux villes, les territoires placés sous observation sont marqués par un trend diffus et pénétrant, qui est celui d'une augmentation importante du nombre des propriétaires. Il s'agit d'une donnée qui distingue typiquement le cas italien mais qui a connu ces dernières années une hausse significative. La transformation de ces portions urbaines est marquée par une majorité consistante (sauf dans le cas de Via Artom) d'habitants-propriétaires. Des habitants qui ont choisi non seulement d'habiter, mais d'investir leur patrimoine personnel dans ces lieux. L'insécurité, pour beaucoup, est l'insécurité qui dérive des risques de cet investissement, de la crainte d'avoir mal choisi, que l'aire où l'on habite puisse être marquée par un facteur négatif quelconque qui provoquerait la perte de la valeur immobilière. A travers la recherche sur le terrain s'affirme toujours plus la vision d'une ville qui produit (là où il s'agit de construction récente) et se re-produit (là où il s'agit de transformation de l'existant) dans un cadre de gouvernement " minime " qui, en laissant le champ au marché et aux avantages politiques à court terme, voit avancer un gouvernement que nous pourrions définir " au millième " (voir Monteleone et Manzo dans ce volume), qui mesure le poids et l'importance des acteurs par rapport à leurs parts de propriété.

Par rapport aux usages indésirables, aux pratiques sociales peu appréciées, aux conflits dans l'usage des espaces ouverts, la règle semble systématiquement être: circonscrire, assainir, soustraire de l'espace. L'intervention de

l'acteur public, dans les quelques aires urbaines qui ont encore échappé à un projet et à un aménagement, plusieurs fois consiste en un premier temps en une opération de police et ensuite en une nouvelle édification. C'est le cas de la zone Sarpi où, aux nombreux arrêtés et règlements de police, ont suivi de véritables barrières physiques pour limiter les activités de la population chinoise. Dans le cas-limite de *Via Pompeo Leoni*, on arrive à renégocier les volumétries d'un nouvel édifice dans lequel placer des fonctions, certes, sociales, mais avec le résultat positif de chasser les usages temporaires qui ont – inopinément – causé le désagrément plus grave d'avoir des étrangers sans-abris sous les terrasses des nouveaux immeubles. Dans les cas examinés qui concernent des expériences de construction récente, il est récurrent de se référer ou d'intégrer un grand parc, et d'utiliser la force symbolique du parc (public) comme un argument de légitimation. Mais il est évident que la réalisation d'un grand espace vert est un processus qui introduit certainement aussi quelques éléments de fragilité, justement en partant du fait que, souvent, ces aires vertes sont les seules aires publiques en quelque sorte ouvertes aux citoyens qui ne sont pas résidents. Et, fréquemment, le bien public se traduit en un mal public. Une exception importante est représentée par *Via Artom*, où le parc a été un élément qualifié d'un projet qui autrement pouvait passer pour une simple réhabilitation d'un contexte de construction résidentielle publique. Dans ce cas, la qualité extraordinaire du projet du parc est associée à l'activation d'un réseau de sujets et à la mise en œuvre d'une série d'activités qui font de cet espace vert un élément fortement attractif, non seulement à échelle locale et qui, justement à partir d'une complexité des usages et des populations, ne constitue pas un facteur critique par rapport à l'insécurité des habitants.

Le "danger" signale Cristina Bianchetti, est constitué par ceux que De Certeau appellerait les "usages ingénieux", à savoir des usages non prévus qui sont acceptés plus difficilement par l'espace simplifié de la négociation et par ses logiques. C'est ce caractère banalisé, le caractère de l'espace réduit à la norme donc normalisé qui rend quelques usages non plausibles, qui rend difficile, pour ne pas dire impossible, la médiation entre usages différents (Bianchetti, 2009).

Là où des usages différents ne sont pas prévus, l'accès à des groupes sociaux qui toutefois font partie de la ville, en qualité de résidents ou bien de tra-

vailleurs plus ou moins formellement employés est en fait interdit. L'espace de la ville se rétrécit donc, le terrain sur lequel une multiplicité d'usages des espaces (place) et une variété de citoyens (people) sont possibles, diminue de plus en plus. Et c'est justement à l'intérieur de ces " zones franches " que s'intensifie et se concentre une série de problèmes banalement ramenés ensuite à des questions d'ordre public. Il s'agit souvent d'aires urbaines " libres ", dans lesquelles on laisse que le " désordre " advienne, tolérées et souvent utilisées comme caissons de décompression face à une pression sociale toujours forte sur les thèmes de l'immigration, de la précarité et de l'insécurité. Mais quand le niveau de garde dépasse le seuil de la tolérance urbaine (aux limites très fluides et très liées à des facteurs politiques et médiatiques), voilà que ces lieux deviennent des aires-cibles, des contextes dans lesquels on intervient à des fins de démonstration, avec des solutions à effet immédiat mais souvent non durables.

En effet, devant les demandes et les protestations, l'action publique semble de façon récurrente être appelée à s'articuler en une modeste et silencieuse perspective réparatrice. Là où précédemment elle n'a pas orienté le processus et n'a pas gouverné la qualité des résultats, l'intervention publique est réclamée à choses faites, charges déjà versées. D'autre part, vu l'état des faits, qui peut trouver un avantage dans un travail préliminaire sur les dimensions problématiques ?

Pas les opérateurs, qui semblent encore aujourd'hui avoir confiance en un marché généreux qui achète sans avancer d'attentes particulières relatives à la dimension urbaine, et qui agissent dans une situation d'entrave limitée de la part du sujet public. Pas les politiques, qui agissent dans un horizon à court et moyen terme, dans lequel la satisfaction des attentes et le succès d'une opération urbaine se limitent à l'achèvement et à la remise du programme, sans s'occuper de son application. Sous ce point de vue, il reste à enquêter sur le passage complexe et non indolore des responsabilités que les secteurs urbanistiques – responsables des procédures et rédacteurs des projets – déchargent sur les autres secteurs de l'administration publique (construction privée, services sociaux, police locale) qui sont au contraire beaucoup plus proches de la dimension quotidienne et de la dimension d'usage courant des divers contextes urbains.

A la suite d'un changement progressif des appareils de l'administration publique qui s'oriente vers des approches tendant fortement à l'optimisation des ressources et à la diminution des dépenses publiques à la suite d'une baisse importante de la quantité des ressources transférées par le gouvernement central aux gouvernements locaux, en raison d'une conjoncture économique critique générale, et d'une situation politique dramatique dans le cas de l'Italie en particulier, les modes de " faire l'urbanisme " sont en train de changer, par rapport aux rôles, compétences et responsabilités de l'acteur public. Ce que la recherche nous a permis de mieux comprendre est une situation de désarticulation profonde des compétences et des responsabilités qui concernent les secteurs qui plus typiquement se sont occupés et s'occupent des opérations de transformation urbaine. En aval d'une période pleine d'emphase sur les défis innovateurs comme l'intégration des politiques intersectorielles et, conséquemment, des projets capables de traiter une variété de problèmes urbains, les résultats semblent tenir du paradoxe (Crosta, 1984 ; Palermo, 2009).

A l'exception de quelques expériences-pilotes, plus ou moins réussies, la gamme des tâches de chaque secteur semble s'être amenuisée. Le secteur de l'administration municipale, compétent en matière d'aménagement urbain, dirige les questions concernant la conformité des outils urbanistiques en vigueur, établit les actes administratifs inhérents aux transformations prévues, entreprend et porte à bonne fin la procédure. Quand tout est correctement défini sur le plan formel et que la réalisation des ouvrages est terminée, le projet de transformation lui-même est jugé conclu et cette même division renonce à sa responsabilité sur le terrain. En réalité le processus de transformation doit encore advenir et il va bien au-delà de la pure réalisation des ouvrages. Les faits, les lieux montrent que ce n'est pas la présence d'un investisseur immobilier ou celle d'un consortium de coopératives de construction qui garantissent le bon résultat d'un projet : c'est certainement une condition nécessaire mais non suffisante. Aucun de ces sujets n'est un expert ou un partisan de la qualité de l'intérêt public, et il est normale qu'il en soit ainsi. Le destin d'une nouvelle aire de développement urbain, la qualité des lieux, le renforcement d'un tissu social local sont liés à des dynamiques et à des processus qui sont systématiquement abandonnés par ceux qui s'occupent d'urbanisme et d'édification, de la même façon qu'ils ne sont pas relevés par ceux qui s'occupent des poli-

tiques et des services sociaux. A ce propos, les cas de Milan et de Turin mettent bien en évidence qu'un projet de développement urbain ne peut avoir pour chef de régie qu'un sujet public compétent, capable de surveiller les temps et les modes de réalisation des infrastructures d'intérêt collectif, les liaisons entre les parties qui composent un projet où participent plusieurs investisseurs, la qualité des espaces publics que chacun d'eux doit s'engager à produire et à gérer, les formes de gestion de ce patrimoine, le système des services publics et privés nécessaires et réellement activés, l'efficacité des liaisons par les transports en commun. Ce ne sont que quelques-unes des dimensions qui font partie de la qualité et du succès d'un projet, mais en Italie et dans quelques-uns des cas analysés en particulier, celles-ci ne sont pas prises en considération et " cultivées " par le secteur compétent. Cette sphère, qui relève de la question de l'usage et du fonctionnement des espaces, demande des capacités d'organisation du début à la " fin " du projet, du moment qu'on en discute l'opportunité quand il est réalisé, habité et pratiqué. Et elle doit être capable de projeter et de saisir les mécanismes avec lesquels la ville vit et se transforme : compétences raffinées mais fondamentales qui semblent manquer ou avoir été abandonnées par beaucoup de ces secteurs qui historiquement avaient la tâche de s'en occuper, comme celui de l'urbanisme.



Références bibliographiques

- > Alfieri M. (2009), “Milano Santa Giulia, i sogni infranti della old new town”, Il sole 24 ore, 22 ottobre.
- > Allasino E., Bobbio L., Neri S. (2000), *Crisi urbane: che cosa succede dopo? Le politiche per la gestione della conflittualità legata ai problemi dell’immigrazione*, IRES Piemonte, Working paper n.135.
- > Assimpredil - Makno & consulting (2008), *La casa e l’abitare a Milano*, Monza, Lodi, Milano.
- > Bàculo L. (2006) “Gli italiani in Cina, i cinesi in Italia”, in QA – Rivista dell’Associazione Rossi-Doria, n. 3.
- > Bauman Z. (2000), “From the Ethic of Work to the Aesthetic of Consumption”, in Bauman Z., *The Bauman Reader*, Wiley Blackwell, London.
- > Bauman Z. (2001), *Community. Seeking safety in an insecure world*, Polity Press, Cambridge.
- > Bauman Z. (2003), *Intervista sull’identità*, Laterza, Bari.
- > Bauman Z. (2008), “La paura che genera l’odio. Perché anche in Italia esplode il razzismo”, in La Repubblica, lunedì 29 settembre, p. 31.
- > Bazzini D., Puttilli M. (2008), *Il senso delle periferie*, Eleuthera, Milano.
- > Beck U. (2009), “Critical Theory of World Risk Society: A Cosmopolitan Vision”, *Constellations*, Vol. 16, n.1.
- > Borlini B., Memo F. (2008), *Il quartiere nella città contemporanea*, Bruno Mondadori, Milano.
- > Bianchetti C. (2006), *Torino². Metabolizzare le Olimpiadi*, Officina Edizioni, Roma.

- > Bianchetti C. (2008), *Urbanistica e sfera pubblica*, Donzelli, Roma.
- > Bianchetti C., a cura di (2009), "Abitare la città contemporanea", Archivio di Studi urbani e regionali, n. 94.
- > Bianchetti C., Todros A. (2009), "Postfazione. Processi di trasformazione e difficoltà del progetto urbano", in: AAVV, *Torino che cambia. Dalle ferriere alla Spina 3. Una difficile transizione*, pp.313-325, Edizioni Angelo Manzoni, Torino.
- > Bifulco L., de Leonardis O. (2006), «Integrazione tra politiche come opportunità politica», in C. Donolo, a cura di, *Il futuro delle politiche pubbliche*, Bruno Mondadori; Milano.
- > Bobbio L. (2000), "Produzione di politiche a mezzo di contratti nella pubblica amministrazione italiana", Stato e Mercato n.58.
- > Body Gendrot S., Wihtol de Wenden C. (2007), *Sortir des banlieues. Pour en finir avec la tyrannie des territoires*, Editions Autrement Frontieres, Paris.
- > Body-Gendrot S. (2008), *La peur détruira-t-elle la ville?*, Bourin, Paris
- > Bolocan M., Bonfantini B., a cura di, (2007), *Milano incompiuta. Interpretazioni urbanistiche del mutamento*, FrancoAngeli, Milano.
- > Boltanski L., Chiapello E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris.
- > Bonfantini B.(dir) (2002), "Urbanistica a Milano", *Urbanistica*, n.119.
- > Bricocoli M., de Leonardis O., Tosi A. (2008), « L'Italie. Inflexion néolibérale et politiques locales », in Donzelot J.,(éd.), *Villes, violences et dépendance sociale. Les politiques de cohésion en Europe*, La Documentation Française, Paris.
- > Bricocoli M., Savoldi P. (2008), *Villes en observation*, Editions du Puca, Paris.
- > Castel R. (2003), *L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?*, Éd. du Seuil, Paris.
- > Castel R. (2009), *La montée des incertitudes : Travail, protections, statut de l'individu*, Ed. du Seuil, Paris.
- > Castrovilli A., Seminara C. (2000), *Mirafiori. La città oltre il Lingotto*, Mentelocale, Torino.
- > Città di Torino (2001), *Periferie al centro. I piani di Accompagnamento sociale. Primo bilancio e azioni svolte*, Torino.

- > Città di Torino (2005), *Periferie 1997-2005. Buone pratiche di comunicazione urbana*, Torino.
- > Cologna D. et Mancini, L. (2000), “Inserimento socio-economico e percezione dei diritti di cittadinanza degli immigrati cinesi a Milano. Una ricerca pilota”, in *Sociologia del diritto*, n.3.
- > Cologna D., (2002a), “Il quartiere Canonica Sarpi: «mirano ad impossessarsi del quartiere»”, in (dir.) D. Cologna, *La Cina sotto casa. Convivenza e conflitti tra cinesi e italiani in due quartieri di Milano*, FrancoAngeli, Milano.
- > Cologna D., (2002b), “L’immigrazione cinese e la città: le dinamiche insediative e di sviluppo commerciale degli immigrati cinesi a Milano negli anni novanta”, in (dir.) D. Cologna, *La Cina sotto casa. Convivenza e conflitti tra cinesi e italiani in due quartieri di Milano*, FrancoAngeli, Milano.
- > Cologna D. (dir.) (2002c), *La Cina sotto casa. Convivenza e conflitti tra cinesi e italiani in due quartieri di Milano*, FrancoAngeli, Milano.
- > Comune di Milano, Settore Urbanistico (1995), *Indicazioni per i programmi di riqualificazione urbana*.
- > Corsico F. (1998), “Torino. I programmi di riqualificazione urbana”, in *La città necessaria*, SAIE.
- > Cremaschi M. (2000), *Scavando il futuro con i programmi integrati*, Rap-100, Roma.
- > Cremaschi M., (dir) (2008), *Tracce di quartieri. Il legame sociale nella città che cambia*, FrancoAngeli, Milano.
- > Crosta P.L. (1984), *La produzione sociale del piano*, FrancoAngeli, Milano.
- > Crosta P.L. (2003), “Reti translocali. Le pratiche d’uso del territorio come ‘politica’ e come ‘politiche’”, *Foedus*, n. 7, pp. 5-18.
- > Crosta P.L. (2006), “L’abitare itinerante come ‘pratica dell’abitare’: che costituisce territori e costituisce popolazioni. Politicità delle pratiche”, *texte dactylographié*.
- > Crosta P.L. (2007), “Interrogare i processi di costruzione di ‘pubblico’, come ‘prove di democrazia’, in Pellizzoni L., *Democrazia locale. Apprendere dall’esperienza*, Gorizia.
- > De Carlo G. (1970), « Il pubblico dell’architettura », *Parametro*, n.5.
- > De Carlo G. (1973), « L’architettura della partecipazione », in J.M. Richards,

- P. Blake, G. De Carlo, *L'architettura degli anni Settanta*, il Saggiatore.
- > de Leonardis O. (2008a), "Nuovi conflitti a Flatlandia", in Grossi G. (éd.), *Conflitti contemporanei*, Utet, Torino.
- > de Leonardis O. (2008b), "Da luoghi di cura alla cura dei luoghi : i servizi sociali di fronte alla domanda di sicurezza", *Animazione sociale*, n.10.
- > De Rossi A. (2004), "Un paesaggio reinventato", in "Progetti per Torino 2006 e oltre", supplément à *Il Giornale dell'Architettura*, n.24.
- > De Titta A., Zilli R. (2005), *La città alle spalle*, thèse de laurea specialistica in Pianificazione territoriale Urbanistica e Ambientale, Politecnico di Milano.
- > Diamanti I. et al. (2007), *Indagine sul sentimento e sul significato di sicurezza in Italia*, rapporto di ricerca, Demos & PI - Fondazione Unipolis.
- > Di Biagi P. (2008), *La città pubblica. Edilizia sociale e riqualificazione urbana a Torino*, Umberto Allemandi & Co, Torino.
- > Donzelot J., Mével C., Wyvekens A. (2003), *Faire société. La politique de la ville aux Etats Unis et en France*, Ed. du Seuil, Paris.
- > Donzelot J. (2004), « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*.
- > Donzelot J. (2006), *Quand la Ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues?*, éditions du Seuil, Paris.
- > Donzelot J., dir. (2008), *Villes, violences et dépendances sociales. Les politiques de cohésion en Europe*, La Documentation Française, Paris.
- > Farina, P., Cologna, D., Lanzani, A., Breveglieri, L., (dir.) (1997), *Cina a Milano. Famiglie, ambienti e lavori della popolazione cinese a Milano*, Abitare Segesta Cataloghi, Milano.
- > Fishman R. (1987), *Bourgeois Utopias – The Rise and Fall of Suburbia*, New York.
- > Gregotti V. (1986), *Questioni di architettura*, Electa Mondadori, Milano.
- > Gaeta L. (2009), *Mercato immobiliare. Beni, diritti, valori*, Carocci, Roma.
- > Gorz A. (2009), *Ecologica*, Jaca Book, Milano.
- > Guiati F., (dir) (2008), *Rigenerazione urbana e accompagnamento sociale. Il caso di via Artom a Torino*, Celid, Torino.
- > Infussi F. (2008), "Progetto di demolizione. Viaggio ai confini del moderno", *Territorio*, n.45.
- > Jessop B. (2002), "Liberalism, Neoliberalism and Urban Governance: A

State-Theoretical Perspective”, in Brenner N. e Theodore N. (a cura di), *Spaces of neoliberalism. Urban restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell Publishing, Oxford

> Karrer F., Moscato M., Ricci M., Segnalini O., (2000), *Il rinnovo urbano*, Carocci, Milano.

> Lami M. (2004), “Logiche pubbliche e private nelle operazioni di trasformazione urbana”, in Regione Piemonte, *Valutare i Programmi complessi*, Savigliano, L’Artistica Editrice.

> Lascoumes P., Le Galès P. (2004), *Gouverner par les instruments*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris.

> Mangin D., Panerai P. (1999), *Projet urbain*, Éditions Parenthèses, Paris.

> Manzo L. K. C., (2009), *Via |da| Paolo Sarpi. Film making e ricerca etnografica nella Chinatown di Milano*, tesi di Laurea discussa presso la Facoltà di Scienze Politiche dell’Università degli Studi di Milano, Corso di Laurea Magistrale in Comunicazione Politica e Sociale.

> Marinoni G. (2007), “Milano. Città in evoluzione”, *Lotus*, 131.

> Mazza L. (2004), *Piano, progetti, strategie*, FrancoAngeli, Milano.

> Mazza L. (2009), texte dactylographié, séminaire de recherche «Lieux, outils d’aménagement et de sûreté. La production des nouveaux espaces urbains», Dipartimento di Architettura e Pianificazione, Politecnico di Milano, 6 mai 2009.

> Nicolin P. (2007), “Milano Boom”, *Lotus*, 131.

> Novak C. (2002), “Il quartiere cinese di Canonica Sarpi in bilico fra radicamento e conflitto”, in (dirs.) D. Cologna, *La Cina sotto casa. Convivenza e conflitti tra cinesi e italiani in due quartieri di Milano*, FrancoAngeli, Milano.

> Oliva F. (2002), *L’urbanistica di Milano – quel che resta dei piani urbanistici nella crescita e nella trasformazione della città*, Hoepli, Milano.

> Olmo C., “Sei tesi su Torino”, in Bianchetti, a cura di (2006), *Torino². Metabolizzare le Olimpiadi*, Officina Edizioni, Roma.

> Ombuen S., Ricci M., Segnalini O. (2000), *I programmi complessi*, Il Sole 24 ore, Pirola, Roma.

> Palermo P.C. (2004), *Trasformazioni e governo del territorio*, Franco Angeli, Milano.

- > Palermo P.C. (2009), *I limiti del possibile. Governo del territorio e qualità dello sviluppo*, Donzelli, Roma.
- > Pasqui G. (2008), *Città, popolazioni, politiche*, Jaka Book, Milano.
- > Pitch T. (2006), *La società della prevenzione*, Carocci, Roma.
- > Quaroni L. (1957 a), “Il paese dei barocchi”, Casabella, n.215.
- > Quaroni L. (1957 b), “Politica del quartiere”, Urbanistica, 22.
- > Rifkin J. (2000), *The Age of Access: The New Culture of Hypercapitalism, Where All of Life Is a Paid-For Experience*, Penguin Putnam, New York.
- > Salamon L. (2002), *The Tools of Government. A Guide to the New Governance*, Oxford University Press.
- > Sampieri A. (2008), *Nel paesaggio. Il progetto per la città negli ultimi venti anni*, Donzelli, Roma.
- > Saccomani S. (2004), *Programmi Complessi: una rilettura delle esperienze, in Regione Piemonte, Valutare i Programmi Complessi*, Savigliano, l'Artistica Editrice
- > Savoldi P. (2006), *Giochi di Partecipazione*, FrancoAngeli, Milano.
- > Secchi B. (1989), *Un progetto per l'urbanistica*, Einaudi, Torino.
- > Sennett R. (1970), *The Uses of Disorder: Personal Identity & City Life*, Knopf, New York.
- > Siebel W. (2008), « Wohnen in der Innenstadt », in *Deutsche Zeitschrift für Kommunalwissenschaften*, n. 47, pp. 37-47.
- > Žižek S. (2005), *Distanza di sicurezza. Cronache del mondo rimosso*, Manifestolibri, Roma.

